







CAMPAGNES

DES FRANÇAIS.

IMPRIMERIE DE DUCESSOIS,
Quai des Augustins, 55.

CAMPAGNES

DES FRANÇAIS

EN ITALIE, EN ÉGYPTE, EN HOLLANDE, EN ALLEMAGNE, EN PRUSSE,
EN POLOGNE, EN ESPAGNE, EN RUSSIE, EN SAXE, ETC.

DEPUIS L'AN IV (1796),
JUSQU'AU TRAITÉ DE PAIX DU 20 NOVEMBRE 1815.

PAR

AUBER ET ROULLION.

NOUVELLE ÉDITION,
PUBLIÉE SOUS LES AUSPICES D'UNE SOCIÉTÉ DE GENS DE LETTRES.

Avec un Atlas sur demi-colombier,
CONTENANT
54 BATAILLES ET 100 PORTRAITS DES GÉNÉRAUX LES PLUS ILLUSTRES.

TOME III.



PARIS,
CHEZ BANGE AINÉ, ÉDITEUR ET PROPRIÉTAIRE,
RUE SAINT-DENIS, n° 271.

1835

CAMPAGNES

DES FRANÇAIS.

EXPÉDITION DE PRUSSE ET DE POLOGNE.

La victoire d'Austerlitz et le traité de Presbourg semblaient assurer le repos de l'Europe ; William Pitt était mort, et son honorable successeur, Georges Fox, illustrait son entrée au ministère par une alliance sincère de l'Angleterre avec la France ; mais sa mort prématurée vint bientôt détruire les intentions amies de l'Angleterre, et enleva à Napoléon tout espoir de voir le cabinet britannique consentir à la paix européenne.

La Prusse, qui pendant la troisième coalition avait conservé sa neutralité, céda aux instigations des

nouveaux ministres anglais, et prit part à une troisième coalition où entrèrent aussi la Russie et la Suède. Les griefs que la Prusse allégua contre la France, furent 1° l'extension de puissance acquise à l'empire français par la réunion de l'Illyrie et des états vénitiens, ainsi que par la création des royaumes de Hollande et de Naples, et par celle de la confédération germanique; 2° l'occupation prononcée des provinces allemandes. Elle demandait aussi que la France ne mît aucun obstacle à la formation de la ligue du Nord, qui devait embrasser, sans exception, tous les états allemands non compris dans l'acte fondamental de la confédération du Rhin.

Le roi de Prusse n'ignorait pourtant pas que la cause du séjour des troupes françaises en Allemagne était la non exécution, par la Russie, de certains engagemens pris en son nom par l'Autriche dans le traité de Presbourg; il poussa l'aveuglement, plein de confiance sans doute dans les armemens nombreux qu'il avait réunis depuis quelques mois, jusqu'à adresser un ultimatum à l'empereur Napoléon, dans lequel il exigeait, pour le 8 octobre, une satisfaction précise à tous ses griefs et l'évacuation immédiate de l'Allemagne. « Maréchal, dit l'empereur au prince de » Neufchatel, en recevant la sommation prussienne, » on nous donne un rendez-vous d'honneur pour » le 8 : jamais un Français n'y a manqué; mais » comme on dit qu'il y a une belle reine qui veut

» être témoin des combats, soyons courtois, et » marchons sans nous coucher, pour la Saxe. » La reine de Prusse était effectivement à l'armée, vêtue en amazone et portant l'uniforme du régiment de dragons qui portait son nom.

En effet que pouvait-on répondre à la Prusse, dont la dernière note diplomatique était ainsi conçue: « Que les troupes françaises qu'aucun titre fondé n'appelle en Allemagne, repassent incessamment le Rhin, toutes sans exceptions, en commençant leur marche du jour même où le roi se promet la réponse de l'empereur, et en la poursuivant sans s'arrêter; car leur retraite instante et complète est, au point où en sont les choses, le seul gage de sûreté que le roi puisse admettre; qu'il ne soit plus mis de la part de la France aucun obstacle quelconque à la formation de la ligue du nord, qui embrassera, sans aucune exception, tous les états non nommés dans l'état fondamental de la confédération du Rhin. »

C'était une déclaration de guerre... Le 6 octobre, Napoléon avait établi son quartier-général à Bamberg, où il adressait la proclamation suivante à l'armée française :

« Soldats,

» L'ordre pour votre rentrée en France était parti; vous vous en étiez déjà rapproché de plusieurs marches; des fêtes triomphales vous attendaient, et les

préparatifs pour vous recevoir étaient commencés dans la capitale; mais, lorsque nous nous abandonnions à cette trop confiante sécurité, de nouvelles trames s'ourdissaient sous le masque de l'alliance et de l'amitié; des cris de guerre se font entendre à Berlin; depuis deux mois nous sommes provoqués tous les jours davantage.

» La même faction, le même esprit de vertige qui, à la faveur de nos dissensions intestines, conduisit, il y a quatorze ans, les Prussiens au milieu des plaines de la Champagne, domine dans leurs conseils; si ce n'est plus Paris qu'ils veulent brûler et renverser jusque dans ses fondemens, c'est aujourd'hui leurs drapeaux qu'ils se vantent de planter dans les capitales de nos alliés; c'est la Saxe qu'ils veulent obliger à renoncer, par une transaction honteuse, à son indépendance, en la rangeant au nombre de leurs provinces; c'est enfin vos lauriers qu'ils veulent arracher de votre front; ils veulent que nous évacuions l'Allemagne à l'aspect de leur armée. Les insensés! qu'ils sachent donc qu'il serait mille fois plus facile de détruire la grande capitale que de flétrir l'honneur d'un grand peuple et de ses alliés. Leurs projets furent confondus alors; ils trouvèrent dans les plaines de Champagne, la défaite, la mort et la honte; mais les leçons de l'expérience s'effacent, et il est des hommes chez lesquels le sentiment de la haine et de la jalousie ne meurt jamais.

» Soldats, il n'est aucun de vous qui veuille retourner en France, par un autre chemin que celui de l'honneur; nous ne devons y rentrer que sous les arcs de triomphe.

» Eh quoi! aurions-nous donc bravé les saisons, les mers, les déserts, vaincu l'Europe plusieurs fois coalisée contre nous, porté notre gloire de l'orient à l'occident, pour retourner aujourd'hui dans notre patrie comme des transfuges, après avoir abandonné nos alliés, et pour entendre dire que l'aigle française a fui épouvantée à l'aspect des armées prussiennes?... Mais déjà ils sont arrivés sur nos avant-postes... Marchons donc, puisque la modération n'a pu les faire sortir de cette étonnante ivresse. Que l'armée prussienne éprouve le même sort qu'elle éprouva il y a quatorze ans! qu'ils apprennent que, s'il est possible d'acquérir un accroissement de domaines et de puissance avec l'amitié du grand peuple, son inimitié, qu'on ne peut provoquer que par l'abandon de tout esprit de sagesse et de raison, est plus terrible que les tempêtes de l'Océan! »

Le lendemain 7 octobre, Napoléon écrivit au sénat de France, pour lui faire connaître les motifs et le but de la guerre. Voici la copie de ce message :

« Nous avons quitté notre capitale pour nous rendre au milieu de notre armée d'Allemagne, dès l'instant que nous avons su avec certitude qu'elle était menacée sur ses flancs par des mouvemens inopinés. A peine

arrivé sur les frontières de nos états, nous avons eu lieu de reconnaître combien notre présence y était nécessaire, et de nous applaudir des mesures défensives que nous avions prises, avant de quitter le centre de notre empire. Déjà les armées prussiennes, portées au grand complet de guerre, avaient dépassé leurs frontières; la Saxe était envahie, et le sage prince qui la gouverne était forcé d'agir contre sa volonté et contre l'intérêt de ses peuples. Les armées prussiennes étaient arrivées devant les cantonnemens de nos troupes; des provocations de toute espèce, et même des voies de fait, avaient signalé l'esprit de haine qui animait nos ennemis, et la modération de nos soldats, qui, tranquilles à l'aspect de tous ces mouvemens, étonnés seulement de ne recevoir aucun ordre, se reposaient dans la double confiance que donnent le courage et le bon droit. Notre premier devoir a été de passer le Rhin nous-même, de former nos camps, et de faire entendre le cri de guerre. Il a retenti au cœur de tous nos guerriers : des marches combinées et rapides les ont portés en un clin-d'œil aux lieux que nous avions indiqués. Tous nos rangs sont formés, nous allons marcher contre les armées prussiennes, et repousser la force par la force. »

COMBAT DE SAALFED,

MORT DU PRINCE LOUIS DE PRUSSE.

Le 10 octobre 1806.

—

Cependant tout marchait à Berlin avec une grande rapidité; les troupes prussiennes entrèrent en Saxe, arrivèrent sur les frontières de la Confédération, et insultèrent les avant-postes français.

Napoléon, avec son activité accoutumée, avait quitté Paris le 25 septembre; le 28 il était à Mayence, le 2 octobre à Wurtzbourg, et le 6 à Bamberg. Le même jour, deux coups de carabine furent tirés par des hussards prussiens sur un officier de l'état-major français : ainsi les deux armées pouvaient se considérer comme étant en présence.

La grande armée rassemblée autour de Napoléon,

était forte environ de 180,000 hommes. L'armée prussienne augmentée des troupes de la Saxe et de la Hesse électorale, s'élevait à 200,000 hommes.

Le roi de Prusse, en se mettant lui-même à la tête de son armée, avait exhumé tous les vieux généraux de la guerre de sept ans pour lui servir de guides. Le duc de Brunswick et Mollendorf, devaient conduire les Prussiens à la victoire. Le premier, général d'avant-garde, sous son père, le grand Ferdinand, n'avait combattu depuis, qu'à Kaiserslautern, où il avait défendu bravement son camp contre le général Hoche. Bon administrateur, vaillant dans le combat, mais timide dans le cabinet, il n'avait rien su apprendre durant les quinze années de guerre qui venaient de s'écouler, bien que ces années fussent riches en grandes leçons militaires. Mollendorf, non moins brave, n'était pas plus habile capitaine. Le prince de Hohenlohe, et Massenbach son lieutenant, n'avaient que des idées fausses sur l'art de la guerre. Ces habiles manœuvriers, plongés dans un sommeil léthargique depuis dix ans, comptaient si bien reconduire Napoléon à Mayence, qu'aucune de leurs places de première ligne, situées à quelques marches des cantonnemens français, n'avaient été mises en état de défense. L'armée prussienne était d'ailleurs belle, d'une tenue et d'une discipline admirables; l'artillerie excellente; la cavalerie brave, exercée et manœuvrière. Enfin, l'état-major était composé d'officiers instruits.

D'après les dispositions qui furent faites, l'armée française dut se mettre en marche par trois débouchés : la droite, composée des corps des maréchaux Soult et Ney, et d'une division de Bavarois, partit d'Amberg et de Nuremberg pour se réunir à Bayreuth, pour de là se porter sur Hoff, de manière à pouvoir y arriver le 9.

Le centre, composé de la réserve aux ordres de Murat, du corps du maréchal Bernadotte, de celui du maréchal Davoust, et de la garde impériale, déboucha par Bamberg sur Cronach, pour arriver le 8 à Saalbourg et Schleitz, pour se diriger ensuite sur Géra.

La gauche, composée des corps des maréchaux Lasnes et Augereau, dût se porter de Schwenfurt sur Cobourg, Graffenthal et Saalfed.

Le maréchal Soult, dans sa marche sur Hoff, enleva tous les magasins des Prussiens, à qui il fit des prisonniers ; et, le 10, il se porta sur Plauen. Le maréchal Ney prit la même direction, à une demi-journée de distance.

Le 8, le maréchal Murat déboucha de Cronack avec la cavalerie légère, se porta devant Saalbourg. Un régiment prussien tenta de s'opposer au passage de la Saale; mais après une canonnade d'une heure, menacé d'être tourné, il abandonna sa position.

Le 9, le corps de Murat se porta sur Schleitz, où se trouvait un général prussien avec dix mille hom-

mes. Le maréchal Bernadotte fut chargé d'attaquer et d'enlever ce village, avec ordre de s'en emparer avant la fin du jour. Les dispositions furent aussitôt faites; l'intrépide maréchal se mit lui-même à la tête des colonnes; le village fut emporté et les Prussiens poursuivis avec autant d'activité que d'acharnement: la nuit seule put sauver la division prussienne, qui, sans cette circonstance, eût été prise entièrement.

Dans ce combat, le général Watier, à la tête de deux régimens (le 4e d'hussards et le 5e de chasseurs), fit une charge des plus brillantes contre trois régimens prussiens, qu'il força à se replier, malgré la supériorité de leur nombre.

Le 27e d'infanterie légère se couvrit également de gloire. Quatre compagnies de ce brave régiment, se trouvant en plaine, furent chargées par les hussards prussiens : sans s'inquiéter de leur nombre ni de l'avantage de leur arme, ils les attendirent de pied ferme, et les accueillirent par une fusillade si bien dirigée, que deux cents de ces cavaliers tombèrent sur le champ de bataille.

Le général Maison commandait l'infanterie légère, qui, dans cette circonstance, se conduisit avec la plus intrépide bravoure. L'infanterie prussienne, épouvantée à l'aspect des baïonnettes françaises, jeta les armes, et s'enfuit avec la plus grande rapidité.

Après ce glorieux événement, le maréchal Bernadotte porta son quartier-général, le 10, à Stuma. Le

général de brigade Lasalle, à la tête de la cavalerie légère, culbuta l'escorte des bagages ennemis, et enleva cinq cents caissons ou voitures, qui furent pris par les hussards français : les équipages de pont et plusieurs autres objets importans faisaient partie de ce convoi.

La gauche de l'armée française secondait par ses courageux efforts ces brillans préludes de la campagne qui s'ouvrait. Le maréchal Lasnes entra à Cobourg le 8, et se porta, le 9, sur Graffenthal. Le 10, il attaqua à Saalfed l'avant-garde du prince Hohenlohe, commandée par le prince Louis de Prusse en personne. La canonnade dura environ deux heures; la moitié de la division du général Suchet se trouva seule aux prises avec l'ennemi. La cavalerie prussienne fut entièrement culbutée par les 9e et 10e de hussards. L'infanterie ennemie fut tellement écrasée, qu'elle ne put conserver aucun ordre de retraite : partie fut jetée dans un marais, et partie dispersée dans les bois. Mille prisonniers et trente pièces de canon tombèrent au pouvoir des Français.

Ce fut dans cette affaire que fut tué le prince Louis de Prusse. Transporté d'une noble fureur, au moment où il vit la déroute complète de son corps, il crut pouvoir, par sa bravoure et son audace personnelle, rallier sa troupe découragée. Chargeant comme un valeureux soldat, il se prit corps à corps avec un maréchal-des-logis du 10e régiment de

hussards, nommé Guindé : *Rendez-vous, colonel*, lui-dit le hussard, *ou vous êtes mort*. Le prince lui répondit par un coup de sabre, auquel le maréchal-des-logis riposta par un coup de pointe, qui jeta le prince raide mort sur la place. Deux de ses aides-de-camp, dignes émules de son courage, furent tués à ses côtés.

Ces divers événemens avaient dérangé les calculs des généraux prussiens, qui, tournés par leur gauche, ne couvraient plus ni Dresde ni Berlin. Ainsi, dès le début de la campagne, les troupes ennemies se trouvaient dans une position très critique : dans leur marche rétrograde, elles se portèrent sur Eisenach, Gotha, Erfurt et Weymar. L'armée française, s'étant emparée de Saalfed et de Gnéra, marcha sur Naumbourg et Iéna, tandis que ses coureurs inondaient la plaine de Leipsick.

—

BATAILLE D'IÉNA,

Le 14 octobre 1806.

L'armée française, poursuivant sa marche victorieuse, s'empara, le 12 octobre, de Naumbourg, tandis que plusieurs corps se dirigeaient vers ce lieu qui devaient laver l'affront de Rosback et décider du sort de la campagne.

Pendant ces mouvemens, les Prussiens, se ralliant de tous côtés, faisaient des dispositions de concentration qui annonçaient le projet d'attaquer et de forcer les divers débouchés de la Souabe.

Le 13, l'avant-garde française occupait le plateau d'Iéna. Les Prussiens s'étaient retranchés dans une position qui leur paraissait inexpugnable : profitant

des avantages qu'offre la chaussée qui s'étend d'Iéna jusqu'à Weymar, ils avaient pensé que les Français ne pourraient déboucher dans la plaine sans avoir forcé ce passage, où ils avaient établi leur position, qui paraissait leur assurer toute sécurité. En effet, il était presque impossible de monter de l'artillerie sur le plateau; et cette circonstance devait naturellement ajouter aux espérances des troupes prussiennes, et leur donner d'autant plus de confiance dans leurs retranchemens. Mais l'art, aidé d'une constance et d'un courage infatigables, peut quelquefois surmonter les plus grands obstacles, et vaincre la nature elle-même : les Français parvinrent, pendant la nuit, à pratiquer un chemin dans le roc, et triomphèrent ainsi des difficultés qui contrariaient leurs mouvemens et leurs projets.

Le corps du maréchal Davoust fut chargé de déboucher par Naumbourg, pour défendre les défilés de Koesen ; celui du maréchal Bernadotte fut destiné à déboucher par Dornbourg pour tomber sur les derrières de l'ennemi ; tout le corps du maréchal Lasnes fut rangé sur le plateau qu'occupait l'avant-garde, les Prussiens paraissant avoir négligé ce point essentiel, quoique leur position se trouvât vis-à-vis ; le maréchal Lefebvre dut se porter sur le sommet du plateau avec la garde impériale, formée en bataillon carré.

Daprès ces dispositions, et la situation des trou-

pes prussiennes, les feux des deux armées étaient à une demi-portée de canon, les sentinelles se touchaient presque, et il ne se faisait pas un mouvement qui ne fût entendu de part et d'autre.

Les corps des maréchaux Soult et Ney eurent ordre de marcher toute la nuit pour se réunir au gros de l'armée. Le 14 octobre, à la pointe du jour, tous les corps se trouvaient dans les positions qui leur avaient été assignées. L'armée entière fut mise sous les armes; un brouillard épais obscurcissait le jour. Napoléon traversa les lignes pour haranguer les soldats : sachant par expérience combien le sentiment de la gloire est profond chez les Français, il s'attacha à leur parler avec la plus grande confiance sur les résultats de la bataille qui se préparait; il rappela aux troupes françaises le souvenir de ce qu'elles avaient fait l'année précédente : « A la même époque, leur dit-il, vous avez pris Ulm; et l'armée prussienne en ce moment, comme l'armée autrichienne alors, est entièrement cernée, ayant perdu sa ligne d'opérations et ses magasins. Elle ne se bat plus dans ce moment, ajouta-t-il, pour la gloire; mais pour parvenir à assurer sa retraite : ainsi son but est de faire une trouée sur différens points, afin de pouvoir effectuer son mouvement rétrograde. Le corps d'armée qui la laisserait passer serait perdu d'honneur et de réputation : je compte sur vous. » Électrisés par ces paroles, qui présageaient une victoire certaine,

les soldats français répondirent par un cri unanime : *Marchons ! Marchons !*

L'action fut bientôt engagée ; les tirailleurs se portèrent avec précipitation sur tous les points favorables à leurs manœuvres, et commencèrent la fusillade la plus vive. Bientôt, pressés, harcelés dans toutes leurs positions, les Prussiens furent débusqués ; et l'armée française, débouchant dans la plaine, présenta son ordre de bataille.

De leur côté, les troupes prussiennes avaient aussi pris les armes. Un corps de cinquante mille hommes, formant la gauche de leur armée, manœuvra pour couvrir les défilés de Naumbourg, et pour s'emparer des débouchés de Koesen : mais l'activité française ne leur permit pas d'exécuter leur projet ; le maréchal Davoust, chargé de la même opération, prévint leurs manœuvres. Les deux autres corps prussiens, formant une masse de quatre-vingt mille hommes, se portèrent au-devant de l'armée française, qui débouchait du plateau d'Iéna. Le brouillard épais qui couvrit les deux lignes pendant plusieurs heures, fut enfin dissipé par le soleil, qui parut aussi brillant que le permettent les jours d'automne. Les deux armées se trouvèrent en présence, et s'aperçurent réciproquement lorsqu'elles furent à petite portée de canon. La gauche de l'armée française, qui s'appuyait sur un village et sur des bois, était commandée par le maréchal Augereau ; la garde

impériale la séparait du centre, occupé par le corps du maréchal Lasnes; le maréchal Soult formait la droite: le maréchal Ney n'avait pu réunir encore toutes ses troupes, et se trouvait à la tête d'un simple corps de trois mille hommes.

L'armée prussienne, forte d'environ cent trente mille hommes, paraissait des plus belles; sa cavalerie se déployait sur une vaste étendue de terrain; ses manœuvres, exécutées avec précisson et rapidité, présentaient un ensemble admirable : tout se disposait pour la bataille, et la plus noble ardeur animait également les deux armées. Cependant Napoléon aurait désiré retarder de quelques heures l'engagement, que tout rendait imminent, afin de pouvoir attendre, dans la position qu'il avait prise après l'attaque du matin, les troupes qui devaient le joindre, et surtout sa cavalerie, dont une grande partie n'avait pu parvenir encore sur le champ de bataille. Mais comment contenir des troupes françaises en présence de l'ennemi? Plusieurs bataillons eurent bientôt franchi l'intervalle qui les séparait de leurs adversaires : un combat des plus vifs s'engagea au village de Hollstedt, dont les Français s'emparèrent. Les Prussiens s'ébranlèrent aussitôt, pour déposter ces corps de la position qu'ils venaient de prendre : le maréchal Lasnes reçut ordre de marcher de suite en échelons, pour soutenir les troupes qui s'étaient postées dans ce village.

Sur ces entrefaites, le maréchal Soult s'était porté sur un bois situé à la droite de l'armée : les Prussiens ayant fait un mouvement de leur droite sur la gauche des Français, ce corps de troupes se trouva vivement engagé; le maréchal Augereau fut chargé de l'appuyer et de repousser l'ennemi. En moins d'une heure, le combat fut engagé sur toute la ligne; l'action devint générale. On vit alors un terrible spectacle, environ deux cent cinquante mille hommes, avec sept à huit cents pièces de canon, qui semaient sur un champ de bataille immense la mort et l'effroi. De part et d'autre, on fit des prodiges de courage. Les mouvemens, dirigés et exécutés avec autant de précision que d'ensemble, offraient l'image de ces manœuvres brillantes qui semblent ne pouvoir s'exécuter que dans une parade; ni incertitude, ni tâtonnement dans les opérations; même rapidité, même sang-froid dans les deux armées belligérantes. Le plus grand ordre régna, malgré la chaleur de l'action, au milieu de cette mêlée de plus en plus meurtrière.

L'attaque est vive et impétueuse, et la défense est courageuse et obstinée : l'on s'acharne de part et d'autre; et la victoire semble flotter indécise sur le parti qu'elle doit favoriser. Cependant le maréchal Soult parvient à enlever le bois qu'il attaquait depuis deux heures; aussitôt il marche en avant : ce premier succès commence à ébranler les troupes

prussiennes, dont la position est fortement menacée. Au même instant, on voit arriver la division de cavalerie française de réserve, qui précipite sa course pour se mettre en ligne, tandis que deux divisions du corps du maréchal Ney se plaçaient également en arrière sur le champ de bataille. La scène change aussitôt; les corps prussiens perdent cette contenance assurée avec laquelle ils disputaient la victoire : tous leurs efforts sont superflus; leurs rangs, si serrés, si épais, s'éclaircissent et s'éparpillent; leur ordre de bataille est détruit : partout, enfoncés, culbutés, ils sont obligés de chercher leur salut dans la fuite.

La retraite est générale; les corps prussiens se replient en cherchant à se flanquer pour se soutenir mutuellement, et parviennent ainsi, pendant une heure, à opérer leur mouvement rétrograde avec autant d'ensemble que de succès. Mais jusque là les divisions de dragons et de cuirassiers français n'avaient pris aucune part à l'action : ces braves cavaliers témoins des triomphes de leurs camarades, frémissaient de voir leur courage enchaîné, et de ne pouvoir partager les lauriers de leurs frères d'armes. Leurs nobles vœux sont satisfaits; l'arène est ouverte à leur impétueuse ardeur : ils volent, ils se précipitent partout où ils peuvent atteindre des Prussiens; leur courage est une fureur indomptable à laquelle rien ne peut résister; c'est un torrent débordé qui entraîne tout dans sa course irrésistible. C'est en vain que

quelques braves régimens ennemis se forment en bataillon carré pour soutenir ce choc épouvantable; cavalerie, infanterie, tout succombe ou s'enfuit devant ces valeureux escadrons, pour qui les combats ne peuvent être que des occasions de gloire.

Au milieu de leur déroute, les Prussiens cherchèrent à se jeter dans Weymar, espérant pouvoir trouver dans cette position un abri momentané contre les poursuites des Français; mais les vainqueurs, aussi actifs dans leurs attaques que les Prussiens étaient agiles dans leur fuite, arrivèrent en même temps qu'eux, et poursuivirent ainsi pendant l'espace de six lieues cette armée, dont le désordre et la désorganisation s'accroissaient à chaque pas.

Telles étaient les opérations du centre de l'armée française : à sa droite, le corps du maréchal Davoust faisait également des prodiges. Pour appuyer les manœuvres du centre, cet officier-général avait été chargé de contenir les troupes ennemies qui devaient déboucher du côté de Koesen : non-seulement il parvint à les arrêter court dans leur marche, mais encore il les força à rétrograder, et les poursuivit pendant plus de trois lieues. Cette opération brillante, qui concourut puissamment au succès général de la bataille, fut exécutée, sous les ordres du maréchal, par des généraux qui déployèrent dans cette circonstance autant de courage que d'habileté : aussi remarquait-on à la tête de ce corps d'armée des noms

aussi chers à la patrie qu'à la gloire, tels que les Friand, les Gudin, les Morand, les Daultanne, etc.

Les résultats de cette immortelle journée, si glorieuse pour les Français, furent immenses. Les Français firent quarante mille prisonniers, et prirent en outre soixante drapeaux, trois cents pièces de canon, et de grands magasins de subsistances. Les Prussiens essuyèrent encore des pertes non moins graves, occasionnées par la chaleur et l'opiniâtreté de l'action : près de vingt mille des leurs restèrent sur le champ de bataille ; vingt généraux furent pris ; et le feld-maréchal Mollendorff, le duc de Brunswick, ainsi que le prince Henri de Prusse, furent victimes de la bravoure qu'ils déployèrent dans cette journée, si funeste à la maison de Brandebourg.

Dans cette bataille, l'armée prussienne perdit toute sa ligne d'opération, ainsi que tout moyen de retraite. Pendant que sa droite et son centre se retiraient de Weymar sur Naumbourg, sa gauche, poursuivie par le maréchal Davoust, effectuait sa marche rétrograde sur la première de ces deux villes. Cette confusion dans les mouvemens dut nécessairement amener de grands désordres, et ajouter aux désastres d'une déroute déjà si funeste.

Après ces événemens, le maréchal Murat eut ordre de diriger sa marche sur Erfurt. Cette place fut cernée le 15 octobre, et le 16 elle capitula. Cette capitulation mit au pouvoir des Français quatorze mille

hommes, dont huit mille blessés qui y avaient été déposés, et six mille en état de faire la guerre. Un parc de cent vingt pièces d'artillerie approvisionnées, se trouvait également dans Erfurt, et accrut ainsi les glorieux trophées d'Iéna.

D'un autre côté, les maréchaux Soult et Davoust s'emparaient dans leur marche, de bagages, de pièces d'artillerie, de magasins et de munitions de toute espèce, tandis que le maréchal Bernadotte faisait quinze cents prisonniers. Le désordre fut tel, qu'un de leurs bataillons vint se placer dans un bivouac français, croyant se rallier aux troupes de sa nation.

Parmi les prisonniers faits à la bataille d'Iéna se trouvaient six mille Saxons. Napoléon, qui connaissait parfaitement la maxime de Machiavel, *diviser pour régner*, ne manqua pas de saisir cette occasion pour arracher à l'influence de la Prusse les peuples belliqueux de la Saxe. Il fit donc réunir tous les officiers des différens corps de cette nation, et leur dit qu'il voyait avec peine que leur armée lui fît la guerre; qu'il n'avait pris les armes que pour assurer l'indépendance de la nation saxonne, et pour s'opposer à ce qu'elle fût incorporée à la monarchie prussienne; que son intention était de les renvoyer tous chez eux, s'ils donnaient leur parole de ne jamais servir contre la France; que leur souverain, dont il reconnaissait les qualités, avait été d'une extrême faiblesse en cé-

dant ainsi aux menaces des Prussiens, et en les laissant pénétrer sur son territoire; mais qu'il fallait que tout cela finît; que les Prussiens devaient rester en Prusse, et ne se mêler en rien des affaires de l'Allemagne; que les Saxons devaient se trouver réunis dans la confédération du Rhin, sous la protection de la France, protection qui n'était pas nouvelle, ajouta-t-il, puisque, depuis deux cents ans, sans la France, ils eussent été envahis par l'Autriche ou par la Prusse; que Napoléon n'avait pris les armes que lorsque la Prusse avait envahi la Saxe; qu'il fallait mettre un terme à ces violences; que le continent avait besoin de repos; et que, malgré les intrigues et les passions qui agitaient plusieurs cours, il fallait que ce repos existât, *dût-il en coûter la chute de quelques trônes*.

Tous les prisonniers saxons furent en effet renvoyés chez eux, après avoir reçu l'assurance qu'on n'en voulait point à leur nation. Avant leur départ on leur fit signer une déclaration ainsi conçue :

« Nous soussigné, général, colonels, lieutenans-colonels, majors, capitaines et officiers saxons, jurons, sur notre parole d'honneur, de ne point porter les armes contre S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, et ses alliés; et nous prenons le même engagement et faisons le même serment au nom de tous les bas-officiers et soldats qui ont été faits prisonniers avec nous, et dont l'état est ci-joint, *même si*

nous en recevions l'ordre formel de notre souverain l'électeur de Saxe.

» Iéna, le 15 octobre 1806. »

Suivent les signatures, au nombre d'environ trois cents. (Voyez le Moniteur du 27 octobre 1806.)

D'après sa marche ultérieure, il paraît que l'armée prussienne cherchait à se réfugier sous le canon de Magdebourg.

Le 18, le maréchal Davoust s'empara de Leipsick, pendant que, sur un autre point, Bernadotte culbutait la réserve prussienne, sous les ordres du prince de Wurtemberg. Cinq mille prisonniers et trente-quatre pièces de canon enlevées à l'ennemi, furent les résultats de cette dernière manœuvre.

Par la rapidité de la marche des Français, dès le 19 octobre, toute la Saxe, la Westphalie et tous les pays situés sur la gauche de l'Elbe avaient été évacués par l'armée prussienne. Ainsi leur monarque se trouvait confiné dans la Prusse proprement dite; et de cette belle et superbe armée qui menaçait d'expulser les Français de toute l'Allemagne, il restait à peine au roi de Prusse cinquante mille hommes, presque tous sans artillerie et sans bagages, après une campagne qui n'avait duré que quinze jours.

Le 22 octobre, Magdebourg se trouvait bloqué par les troupes du maréchal Soult.

Tant de désastres, de défaites si multipliées, avaient singulièrement refroidi les têtes prussiennes,

dont l'exaltation était extrême avant l'ouverture de la campagne; le langage des officiers de cette nation avait bien changé, grace aux événemens extraordinaires qui venaient de se passer. « Que nous veut Napoléon? disaient-t-il aux officiers français avec qui ils conféraient ; nous poursuivra-t-il toujours l'épée dans les reins? » Ils s'attendaient sans doute à voir se renouveler les manœuvres de la guerre de sept ans : une cruelle expérience leur eut bientôt appris que la guerre, comme la politique, avait éprouvé sa révolution ; et que, semblable à ce dernier fléau, elle n'était ni lente ni mesurée, mais impétueuse et terrible, dans sa nouvelle marche.

—

ENTRÉE DES FRANÇAIS DANS BERLIN,

Le 27 octobre 1806.

—

L'armée française poursuivit sa marche victorieuse: le maréchal Davoust arriva le 20 octobre à Wittemberg, tandis que le maréchal Lasnes se portait à Dessau. Déjà le 23, des colonnes de troupes se dirigeaient sur Postdam et Berlin.

La Prusse était envahie sur tous les points; l'alarme devenait générale et dans les villes comme dans les campagnes, on s'attendait à chaque instant, et sur tous les points, à voir arriver les Français; tant leur marche était prompte et leurs mouvemens rapides.

A l'approche des troupes françaises, qui marchaient sur la capitale, le duc de Brunswick envoya

son maréchal du palais auprès de Napoléon. Celui-ci, furieux contre ce prince, que l'on regardait généralement comme l'un des principaux auteurs de la guerre, s'exhala contre lui de la manière la plus violente : on rapporte de lui, à ce sujet, une sortie des plus véhémentes, et qui nous a paru digne de trouver ici sa place.

« Si je faisais, dit Napoléon à l'envoyé du duc, démolir la ville de Brunswick, et si je n'y laissais pas pierre sur pierre, que dirait votre prince ? la loi du talion ne me permet-elle pas de faire à Brunswick ce qu'il voulait faire dans ma capitale ? Annoncer le projet de vouloir démolir des villes, cela peut être insensé ; mais vouloir ôter l'honneur à toute une armée de braves, lui proposer de quitter l'Allemagne par journées d'étapes, à la seule sommation de l'armée prussienne, voilà ce que la postérité aura peine à croire. Le duc de Brunswick n'eût jamais dû se permettre un tel outrage : lorsqu'on a blanchi sous les armes, on doit respecter l'honneur militaire ; ce n'est pas d'ailleurs dans les plaines de Champagne que ce général a pu acquérir le droit de traiter les drapeaux français avec tant de mépris. Une pareille sommation ne déshonorera que le militaire qui l'a pu faire : ce n'est pas au roi de Prusse que demeurera le déshonneur, c'est au chef de son conseil militaire, c'est au général à qui, dans ces circonstances difficiles, il avait remis le soin des affaires ; c'est enfin le duc de Bruns-

wick que la France et la Prusse peuvent accuser seul de la guerre. La frénésie dont ce vieux général a donné l'exemple a autorisé une jeunesse turbulente, et entraîné le roi contre sa propre pensée et son intime conviction.

» Toutefois, monsieur, dites aux habitans du pays de Brunswick qu'ils trouveront dans les Français des ennemis généreux; que je désire adoucir à leur égard les rigueurs de la guerre, et que le mal que pourrait occasionner le passage des troupes serait contre mon gré.

» Dites aussi au général Brunswick qu'il sera traité avec tous les égards dus à un officier prussien, mais que je ne puis reconnaître un souverain dans un général prussien. S'il arrive que la maison de Brunswick perde la souveraineté de ses ancêtres, elle ne pourra s'en prendre qu'à l'auteur de deux guerres, qui, dans l'une, voulut saper jusque dans ses fondemens la grande capitale; qui, dans l'autre prétendit déshonorer deux cent mille braves, qu'on parviendrait peut-être à vaincre, mais qu'on ne surprendra jamais hors du sentier de l'honneur et de la gloire. Beaucoup de sang a été versé en peu de jours; de grands désastres pèsent sur la monarchie prussienne... Qu'il est digne de blâme cet homme qui, d'un mot, pouvait les prévenir, si, comme Nestor, élevant la voix au milieu des conseils, il avait dit :

» Jeunesse inconsidérée, taisez-vous; femmes, re-

tournez à vos fuseaux, et rentrez dans l'intéricur de vos ménagès; et vous, Sire, croyez-en le compagnon du plus illustre de vos prédécesseurs. Puisquc l'empereur Napoléon ne veut pas la guerre, ne le placez pas entre la guerre et le déshonneur; ne vous éngagez pas dans une lutte dangereuse avec une armée qui s'honore de quinze ans de travaux glorieux, et que la victoire a accoutumée à tout soumettre.

» Au lieu de tenir ce langage, qui convenait si bien à la prudence de son âge et à l'expérience de sa longue carrière, il a été le premier à cricr aux armes; il a méconnu jusqu'aux liens du sang en armant un fils contre son père; il a menacé de planter ses drapeaux sur le palais de Stutgard; ct, accompagnant ses démarches d'imprécations contre la France, il s'est déclaré l'auteur de ce manifeste insensé qu'il avait désavoué pendant quatorze ans, quoiqu'il n'osât pas nier de l'avoir revêtu de sa signature. »

Un pareil langage de la part de Napoléon était bien propre à édifier le vieux duc de Brunswick; et à lui faire pressentir lc sort qui l'attendait.

Si les alarmes les plus vives agitaient les habitans de l'électorat de Brunsvick, les inquiétudes ne se manifestaient pas avec moins d'éclat à la cour de Berlin. Pour calmer l'effervescence et la terrible anxiété des esprits, le marquis de Lucchesini fut envoyé aux avant-postes francais, avec une lettre de S. M. le roi de Prusse. Le grand-maréchal Duroc fut

chargé de conférer avec cet ambassadeur; mais il paraît que l'entrevue qui eut lieu à ce sujet ne produisit aucun résultat favorable. Il était dificile en effet de s'entendre : la Prusse cherchait à temporiser jusqu'à l'arrivée des armées russes qui acccouraient à son secours ; et Napoléon, qui avait déjà arrêté le démembrement de la Prusse, pour créer le royaume de Westphalie, n'était pas homme à se laisser séduire par des propositions qui tendaient à l'écarter du but qu'il se proposait.

Toute espérance de conciliation ne tarda pas à s'évanouir; les négociations ne pouvaient être assujéties aux formes lentes et mesurées de la diplomatie avec un homme comme Napoléon. Ainsi les armées respectives continuèrent leurs mouvemens : les Prussiens, dans leur retraite forcée, cherchèrent à rallier derrière l'Oder les débris de leur armée; tandis que les Français, victorieux, poursuivirent leur marche sur Postdam et Berlin.

La mauvaise issue des négociations, dont on avait conçu d'abord quelque espoir, mit le comble aux anxiétés qui s'étaient manifestées dans la capitale de la Prusse; et ni la présence d'un chambellan de l'empereur de Russie, ni la promesse qu'il fit de la prompte arrivée d'une armée considérable, ne purent rassurer ses habitans et calmer leurs pénibles agitations : on s'attendait à chaque instant à voir paraître les Français aux portes de la ville. Berlin, qui naguère reten-

tissait des cris de guerre et de triomphes certains, était alors plongé dans la douleur et la consternation. Ces alarmes n'étaient pas sans doute dépourvues de motifs: après la terrible bataille d'Iéna, le roi ne fit que passer dans se capitale, où il donna des ordres pour que tout ce qu'il y avait de plus précieux fût emballé. On s'occupa sans délai à sauver le trésor, les archives, la chancellerie, et plusieurs objets de l'arsenal. La reine de Prusse vint également à Berlin, où elle passa vingt-quatre heures, sans parler à qui que ce fut : son morne silence, ses cruelles inquiétudes et son départ subit, toutes ces circonstances ne pouvaient qu'aggraver les pénibles angoisses de cette nombreuse population.

Au milieu de cette consternation générale, on voyait régner le plus profond silence, et l'on était dans l'ignorance complète des événemens, qu'on avait tenus cachés jusqu'à ce jour, lorsque la proclamation suivante, placardée dans Berlin le 21 octobre, vint confirmer les bruits sinistres qui circulaient sourdement dans la ville.

« Les circonstances présentes commandent à la garnison de Berlin, sous les ordres de Son Excellence le général de cavalerie comte de Schulenbourg, de quitter les postes qu'elle occupait; car il serait inutile de cacher plus long-temps aux habitans de cette ville qu'il est possible que les Français entrent sous peu d'instans dans cette capitale de la monarchie prus-

sienne. Cet événement, si peu prévu, fera sans doute une forte et douloureuse impression sur toutes les classes de ses habitans ; et le moyen d'en détourner les terribles suites ne peut consister que dans un généreux attachement à ceux qui sont chargés du pénible devoir d'adoucir les résultats d'une semblable calamité, et dans la résolution de maintenir l'ordre, devenu plus nécessaire que jamais, puisqu'une résistance inconsidérée ne manquerait pas d'aggraver nos malheurs. Que le souvenir de la sage conduite des Viennois soit présent à nos esprits, et espérons qu'une profonde résignation attirera également sur nous la clémence du vainqueur.

» C'est dans ce moment critique que le magistrat vient de me faire la proposition inattendue de me mettre à la tête des affaires, pour exécuter avec lui toutes les mesures les plus propres à conserver le bien-être des citoyens, le repos de la ville, et notre propre existence. Il m'eût été doux sans doute de rester dans l'obscurité; mais je regarde comme le devoir d'un homme plein d'honneur de sacrifier toute espèce d'intérêt particulier au bien de tous, et de faire usage de toutes ses forces pour justifier la confiance de ses concitoyens.

» C'est dans cette noble intention que j'ai pris sur moi cette tâche difficile, et j'ose compter sur l'aide et l'assistance des loyaux habitans de Berlin, et dans leur obéissance aux ordres que les circons-

tances rendront nécessaires. Par ce moyen seul, je pourrai atteindre au but que je me propose, et où m'appelle le vœu général de mes compatriotes.

» Il faut, avant toutes choses, que les troupes réglées qui occupent maintenant les postes de la ville soient remplacées par la bourgeoisie. Je réglerai avec les magistrats les mesures à prendre à ce sujet, me reposant pleinement sur le patriotisme reconnu des habitans de Berlin, d'après lequel chacun se fera un devoir de remplir le service qui lui sera indiqué; j'engage chacun (car la confiance des fidèles Prussiens me dispensera, je l'espère, d'avoir à ordonner), j'engage, dis-je, tout individu qui n'est point au service de la ville à rester paisiblement à son travail, et à ne point s'occuper des soins que prendront ceux qui seront chargés de veiller pour le bien public. Je défends tout rassemblement, toute publication de nouvelles inquiétantes dans les rues, et enfin toute espèce de mouvement qui aurait pour motif de prendre part aux différens bruits que l'on répand sur la guerre, car une résignation pleine de calme est maintenant notre unique partage : nos vues ne doivent pas s'étendre au-delà de ce qui se passe dans nos murs; c'est là notre seul intérêt, celui qui doit nous occuper exclusivement. Je ne puis passer sous silence, quoique je croie inutile de rappeler cet avis, la sévérité avec laquelle on sévira contre tout individu prévenu de troubler le repos et la sûreté publi-

que : le bien général de la capitale est la loi à laquelle tous, sans exception, doivent se soumettre.

» Le magistrat sera en permanence à l'hôtel-de-ville, et moi-même, ou monsieur le président, ou l'un des bourguemestres, nous trouverons toujours prêts à répondre à quiconque se présentera. Au surplus, si c'est à moi directement que l'on veuille s'adresser, et que je ne sois pas à l'hôtel-de-ville, ma porte sera ouverte à tout le monde.

» Berlin, le 19 octobre, 1806.

» *Signé,* le Prince DE HATZFELD. »

Déjà, le 23, les coureurs français inondaient les alentours de Berlin. Le 24, le corps du maréchal Lasnes arriva à Postdam, où le grand quartier-général fut établi le lendemain, pendant que le corps du maréchal Davoust prenait possession de Berlin.

De son côté, le maréchal Bernadotte se portait sur Brandebourg.

Le prince Ferdinand, frère du grand Frédéric, fut le seul des princes prussiens qui resta à Berlin pendant l'arrivée des Français.

Le maréchal Augereau traversa, avec son corps d'armée, cette capitale de la Prusse, le 26.

Les troupes victorieuses s'emparèrent aussitôt de l'arsenal, où l'on trouva cinq cents pièces de canon, plusieurs centaines de milliers de poudre, et un grand nombre de fusils.

Le général Hullin fut nommé commandant de Berlin.

Le 27 octobre, Napoléon fit son entrée dans Berlin, entouré d'un nombreux et brillant état-major, et escorté par toute sa garde. Il avait à ses côtés les maréchaux Berthier, Davoust et Augereau, ainsi que son grand-maréchal du palais, son grand-écuyer et tous ses aides-de-camp.

Le maréchal Lefebvre ouvrait la marche à la tête de la garde impériale à pied. Les cuirassiers de la division Nansouty étaient en bataille sur le chemin où devait passer ce pompeux cortége. Napoléon s'était placé entre les grenadiers et les chasseurs à cheval de sa garde. L'entrée eut lieu par la magnifique avenue de Charlottenbourg. Un temps superbe favorisa ce spectacle, qui attira la foule, toujours avide de nouveautés, toujours empressée à satisfaire son extrême curiosité.

Tout le corps de la ville, ayant à sa tête le général prince de Hatzfeld, et présenté par le général Hullin, commandant de la place, se présenta à la rencontre du vainqueur pour lui offrir les clés de la ville.

Il fut aussitôt ordonné aux deux mille bourgeois les plus riches de se réunir à l'hôtel-de-ville pour nommer parmi eux soixante membres qui devaient former le corps municipal. Les vingt cantons de la ville furent en même temps chargés de fournir une

garde de soixante hommes chacun; ce qui formait un corps de douze cents hommes, destinés à garder Berlin et à en faire la police.

Napoléon se fit ensuite présenter les ambassadeurs des diverses puissances qui se trouvaient encore à Berlin. Il reçut également les membres des autorités administratives et judiciaires, et s'attacha surtout à témoigner beaucoup d'intérêt à ces familles nombreuses de Français réfugiés qui s'étaient fixés dans la Prusse depuis la fatale révocation de l'édit de Nantes.

M. le comte de Néale s'étant présenté chez lui; « Eh bien! monsieur, lui dit-il, vos femmes ont voulu la guerre, en voici le résultat. Vous devriez mieux contenir votre famille. » Puis il ajouta : « Le bon peuple de Berlin est victime de la guerre, tandis que ceux qui l'ont attirée se sont sauvés. Voilà bien les hommes de cour; *mais je rendrai cette noblesse si petite, qu'elle sera obligée de mendier son pain.* » Après avoir reçu le corps municipal, il dit à ses membres, lorsqu'ils se retirèrent: « J'entends qu'on ne casse les fenêtres de personne. Mon frère le roi de Prusse a cessé d'être roi le jour où il n'a pas fait pendre le prince Louis-Ferdinand, lorsqu'il a été assez osé pour aller casser les fenêtres de ses ministres. »

La veille de son entrée dans Berlin, Napoléon avait fait publier la proclamation suivante, adressée à l'armée française :

« Soldats,

» Vous avez justifié mon attente, et répondu dignement au vœu du peuple français. Vous avez supporté les privations, les fatigues, avec autant de courage que vous avez montré d'intrépidité et de sang-froid dans les combats. Vous êtes les dignes défenseurs de l'honneur de ma couronne et de la gloire du grand peuple. Tant que vous serez animés de cet esprit, rien ne pourra vous résister. La cavalerie a rivalisé avec l'infanterie et l'artillerie. Je ne sais désormais à quelle arme je dois donner la préférence... Vous êtes tous de bons soldats.

» Voici les résultats de nos travaux. Une des premières puissances militaires de l'Europe, qui osa naguère nous proposer une capitulation honteuse, est anéantie. Les forêts, les défilés de la Franconie, la Saale, l'Elbe, que nos pères n'eussent pas traversés en sept ans, nous les avons traversés en sept jours, et livré dans l'intervalle quatre combats et une grande bataille. Nous avons précédé à Postdam, à Berlin, la renommée de nos victoires. Nous avons fait soixante mille prisonniers, pris soixante-cinq drapeaux, parmi lesquels ceux des gardes du roi de Prusse, six cents pièces de canon, trois forteresses et plus de vingt généraux. Cependant près de la moitié de vous regrettent de n'avoir pas encore tiré un coup de fusil. Toutes les provinces de la monarchie

prusienne jusqu'à l'Oder sont en notre pouvoir.

» Soldats, les Russes se vantent de venir à nous, nous marcherons à leur rencontre; nous leur épargnerons la moitié du chemin; ils retrouveront Austerlitz au milieu de la Prusse. Une nation qui a aussitôt oublié la générosité dont nous avons usé envers elle après cette bataille où son empereur, sa cour et les débris de son armée n'ont dû leur salut qu'à la capitulation que nous leur avons accordée, est une nation qui ne saurait lutter avec succès contre nous.

» Cependant, tandis que nous marchons au-devant des Russes, de nouvelles armées formées dans l'intérieur de la France, viennent prendre notre place pour garder nos conquêtes. Mon peuple tout entier s'est levé indigné de la honteuse capitulation que les ministres prussiens, dans leur délire, nous ont proposée. Nos routes et nos villes frontières sont remplies de conscrits qui brûlent de marcher sur vos traces. Nous ne serons plus désormais les jouets d'une paix traîtresse, et nous ne poserons plus les armes que nous n'ayons obligé les Anglais, les éternels ennemis de notre nation, à renoncer au projet de troubler le continent, et à la tyrannie des mers. . . . .

. . . .

» A Postdam, le 26 octobre, 1806. »

La journée mémorable d'Iéna avait ébranlé jusque dans ses fondemens cette monarchie qui devait

son existence au génie et à la sage politique du grand Frédéric. Cette armée formidable qui, réunissant la discipline à l'habileté, semblait menacer les Français de leur arracher la victoire, n'offrait déjà plus que des débris épars, que des corps faibles et découragés, entièrement hors d'état d'opposer la moindre résistance aux vainqueurs. N'éprouvant aucun obstacle dans leur marche, les Français opérèrent leurs mouvemens ultérieurs avec la plus grande rapidité; et bientôt presque tous les corps de troupes prussiennes, éparpillées sur différens points, tombèrent en leur pouvoir.

Le prince de Hohenlohe, poursuivi par le corps d'armée aux ordres du maréchal Murat jusque dans les faubourgs de Prentzlowe, se vit contraint de capituler le 28 octobre; il défila devant les troupes françaises avec dix-sept mille hommes faits prisonniers de guerre, quarante-cinq drapeaux et soixante-quatre pièces d'artillerie. Le prince Auguste-Ferdinand, frère du prince Louis, tué à Saalfeld, fut également pris les armes à la main. Cependant le maréchal Davoust obtenait à Auerstaedt des avantages aussi brillans sur la gauche de l'armée ennemie, où se trouvait le roi de Prusse en personne. Le défilé de Kosen séparait les Français et les Prussiens. Le duc de Brunswick qui commandait ces derniers, s'imaginant n'avoir devant lui qu'un détachement considérable, s'arrêta à Auerstaedt au lieu de s'emparer du

défilé. Dès le matin ses divisions s'ébranlèrent, mais leur marche fut retardée par le brouillard épais qui couvrait toute la vallée de Saale. Cependant la division Schmettau, qui formait l'avant-garde, arrivant près d'Hassenhausen, donna sur la division Guidin, qui pendant la nuit avait occupé le défilé de Kosen.

Le roi de Prusse, que le brouillard empêchait de voir ce qui se passait, avait ordonné au général Blücher de s'avancer avec deux mille cinq cents chevaux pour charger les troupes qui auraient pu déboucher sur le plateau. La division Guidin y arrivait précisément. L'attaque inattendue de la cavalerie de Blücher bien supérieure en nombre, fit d'abord reculer notre cavalerie légère; mais la brigade Gaulthier eut le temps de se former en carré, et l'artillerie française, placée sur la chaussée, soutenue par l'infanterie, arrêta les escadrons prussiens qui multipliaient inutilement leurs charges.

Étonné de cette résistance imprévue, le duc de Brunswick voulait ranger l'armée en bataille et attendre la chute du brouillard. Le vieux général Mollendorf prétendit encore que les Français n'avaient là qu'un corps de partisans, et qu'il fallait le culbuter dans le ravin de Kosen. Le roi partageant cet avis, ordonna aux divisions de Wartensleben et du prince d'Orange de franchir le ravin d'Auerstaedt et de pousser vigoureusement tout ce qu'elles rencontreraient devant elles. Wartensleben qui déboucha le

premier, attaqua la gauche de Guidin, pendant que Blücher chargeait la droite de la division française. Le brouillard s'était un peu éclairci; l'attaque fut vive et opiniâtre : mais Davoust plaça ses carrés en échiquier, et, fort de l'héroïque contenance de son infanterie, repoussa plusieurs charges consécutives : Blücher eut son cheval tué; ses escadrons perdirent beaucoup de soldats, la cavalerie prussienne fut rejetée en désordre sur le chemin d'Eckartsberg.

L'arrivée de la division Friant acheva d'assurer le succès sur la droite. Débarrassés de ce côté, les Français furent bientôt assaillis sur leur gauche par les troupes de Wartenslaben, tandis que Schmettau, soutenu par le prince d'Orange, les attaquait de front. Il était neuf heures du matin. Le duc de Brunswick qui dirigeait lui-même cette attaque générale, était à la tête de la division Wartensleben; mais malgré la grande disproportion du nombre, l'inébranlable Guidin tint ferme contre ce nouvel effort. Les Prussiens s'avancèrent comme à une parade, visant à conserver leur alignement et leurs distances. Nos soldats blottis derrière les haies, les petits fossés et les arbres qui entourent le village de Hassenhausen, où la division Guidin s'appuyait, les criblèrent de balles. Les bataillons prussiens plièrent; le duc de Brunswick, en voulant les rallier, fut blessé à mort; Schmettau eut le même sort; Wartensleben eut son cheval tué sous lui. La ligne ennemie privée de ses

chefs, hésita quelque temps, mais ne reculait pas; et Guidin malgré son intrépide résistance allait succomber, quand la division Morand parut sur le plateau. Le choc de ces troupes fraîches fut décisif; les Prussiens furent repoussés, mais se rallièrent à quelque distance en arrière. Le roi Frédéric-Guillaume ordonna à sa cavalerie de tenter sur notre gauche un effort pareil à celui qui avait si mal réussi à Blücher contre notre droite. Cet effort se brisa sur les carrés de la division Morand. Malgré le courage du prince Guillaume qui la commandait, la cavalerie prussienne fut repoussée, et les escadrons en désordre se sauvèrent, partie sur Neusulza, partie sur Auerstaedt.

Cependant, Friant, pénétrant jusqu'à Tauchwitz, débordait la gauche de la ligne ennemie; à peine Morand eut-il repoussé cette attaque de cavalerie qu'il se précipita sur Rehausen. Le roi de Prusse s'était trouvé partout au plus fort du combat, et avait eu un cheval tué sous lui; il conduisit lui-même une partie de sa réserve au-devant de notre gauche; mais battu en flanc par notre artillerie, il lui fut impossible de rétablir le combat et d'empêcher la prise de Rehausen.

En ce moment, la confusion et le désordre s'étant mis dans l'infanterie prussienne, Davoust jugea qu'il fallait frapper le coup décisif, et s'emparer des hauteurs d'Eckartsberg pour fermer toute retraite à l'ennemi. Il y dirigea les divisions Guidin et Friant; rien ne put résister à l'impétuosité de leur choc. Eckart-

sberg fut emporté, et les troupes prussiennes repassèrent le ravin profond d'Auerstaedt. Le roi donna alors le signal de la retraite sur Weimar, où les troupes prussiennes ayant rencontré le maréchal Bernadotte, prirent la fuite dans le plus grand désordre et se débandèrent de tous côtés.

Déjà, le 31 octobre, la gauche du maréchal Murat, commandée par le général Millhaud, avait fait mettre bas les armes à une colonne de six mille hommes, que ce général avait atteints à Passevalk. De son côté, le général Lasalle, qui commandait la droite du même corps d'armée, avait forcé la ville de Stettin à capituler, et, par cette opération, avait pris cinq cents pièces de canon et six mille hommes. La place de Custrin, défendue par quatre mille hommes et quatre-vingt-dix pièces de canon, subit également le même sort. Par la reddition de toutes ces places, les Français se trouvèrent les maîtres de tous les points importans de l'Oder.

La place de Schwartau ne put se défendre et capitula, tandis que Lubeck, entouré de tous côtés, fut exposé à subir les cruelles épreuves d'un assaut. Ainsi tombaient successivement tous les boulevarts qui pouvaient retenir la monarchie prussienne sur le bord de l'abîme. Néanmoins il restait encore cette forteresse regardée à juste titre comme l'une des plus fortes places de l'Europe; Magdebourg, défendu par vingt-deux mille hommes et huit cents pièces de ca-

non, devait faire appréhender aux Français une longue et opiniâtre résistance; et ce point important aurait pu, par ses communications et ses moyens d'attaque et de défense, inquiéter et compromettre l'armée française dans les opérations projetées pour terminer cette glorieuse campagne. Le maréchal Ney fut chargé de marcher avec ses troupes pour s'emparer de cette place. Magdebourg, serré de près, canonné et bombardé sans relâche, ne put tenir contre les attaques réitérées de ses ennemis; et cette forteresse, qui, par ses retranchemens, ses moyens de défense, sa nombreuse garnison et une artillerie considérable, semblait pouvoir soutenir un long siége, capitula au bout de quelques jours; le 8 novembre, elle ouvrit ses portes aux Français, qui s'emparèrent de toute l'artillerie de la place, et firent la garnison prisonnière.

Pendant que ces événemens importans décidaient ainsi du sort de la campagne, en réduisant toute la Prusse au pouvoir des vainqueurs, plusieurs corps de l'armée française se dirigèrent sur la Vistule. Le 10, le maréchal Davoust entra à Posen, où l'électeur de Saxe, ainsi que le duc de Saxe-Veymar, firent leur paix séparée avec Napoléon.

Le 20, la forteresse de Hameln, qui avait une garnison de neuf cents hommes, se rendit au général Savary. Le 25, la forteresse de Niembourg subit le même sort.

Le roi de Prusse, voyant son armée anéantie, et ses états sous la dépendance absolue des Français, proposa une suspension d'armes, qui lui fut d'abord accordée; mais les troupes russes se trouvant sur le territoire prussien, et le roi de Prusse ne pouvant offrir aucune garantie pour l'exécution d'un traité quelconque, sans que l'empereur de Russie n'y donnât son adhésion et ne retirât ses troupes, les hostilités recommencèrent. L'armée française poursuivit donc sa marche, se dirigeant sur Varsovie. Les maréchaux Davoust et Murat entrèrent, le 28 et le 29 novembre, dans cette capitale de la Pologne, où, peu de jours après, Napoléon établit son grand quartier-général.

Le 2 décembre, les places de Glogau et de Plassembourg capitulèrent. Le 6, le maréchal Ney passa la Vistule du côté de Thorn, s'empara de cette place, et coupa les communications entre les Russes et les Prussiens auprès de l'Wrkra.

Les faibles débris de l'armée prussienne se trouvant ainsi séparés de l'armée russe, et n'inspirant aux Français aucune inquiétude sur les opérations qu'ils pourraient entreprendre, tous les efforts durent se diriger contre l'armée russe.

Si la marche de ces auxiliaires de la Prusse eût été plus rapide et plus accélérée, les deux armées alliées réunies auraient pu espérer balancer les destins de la guerre; mais, par une singularité inconcevable,

jusqu'à ce jour, les Russes semblaient n'être arrivés sur le champ de bataille que lorsque les ressources de leur allié étaient entièrement détruites. Ainsi, à Austerlitz, la monarchie autrichienne était déjà fortement ébranlée, et ses armées presque anéanties, lorsque les Russes parvinrent dans la Moravie, moins pour combattre les Français que pour partager les désastres de l'armée autrichienne. Dans cette campagne, on voit la même marche, la même lenteur, les mêmes résultats.

—

BATAILLE DE PREUSSICH-EYLAU,

9 février 1807.

—

Cependant l'armée russe s'approche et se dispose à recommencer une lutte déjà si funeste aux troupes prussiennes. Cette armée était commandée par le vieux général Kamenskoi, ayant sous ses ordres les généraux Benigsen et Buxhowden. Les Russes avaient d'abord eu le projet de couvrir Varsovie; mais la nouvelle des événemens qui s'étaient passés en Prusse éveilla leur prudence; et ils prirent le parti de se retirer sur la frontière de la Pologne russe, soit pour avoir le temps de reconnaître les forces des Français, soit pour y attendre des renforts qui leur arrivaient.

Aussitôt l'armée française pénètre sans obstacle à Varsovie et à Posen: à son arrivée, elle est accueillie par le plus vif enthousiasme. Tombée sous le joug de cette spoliation cruelle qui l'a rayée du nombre des puissances, la Pologne entière salue les Français comme ses libérateurs: ce peuple infortuné se livre à l'allégresse et aux plus joyeuses acclamations, croyant voir revivre ce jour heureux où il doit recouvrer son indépendance. Une insurrection générale éclate sur tous les points qui ne sont pas comprimés par la présence des armées russes. A peine quelques jours s'étaient écoulés depuis l'entrée des Français en Pologne, et déjà soixante mille insurgés avaient arboré la bannière de l'indépendance. Le général Dombrowski, par ses proclamations énergiques, par ses vœux ardens et par son noble exemple, appelait tous ses compatriotes à briser le joug de l'étranger, et à marcher sur les traces des glorieux compagnons de Sobieski et de Kosciusko.

Habile à profiter des dispositions des peuples pour en faire les instrumens de son ambition, Napoléon ne manqua pas de tirer parti de l'enthousiasme des braves Polonais; et pour électriser de plus en plus la noble ardeur de ce peuple généreux, et faire partager à son armée cette effervescence qui, rapide comme l'éclair, entraîne les esprits, subjugue les volontés, et commande en souveraine aux plus grands événemens, il fit publier la proclamation suivante:

« Soldats,

» Il y a aujourd'hui un an, à cette heure même, que vous étiez sur le champ mémorable d'Austerlitz; les bataillons russes, épouvantés, fuyaient en déroute, ou, enveloppés, rendaient les armes à leur vainqueur. Le lendemain ils firent entendre des paroles de paix; mais elles étaient trompeuses : à peine échappés, par l'effet d'une générosité peut-être condamnable, aux désastres de la troisième coalition, ils en ont ourdi une quatrième. Mais l'allié sur la tactique duquel ils fondaient leur principale espérance n'est déjà plus; ses places fortes, ses deux capitales, ses magasins, ses arsenaux, deux cent quatre-vingts drapeaux, sept cents pièces de bataille, cinq grandes places de guerre, sont en notre pouvoir. L'Oder, la Wartha, les déserts de la Pologne, les mauvais temps de la saison n'ont pu vous arrêter un moment; vous avez tout bravé, tout surmonté; tout a fui à votre approche.

» C'est en vain que les Russes ont voulu défendre la capitale de cette ancienne et illustre Pologne. Déjà l'aigle française plane sur la Vistule; le brave et infortuné Polonais, en vous voyant, croit revoir les légions de Sobieski de retour de leur mémorable expédition.

» Soldats, nous ne déposerons point les armes que la paix générale n'ait affermi et assuré la puissance

de nos alliés, n'ait restitué à notre commerce sa liberté et ses colonies. Nous avons conquis, sur l'Elbe et l'Oder, Pondichéri, nos établissemens des Indes, le cap de Bonne-Espérance et les colonies espagnoles. Qui donnerait le droit de faire espérer aux Russes de balancer les destins? qui leur donnerait le droit de renverser de si justes desseins? eux et nous, ne sommes-nous pas les soldats d'Austerlitz?

» Au quartier-général, à Posen, le 2 décembre 1806. »

Les succès de cette campagne devenaient de jour en jour plus décisifs : à la dispersion des troupes prussiennes vint se joindre la capitulation des diverses places fortes, dernier espoir de cette monarchie. Le fort d'Ezentoschau, situé dans la Pologne prussienne; la place de Glogau, capitale de la basse Silésie; Plassembourg, Hameln et Nieubourg tombèrent successivement au pouvoir des Français : Breslau résista un peu plus de temps, mais finit par subir le même sort. Ainsi rien ne pouvait inquiéter les Français sur leurs derrières, qui se trouvaient d'ailleurs garantis par un corps de troupes sous les ordres de Jérôme Bonaparte, chargé de la double opération de maintenir l'ordre et la tranquillité dans les provinces prussiennes, et en même temps de pousser vivement le siége des diverses places fortes qui opposaient encore quelque résistance.

Sur la Vistule, la place de Thorn, très bien fortifiée, et défendue par un corps de troupes prussiennes, fut évacuée après une légère résistance.

Par la marche rapide des Français, la rive gauche de la Vistule se trouvait entièrement en leur pouvoir au bout de quelques jours. Pour assurer leur position et donner plus de consistance et d'ensemble à leurs mouvemens ultérieurs, ils firent construire des têtes de pont à Prag, à Zakcroczym, vers la Narew et près de Thorn. Les travaux qui furent exécutés sur ces différens points faisaient honneur aux officiers de génie chargés de les diriger : en effet, la Vistule étant extrêmement large, il fallait opérer sur trois ou quatre cents toises; ce qui rendait ces constructions tout à la fois difficiles et considérables.

Par cette opération, l'armée française formait, sur la Vistule, plusieurs camps retranchés, qui offraient le double avantage d'une forte position facile à défendre en cas d'attaque, et le moyen de se porter en forces sur tous les points où il conviendrait de se diriger.

Bientôt le maréchal Augereau, ayant passé la Vistule à Utrata, pénétra à Plousk, d'où il chassa les Russes.

Le maréchal Soult passa également ce fleuve à Visogrod, tandis que, d'un autre côté, le maréchal Bessières se portait sur Kikol avec le second corps de réserve de la cavalerie.

Le maréchal Davoust avait formé un camp retranché non loin de l'embouchure de l'Wrkra; sur ce point se trouvait une petite île placée à l'embouchure de cette rivière : cette position offrait de grands avantages; il résolut donc de s'en emparer. Ce fut en vain que les Russes voulurent la défendre; après une fusillade des plus vives, la victoire et l'île restèrent aux Français.

Par ce mouvement général sur toute la ligne, couronné du plus heureux succès, les deux rives de la Vistule se trouvèrent occupées par l'armée française.

Chassés ainsi de position en position, les Russes cherchèrent à se concentrer aux environs de l'Wrkra : attaqués, ils furent forcés de se replier de nouveau. Mais ce n'étaient là que des affaires d'avant-postes, qui semblaient être les préludes d'une action générale, devenue de jour en jour plus imminente.

Dans leurs premières opérations, les mouvemens des Russes avaient été faibles et incertains, par la conviction où ils étaient de la supériorité de l'armée française. Benigsen, qui commandait alors l'armée russe, comptait au plus soixante mille hommes sous ses ordres. Il n'osa donc point lutter contre les Français, plus nombreux, et qui d'ailleurs étaient secondés par l'insurrection des Polonais, qui de jour en jour devenait plus grave et plus menaçante. Mais bientôt le général Buxhowden arriva avec un autre

corps d'armée au secours de Benigsen ; et les deux armées réunies furent dès-lors sous le commandement du vieux général Kamenskoi.

La jonction des troupes russes et la réunion de leurs généraux furent célébrées dans leur camp par des réjouissances et des illuminations, que l'on put facilement apercevoir du haut des points élevés de Varsovie.

A la faiblesse, à l'irrésolution succédèrent bientôt l'espérance et l'audace. Le nouveau général en chef, bien loin de continuer la marche rétrograde qu'avait effectuée son prédécesseur, ordonna à toutes les troupes russes de se porter en avant.

Pendant que les Russes cherchaient à s'encourager par des fêtes et des réjouissances, les Français faisaient toutes les dispositions convenables pour s'assurer la victoire. Ils passaient la Narew, se retranchaient d'une manière formidable à l'embouchure de l'Wrkra, et profitaient des ombres de la nuit et de la sécurité de leurs ennemis, entièrement livrés à la joie et au plaisir, pour placer leurs batteries et assurer la défense de leur ligne, tandis que des corps de troupes devaient marcher pour attaquer les Russes, et les prévenir dans leurs mouvemens offensifs. Quel ne fut pas l'étonnement de ces derniers quand ils se présentèrent pour s'emparer de cette belle position, que la veille ils avaient reconnue être sans défense! De forts retranchemens, des batteries

redoutables leur prouvèrent que les Français savaient mettre le temps à profit. Ils n'osèrent aborder ces hauteurs trop bien défendues, et que l'art avait en quelque sorte rendues inexpugnables. Il fallut se résoudre à la retraite, et retourner vers ces retranchemens qu'ils avaient jugés inutiles.

Cependant l'armée française s'ébranle sur tous les points; elle attaque les Russes dans leurs diverses positions; et la victoire, fidèle au courage et à l'activité, les couronne à Czarnowo, à Nasielsk et à Kursomb. Sur ces divers points, tous les retranchemens ennemis sont forcés, et la retraite la plus précipitée est le résultat de ces différens combats où les Russes s'étaient promis d'avance la victoire.

Dès ce moment, les troupes françaises se dirigèrent en plusieurs colonnes sur Ciechanow, sur Golimin, sur Pultusk, et particulièrement sur Biezun, afin de couper entièrement de l'armée russe le peu de troupes prussiennes qui se trouvaient encore en Pologne.

Partout les troupes russes se retirèrent à l'approche des Français, n'osant plus engager de combat. La cavalerie légère française poursuivit l'ennemi, dans sa marche rétrograde, pendant près de quarante lieues. La rigueur de la saison et la retraite précipitée des Russes durent terminer cette campagne avec l'année. Les vainqueurs prirent donc des cantonnemens pour se mettre à l'abri des rigueurs

de la saison et du climat, persuadés que leurs ennemis étaient hors d'état de les inquiéter.

Paisibles dans leurs lignes, ils goûtaient le repos que leurs glorieuses fatigues rendaient nécessaire, lorsque les soldats du Nord, élevés au milieu des neiges et des frimas, crurent les surprendre et combattre avec avantage en les attaquant dans la saison la plus rigoureuse. Ils firent donc différens mouvemens pour se porter sur les points les plus isolés de la ligne française. L'avant-garde russe, dont les manœuvres n'avaient point échappé à la vigilance française, fut prévenue dans sa marche; attaquée à Mokringen, elle éprouva une déroute complète, qui la contraignit à se retirer sur Liebstadt. Par cette attaque imprévue, elle eut ses communications coupées avec le gros de l'armée, et perdit, dans plusieurs combats ultérieurs qu'elle eut à soutenir, la position qui couvrait une partie de ses dépôts et de ses magasins. Dès-lors les deux armées manœuvrèrent en tout sens pour s'observer réciproquement : elles passèrent la nuit du 6 février en présence l'une de l'autre, entre le bois et la petite ville de Preussich-Eylau. Le 7, à la pointe du jour, les Russes commencèrent l'attaque par une vive canonnade sur la ville d'Eylau et sur la division française de droite, qui était commandée par le général Saint-Hilaire. Le corps du maréchal Augereau, placé sur la gauche, eut ordre d'avancer, pendant que quarante pièces d'artillerie

de la garde canonnaient le monticule qui défend le débouché de la plaine. L'armée russe était rangée, sur cette hauteur, en colonnes serrées, et se trouvait alors à demi-portée du canon. L'artillerie française, produisit un désordre épouvantable dans les rangs des Russes : chaque coup portait au milieu de ces masses, qui, s'obstinant à garder leur position, voyaient la mort éclaircir leurs rangs. Lassés de tant souffrir, et ne pouvant opposer aucun obstacle à leurs désastres, les Russes cherchèrent à déborder la gauche de l'armée française. Au même moment, les tirailleurs du maréchal Davoust, arrivés sur les derrières des troupes ennemies, s'annoncèrent par une fusillade des plus vives; tandis que le corps du maréchal Augereau se formait en colonnes pour se porter sur le centre des Russes, afin de faire une diversion favorable aux manoeuvres du maréchal Davoust. La division Saint-Hilaire déboucha également sur la droite, afin de se réunir à ce maréchal pour seconder ses opérations. La combinaison de ces différens mouvemens semblait promettre les plus heureux résultats, et rendait la position des Russes extrêmement périlleuse; mais un fâcheux contre-temps vint détruire ces justes espérances. Une neige des plus épaisses couvrit tout-à-coup les deux armées, au point qu'elles semblaient enveloppées dans une profonde obscurité. Cette situation désolante dura près d'une demi-heure, et produisit les plus grands désordres

dans les mouvemens : toutes les manœuvres manquèrent d'ensemble, de justesse et de précision. Au milieu de ces ténèbres, le point de direction fut perdu, et les colonnes, s'appuyant trop à gauche, s'égarèrent dans leur marche. Dans cette situation, les corps français qui se trouvaient engagés, n'étant plus appuyés par des mouvemens combinés, éprouvèrent de grandes pertes, obligés de supporter tout le poids des attaques de l'armée russe, réunie en masse. Le temps s'étant éclairci, le maréchal Murat, à la tête de la cavalerie, et le maréchal Bessières, à la tête de la garde, tournèrent la division Saint-Hilaire pour tomber sur l'armée ennemie. Cette manœuvre audacieuse couvrit de gloire la cavalerie française, qui, dans un clin-d'œil, changea le destin du combat : les colonnes furent dégagées, et l'armée russe, qui avait pu combattre avec tant d'avantage contre des corps isolés, se trouva à son tour assaillie sur tous les points. La cavalerie russe manœuvra pour s'opposer à ce mouvement, dont elle sentait tout le danger ; mais ses efforts lui devinrent funestes ; elle fut enfoncée et culbutée partout. Le massacre fut horrible ; rien ne put résister à la charge des cavaliers français ; deux lignes d'infanterie russe furent successivement rompues, et la troisième ne put tenir qu'en s'adossant à un bois. Dans cette brillante manœuvre, on vit des escadrons de la garde traverser plusieurs fois, au grand galop, toute l'armée enne-

mie, sabrant, tuant, massacrant tout ce qui se présentait devant eux. Cette charge, dont on ne trouve aucun exemple dans les annales militaires, fut si brillante, si impétueuse et si terrible, que plus de vingt mille hommes d'infanterie furent culbutés et obligés d'abandonner leurs pièces. Un pareil succès aurait seul suffi pour décider sur-le-champ la victoire, si la difficulté du terrain et le bois dont se couvrirent les Russes ne s'étaient opposés aux manœuvres de l'armée française.

Cette bataille fut en quelque sorte une boucherie : les Russes éprouvèrent des pertes immenses; et celles des Français furent également considérables. La victoire, long-temps incertaine, ne fut décidée que lorsque le maréchal Davoust, dégagé par le mouvement hardi de la cavalerie, put déboucher sur le plateau, et déborder ainsi l'ennemi, qui fit de vains efforts pour le reprendre. Il tenta, à diverses reprises, de déposter les troupes françaises; mais il fut constamment repoussé, et obligé de battre en retraite. Au même moment, le corps du maréchal Ney débouchait par Altorff, sur la gauche, poussant devant lui les débris d'une colonne prussienne échappée au combat de Deppen. Il vint se placer le soir au village de Schenaditten. Par ce mouvement, l'ennemi se trouva tellement serré entre les corps des maréchaux Ney et Davoust, que, craignant de voir son arrière-garde compromise, il résolut de repren-

dre le village. Plusieurs bataillons de grenadiers russes, les seuls qui n'eussent pas encore donné, s'y présentèrent pour l'attaquer. Le 16e régiment d'infanterie légère, chargé de la défense des premiers postes, les laissa approcher à bout portant, et, par une décharge aussi brusque que bien dirigée, les mit dans une entière déroute. Le lendemain, les Russes furent poursuivis jusqu'à la rivière de Frischling, et se retirèrent au-delà de la Prégel, abandonnant sur le champ de bataille tous leurs blessés et quelques pièces de canon.

L'armée française eut à regretter, dans cette circonstance, plusieurs officiers supérieurs du plus grand mérite : les généraux Corbineau et Dalmann, commandant les chasseurs de la garde, furent enlevés par des boulets, ainsi que les colonels Lacuée et Lemarois. Une perte plus grave encore fut celle de général de division d'Haupoult, guerrier non moins recommandable par sa sagesse et ses talens que par sa bravoure et son intrépidité. On peut évaluer la perte générale des Français à près de deux mille hommes tués et environ six mille blessés. Les Russes laissèrent sept mille de leurs morts sur le champ de bataille; et l'on doit présumer que leurs blessés furent en plus grand nombre. Ils perdirent en outre environ douze mille hommes, faits prisonniers, et quarante-cinq pièces de canon.

Après cette funeste expédition, les Russes s'éloi-

gnèrent de nouveau, pour prendre position derrière la Prégel. Les Français reprirent leurs quartiers d'hiver, en se plaçant de manière à pouvoir couvrir toute la ligne de la Vistule.

Le 16 février, Napoléon adressa à son armée la proclamation suivante.

« SOLDATS,

Nous commencions à prendre un peu de repos dans nos quartiers d'hiver, lorsque l'ennemi a attaqué le premier corps, et s'est présenté sur la basse Vistule. Nous avons marché à lui; nous l'avons poursuivi, l'épée dans les reins, pendant l'espace de quatre-vingts lieues : il s'est réfugié sous les remparts de ses places, et a repassé la Prégel. Nous lui avons enlevé aux combats de Beryfried, de Deppen, de Hoff, et à la bataille d'Eylau, soixante-cinq pièces de canon, seize drapeaux, et tué, blessé ou pris plus de quarante mille hommes. Les braves qui, de notre côté, sont restés sur le champ d'honneur, sont morts d'une mort glorieuse; *c'est la mort des vrais soldats :* leurs familles auront des droits à notre sollicitude et et à nos *bienfaits*.

Ayant ainsi déjoué tous les projets de l'ennemi, nous allons nous rapprocher de la Vistule et rentrer dans nos cantonnemens. Qui osera en troubler le repos, s'en repentira; car au-delà de la Vistule

comme au-delà du Danube, au milieu des frimas de l'hiver comme au commencement de l'automne, nous serons toujours les soldats français de la grande armée. »

—

SIÉGE DE DANTZICK,

Le 9 mai 1807.

La victoire d'Eylau ayant fait échouer tous les projets que les Russes avaient formés contre la basse Vistule, les Français se trouvèrent dès-lors en mesure de pouvoir investir sans danger la place importante de Dantzick, en attendant l'occasion favorable d'en faire le siége. Le général polonais Dabrowski reçut le premier l'ordre de marcher pour inquiéter la garnison de cette place. Le 16 février, il se mit en marche. Arrivé près de Dirschau, il rencontra un corps de troupes sorti de Dantzick pour fourrager dans la plaine. Ce brave officier fit aussitôt attaquer l'ennemi, qu'il culbuta et força à une prompte retraite,

après lui avoir fait six cents prisonniers, et pris sept pièces de canon.

Sur ces entrefaites, le maréchal Lefebvre fut chargé de se mettre à la tête du dixième corps, auquel s'était réuni le contingent des troupes saxonnes. Ces troupes ne tardèrent pas à faire leur jonction avec le corps polonais dirigé par le brave Dabrowski, qui, dans plusieurs occasions, donna à ses jeunes camarades, l'exemple du courage et de la bravoure. Partout où ces jeunes militaires furent employés, ils déployèrent une valeur et un sang-froid qu'on était loin d'attendre d'une troupe de nouvelle levée, qui n'avait pas vu le feu.

Le maréchal Lefebvre, arrivé sous les murs de Dantzick, s'occupa sans délai du soin d'investir cette place : le 10 mars, elle était entièrement entourée par les troupes chargées d'en faire le blocus. La garnison tenta à diverses reprises de faire des sorties, espérant attaquer avec avantage quelques corps isolés; mais toutes ses tentatives furent malheuseuses; resserrée de plus en plus par les succès de l'armée assaillante, elle fut bientôt entièrement rejetée dans la place.

Dès ce moment, le maréchal Lefebvre aurait pu attaquer, avec espérance de succès, s'il avait eu à sa disposition les approvisionnemens nécessaires pour former un siége en règle; mais ce fut seulement vers la fin de mars qu'on put diriger sur Dantzick la

grosse artillerie, indispensable pour une attaque sérieuse. On fut obligé de tirer les équipages de siége des forteresses de la Silésie et de l'Oder, dont on venait de s'emparer. Il fallut faire traverser à tout cet attirail une étendue de plus de cent lieues, dans un pays où les routes praticables sont presque inconnues. Néanmoins toutes ces difficultés furent surmontées; et cent pièces de gros calibre, venues de Stettin, Custrin, Glogau, et Breslau, furent complètement approvisionnées vers la fin d'avril.

Cependant, dans les premiers jours du siége, le général prussien Kalkreuth, qui commandait la place, et qui avait sous ses ordres quatorze mille Prussiens et six mille Russes, voyant l'inactivité de l'armée assiégante, se persuada que ce n'était qu'un simple corps d'observation, et qu'il pourrait facilement l'entamer. Il avait des moyens plus que suffisans pour faire des sorties fréquentes et vigoureuses, avec une garnison aussi considérable, la place se trouvant d'ailleurs défendue par des inondations, des marais, et plusieurs rangs de fortifications; le fort important de Weischelmunde en rendait, en outre, l'abord extrêmement difficile, et semblait s'opposer à son investissement complet. Les assiégés firent donc de nouveaux efforts pour inquiéter les troupes de blocus. Tous leurs projets furent déjoués, et la ligne d'investissement résista à toutes les attaques de la garnison. Bientôt elle fut harcelée à son tour, et les assiégeans

obtinrent des succès importans dans les divers combats qu'ils livrèrent.

Le 20 mars, surtout, fut signalé par l'audace et l'intrépidité que déployèrent les Saxons, commandés par le digne général Schram. Ce brave officier, ayant reçu l'ordre de passer de l'île de Nogat dans le Frisch-Hoff, afin de couper la communication de Dantzick avec la mer, effectua ce passage, à trois heures du matin, avec tout le succès désirable. Ce fut en vain que les Prussiens voulurent défendre cette position, et s'opposer au mouvement des troupes saxonnes; ils furent partout enfoncés, culbutés et obligés de se retirer, après avoir laissé trois cents prisonniers.

Le gouverneur de la place, sentant toute l'importance de ce poste, forma la résolution de le reprendre au plus tôt. Dès le soir même, il détacha quatre mille hommes pour s'en emparer. L'attaque se fit pendant la nuit; mais, malgré le nombre et l'ardeur des assaillans, les intrépides Saxons conservèrent le fruit de leur victoire; ils repoussèrent avec autant de valeur que d'intrépidité les attaques réitérées de l'ennemi, et le contraignirent à rentrer dans la place.

Après diverses opérations, couronnées du plus heureux succès, le maréchal Lefebvre s'occupa des travaux du siége. Toutes les ressources de l'art furent employées pour en abréger la durée et obtenir des résultats décisifs. Le maréchal avait sous ses ordres des officiers-généraux du plus grand mérite: à la tête

de l'artillerie, on distinguait le général Lariboissière, chargé de la direction de cette arme terrible; le général Kirgener dirigeait le génie, et avait au-dessus de lui le général divisionnaire Chasseloup, dont la présence offrait la garantie certaine du succès.

Déjà, le 17 avril, les ouvrages du siége avaient été poussés à quatre-vingts toises de la place; dans plusieurs attaques, les assiégeans avaient même insulté et dépalissadé les chemins couverts. Dans toutes ces circonstances, Français, Polonais, Saxons et Badois, tous semblaient rivaliser d'ardeur et de courage : c'était à qui déploierait le plus de devouement et d'intrépidité pour participer à la gloire d'un succès que tous ambitionnaient.

Dans les journées des 16, 17 et 18 avril, les travaux du siége furent poursuivis avec la plus grande vivacité. Mais, vers les 20, 21 et 22, le mauvais temps et les grosses eaux interrompirent entièrement les travaux.

Le 23, les opérations du siége furent reprises avec une nouvelle vigueur. On acheva d'armer et d'approvisionner les batteries de la première et de la deuxième parallèle du Hakelsberg, ainsi que les batteries de l'attaque du Bischoffsberg ; et l'on prépara divers emplacemens pour des obusiers de campagne qui devaient être employés comme batteries mobiles, afin de varier la direction des feux et de lancer des obus dans tous les quartiers de la ville.

Dans la nuit du 6 au 7 mai, les assiégeans parvinrent à se loger dans les chemins couverts, et, par l'habileté de leurs manœuvres, à éteindre le feu de leur ennemi. Dans cette circonstance, le général Drouet, secondé par le colonel Aimé et le chef de bataillon Arnaud, commandant le 2e léger, fit une attaque des plus hardies. Cette opération, dirigée avec autant de sagesse que de sagacité, et exécutée avec un rare sang-froid, mit au pouvoir des Français une île défendue par un poste de mille Russes, et trois redoutes garnies d'artillerie; succès d'autant plus important pour les opérations ultérieures du siége, que cette île se trouvait située de manière à prendre à revers la position qu'on attaquait.

Cependant l'empereur Alexandre, inquiet des désastres continuels qu'avait éprouvés son armée, s'était transporté au quartier-général vers la fin d'avril. Il avait aussitôt convoqué un grand conseil de guerre, auquel assistèrent S. M. le roi de Prusse et le grand-duc Constantin. Les dangers que courait Dantzick furent l'objet des délibérations de ce conseil. Il fut reconnu que cette place, si importante par sa position et ses ressources, ne pouvait être sauvée que de deux manières; la première, en courant les chances d'une bataille, dont l'issue, en cas de succès, obligerait l'armée française à découvrir Dantzick; l'autre, en secourant cette place par mer. D'après les événemens qui avaient eu lieu jusqu'alors, la tentative d'une af-

faire générale ne présentait aucune apparence de succès; on s'arrêta donc au plan de secourir Dantzick par mer. En conséquence, douze régimens russes, et plusieurs corps prussiens choisis parmi ceux qui avaient le moins souffert, furent embarqués à Pillau, sous la conduite du lieutenant-général Kamenskoi, fils du feld-maréchal de ce nom. Ces troupes, escortées par trois frégates, débarquèrent à l'embouchure de la Vistule, au port de Dantzick, sous la protection des batteries du fort de Weischelmunde.

Ces dispositions paraissaient destinées aux plus heureux résultats, et pouvaient en effet plus que balancer les forces occupées au siége de Dantzick. Mais tous ces préparatifs n'avaient point échappé à l'active surveillance des Français. Instruit des projets de l'empereur Alexandre, Napoléon donna sur-le-champ l'ordre au maréchal Lasnes, qui commandait le corps de réserve, de se porter de Mariembourg, où était son quartier-général, et la division du général Oudinot, au secours du maréchal Lefebvre. L'ordre donné fut exécuté avec une telle promptitude et une activité si extraordinaire, que les forces dirigées par le maréchal Lasnes arrivèrent à leur destination au moment même où les Russes et les Prussiens débarquaient.

Se confiant dans sa supériorité, et n'ayant pas le moindre soupçon du mouvement de troupes qui venait de s'opérer, l'armée russe et prussienne fit ses dispo-

sitions, le 13 et le 14 mai, pour une attaque générale. Elle se trouvait séparée de la ville par un espace d'environ une lieue, occupé à l'extrémité par les régimens qui formaient le blocus.

Le 15, elle déboucha du fort sur trois colonnes, projetant de pénétrer par la droite de la Vistule. Le général saxon Schram, qui commandait aux avant-postes, avait sous ses ordres deux bataillons, l'un saxon et l'autre polonais, ainsi que le 2e régiment d'infanterie légère. Ce fut ce brave officier qui reçut le premier feu de l'ennemi; par des mouvemens aussi hardis que bien combinés, il contint les assaillans à portée de canon de Weischelmunde.

Pendant ce premier choc, le maréchal Lefebvre s'était porté vers le pont situé au bas de la Vistule, et avait fait passer le 12e d'infanterie légère, ainsi qu'un corps de Saxons, pour soutenir le général Schram. Le général Gardanne, chargé de la défense de la droite de la Vistule, y avait appuyé toutes ses forces. L'ennemi, supérieur en nombre, soutint d'abord le combat avec beaucoup d'opiniâtreté, et balança quelque temps la victoire; mais, lorsque le maréchal Lasnes, qui s'était posté, avec sa réserve et la division Oudinot, sur la gauche de la Vistule, vit les mouvemens de l'ennemi entièrement démasqués, il passa aussitôt le fleuve, à la tête de quatre bataillons. La charge de ces troupes fut si terrible, qu'en un clin-d'œil toute la ligne et la réserve de l'ennemi furent

culbutées, mises en pleine déroute, et poursuivies jusqu'aux palissades. A neuf heures du matin tous les débris de ce corps d'armée se trouvaient bloqués dans le fort de Weischelmunde, et hors d'état de tenter de nouvelles attaques.

Dans cette affaire mémorable, le général Oudinot montra toute la témérité d'un grenadier français. Il tua à lui seul trois Russes; plusieurs officiers de son état-major furent blessés à ses côtés.

Pendant les événemens de cette expédition, les troupes légères des Russes cherchèrent à inquiéter les Français sur toute leur ligne : ils se présentèrent sur plusieurs points à la fois, vers la Passarge, sur l'Alle, à Molga, à l'embouchure du Bug, etc.; mais dans toutes ces affaires d'avant-postes, ils furent repoussés, et échouèrent dans leurs tentatives. Il paraît que ce mouvement général tendait à occuper l'armée française, pour l'empêcher de secourir les troupes qui assiégeaient Dantzick.

Les opérations du siége furent poussées avec une activité toujours croissante, et, le 19 mai, les assiégeans étaient parvenus à exécuter la descente et le passage du fossé.

Le 20, tout était disposé pour l'assaut, lorsque le général Kalkreuth demanda à capituler. Ainsi tomba au pouvoir des Français cette forteresse défendue par une garnison de vingt mille hommes et huit cents pièces de grosse artillerie, et qui avait été inutile-

ment secourue par un corps d'armée considérable.

On y trouva des magasins de toute espèce, plus de cinq cent mille quintaux de grains, des caves bien garnies, de grands approvisionnemens en draps et épiceries; en un mot, les ressources les plus précieuses pour une armée furent les trophées utiles de cette importante conquête.

La capitulation fut signée le 20 mai 1807, et la garnison évacua la place le 26, aux termes des stipulations convenues entre le général Drouet et le gouverneur comte de Kalkreuth.

Ce fut à cette occasion que le maréchal Lefebvre, pour prix de ses services, fut nommé duc de Dantzick.

BATAILLE DE FRIEDLAND,

Le 14 juin 1807.

—

La prise de Dantzick avait fortement déconcerté les projets des Russes, qui avaient compté sur la résistance de cette place pour une importante diversion. L'armée formidable qui, après avoir envahi toute la monarchie prussienne, venait de s'emparer des forteresses les plus redoutables, et menaçait de diriger désormais toutes ses forces contre des bataillons découragés et affaiblis par de continuelles défaites. Ce furent sans doute ces considérations qui déterminèrent l'empereur Alexandre à faire des ouvertures de paix. Cette circonstance suspendit les opérations militaires, et, jusqu'au 9 juin, on ne fit que s'observer.

de part et d'autre. Mais tout arrangement était difficile : les souverains qui avaient consommé le partage de l'infortunée Pologne ne pouvaient consentir à se voir à leur tour victimes des principes spoliateurs qui imposent aux gouvernans comme aux peuples le joug de fer de la nécessité. Napoléon voulait profiter de tous ses avantages, et ses projets ne tendaient à rien moins qu'à réduire la maison de Brandebourg à cet état de faiblesse et d'impuissance où elle se trouvait avant que le génie du grand Frédéric l'eût sortie du néant. Des difficultés sans cesse renaissantes furent élevées, des prétentions plus ou moins injurieuses s'établirent à différentes reprises; et l'on finit par se séparer sans avoir pu parvenir à s'entendre.

Les conférences ayant été rompues, l'armée russe se mit en mouvement pour prendre l'offensive, croyant sans doute que les Français s'étaient négligemment endormis dans la sécurité de la victoire; mais ils les trouvèrent toujours les mêmes, toujours actifs, toujours intrépides. Bien loin d'avoir ralenti leur ardeur, leurs glorieux succès avaient au contraire enflammé leur courage : ils le prouvèrent dans plusieurs autres circonstances, mais surtout à Spanden et à Lomitten. Dans ces lieux à jamais célèbres, la valeur française se signala de la manière la plus éclatante. A Spanden, douze régimens russes et prussiens attaquèrent une tête de pont défendue par un seul régiment français, dirigé par le général Frère; sept fois

ils revinrent à la charge, sept fois ils furent repoussés, et abandonnèrent enfin le champ de bataille, où ils laissèrent douze cents morts et un grand nombre de blessés. Dans le même temps, deux divisions russes attaquèrent la tête du pont de Lomitten, défendue par une seule brigade sous les ordres du général Ferrey. Pendant tout le jour, elles ne cessèrent de renouveler leurs efforts constamment impuissans par le courage, la constance et l'intrépidité des braves chargés de défendre ce poste. Les Russes virent échouer toutes leurs tentatives, et furent obligés de se retirer, après avoir fait une perte presque aussi considérable que la précédente.

Le 6, l'armée russe voulut attaquer la position de Deppen sur la Passarge. Des forces considérables furent dirigées sur ce point. Les troupes russes se battirent avec la plus grande opiniâtreté : mais elles ne furent pas plus heureuses que la veille ; le maréchal Ney les culbuta entièrement, après leur avoir tué ou mis hors de combat quatre à cinq mille hommes.

Le 9, les corps des maréchaux Ney, Davoust et Lasnes, la garde et la cavalerie de réserve se portèrent sur Guttstadt. Les Russes, au nombre de vingt-cinq mille, avaient pris position à Glottau, dans l'intention de disputer ce passage à l'armée française ; mais bientôt ils furent débusqués de leurs positions, et, le soir même, les Français entrèrent de vive force à Guttstadt, après avoir mis en déroute tous les corps ennemis.

Le 10, l'armée française se dirigea sur Heilsberg, où l'armée russe s'était concentrée. Là, de nouveaux combats s'engagèrent : les Russes firent des efforts inouis pour se maintenir dans les positions qu'ils avaient prises en avant de cette ville ; mais les premiers postes ne tardèrent pas à être enlevés, et, dans la soirée du même jour, les Français se trouvèrent sous les retranchemens ennemis. Pendant la nuit, la division Verdier déborda la ligne des troupes russes pour leur couper la route de Lansberg. Dans la journée du 11, tous les corps d'armée et toutes les divisions furent placés en ordre de bataille, de sorte qu'à quatre heures du soir les Russes se trouvaient, pour ainsi dire, bloqués dans leur camp retranché. On s'attendait à une attaque, et toutes les dispositions avaient été faites en conséquence ; mais l'aspect des préparatifs et la contenance des corps français les effrayèrent tellement, qu'ils profitèrent de la nuit pour passer sur la rive droite de l'Alle, abandonnant tout le pays de la gauche, et laissant à la disposition du vainqueur leurs blessés, leurs magasins et leurs retranchemens.

D'après les événemens de ces différentes journées, depuis le 5 jusqu'au 12 juin, l'armée russe fut privée d'environ trente mille combattans; mais ces combats n'étaient que des affaires partielles qui semblaient préluder aux grandes opérations qui se préparaient.

Le 12, tous les corps de l'armée française s'ébran-

rent pour se porter sur différentes directions. Le grand quartier-général fut établi à Eylau; les maréchaux Murat, Soult et Davoust eurent ordre de manœuvrer sur Kœnigsberg; les corps des maréchaux Lasnes, Ney et Mortier, ainsi que la garde et le premier corps, commandé par le général Victor, marchèrent sur Friedland. Le 13, le 9e hussard y pénétra; mais, attaqué par trois mille hommes de cavalerie, il fut obligé de se replier. Le 14, les Russes débouchèrent sur le pont de Friedland; et, à trois heures du matin, des coups de canon annoncèrent que tout se préparait pour une affaire générale.

Napoléon, habile à profiter de toutes les circonstances pour enflammer l'ardeur et le courage, soit en électrisant les passions, soit en invoquant les principes de fatalisme, pour lesquels il avait une si grande prédilection, s'écria d'un air inspiré, en entendant le bruit du canon : « C'est un jour de bonheur, c'est l'anniversaire de Marengo. »

Les maréchaux Lasnes et Mortier furent les premiers engagés. Ce commencement d'action fut aussi vif que meurtrier. Les Russes attaquèrent avec fureur pour rompre la ligne française, et se précipitèrent sur les troupes commandées par ces deux maréchaux. Le choc fut terrible; mais les Russes s'acharnèrent en vain pour forcer leurs adversaires à rétrograder, ils échouèrent devant l'intrépidité française et ne purent parvenir à dépasser le village de Posthenem.

Pendant cette action, qui fait honneur à la bravoure des deux armées, les différens corps manœuvraient pour prendre les positions indiquées. Sur les trois heures du soir, tous avaient pris place dans l'ordre suivant :

A la droite, le maréchal Ney ; au centre, le maréchal Lasnes ; à la gauche, le maréchal Mortier ; à la réserve, le corps du maréchal Victor et la garde.

De leur côté, les Russes avaient déployé toute leur armée : leur gauche s'appuyait sur Friedland, et leur droite se prolongeait à une lieue et demie au-delà.

Napoléon, avant d'engager l'action, voulut bien reconnaître la position des Russes. Dès qu'il eut jugé leur ordre de bataille, il calcula que, pour couper leur ligne, il fallait enlever la ville de Friedland. Pour y parvenir, et pour tromper l'ennemi sur ses dispositions personnelles, il fit faire brusquement un changement de front, la droite en avant, et commençant l'attaque par l'extrémité de cette droite. Déjà à cinq heures et demie tout est en mouvement : le maréchal Ney se porte avec rapidité sur le point de direction ; il est soutenu par la division de dragons de Latour-Maubourg ; une batterie de trente pièces de canon, placée en avant de son centre par le général Victor, présente un front terrible et menaçant. Les Russes voient ces dispositions et frémissent. Ils marchent avec résolution pour attaquer la droite du maréchal Ney ; ils sont reçus à la baïonnette, et une

charge effrayante les précipite dans l'Alle, où plusieurs milliers d'hommes trouvent la mort. Au même instant, la gauche du maréchal Ney arrive au ravin qui entoure Friedland : là, l'élite de l'armée russe s'était embusquée ; la garde à pied et à cheval débouche à pas pressés ; elle tombe sur la gauche du maréchal Ney, qu'elle charge avec fureur. Dans son choc impétueux, elle ébranle la troupe française, dont le courage s'étonne quelques instans : ce corps chancelle ; il faiblit, s'indignant de se voir arracher la victoire. Mais toute espérance n'est pas perdue ; le désavantage de la position est bientôt compensé par un renfort arrivé pour rétablir l'équilibre : la division Dupont, qui formait la droite de la réserve, marche sur la garde impériale russe, qu'elle prend en flanc, tandis que la gauche du maréchal Ney, reprenant ses avantages, l'attaque de front. Les nouvelles troupes françaises, brûlant de se signaler, foncent sur l'ennemi, le chargent avec une audace qui l'épouvante. Pressée entre ces deux corps, qui semblent rivaliser et se disputer les honneurs du succès, la garde russe se défend avec le courage du désespoir ; mais bientôt ses efforts s'affaiblissent, son ardeur se ralentit, son courage s'éteint au milieu du sang et du carnage : ces guerriers intrépides succombent à leur poste, que la mort seule leur fait abandonner.

Cependant l'armée russe s'obstine à défendre Friedland : elle tire de ses réserves et de son centre d'au-

tres corps qui se précipitent sur ce point. Une lutte plus opiniâtre et plus terrible se renouvelle ; tous les corps russes combattent avec un sang-froid imperturbable : tour-à-tour ils attaquent et se défendent; toujours vaincus, jamais ébranlés, les rues sont jonchées de leurs cadavres, et attestent leur valeureuse résistance. Mais c'est en vain qu'ils bravent la mort, c'est en vain que dans des charges d'infanterie et de cavalerie ils affrontent le danger avec audace ; c'est en vain qu'ils réunissent tous leurs efforts, rien ne peut arrêter la marche des colonnes françaises. Malgré leur intrépidité, les Russes ne peuvent entamer aucun corps français, et viennent tomber sous les baïonnettes des divisions Oudinot et Verdier.

Tous les corps se distinguèrent dans cette affaire mémorable : les troupes commandées par le maréchal Lasnes soutinrent au centre la glorieuse renommée de leur digne chef; les corps du maréchal Mortier et des généraux Savary, Grouchy, Nansouty, etc., ne déployèrent pas moins de valeur dans les chocs qu'ils eurent à soutenir ; en un mot, toutes les troupes françaises semblèrent se surpasser, électrisées en quelque sorte par le courage extraordinaire qui signala les Russes, malgré leur défaite.

La victoire n'hésita pas un seul instant ; la valeur française surmonta partout, avec un succès égal, les obstacles qui pouvaient arrêter sa marche. Les Russes perdirent environ dix-huit mille hommes; vingt-

cinq de leurs généraux furent tués, pris ou blessés; ils abandonnèrent en outre quatre-vingts pièces de canon et plusieurs drapeaux. La nuit n'empêcha point les Français de profiter des avantages de la victoire pour achever la déroute de l'ennemi. Le lendemain de la bataille (le 15 juin), pendant que les Russes cherchaient à se rallier et à faire leur retraite sur la rive droite de l'Alle, l'armée française continuait, sur la rive gauche, ses manœuvres pour lui couper ses communications avec Kœnigsberg. Dans leur poursuite, les vainqueurs auraient achevé d'écraser les vaincus; mais ceux-ci sentant le danger de leur situation, détruisirent tous les ponts, afin de ralentir la marche des Français. Cet obstacle leur fut en effet d'un grand secours, et protégea efficacement leur mouvement rétrograde sur la Russie. Dans la matinée du 16, les Français jetèrent un pont sur la Prégel, où ils se mirent en position.

—

ENTREVUE

DE L'EMPEREUR ALEXANDRE AVEC NAPOLÉON SUR LE NIÉMEN,

Le 25 juin 1807.

—

Toute l'armée française ne s'était point trouvée sur le champ de bataille de Friedland. Pendant que la majeure partie des corps qui la composaient se signalaient dans la journée mémorable du 14 juin, le maréchal Murat marchait sur Kœnisberg pour poursuivre les derniers débris de l'armée prussienne. Un faible corps d'armée commandé par le général Lestocq fut bientôt atteint par les troupes françaises. Le 13 juin, le maréchal Soult rencontra à Creutzbourg l'arrière-garde prussienne ; il la fit attaquer sur-le-champ : cette troupe fut culbutée et obligée de

prendre la fuite, après avoir abandonné plusieurs pièces de canon. N'osant soutenir aucun engagement, et vivement poursuivi par les vainqueurs, l'ennemi n'eut d'autre ressource que de se jeter dans la place dès le lendemain de la rencontre.

Le plus grand désordre et la plus pénible incertitude régnaient dans les mouvemens des troupes prussiennes, qui, trouvant partout sous leurs pas un ennemi qui ne leur donnait ni trève ni relâche, ne savaient plus quelle direction prendre pour se soustraire à ses attaques continuelles. Ce fut sans doute cet état d'incertitude et de détresse qui, dans la journée du 14, dirigea deux colonnes prussiennes sur Kœnisberg, au moment même où les Français étaient sous les murs de cette place. Coupées sur tous les points, et ne pouvant se faire jour à travers les corps nombreux dont elles étaient entourées, ces deux colonnes, fortes de quatre mille hommes, furent obligées de se rendre, après avoir tenté une résistance inutile.

Cependant le corps du maréchal Soult n'était point en forces suffisantes pour s'emparer de vive force de Kœnisberg : il tenta diverses attaques infructueuses, et fut contenu devant les retranchemens de la place par les troupes qui s'y trouvaient enfermées. Mais bientôt le gros de l'armée française ayant marché sur Velhau, les troupes assiégées ne crurent pas devoir s'exposer à une lutte trop inégale contre des forces si

redoutables : Kœnisberg fut donc évacué et tomba ainsi au pouvoir des Français, qui y trouvèrent des richesses immenses. Cette place, étant le dernier refuge de la maison de Brandebourg, avait vu successivement entasser dans ses murailles tous les approvisionnemens et munitions qu'on cherchait à soustraire à l'envahissement précipité des Français. Parmi les prises importantes qui y furent faites, on compta plusieurs centaines de milliers de quintaux de blé, une quantité considérable de munitions de guerre que l'Angleterre envoyait à la Russie, et notamment cent soixante mille fusils qu'on n'avait pas encore eu le temps de débarquer; deux cents gros bâtimens venus des ports de Russie étaient encore tout chargés dans le port.

Masséna de son côté, culbutait l'ennemi sur la Narew et l'Omulew, et le poursuivait jusqu'à Ostrolenka; en Silésie, Neitz, Glatz et Kosel avaient capitulé; il ne restait au Roi de Prusse que Kolberg, Grandeutz et le fort de Silberberg. Le combat de Labiau où le maréchal Davoust fut victorieux, l'occupation de Insterburg par le maréchal Ney, et l'arrivée de Napoléon à Tilsitt, terminèrent les événemens militaires de cette campagne.

Tant de revers, tant de fatigues, et des combats si funestes et si meurtriers avaient entièrement découragé les troupes russes : résignées à tout, elles supportaient sans plainte, sans murmures, des désastres

croissant de jour en jour. L'empereur Alexandre, pour mettre un terme à ce généreux dévouement, dont il ne pouvait attendre d'autre résultat qu'une entière destruction de ses forces, prit le parti de recourir aux négociations, seul moyen de sauver les faibles débris de son armée.

Le 21, un armistice fut conclu entre l'armée française et l'armée russe, et il fut stipulé qu'il en serait conclu un autre séparément avec les troupes prussiennes. L'on s'occupa ensuite de part et d'autre à nommer des plénipotentiaires pour négocier une paix définitive.

Le 23 juin, le maréchal Duroc se rendit au quartier-général russe, au-delà du Niémen, pour échanger les ratifications de l'armistice qui avait été signé par l'empereur Alexandre; et il alla complimenter ce monarque.

Le 25, à une heure après midi, Napoléon, accompagné des maréchaux Murat, Berthier et Bessières, ainsi que de son grand-maréchal et de son grand-écuyer, s'embarqua sur les bords du Niémen, dans un bateau préparé à cet effet. Il se rendit au milieu de la rivière, où le général Lariboissière, commandant l'artillerie de la garde, avait fait placer un large radeau, sur lequel s'élevait un pavillon : à côté était un autre radeau et un second pavillon destiné à recevoir les personnes de la suite, soit de Napoléon, soit de l'empereur Alexandre. Au même moment, ce monar-

que partit de la rive droite sur un bateau, avec le grand-duc Constantin, le général Benigsen, le général Ouvaroff, le prince Labanoff, et le comte de Lieven, son premier aide-de-camp.

On remarqua que les deux bateaux étaient arrivés en même temps, et qu'en mettant le pied sur le radeau, Napoléon et l'empereur Alexandre s'embrassèrent. Ils entrèrent ensemble dans la salle qui avait été préparée, et y restèrent seuls, environ deux heures. Cette conférence finie, les personnes de la suite furent introduites. L'empereur Alexandre se fit admirer par la manière noble et gracieuse avec laquelle il reçut les généraux français qui lui furent présentés; il leur dit les choses les plus agréables et les plus flatteuses, et enchanta tout le monde par ces graces et cette amabilité qui le distinguent si éminemment.

Pendant cet intervalle, les deux côtés du fleuve s'étaient remplis d'un foule de curieux, accourus des deux armées pour contempler ce spectacle. Les deux rives présentaient un coup-d'œil aussi riche qu'intéressant; les guerriers russes et français semblaient attendre avec impatience l'heureux moment où l'ordre et la paix, sagement rétablis, assureraient à la génération présente le repos et le bonheur dont elle était privée depuis si long-temps.

MANOEUVRES DE LA GARDE IMPÉRIALE,

EN PRÉSENCE

DE L'EMPEREUR ALEXANDRE.

Le 28 juin 1807.

—

De grands intérêts avaient été discutés dans l'entrevue sur le Niémen; de graves difficultés paraissaient s'être aplanies; et l'Europe, troublée tant de fois par des guerres désastreuses et sanglantes, était dans l'attente des plus heureux événemens; si les nations espéraient, les cabinets étaient dans l'alarme: un mystère profond enveloppait la scène du pavillon; aucun témoin indiscret ne pouvait révéler les secrets de cette diplomatie nouvelle, où, sans secrétaire et sans ministre, deux grands potentats avaient pu or-

ganiser une paix longue et durable, en sacrifiant à leurs intérêts respectifs des droits ou prétentions de quelques gouvernemens incapables de lutter contre les deux empires les plus puissans et les plus redoutables.

Cet accord, cette espèce d'intimité, qui s'accroissait chaque jour entre l'empereur Alexandre et Napoléon, devait surtout occuper sérieusement le cabinet de Londres; la haine de cet avide conquérant contre cette puissance, les projets qu'il avait si hautement manifestés de lui arracher la domination des mers, devaient éveiller l'inquiétude sur des projets aussi vastes que mystérieux, dont il était le créateur, et qui évidemment avaient été sanctionnés par le monarque de toutes les Russies.

Ardent à poursuivre l'exécution de son plan favori, Napoléon s'attachait, chaque jour, à resserrer les nouveaux liens qui l'unissaient à l'empereur Alexandre. LeNiémen lui paraît bientôt un obstacle à ces communications fréquentes dont il a besoin pour affermir de plus en plus son puissant allié dans le grand projet qu'ils ont arrêté de concert; la droite est franchie par les Russes; la ville de Tilsitt est neutralisée; on y choisit le logement de l'empereur Alexandre et de sa suite : la garde impériale russe n'est plus sépraré que par une rue de la garde impériale française. Tous les jours, et à chaque heure du jour, les conférences se succèdent et se multiplient; et le grand

œuvre qui doit changer la face de l'univers semble se consommer de jour en jour.

Dans la journée du 28 juin, Napoléon se rendit, sur les trois heures après midi, chez l'empereur Alexandre, où il demeura jusqu'à six. Il invita ce monarque à monter à cheval, pour assister aux manœuvres de la garde, dont il désirait le rendre témoin. Ce prince accepta son invitation, et témoigna, à diverses reprises, sa satisfaction sur l'ensemble, la précision et l'habileté des évolutions qui furent exécutées : il prouva par ses questions et par ses remarques, pleines d'esprit et de politesse, qu'il connaissait parfaitement les détails de la tactique militaire, et qu'il n'était nullement étranger aux manœuvres françaises.

Aux funestes démêlés, aux sanglans combats avaient ainsi succédé l'accord le plus parfait, l'union la plus heureuse. Les deux armées partagèrent vivement les sentimens de leurs chefs : ces guerriers, si terribles sur le champ de bataille, ont aussi oublié leurs querelles pour participer à cette allégresse dont leurs souverains ont donné le signal tant désiré. Un banquet amical reçoit les deux gardes, qui, dans un festin joyeux et cordial, se livrent aux épanchemens les plus bruyans et les plus sincères : ces braves avaient appris à s'admirer sur le champ d'honneur ; au milieu des fêtes et des réjouissances ils apprennent à s'aimer. L'union des deux empires est consommée ; les guerriers des deux nations vivent dans

un accord qui prouve que leurs cœurs s'entendent, et l'empire du Nord semble donner la main à celui de l'Ouest pour fixer invariablement les destinées de la société européenne.

Cependant les plénipotentiaires travaillaient sans relâche au traité de paix définitif qui devait enfin mettre un terme à ce carnage effrayant qui, depuis tant d'années, désolait les peuples, mutilait les nations, dévastait les empires.

Les ratifications du traité entre la France et la Russie furent échangées à Tilsitt, le 9 juillet; et, le 12, on échangea à Kœnigsberg les stipulations qui concernaient la Prusse.

Traité de paix avec la Russie.

« Art. Ier. Il y aura, à compter du jour de l'échange des ratifications du présent traité, paix et amitié parfaites entre S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, et S. M. l'empereur de toutes les Russies.

» II. Toutes les hostilités cesseront immédiatement de part et d'autre, sur terre et sur mer, dans tous les points où la nouvelle de la signature du présent traité sera officiellement parvenue.

» Les hautes parties contractantes la feront porter sans délai, par des courriers extraordinaires, à leurs généraux et commandans respectifs.

» III. Tous les bâtimens de guerre ou autres appartenant à l'une des parties contractantes, ou à leurs sujets respectifs, qui auraient été pris postérieurement à la signature du présent traité, seront restitués, ou, en cas de vente, le prix en sera rendu.

» IV. S. M. l'empereur Napoléon, par égard pour S. M. l'empereur de toutes les Russies, et voulant donner une preuve du désir sincère qu'il a d'unir les deux nations par les liens d'une confiance et d'une amitié inaltérables, consent à restituer à S. M. le roi de Prusse, allié de S. M. l'empereur de toutes les Russies, tous les pays, villes et territoires conquis et dénommés ci-après, savoir :

» La partie du duché de Magdebourg située à la droite de l'Elbe; la Marche de Prignitz, l'Uker-Marck, la moyenne et la nouvelle Marche de Brandebourg, à l'exception du cercle de Cotbus, dans la basse Lusace, lequel devra appartenir à S. M. le roi de Saxe; le duché de Poméranie; la haute, la basse et la nouvelle Silésie, avec le comté de Glatz; la partie du district de la Netze située au nord de la chaussée de Driessen, en suivant les limites du cercle Bromberg, la navigation par la rivière de Netze et le canal de Bromberg, depuis Driessen jusqu'à la Vistule, et réciproquement, devant être franche de tout péage; la Pomerelie, l'île de Nogat, les pays à la droite du Nogat et au nord du cercle de Culm, l'Ermeland, enfin le royaume de Prusse tel qu'il était

au 1er janvier 1772, avec les places de Spandau, Stettin, Custrin, Glogau, Breslau, Schweidnitz, Neiss, Brieg, Kosel et Glatz, et généralement toutes les places, citadelles, châteaux et forts des pays ci-dessus dénommés, dans l'état où cesdites places, citadelles, châteaux et forts se trouvent maintenant, et, en outre, la ville et citadelle de Graudentz.

» V. Les provinces qui, au 1er janvier 1772, faisaient partie de l'ancien royaume de Pologne, et qui ont passé depuis, à diverses époques, sous la domination prussienne, seront, à l'exception des pays qui sont nommés ou désignés au précédent article, et de ceux qui sont spécifiés en l'article IX ci-après, possédées en toute propriété et souveraineté par S. M. le roi de Saxe, sous le titre de duché de Varsovie, et régies par des constitutions qui, en assurant les libertés et les priviléges des peuples de ce duché, se concilient avec la tranquillité des états voisins.

» VI. La ville de Dantzick, avec un territoire de deux lieues de rayon autour de son enceinte, sera rétablie dans son indépendance, sous la protection de S. M. le roi de Prusse et de S. M. le roi de Saxe, et gouvernée par les lois qui la régissaient à l'époque où elle cessa de se gouverner elle-même.

» VII. Pour les communications entre le royaume de Saxe et le duché de Varsovie, S. M. le roi de Saxe aura le libre usage d'une route militaire à travers les

possessions de S. M. le roi de Prusse. Ladite route, le nombre des troupes qui pourront y passer à la fois, et les lieux d'étape, seront déterminés par une convention spéciale faite entre leursdites Majestés, sous la protection de la France.

» VIII. S. M. le roi de Prusse, S. M. le roi de Saxe, ni la ville de Dantzick, ne pourront empêcher par aucune prohibition, ni entraver par l'établissement d'aucun péage, droit ou impôt, de quelque nature qu'il puisse être, la navigation de la Vistule.

» IX. Afin d'établir, autant qu'il est possible, des limites naturelles entre la Russie et le duché de Varsovie, le territoire circonscrit par la partie des frontières russes actuelles qui s'étend depuis le Bug jusqu'à l'embouchure de Lossosna, et par une ligne partant de ladite embouchure et suivant le thalweg de cette rivière, le thalweg de la Bobra jusqu'à son embouchure, le thalweg de la Narew, depuis le pont susdit jusqu'à Saratz, de la Lisa jusqu'à sa source, près le village, de Mien, de l'affluent de la Nurzeck, prenant sa source près le même village, de la Nurzech jusqu'à son embouchure au-dessus de Nurr, et enfin le thalweg du Bug, en le remontant jusqu'aux frontières russes actuelles, sera réuni à perpétuité à l'empire de Russie.

» X. Aucun individu de quelque classe et condition qu'il soit, ayant son domicile ou des propriétés dans le territoire spécifié en l'article précédent,

ne pourra, non plus qu'aucun individu domicilié, soit dans les provinces de l'ancien royaume de Pologne qui doivent être restituées à S. M. le roi de Prusse, soit dans le duché de Varsovie, mais ayant en Russie des biens-fonds, rentes, pensions ou revenus, de quelque nature qu'ils soient, être frappé dans sa personne, dans ses biens, rentes, pensions et revenus de tous genres, dans son rang et ses dignités, ni poursuivi ni recherché en aucune façon quelconque pour aucune part ou politique ou militaire qu'il ait pu prendre aux événemens de la guerre présente.

» Tous les engagemens et toutes les obligations de S. M. le roi de Prusse, tant envers les anciens possesseurs, soit de charges publiques, soit de bénéfices ecclésiastiques, militaires ou civils, qu'à l'égard des créanciers ou des pensionnaires de l'ancien gouvernement de Pologne, restent à la charge de S. M. l'empereur de toutes les Russies et de S. M. le roi de Saxe, dans la proportion de ce que chacune de leursdites Majestés acquiert par les articles V, IX, seront acquittés pleinement, sans restriction, exception ni réserve aucune.

» XII. Leurs altesses sérénissimes les ducs de Saxe-Cobourg, d'Oldembourg et de Mecklembourg-Schwerin, seront remis chacun dans la pleine et paisible possession de ses états; mais les ports des duchés d'Oldembourg et de Mecklembourg continueront d'être occupés par les troupes françaises jusqu'à l'échange

des ratifications du futur traité de paix définitive entre la France et l'Angleterre.

» XIII. S. M. l'empereur Napoléon accepte la méditation de S. M. l'empereur de toutes les Russies, à l'effet de négocier et conclure un traité définitif entre la France et l'Angleterre, dans la supposition que cette méditation sera aussi acceptée par l'Angleterre, un mois après l'échange des ratifications du présent traité.

» XIV. De son côté, S. M. l'empereur de toutes les Russies, voulant prouver combien il désire rétablir entre les deux empires les rapports les plus intimes et les plus durables, reconnaît S. M. le roi de Naples, Joseph Napoléon, et S. M. le roi de Hollande, Louis Napoléon.

» XV. S. M. l'empereur de toutes les Russies reconnaît pareillement la confédération du Rhin, l'état actuel de possession de chacun des souverains qui la composent, et les titres donnés à plusieurs d'entre eux, soit par l'acte de confédération, soit par les traités d'accession subséquens.

» Sadite Majesté promet de reconnaître, sur les notifications qui lui seront faites de la part de S. M. l'empereur Napoléon, les souverains qui deviendront ultérieurement membres de la confédération, en la qualité qui leur sera donnée par les actes qui les y feront entrer.

» XVI. S. M. l'empereur de toutes les Russies,

cède en toute propriété et souveraineté, à S. M. le roi de Hollande la seigneurie de Jeves dans l'Ost-Frise.

» XVII. Le présent traité de paix et d'amitié est déclaré commun à LL. MM, les rois de Naples et de Hollande, et aux souverains confédérés du Rhin, alliés de S. M. l'empereur Napoléon.

» XVIII. S. M. l'empereur de toutes les Russies, reconnait aussi S. A. S le prince Jérôme Napoléon comme roi de Westphalie.

» XIX. Le royaume de Westphalie sera composé des provinces cédées par S. M. le roi de Prusse à la gauche de l'Elbe, et autres états actuellement possédés par S. M. l'empereur Napoléon.

» XX. S.M. l'empereur de toutes les Russies promet de reconnaître la disposition qui, en conséquence de l'article XIX ci-dessus et des cessions de S. M. le roi de Prusse, sera faite par S. M. l'empereur Napoléon (laquelle devra être notifiée à S. M. l'empereur de toutes les Russies), et l'état de possession en résultant pour les souverains au profit desquels elle aura été faite.

» XXI. Toutes les hostilités cesseront immédiatement sur terre et sur mer entre les forces de S. M. l'empereur de toutes les Russies et celle de Sa Hautesse, dans tous les points où la nouvelle de la signature du présent traité sera officiellement parvenue.

» Les hautes parties contractantes la feront porter sans délai par des courriers extraordinaires, pour

qu'elle parvienne le plus promptement possible aux généraux et commandans respectifs.

» XXII. Les troupes russes se retireront des provinces de Valachie et de Moldavie; mais lesdites provinces ne pourront être occupées par les troupes de Sa Hautesse jusqu'à l'échange des ratifications du futur traité de paix définitif entre la Russie et la Porte Ottomane.

» XXIII. S. M. l'empereur de toutes les Russies accepte la médiation de S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, à l'effet de négocier et conclure une paix avantageuse et honorable aux deux empires.

» Les plénipotentiaires respectifs se rendront dans le lieu dont les deux parties intéressées conviendront, pour y ouvrir et suivre les négociations.

» XXIV. Les délais dans lesquels les hautes parties contractantes devront retirer leurs troupes des lieux qu'elles doivent quitter, en conséquence des stipulations ci-dessus, ainsi que le mode d'exécution des diverses clauses que contient le présent traité, seront fixées par une convention spéciale.

» XXV. S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, et S. M. l'empereur de toutes les Russies, se garantissent mutuellement l'intégrité de leurs possessions, et celles des puissances comprises au présent traité de paix, telles qu'elles sont maintenant ou seront en conséquence des stipulations ci-dessus.

» XXVI. Les prisonniers de guerre faits par les

parties contractantes, ou comprises au présent traité de paix, seront rendus réciproquement, sans échange et en masse.

» XXVII. Les relations de commerce entre l'empire français, le royaume d'Italie, les royaumes de Naples et de Hollande, et les états confédérés du Rhin, d'une part, et, d'autre part, l'empire de Russie, seront rétablis sur le même pied qu'avant la guerre.

» XXVIII. Le cérémonial des deux cours des Tuileries et de Saint-Pétersbourg entre elles et à l'égard des ambassadeurs, ministres et envoyés qu'elles accréditeront l'une près de l'autre, sera établi sur le principe d'une réciprocité et d'une égalité parfaites.

» XXIX. Le présent traité sera ratifié par S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, et par S. M. l'empereur de toutes les Russies.

» L'échange des ratifications aura lieu dans cette ville, dans le délai de quatre jours.

» Fait à Tilsitt, le 7 juillet (25 juin) 1807.

» *Signé,* Charles-Maurice Talleyrand, prince de Bénévent. Le prince Alexandre Kourakin. Le prince Dimitry Labanoff de Rostoff. »

Le traité qui fut conclu avec la Prusse n'était qu'une répétition de celui que nous venons de rapporter. Le démembrement de cette monarchie fut

consacré par la création du royaume de Westphalie, formellement reconnu par S. M. le roi de Prusse. Ce prince était également dépouillé de la portion de la Pologne qui lui était échue en partage ; et la capitale de ce malheureux royaume, victime de toutes les ambitions, fut érigée, avec ses dépendances, en grand-duché, au profit du prince électeur de Saxe, transformé en roi de Saxe et grand-duc de Varsovie par la baguette magique du vainqueur.

—

GUERRE D'ESPAGNE.

Pendant la durée du consulat et dans les premières années de l'empire, les liaisons de l'Espagne avec la France furent très étroites : une même politique, des intérêts communs semblaient unir ces deux états par un lien indissoluble ; jusqu'à l'ouverture de la campagne de Prusse, aucun nuage n'avait obscurci l'horizon politique de ces deux contrées.

Tout-à-coup, au milieu de cette tranquillité générale, apparaît une proclamation du prince de la Paix, Emmanuel Godoy, favori et premier ministre du roi Charles IV ; sans que rien semblât menacer la sûreté de l'état, il annonce à la nation qu'un grand danger est

imminent et qu'il faut une grande coalition pour sauver la patrie.

Bientôt il se repentit de cette mesure impolitique et hasardeuse. Bonaparte, vainqueur à Iéna, avait, sur le champ de bataille, reçu cette proclamation insultante, et juré d'en tirer vengeance. Il fallut donc avoir recours à la ruse, et pour conjurer le danger que lui-même avait créé, Godoy n'eut d'autre moyen que de supposer une invasion des Maures, et de justifier ainsi son armement subit. Bonaparte le crut ou feignit de le croire, mais en lui-même il se promit bien de mettre à profit une faute si grave et d'en faire une excuse à ses projets de conquête. L'alliance de l'Espagne était trop peu de chose pour lui; maître de tout le Midi, il lui fallait encore la Péninsule; il y voyait à la fois un triomphe pour la France et un coup mortel pour le commerce de l'Angleterre, sa constante ennemie.

Toutefois il attendit, sûr de rencontrer un nouveau prétexte, et pouvant au besoin s'en passer.

Godoy, en réveillant les Espagnols et en leur parlant un langage de liberté, avait cru se concilier les cœurs et n'avait fait qu'envenimer les haines; car le peuple avait senti la pesanteur de son joug, et voulait le briser en renversant le tyran. Dès-lors, toutes les espérances se reportèrent sur Ferdinand, prince des Asturies, fils aîné du roi et héritier présomptif de la couronne. Ce prince faible et sans

ractère n'avait d'autres droits à l'amour des Espagnols que sa haine pour Godoy et les persécutions dont il avait été victime : ne se sentant pas la force d'agir seul, il se jeta dans les bras de Napoléon ou plutôt à ses pieds, et le supplia de lui accorder conseil et protection et de l'admettre dans sa famille par une alliance. En même temps, des négociations étaient ouvertes entre Charles IV et Napoléon. Celui-ci, trouvant intérêt à ménager le père et le fils, ne se déclara ni pour l'un ni pour l'autre; mais en laissant à chacun l'espérance de son appui, il travailla à les précipiter tous deux du trône, et en fit les instrumens de leur propre perte.

Sous prétexte de la conquête du Portugal, dont le partage est arrêté d'avance par un traité conclu à Fontainebleau, le 27 octobre 1807, entre le général Duroc pour Napoléon, et Don Eugenio Isquierdo pour Godoy, le passage du territoire espagnol est ouvert aux troupes françaises. A la tête de vingt-cinq mille hommes, le brave général Junot traverse la Vieille-Castille, pour pénétrer en Portugal; aux termes du même traité, un camp de quarante mille hommes est formé à Bayonne, et doit servir en cas d'intervention de la part de l'Angleterre.

Cependant le premier ministre espagnol devenait chaque jour plus odieux au peuple, et chaque jour, des déserteurs de sa cour allaient grossir celle du prince des Asturies. La jeunesse de Ferdinand auto-

risait toutes les espérances ; son impéritie et la faiblesse de son caractère ne lui permirent pas de les réaliser ; il ne sut pas profiter de ses avantages, et trompa la confiance de ses partisans, à la tête desquels se trouvaient les personnages les plus marquans du royaume, le duc de l'Infantado, le duc de San Carlos, ancien gouverneur de Ferdinand, et son ancien précepteur, le chanoine don Juan de Escoiquitz. C'est d'après leurs conseils que, par une lettre du 11 octobre 1807, il avait, à l'insu du roi et de la reine, demandé à Napoléon la main de sa nièce, fille de Lucien Bonaparte. Le secret de cette lettre demeurée sans réponse fut révélé au prince de la Paix par les agens et les espions dont il entourait Ferdinand. Fort de cette découverte, Godoy, qui avait obtenu du roi Charles d'allier sa famille à la couronne d'Espagne par le mariage de Ferdinand avec Donna Maria Louisa de Bourbon, sœur de sa femme, Godoy ne laisse pas échapper cette occasion de vengeance ; il va se jeter aux pieds du roi, il lui dénonce un horrible complot dont il a failli être victime, complot contre sa vie, formé par son fils ; et dont il vient de le sauver, lui sujet fidèle et dévoué ; et la reine, femme adultère et mère dénaturée, complice de la haine de Godoy pour Ferdinand, ajoute son accusation à l'accusation de son amant ; elle crie au meurtre, au parricide !... Alors le vieux roi, sous cette infâme inspiration, dépouille son caractère faible et

pacifique pour sévir contre son fils. A la tète de ses gardes du corps, il arrête Ferdinand, le désarme de ses propres mains, et lui fait une prison du palais de l'Escurial.

Napoléon était alors l'arbitre indispensable des querelles de tous les rois; c'est à sa justice que Charles s'adresse pour obtenir une vengeance exemplaire; c'est à sa justice que s'adresse le prince des Asturies pour obtenir sa liberté, et se faire absoudre de l'affreuse accusation qui pèse sur sa tête.

Mandataire des deux partis, Napoléon hésite encore entre le père et le fils; il ne se prononce pas, et se contente d'intercéder en faveur du jeune prince, par l'organe de François de Beauharnais, son ambassadeur.

Charles IV, effrayé de cette démarche protectrice, se croit abandonné de son puissant allié; Godoy tremble, et bientôt le jeune prince recouvre la liberté.

Le vieux roi peut colorer son sacrifice d'une apparence de générosité; ce n'est pas à la crainte de Napoléon qu'il cède, c'est aux prières et aux aveux d'un fils repentant, et il l'exprime ainsi dans un décret qu'il adresse, le 5 novembre, au conseil de Castille: « La voix de la nature désarme le bras de la vengeance, et, lorsque l'inadvertance réclame la pitié, un père tendre ne peut s'y refuser. Mon fils a déjà déclaré les auteurs du plan horrible que lui

avaient fait concevoir des malveillans ; il a tout démontré en forme de droit, et tout conté avec l'exactitude requise par la loi pour de telles preuves. Son repentir et son étonnement lui ont dicté les remontrances qu'il m'a adressées, et dont voici le texte :

« Sire et mon père,

» Je me suis rendu coupable en manquant à votre Majesté ; j'ai manqué à mon père et à mon roi, mais je m'en repens, et je promets à votre Majesté la plus humble obéissance. Je ne devais rien faire sans le consentement de votre Majesté ; mais j'ai été surpris : j'ai dénoncé les coupables, et je prie votre Majesté de me pardonner et de permettre de baiser vos pieds à votre fils reconnaissant.

» Saint-Laurent, 5 novembre 1807.

« Ferdinand. »

« Madame et mère,

» Je me repens bien de la faute que j'ai commise contre le roi et la reine, mes père et mère ; aussi, avec la plus grande soumission, je vous en demande pardon, ainsi que de mon opiniâtreté à vous nier la vérité l'autre soir ; c'est pourquoi je supplie ma mère du plus profond de mon cœur, de daigner interposer sa médiation envers mon père, afin qu'il veuille bien

permettre d'aller baiser les pieds de sa Majesté à un fils reconnaissant.

» Saint-Laurent, le 5 novembre 1807.

» FERDINAND. »

» En conséquence de ces lettres, et à la prière de la reine, mon épouse bien-aimée, je pardonne à mon fils; il rentrera dans ma grace, dès que sa conduite me donnera des preuves d'un véritable amendement dans ses procédés... »

Après cet acte politique, plutôt que paternel, Charles IV, toujours conseillé par son effroi et par son favori lui-même, jusqu'alors si opposé à ce parti, écrit à Napoléon, non plus pour lui demander vengeance, mais pour implorer l'union que son fils avait sollicitée.

Napoléon, alors en Italie, semble accueillir favorablement sa demande; mais en même temps il donne aux troupes réunies à Bayonne l'ordre d'entrer en Espagne.

Rien ne s'opposa à cette mesure hostile, qui, aux termes du traité de Fontainebleau, ne pouvait avoir lieu sans le consentement du gouvernement espagnol. Les Français furent accueillis partout comme de bons alliés, on ne leur supposa que des intentions amicales, et l'on ne s'occupa point d'arrêter leur marche. Profitant de ces dispositions favorables, les Français jugèrent inutile d'avoir recours à la force,

et, sans coup férir, ils s'emparèrent successivement des forts les plus importans de la frontière espagnole; la ruse livra tour-à-tour au général de brigade Nicolas, la citadelle de San-Fernando de Figuières, la citadelle de Barcelone et le château de Mont-Joie au général en chef Duhesme; Pampelune et Saint-Sébastien au général de brigade Darmagnac. Ainsi, à peine entrée sur le territoire, l'armée française est déjà maîtresse des places les plus formidables, et dont la possession semble lui garantir l'heureuse issue de la campagne. Le prince Joachim Murat, grand-duc de Berg, vient prendre le commandement de cette armée, en qualité de lieutenant de Napoléon; le 13 mars, il arrive à Burgos avec ordre de faire avancer l'armée vers Madrid.

Dès-lors, il ne fut pas possible de douter des intentions de la France; chacun en fut indigné, et dans cette exaspération générale, toute la nation aurait formé une grande et invincible armée, si la voix du souverain se fût élevée pour appeler ses sujets aux armes, s'il se fût levé lui-même pour se mettre à leur tête et repousser l'invasion étrangère.

Il n'en fut point ainsi : Charles IV n'avait jamais eu de courage, et son favori n'en avait plus, car le courage d'un homme sans honneur n'est que dans la conscience de sa force et de sa supériorité; et Godoy tremblant, irrésolu, abandonné de la fortune, se voyait sans cesse entouré de précipices, il doutait de

tout, il doutait du roi, il doutait de lui-même; la haine de l'Espagne entière était la seule chose dont il lui fût impossible de douter. Aussi, ne voyant qu'ennemis de tous côtés, il ne pensa pas à résister, et ne songea plus qu'à mettre sa personne hors de danger. L'Amérique lui parut un refuge assuré; il persuada à Charles de l'y accompagner avec toute sa famille; et le vieux roi céda aux instances de cet homme dont il ne pouvait se séparer, et qui semblait être attaché à sa destinée comme un mauvais génie.

Godoy fit secrètement les préparatifs de cette émigration; des troupes furent échelonnées sur la route de Séville et jusqu'à Cadix, lieu de l'embarquement. Don Miguel de Cevallos, maréchal de camp d'artillerie, vint de Ségovie avec trente bouches à feu, pour protéger la retraite du roi.

Tout était prêt, et ce projet allait recevoir son exécution, lorsque le bruit s'en répandit parmi le peuple; aussitôt, de Madrid et des villes environnantes, une foule innombrable accourt à Aranjuez, où résidait la cour; les larmes et les prières de toute la population protestent contre le départ de la famille royale; on se figure qu'on l'aime, depuis qu'on est en péril de la perdre. De leur côté, le prince Ferdinand, don Carlos son frère, et don Antonio leur oncle, se déclarent hautement contre ce voyage, et pensent qu'on ne doit pas désespérer au milieu de tous ces témoignages de fidélité. Vaincu par tant d'ins-

tances, et surtout par l'impossibilité de réaliser pour le moment son lâche dessein, le roi fait un retour sur lui-même, et, le 16 mars 1808, signe une proclamation qui annonce à ses sujets sa ferme résolution de ne pas les abandonner; mais le jour suivant il avait déjà oublié cette noble fermeté; les préparatifs de voyage sont achevés; le roi va partir, quand il est retenu par une nouvelle opposition du peuple. Cette fois, l'irritation est à son comble; c'est Godoy que le cri général accuse, c'est sur Godoy qu'on veut se venger. A bas Godoy!... Meure Godoy... Voilà le mot de ralliement! Ce mot vole de bouche en bouche et trouve un écho dans tous les cœurs, un écho dans toutes les haines; on se porte en foule à son palais, tout est brisé, jeté par les fenêtres et livré aux flammes... Feu de joie accueilli par les acclamations d'une populace effrénée!

Cependant Godoy se cache; durant trente-huit heures, il se soustrait à la mort qui le réclame; mais enfin il est découvert dans un grenier, et, tout mutilé, il ne doit la vie qu'au prince Ferdinand qui l'arrache aux mains des furieux, en leur promettant la justice qu'ils étaient prêts à se faire eux-mêmes. Godoy est jeté dans une prison; le roi déclare qu'il le démet de toutes ses charges, et qu'il prend lui-même le commandement de ses troupes; mais le lendemain, privé de son favori, Charles ne se sent pas la force de porter seul le fardeau de la

royauté; c'est alors que dans la ville, rassurée par la proclamation du 16 mars, paraît le décret royal suivant :

Décret royal.

« Comme mes infirmités habituelles ne me permettent pas de supporter plus long-temps le poids important du gouvernement de mon royaume, et ayant besoin, pour rétablir ma santé, de jouir d'un climat plus tempéré dans la vie privée, j'ai décidé, après la plus mûre réflexion, d'abdiquer ma couronne en faveur de mon héritier, mon très aimé fils, le prince des Asturies.

» En conséquence, ma volonté royale est qu'il soit reconnu et obéi comme roi et seigneur naturel de tous mes royaumes et souverainetés, et pour que ce décret de ma libre et spontanée abdication soit exactement et dûment accompli, vous le communiquerez au conseil et à tout autre à qui il appartiendra.

» Donné à Aranjuez, le 19 mars 1808.

» Moi, le roi.

» Contresigné A. don Pédro Cevallos. »

Le jour même de cette abdication, Ferdinand VII était sur le trône. La nation salua avec enthousiasme l'aurore de son règne plein d'espérance, mais tout cet

amour ne peut l'absoudre aux yeux de l'histoire de son empressement à ceindre une couronne qui touchait encore la tête du vieux roi son père.

Avec lui revinrent au pouvoir les victimes du règne précédent; il revêtit des premières dignités le duc de l'Infantado, le duc de San-Carlos et don Juan de Escoiquitz, ses plus zélés partisans, et les paya ainsi d'une année d'exil; il conserva pourtant quelques-uns des ministres de Charles IV, entre autres don Pedro de Cevallos, homme très recommandable et généralement estimé, quoique allié du prince de la Paix.

Ferdinand se hâta d'annoncer son avénement au trône à l'empereur Napoléon, dont il voulait s'assurer la protection; il demanda, comme roi, l'alliance d'une princesse du sang impérial, que le prince des Asturies n'avait pas obtenue.

L'armée française était en marche sur Madrid, et le bruit se répandait que Napoléon lui-même venait visiter la capitale de l'Espagne. Le duc de Frias, le duc de Medina-Cœli et le comte Ferdinand Nuñez, duc de Montellano, furent envoyés à sa rencontre pour le complimenter au nom du roi.

Le 23 mars, le grand-duc de Berg fit son entrée à Madrid, à la tête d'une division d'infanterie, de plusieurs régimens d'artillerie à cheval, et de deux régimens de cuirassiers; il occupa l'hôtel du prince de la Paix, avec qui, depuis long-temps, il était uni par une étroite amitié.

La réponse de Napoléon à la notification que Ferdinand lui avait faite de son avénement au trône n'arrivait pas; Murat et Beauharnais, ambassadeurs de la cour de France, n'avaient pas adressé au nouveau roi les félicitations d'usage; empressés auprès du vieux souverain, ils affectaient à l'égard de Ferdinand une réserve qui l'inquiéta. Ce prince ne savait plus que faire pour se concilier l'appui de l'empereur. Sur la demande de Murat, il fit hommage à Napoléon de l'épée de François I[er] que l'on conservait précieusement à Madrid depuis la bataille de Pavie. Sur la demande de Beauharnais, il envoya son jeune frère, don Carlos, à la frontière, pour recevoir l'empereur, qu'on annonçait toujours et qui n'arrivait pas. Bientôt le grand-duc de Berg et l'ambassadeur de France se réunirent pour engager Ferdinand à se rendre lui-même au devant de l'empereur : ce conseil perfide fut appuyé par Savary, depuis duc de Rovigo, aide-de-camp de Napoléon, qui l'affectionnait particulièrement pour les négociations délicates. Cet homme insinuant sut se glisser dans le cœur du jeune roi, et lui conseilla de faire dans son intérêt cet honneur à Napoléon, qui sans doute en serait très flatté. Une pareille démarche ne pouvait que lui être utile, et lui acquérir la protection dont il se montrait si jaloux.

Vaincu par tant de sollicitations, Ferdinand céda; il annonça à son peuple qu'il allait à Burgos, à la rencontre de son fidèle ami et puissant allié l'empe-

reur des Français, et que son absence serait de courte durée. Son oncle, don Antonio, devait, pendant le voyage, remplir les fonctions de président du grand conseil.

Le 10 avril, il partit escorté des regrets du peuple, qui semblait prévoir la fatale issue de ce départ. Arrivé à Burgos, non-seulement il n'y trouva pas l'empereur, mais il n'en apprit pas même de nouvelles; ce ne fut qu'à Vittoria qu'il sut que Napoléon se dirigeait sur Bayonne : il s'arrêta quelque temps dans cette ville, incertain du parti qu'il devait prendre. Savary qui l'avait quitté, revint près de lui avec une lettre de l'empereur : cette lettre contenait des assurances d'amitié, mais aussi de grands reproches sur la manière dont Ferdinand avait traité le roi son père. Napoléon affectait de lui donner le titre d'altesse royale et non celui de majesté; il y laissait percer des intentions amies en faveur de Godoy; enfin il exprimait le désir d'une prochaine entrevue avec Ferdinand, entrevue dans laquelle il se déciderait à le reconnaître comme roi, s'il lui était prouvé que l'abdication de Charles IV avait été volontaire. Cette lettre mémorable mérite d'être rapportée ici.

LETTRE DE L'EMPEREUR DES FRANÇAIS A FERDINAND.

« Mon frère, j'ai reçu la lettre de votre Altesse royale; elle doit avoir acquis la preuve, dans les papiers qu'elle a eus du roi son père, de l'intérêt que

je lui ai toujours porté; elle me permettra, dans la circonstance actuelle, de lui parler avec franchise et loyauté. En arrivant à Madrid, j'espérais porter mon illustre ami à quelques réformes nécessaires dans ses états, et à donner quelque satisfaction à l'opinion publique. Le renvoi du prince de la Paix me paraissait nécessaire pour son bonheur et celui de ses peuples. Les affaires du Nord ont retardé mon voyage; les événemens d'Aranjuez ont eu lieu. Je ne suis pas juge de ce qui s'est passé et de la conduite du prince de la Paix, mais ce que je sais bien, c'est qu'il est dangereux pour les rois d'accoutumer les peuples à répandre du sang et à se faire justice eux-mêmes. Je prie Dieu que votre Altesse royale n'en fasse pas elle-même l'expérience un jour. Il n'est pas de l'intérêt de l'Espagne de faire du mal à un prince qui a épousé une princesse du sang royal, et qui a si long-temps régi le royaume; il n'a plus d'amis; votre Altesse royale n'en aura plus si jamais elle est malheureuse. Les peuples se vengent volontiers des hommages qu'ils nous rendent. Comment, d'ailleurs, pourrait-on faire le procès au prince de la Paix sans le faire à la reine et au roi votre père? Ce procès alimentera les haines et les passions factieuses; le résultat en sera funeste pour votre couronne. Votre Altesse n'y a de droits que ceux que lui a transmis sa mère; si le procès la déshonore, votre Altesse royale déchire par là ses droits : qu'elle ferme l'oreille à des conseils perfides, elle n'a pas le

droit de juger le prince de la Paix; ses crimes, si on lui en reproche, se perdent dans les droits du trône. J'ai souvent manifesté le désir que le prince de la Paix fût éloigné des affaires; l'amitié du roi Charles m'a porté souvent à me taire et à détourner les yeux des faiblesses de son attachement. Misérables hommes que nous sommes! faiblesse et erreur, c'est notre devise. Mais tout cela peut se concilier : que le prince de la Paix soit exilé d'Espagne, et je lui offre un refuge en France. Quant à l'abdication de Charles IV, elle a eu lieu dans un moment où mes armées couvraient les Espagnes, et aux yeux de l'Europe et de la postérité je paraîtrais n'avoir envoyé tant de troupes que pour précipiter du trône mon allié et mon ami. Comme souverain voisin, il m'est permis de vouloir connaître avant de reconnaître cette abdication. Je le dis à votre Altesse royale, aux Espagnols et au monde entier : si l'abdication du roi Charles est de pur mouvement, s'il n'y a pas été forcé par l'insurrection et l'émeute d'Aranjuez, je ne veux faire aucune difficulté de l'admettre, et je reconnais votre Altesse royale pour roi d'Espagne. Je désire donc causer avec elle sur cet objet; la circonspection que je porte depuis un mois dans ces affaires, doit lui être garant de l'appui qu'elle trouvera en moi, si à son tour des factions, de quelque nature qu'elles soient, venaient à l'inquiéter sur son trône.

» Quand le roi Charles me fit part de l'événement

du mois d'octobre dernier, j'en fus douloureusement affecté, et je pense avoir contribué, par des insinuations que j'ai faites, à la bonne issue de l'affaire de l'Escurial. Votre Altesse royale avait bien des torts, je n'en veux pour preuve que la lettre qu'elle m'a écrite, et que j'ai voulu constamment oublier. Roi à son tour, elle saura combien les droits du trône sont sacrés. Toute démarche près d'un souverain étranger, de la part d'un prince héréditaire, est criminelle. Le mariage d'une princesse française avec votre Altesse royale est d'accord avec les intérêts de mes peuples, et il m'unirait par de nouveaux liens à une maison qui depuis mon avénement au trône ne m'a donné que des motifs de satisfaction. Votre Altesse royale doit se défier des écarts et des émotions populaires.

» On pourra commettre quelques meurtres sur mes soldats isolés, mais la ruine de l'Espagne en serait le résultat. J'ai déjà vu avec peine qu'à Madrid on ait déjà répandu des lettres du capitaine-général de la Catalogne, et fait tout ce qui pouvait donner du mouvement aux têtes. Votre Altesse royale connaît ma pensée tout entière; elle voit que je flotte entres diverses idées qui ont besoin d'être fixées; elle peut être certaine que, dans tous les cas, je me comporterai avec elle comme avec le roi son père. Qu'elle croie à mon désir de tout concilier, et de trouver des occasions de lui donner des preuves de mon affection et de ma parfaite estime

» Sur ce, je prie Dieu, mon frère, qu'il vous ait en sa sainte et digne garde.

» Napoléon.

» Bayonne, le 16 avril 1808. »

Au reçu de cette lettre alarmante, le malheureux prince sentit ses frayeurs se renouveler plus vives que jamais; en vain les bons avis lui furent prodigués, il n'écouta que les mauvais qui entraient dans ses intentions; en vain ses meilleurs amis, ses plus dévoués ministres, lui opposèrent les conseils de la sagesse et de l'expérience; en vain les habitans de Vittoria cherchèrent à empêcher son départ, et en vinrent jusqu'à dételer les chevaux de sa voiture et couper les traits des attelages; sa résolution était prise : poussé par la peur, il céda à de perfides insinuations, et le 20 avril il passa la Bidassoa.

Napoléon le reçut avec une distinction remarquable et des plus flatteuses; il l'invita à dîner à sa table, et l'assura de ses bonnes intentions; et déjà Ferdinand qui, par la faiblesse de son caractère, était aussi prompt à espérer qu'à s'effrayer, s'applaudissait de son heureuse démarche, quand Savary, couronnant sa mission de perfidie, vint au nom de l'empereur lui signifier que la famille des Bourbons ne devait plus régner en Espagne, et lui demander l'abandon de son trône, en échange du petit royaume d'Etrurie.

Ferdinand eut beau se récrier contre cette odieuse proposition, toute résistance était inutile ; le roi d'Espagne était prisonnier en France !

Cependant Napoléon voulait couvrir son usurpation d'une apparence de bon droit ; il voulait qu'une renonciation de Ferdinand lui donnât la couronne qu'il lui prenait. Pour y réussir et vaincre son obstination, il fit venir de Madrid le roi Charles et la reine. Godoy fut arraché de sa prison et conduit à Bayonne, protégé par les troupes françaises : les vieux souverains qui le suivaient de près y arrivèrent le 30 avril.

Ainsi, de cette vieille maison royale d'Espagne, une partie était détenue sur le territoire français ; l'autre partie reçut bientôt l'ordre de venir partager l'exil commun. L'infant don Antonio, frère de Charles IV, don Francisco, le plus jeune frère de Ferdinand, la reine d'Etrurie et ses enfans étaient encore en Espagne. Le grand duc de Berg leur signifia la volonté de Napoléon, et fit préparer leur départ.

Le bruit s'en répandit promptement dans Madrid, et de toutes parts fut accueilli par les murmures et l'indignation du peuple, déjà privé de son roi, dont il commençait à soupçonner le véritable sort. Il ne pouvait consentir à de nouveaux sacrifices, et dans les derniers membres de la famille royale voulait conserver un garant de la royauté qu'on lui disputait ; les esprits s'irritaient en silence ; dans les chemins

publics, les Français étaient montrés au doigt, souvent même insultés; plusieurs fois en s'ouvrant, les larges manteaux des Espagnols laissèrent entrevoir des lames de poignards. La ville était sur un volcan, un grand orage menaçait.... Ce fut le 2 mai qu'il éclata.

Ce jour était fixé pour le départ de la famille royale : toute la ville était en rumeur ; on s'interrogeait dans les rues avec inquiétude, on se demandait les nouvelles de France, que l'on devinait malheureuses, et que les courriers n'avaient point apportées depuis deux jours.

Déjà la reine d'Étrurie et ses enfans sont sortis de la ville, le prince don Francisco de Paula va partir; il ne peut s'y résigner, il pleure, il se désespère. Ses cris et ses larmes sont le signal de l'insurrection; on court aux armes, on égorge les Français dans les rues. Bientôt la mitraille triomphe de cette populace généreuse, mais à peine armée; tout rentre dans le devoir, le jeune prince s'éloigne de ses sujets, qui n'ont pas eu la force de le retenir. Une amnistie générale est proclamée au nom de Murat, et n'empêche pas de fusiller environ cinquante Espagnols arrêtés pour avoir pris part à l'insurrection.

Le 2 mai donne l'Espagne à l'empereur, s'était écrié le grand-duc de Berg. — Dites plutôt qu'il la lui enlève pour toujours, repliqua le ministre de la

guerre espagnol, O'Farril ; et la fin de la campagne sanctionna ces paroles prophétiques.

Cependant, trois voix puissantes s'élevaient à Bayonne contre le malheureux Ferdinand, et ceux dont il aurait dû attendre secours et protection se montraient ses plus inflexibles ennemis. La reine et Godoy firent de Charles IV l'instrument de leur vengeance; d'après leurs conseils, il déclara hautement, et par écrit, que son abdication n'avait rien eu de volontaire, et lui avait été arrachée par la violence.

« Je proteste et déclare, écrivait-il, que mon décret du 19 mars, par lequel j'abdique la couronne en faveur de mon fils, est un acte auquel j'ai été forcé, et pour prévenir les plus grands malheurs et l'effusion du sang de mes sujets bien-aimés ; il doit, en conséquence, être regardé comme de nulle valeur.

» Moi, le roi. »

La fermeté de Ferdinand l'abandonna quand il se trouva en présence de son père et de sa mère qui l'accablaient des reproches les plus outrageans : la nouvelle de l'insurrection du 2 mai vint donner une plus grande force à l'accusation. Napoléon, qui jusqu'alors était resté témoin muet de ces honteux débats de famille, trancha la question en jetant sa voix puissante dans la balance.

« Prince, dit-il à Ferdinand, jusqu'à ce moment

je ne m'étais arrêté à aucun parti sur les événemens qui vous ont amené ici, mais le sang répandu à Madrid fixe mes irrésolutions ; ce massacre ne peut être que l'œuvre d'un parti que vous ne pouvez pas désavouer, et je ne reconnaîtrai jamais pour roi d'Espagne celui qui le premier a rompu l'alliance qui depuis si long-temps l'unissait à la France, en ordonnant le meurtre des soldats français, lorsque lui-même venait me demander de sanctionner l'action impie par laquelle il voulait monter au trône. Voici le résultat des mauvais conseils auxquels vous avez été entraîné, vous ne devez vous en prendre qu'à eux.

» Je n'ai d'engagemens qu'avec le roi votre père ; c'est lui que je reconnais, et je vais le reconduire à Madrid, s'il le désire. »

— « Moi, je ne veux pas, s'écria le roi Charles IV. Eh ! qu'irais-je faire dans un pays où il a armé toutes les passions contre moi ? Je ne trouverais partout que des sujets soulevés, et après avoir été assez heureux pour traverser sans pertes un bouleversement de toute l'Europe, irai-je déshonorer ma vieillesse en faisant la guerre aux provinces que j'ai eu le bonheur de conserver, et conduire mes sujets à l'échafaud ? Non, je ne le veux pas (et regardant son fils) ; il s'en chargera mieux que moi !.... Tu crois donc qu'il n'en coûte rien de régner ? Vois les maux que tu prépares à l'Espagne.... Tu as suivi de mauvais conseils, je

n'y puis rien ; tu t'en tireras comme tu pourras, je ne veux pas m'en mêler. Va-t'en.... »

Ferdinand était resté muet devant toutes ces accusations ; il obéit à l'ordre formel de son père, et se retira. Sur les terres d'Espagne, et entouré de sujets fidèles, il aurait pu résister ; mais en France, seul, sans amis, sans défenseurs, sans force d'ame, il céda encore, comme il cédait toujours. Le 6 mai, il signa son abdication pure et simple, et rendit la couronne à son père, qui, par un traité de la veille (15 mai), en avait déjà disposé en faveur de Napoléon.

Après cet acte, Ferdinand demanda en vain l'autorisation de retourner en Espagne, non plus comme roi, mais simplement comme prince des Asturies, titre qu'il avait repris depuis son abdication. Cette permission, qu'il eût été dangereux d'accorder, lui fut refusée, ainsi qu'à son frère, don Carlos. Le château de Valençay (dans le département de l'Indre), propriété du diplomate Talleyrand, leur fut assigné pour résidence, pour prison.

Le trône d'Espagne se trouvait vacant. Napoléon nomma le grand-duc de Berg lieutenant-général du royaume, et convoqua à Bayonne, pour le 16 juin, une assemblée de cent cinquante personnes, chargée d'établir une constitution nouvelle, ou plutôt de sanctionner le choix qu'il lui conviendrait de faire d'un nouveau souverain. Il s'annonça aux Espagnols, non comme un conquérant redoutable, mais comme

le protecteur de leurs libertés, et le régénérateur de leur indépendance, et leur exprima ses sentimens dans la proclamation suivante :

« Espagnols,

» Après une longue agonie, votre nation périssait. J'ai vu vos maux; je vais y porter remède. Votre grandeur fait partie de la mienne. Vos princes m'ont cédé tous leurs droits sur la couronne d'Espagne. Je ne veux point régner sur vos provinces, mais je veux acquérir des titres éternels à l'amour et à la reconnaissance de votre postérité. Votre monarchie est vieille, ma mission est de la rajeunir. J'améliorerai toutes vos institutions, et je vous ferai jouir, si vous me secondez, des bienfaits d'une réforme sans froissement, sans désordres, sans convulsions.

» Espagnols, j'ai fait convoquer une assemblée générale de députation des provinces et des villes; je veux m'assurer par moi-même de vos désirs et de vos besoins; je déposerai alors tous mes droits, et je poserai votre glorieuse couronne sur la tête d'un autre moi-même, en vous garantissant une constitution qui concilie la facile et salutaire autorité du souverain avec les libertés et les priviléges du peuple.

» Espagnols, souvenez-vous de ce qu'ont été vos pères, voyez ce que vous êtes devenus. La faute n'en est pas à vous, mais à la mauvaise administration qui vous régit. Soyez pleins d'espérance et de confiance dans les circonstances actuelles, car je veux que vos

derniers neveux conservent mon souvenir, et disent: Il est le régénérateur de notre patrie! »

Cependant, au récit de la révolte de Madrid, l'Espagne entière se lève à la fois et d'un même mouvement; chaque province veut avoir son 2 mai; le cri que Madrid a poussé est répété dans toute la Péninsule; les Asturies ont arboré l'étendard de l'insurrection : en même temps Léon, la Galice, la Vieille-Castille, la Navarre, l'Aragon, et les quatre royaumes d'Andalousie répondent à ce généreux appel : partout des juntes sont établies, et, mandataires du roi détrôné, se chargent de gouverner en son nom; la population est appelée aux armes; la défense est organisée avec une merveilleuse promptitude.

La junte de Séville prend le titre de junte suprême du gouvernement d'Espagne, et le 6 juin, au nom de Ferdinand VII et de la nation espagnole, déclare la guerre à Napoléon et à la France!

Immédiatement après, les Espagnols commencent les hostilités par la prise d'une escadre française en position devant Cadix. Cette escadre, composée de cinq vaisseaux de ligne et d'une frégate, stationnait depuis long-temps dans le port, sous les ordres du contre-amiral Rossily. Le lieutenant-général, don Thomas Morla, était alors commandant de Cadix, et avait succédé à Solano, marquis del Socorro, qui avait péri première victime de la vengeance populaire. Il avait eu l'imprudence de désigner les Anglais comme les

ennemis de l'Espagne, et sa fin tragique fut le résultat de cette parole, vraie peut-être, mais alors criminelle. Le peuple irrité faisait entendre par toute la ville des cris de mort; bientôt il est rassemblé sous les fenêtres de Solano, il envahit la maison, brise les portes, et se précipite pour arracher sa proie; mais Solano s'était sauvé, et avait réussi à gagner les toits. Atteint par un ouvrier, il le précipite dans la rue. Dès-lors sa retraite était connue; l'ouvrier mourant l'avait signalé à la vengeance du peuple; poursuivi et arrêté, il est mutilé par les furieux, et expire dans d'affreuses souffrances.

Don Thomas Morla fit sommer le contre-amiral de se rendre à discrétion lui et sa flotte. Rossily s'y refusa, et proposa, mais inutilement de se retirer. Aussitôt après sa réponse, il fut assailli par des chaloupes cannonnières espagnoles et des galiotes à bombes. La flotte anglaise, commandée par le contre-amiral Collingwood, fermait aux Français la sortie du port; sa coopération fut refusée par les Espagnols, sûrs du succès. Après cinq jours de combat, Rossily fut obligé de se rendre (14 juin). Ses pertes étaient peu considérables, mais il se trouvait dans l'impossibilité de tenir plus long-temps, et surtout dans l'impossibilité de sortir vainqueur de la lutte inégale dans laquelle il était engagé.

Des hommes ne manquaient pas à la défense de la patrie; tous ceux qui étaient en état de porter les

armes s'étaient présentés; l'armée était nombreuse, mais il n'y avait pas d'habillemens pour la vêtir, pas d'argent pour l'équiper et la nourrir; le trésor public était vide, les particuliers avaient épuisé toutes leurs ressources. L'Angleterre s'empressa de fournir ce qui était nécessaire; heureuse de se venger de la France en secondant ses ennemis, et de payer ses assassins sans être solidaire de l'assassinat.

Murat ne s'était pas attendu à la généreuse résolution du peuple espagnol; il répétait sans cesse que depuis le 2 mai l'Espagne était conquise, et plein de cette idée, il avait négligé d'assurer la tranquillité et de prévenir la révolte en se rendant maître des provinces insurgées. Il avait fait marcher des troupes, avec ordre de l'empereur, au midi de l'Espagne; mais agissant toujours dans sa malheureuse confiance, il n'avait pas envoyé des forces assez considérables pour réprimer cette redoutable insurrection.

Le général Dupont était parti de Tolède le 24 mai, pour aller prendre possession de l'Andalousie, à la tête d'environ dix mille hommes; il croyait n'avoir qu'à se montrer pour que les portes de toutes les villes qu'il trouverait sur sa route s'ouvrissent devant lui. Il en fut tout autrement : en approchant de Cordoue, il apprit que de grands préparatifs de défense étaient faits, et qu'il devait se disposer à combattre. Pour y arriver, il avait à traverser le Guadalquivir; le pont d'Alcoléa lui en facilitait le passage, mais à ce

pont les Espagnols l'attendaient, prêts à arrêter sa marche. Ils étaient commandés par don Pedro Agostino de Echevarria, lieutenant-colonel, et homme de courage.

Le 7 juin de grand matin, les Français se présentèrent pour passer le pont; ils furent reçus par l'artillerie espagnole à laquelle ils répondirent par un feu bien nourri. Enfin, après un combat vigoureux de part et d'autre, Dupont, vainqueur, force le pont, et met Echevarria en déroute. De suite il conduit sur Cordoue ses soldats échauffés par la victoire : il espérait que les habitans, terrifiés par la défaite du pont d'Alcoléa, n'entreprendraient pas de lui résister; mais arrivé sous les murs, il lui fallut encore recourir au canon. La ville mal fortifiée, ne put tenir longtemps : la porte Neuve fut enfoncée; et les Français s'élancèrent à travers la brèche. Il fut difficile d'arrêter le pillage, qu'il eût été impossible, peut-être même dangereux d'empêcher.

Dupont s'arrêta à Cordoue, attendant toujours des auxiliaires qu'il avait fait demander au grand-duc de Berg; mais apparemment les communications avec Madrid ayant été interceptées, ses lettres ne parvinrent pas, car elles restèrent sans réponse. Craignant d'être attaqué dans Cordoue, et ne se croyant pas des forces suffisantes pour résister, il abandonna ce poste, et le 19 juin il se retira à Andujar pour être plus à portée de recevoir les renforts qu'il attendait.

Le maréchal Moncey, duc de Conégliano, fut envoyé à Valence pour s'en rendre maître et comprimer la révolte qui y avait éclaté. Cette ville était commandée par le lieutenant-général comte de Cévallon.

Le brave maréchal prit pour cette expédition six mille hommes composant la première division de son corps d'armée, sous les ordres du général Musnier de la Converserie, la brigade de cavalerie légère du général Vathier, forte environ de huit cents hommes, et un train de seize bouches à feu; outre cela on lui promettait le secours des généraux Chabran et Duhesme. Le 11 juin il arriva à Cuença; après y avoir séjourné huit jours, il se remit en route et marcha sur Valence.

La révolution de cette ville, loin de s'arrêter, avait pris un caractère beaucoup plus menaçant; chaque jour elle était souillée par de nouveaux massacres; mais ce qu'elle enfanta de plus horrible, ce fut un monstre nommé Balthasar Calvo, chanoine de Saint-Isidore. Ce misérable, à la tête de quelques brigands de son espèce, détrône la junte, s'empare de l'autorité, et, souverain de Valence, dispose à son gré de la vie de ses ennemis. Espagnols et Français tombent sous ses coups; ses ordres font ruisseler le sang de toutes parts. Plus de deux cents Français étaient enfermés dans la citadelle de Valence; Calvo leur fait dire qu'on doit les assassiner, et les engage à se soustraire par la fuite au sort qui les menace. Ces mal-

heureuses victimes, confiantes en ses paroles, tentent de s'évader, mais le monstre veillait à la porte. Les captifs cherchent à fuir, s'écrie-t-il !.... Ces mots sont une sentence de mort qu'il s'empresse d'exécuter : les Français sont massacrés sans pitié, et le lendemain quelques malheureux échappés au carnage de la veille trouvent une mort encore plus affreuse dans le Cirque, où ils sont la proie des taureaux furieux qui les déchirent aux applaudissemens d'une populace forcenée. Bientôt enfin, perdu par l'excès même de sa tyrannie, le tyran est arrêté et chargé de fers ; la junte lui fait son procès, et le condamne à la peine de mort. Il est étranglé, et son cadavre reste exposé dans les chemins publics avec cette inscription :

« Traître à la patrie et chef d'assassins. »

L'armée française approchait ; déjà elle avait passé le Tage et était arrivée devant le pont de Pajazo ; le 21, elle tenta le passage ; trois mille paysans voulurent en vain le lui disputer, ils ne purent tenir contre l'impétuosité de l'attaque, et furent repoussés, laissant trois pièces de canon au pouvoir des Français, et plusieurs morts sur le terrain. Le maréchal Moncey fut aussi heureux au pont de Pajazo que Dupont l'avait été au pont d'Alcoléa, mais sa fortune le trahit sous les murs de la ville ; la population entière l'y attendait sous les armes : le 28 il était devant Valence, et ce jour même commença

l'attaque ; des deux côtés l'artillerie fit d'affreux ravages : les Valenciens, protégés par leurs murailles, éprouvèrent des pertes bien inférieures à celles des Français, qui eurent deux mille hommes tués ou blessés. Les renforts attendus ne venant pas, Moncey jugea convenable d'effectuer sa retraite ; il repassa le Xucar et se replia sur Albacète.

Pendant que le général Duhèsme, battu par les Catalans dans le col de Bruch, et à plusieurs reprises dans d'autres défilés, se retirait sur Barcelone après avoir essuyé des pertes considérables, Lefebvre-Desnouettes battait les Espagnols dans l'Aragon ; le général Verdier s'emparait de Logrono (9 juin), ville principale de la province de la Rioja, où la révolte avait éclaté ; le général de division Merle marchait sur Valladolid insurgée ; le général de division Lasalle se dirigeait également sur cette ville ; le 6 juin il fut arrêté devant Torrequemada par des paysans armés ; le premier feu les mit en fuite, la ville fut pillée et détruite en partie par l'incendie. Le 12, les troupes réunies de Merle et de Lasalle s'emparèrent du pont de Cabezon défendu par le général Cuesta ; de là se rendirent sous les murs de Valladolid ; la ville, encore épouvantée par l'exemple de Torrequemada, ne tenta pas de se défendre, et le 13 juin elle ouvrit ses portes à l'armée française.

Le général Merle quitta Valladolid le 15 juin, il

entra le 20 à Reynosa, et le 23 dans Santander : de son côté le général Bessières, par de nombreux succès, affermissait la domination française dans la Navarre, la Biscaye et la vieille Castille ; mais la plus belle de ses victoires fut celle qu'il remporta dans une bataille rangée sur les deux armées espagnoles réunies et composées des forces de Castille et de Léon, jointes à celles de la Galice. La première de ces armées marchait sous les ordres du général Cuesta ; la seconde sous les ordres de Blake, brave soldat adoré de l'armée. Le 14 juillet, Bessières les attaqua près de Medina del-Rio Secco, et leur fit essuyer une sanglante défaite ; plus de vingt mille Espagnols restèrent sur le champ de bataille.

L'armée de Castille, composée en grande partie de nouvelles recrues, se dispersa aussitôt après la bataille ; le général Cuesta se réfugia à Léon avec sa cavalerie et quelques débris d'infanterie. Il n'en fut pas ainsi de l'armée de Galice, composée de bonnes troupes ; elle se retira en ordre à Mazanal par Benavente et Astorga.

Napoléon applaudit à la nouvelle de ce triomphe : « C'est la bataille de Villa-Viciosa, s'écria-t-il, Bessières vient de placer la couronne sur la tête de Joseph ! »

En effet c'est à ce prince, son frère, que Napoléon avait donné la couronne d'Espagne. Joseph la reçut plutôt comme une nécessité que comme un

honneur : d'un naturel peu ambitieux, il vivait tranquillement dans son petit royaume de Naples, s'occupant du bonheur de ses sujets, et se délassant des fatigues de la royauté par la littérature et les beaux-arts ; il obéit avec peine à l'ordre de venir prendre possession de son nouveau trône ; le 7 juin il était à Bayonne, le 15 la junte extraordinaire que Napoléon avait convoquée s'y trouva réunie ; elle devait être de cent cinquante notables, il ne s'en trouva que quatre-vingt six ; les autres refusèrent de répondre à un appel aussi illégal. Cette assemblée fut présidée par don Miguel Joseph d'Aranza ; on présenta à son élection un roi et un projet de constitution ; elle adopta l'un et l'autre, et ne fit que ratifier aveuglément la volonté de Napoléon.

Le grand-duc de Berg remplaça Joseph sur le trône de Naples, et regarda cet honneur presque comme une disgrace, car il avait espéré la couronne d'Espagne à laquelle il croyait avoir des droits ; Savary lui succéda dans le gouvernement de Madrid.

Joseph était parti pour se rendre dans son nouveau royaume : accueilli sur son passage par les félicitations d'usage des autorités de chaque village, il n'avait cependant pu se dispenser de voir que la nation lui était entièrement hostile ; il ne rencontrait nulle part cet enthousiasme qui, d'ordinaire, s'empresse au devant des nouveaux souverains ; il n'entendait autour de lui que le bruit des armes et des cris inju-

rieux, expression des sentimens de tout un peuple; à peine sur le territoire espagnol, il avait été obligé de suspendre sa marche sur Madrid, et de s'arrêter quelque temps à Vittoria; cette même ville qui, en 1813, fut témoin de sa dernière défaite.

Le 20 juillet il fit son entrée à Madrid au milieu du silence de la multitude consternée, silence éloquent qui protestait contre l'usurpation et préparait le cri d'alarmes du lendemain.

Les Français allèrent seuls au-devant du monarque; les Espagnols mornes et silencieux s'enfermèrent dans leurs maisons et se refusèrent à la joie d'étiquette qu'on leur demandait; on ne put obtenir que les acclamations de cette populace sans moralité qui n'a que des cris pour ceux qui la paient. Le 25 juillet Joseph fut proclamé roi : à cette occasion des pièces d'argent furent jetées au peuple, qui montra plus d'avidité à recevoir le salaire, qu'il n'en avait montré à le mériter. L'usage voulait que ces pièces fussent frappées au coin du nouveau roi; le peuple remarqua que celles-là portaient l'effigie des Bourbons, et en tira un funeste présage contre l'avenir du règne de Joseph.

Rien ne fut négligé pour ramener l'esprit de la multitude; les fêtes lui furent prodiguées; on lui donna des combats de taureaux, spectacle dont elle est avide, et dont Charles IV l'avait privée.

Pendant ce temps l'insurrection faisait de rapides

progrès en Andalousie et dans le royaume de Valence ; le général Dupont marcha sur Cadix avec sa division augmentée de deux brigades commandées par les généraux Vedel et Gobert, et détachées de l'armée de Castille : par cette réunion Dupont se trouva à la tête de vingt mille hommes, il occupa Baylen et la Caroline, et s'empara de Jaën ; bientôt il y fut attaqué par le vieux général Castanos, et obligé de se retirer sur Baylen où il fut de nouveau attaqué et repoussé sur Menjibar ; le lendemain 18, les Français tentèrent de reprendre Baylen, le combat s'engagea à deux heures du matin, les forces étaient inégales ; les Français, exténués par les fatigues d'une longue marche, avaient à faire à des hommes frais et supérieurs en nombre. Pendant une partie de la journée ils firent des prodiges de valeur, et délassés par leur courage ils balancèrent longtemps la victoire. Les généraux Vedel et Dufour devaient leur apporter du secours, cette espérance les soutint ; mais les secours n'arrivaient point : déjà plus de trois mille Français étaient couchés sur le champ de bataille ; Dupont voulant faire cesser ce massacre inutile, proposa un armistice au général Redding qui l'accepta. Pendant ce temps, les troupes de Vedel approchaient : si l'armée de Dupont avait eu la force de tenir encore quelques heures, elle était secourue ; quand Vedel arriva, les hostilités avaient cessé ; il voulut les reprendre, mais respectant la sainteté des

conventions du général en chef, il s'arrêta. Le 20, Dupont signa la honteuse capitulation d'Andujar ; par cette convention il se rendait prisonnier de guerre, lui et ses soldats ; les généraux Vedel et Dufour devaient sortir de l'Andalousie, et l'Espagne s'engageait à leur fournir des vaisseaux pour les faire transporter en France. Cette partie de la convention ne fut point observée ; la même sentence frappa indistinctement sur tous les corps de la division Dupont : tous furent prisonniers et entassés dans la rade de Cadix sur les pontons espagnols, prisons flottantes où pendant plusieurs années ils vécurent dans les plus horribles souffrances.

Napoléon reçut à Bordeaux la nouvelle de cette capitulation. « Quelle honte ! s'écria-t-il : je voudrais l'effacer de tout mon sang !.... »

A cette même époque, Saragosse luttait contre les généraux Verdier et Lefebvre-Desnouettes, et par sa généreuse défense se préparait à soutenir six mois plus tard le siége immortel que l'histoire, dans ses annales de gloire, célébrera toujours à l'égal du siége de Numance.

Saragosse, capitale de l'Aragon, n'était entourée pour toutes fortifications que d'un mur de dix pieds de hauteur ; du reste, très peu d'artillerie et point de garnison ; mais au moment du péril tous les citoyens furent soldats ; hommes, femmes, enfans, vieillards, chacun se disputa l'honneur de payer sa

dette à la patrie ; les prêtres se levèrent ; armés de crucifix, ils parcoururent les routes en appelant aux armes ; et lorsque l'heure d'agir fut arrivée, ils rivalisèrent de courage avec cette multitude dont ils conduisaient le fanatique patriotisme. Un jeune seigneur, don Joseph Palafox, fut élu capitaine général, et sa noble conduite justifia le choix de ses concitoyens. Un jour suffit pour faire un général consommé de ce jeune homme, qui jusqu'alors ne s'était fait remarquer que dans les brillantes fêtes de la cour.

Le 15 juin, l'armée française, montant au plus à huit mille hommes, était devant Saragosse ; un premier coup de main fut inutilement tenté pour enlever la place ; les généraux comprirent alors la difficulté du succès ; ils firent établir promptement un équipage de siége de quarante-six bouches à feu, pour suppléer au canon de bataille, dont ils reconnaissaient l'impuissance.

Le 27, une nouvelle attaque les rendit maîtres du Monte-Torrero, faubourg de la ville. Cette position leur offrait de grands avantages, mais il s'en fallait encore de beaucoup que la ville fût en leur pouvoir.

Le colonel de génie Lacoste fut chargé de diriger le siége, et ordonna l'attaque par le couvent de Santa Ingracia ; le 4 août, de grand matin, toutes les batteries de l'armée française commencèrent le

feu ; ici le courage des assiégés fut inutile, les murs ne purent supporter le choc des batteries, et bientôt le couvent fut à la discrétion des Français. Une fois maître de l'entrée de la ville, le général Lefebvre voulut tenter un dernier moyen de conciliation ; il annonça son succès et ses intentions pacifiques par ce peu de mots : « Santa Ingracia, capitulation !.... » On y répondit par ceux-ci : « Saragosse ! guerre au couteau !.... » Alors les Français se précipitèrent dans la ville, et commencèrent un horrible massacre ; chaque maison devient une citadelle, et nécessite un nouveau siége ; de toutes les fenêtres, de tous les toits, de toutes les brèches, pleuvent à la fois sur les assiégeans des pierres, des meubles, de l'eau bouillante, des cheminées brisées ; tout est arme contre eux : dans toute la ville c'est un duel immense et sans cesse renaissant ; à chaque victime qui tombe succède un nouveau combattant. Après des efforts inouis et des pertes considérables, les Français se sont avancés pas à pas et sont maîtres d'une partie de la ville, lorsqu'un ordre de Joseph vient suspendre les hostilités ; les troupes s'éloignent de Saragosse, et par leur retraite laissent aux habitans le fruit de leur noble dévouement.

La journée de Baylen avait ranimé le courage des Espagnols, en leur donnant la conscience de leur force dont jusqu'alors ils avaient douté en face des Français qu'ils croyaient invincibles ; fortifiée par cet échec,

l'insurrection devint plus menaçante et se rapprocha de Madrid. Joseph, qui s'était cru hors de danger dans sa capitale, se vit, après onze jours de règne, obligé d'en sortir et de se réfugier encore à Vittoria.

—

BOMBARDEMENT DE MADRID,

Le 4 décembre 1808.

—

Les événemens d'Espagne firent comprendre à Napoléon que sa présence dans la péninsule était indispensable pour reparer de si grands désastres. Après avoir été à Erfurt resserrer les liens de politique et d'amitié qui l'unissaient à l'empereur de Russie, il se mit à la tête d'une nouvelle et formidable armée qui, dès le 9 novembre, avait pris position aux environs de Vittoria. Les insurgés espagnols, enhardis par leurs premiers succès, avaient occupé plusieurs postes sur la rive gauche de l'Èbre. Le marquis de la Romana, quittant tout-à-coup les drapeaux de Napoléon, s'était embarqué avec son corps d'armée pour voler au

secours de sa patrie ; et, malgré les périls et la distance qui semblaient devoir le détourner de sa courageuse résolution, il était arrivé en présence de l'armée française peu avant qu'elle fût dans le cas de reprendre l'offensive.

Le roi Joseph, retiré sur l'Èbre, attendait, avec les débris de la première armée, l'arrivée de la seconde, qui était stationnée dans l'ordre suivant : le grand quartier-général à Vittoria ; le maréchal Moncey, avec la gauche, bordant l'Èbre et l'Aragon, avait son quartier-général à Rafalla ; celui du maréchal Ney se trouvait à Guardia ; le maréchal duc d'Istrie avait pris position à Miranda ; la division du général Merlin, après avoir occupé les hauteurs du Durango, avait été remplacée par la division Sébastiani et Leval, sous les ordres du maréchal Lefebvre. L'ordre fut aussitôt donné de marcher en avant ; et le 10 on rencontra et dispersa un corps d'armée espagnol qui avait à sa tête un jeune homme sans expérience et sans aucune connaissance militaire. L'engagement qui eut lieu ressembla moins à un combat qu'à une déroute ; cependant, malgré le désordre, les insurgés ne perdirent pas au-delà de douze cents hommes, dont quatre cents restés sur le champ de bataille, et le reste faits prisonniers. La poursuite fut aussi vive et impétueuse que la fuite avait été rapide. Les Français entrèrent dans Burgos pêle-mêle avec les fuyards ; le désordre fut extrême, et cette ville souffrit cruellement du

pillage, auquel se livrèrent successivement les vainqueurs et les vaincus.

Après avoir passé quelques jours à Burgos et dans ses environs, l'armée se mit en marche pour Arando-di-Duero. Cette ville avait souffert du passage réitéré des troupes espagnoles et françaises, et cependant l'alcade, interrogé sur les ressources du pays, assura qu'avec de l'ordre, la contrée pourrait fournir pendant un mois des vivres à quatre-vingt mille hommes. Des ressources aussi extraordinaires dans le territoire d'une ville peu considérable donnent une grande idée de la fertilité du sol de l'Espagne, et justifient sans doute cet ancien adage, qu'il suffit d'y gratter la terre pour en obtenir les plus riches produits. Plusieurs combats furent engagés sur divers points; et, peu familiarisés avec l'audace et l'intrépidité françaises, les Espagnols, quoique forts de près de deux cent mille hommes, divisés en plusieurs armées, se replièrent partout, et n'opposèrent qu'une faible résistance aux attaques qu'ils essuyèrent. Après avoir dispersé toutes les troupes qui se trouvaient en-deçà de Burgos, l'armée française se dirigea vers les montagnes qui séparent les deux Castilles. C'est là qu'eut lieu le fameux combat de Sommo-Sierra, le 29 novembre. Les Grecs n'avaient pas plus de vénération pour leurs Thermopyles que les Espagnols pour la Sommo-Sierra, qu'ils regardaient comme inexpugnable. Quand ils virent forcer ce passage, ils furent tellement con-

vaincus que leur défaite n'était due qu'à la trahison, qu'ils massacrèrent impitoyablement leur général.

Après ce combat, on traversa rapidement les montagnes de la Castille pour se porter sur Madrid, où les premiers corps de l'armée française arrivèrent le 2 décembre 1808.

A la nouvelle de la déroute de Sommo-Sierra, toute la population de cette capitale s'était mise en mouvement : on avait barricadé les portes et placé de l'artillerie à toutes les avenues; des coupures avaient été faites dans les rues, dont on avait enlevé les pavés, pour les faire pleuvoir sur les assaillans, s'ils parvenaient à pénétrer dans la ville. Il n'y avait qu'un vœu, qu'un cri unanime; Madrid s'apprêtait à renouveler l'exemple de Saragosse.

Cependant l'armée française, arrivée aux portes de Madrid, s'empara aussitôt des hauteurs qui couronnent cette capitale : là se trouvèrent en première ligne les divisions de dragons des généraux Latour-Maubourg et Lahoussaye, et la garde impériale à cheval. Le maréchal duc d'Istrie fit de suite sommer la ville, où s'était formée une junte militaire sous la présidence du général Castellar, ayant sous ses ordres le général Morla, inspecteur-général de l'artillerie. La ville était défendue par six mille hommes de troupes de ligne et cent pièces de canon, indépendamment de soixante mille insurgés accourus en armes de toutes les campagnes environnantes. Des cris se faisaient

entendre de toutes parts; les cloches de deux cents églises sonnaient à la fois pour appeler aux armes cette immense population : ce mouvement, ce tumulte, ces cris, et le désordre inséparable d'une pareille circonstance, tout concourait à présenter l'image du spectacle le plus terrible. Là, comme dans les provinces, la tourmente révolutionnaire s'était propagée dans toute sa force : les autorités n'avaient qu'un simulacre de pouvoir; une multitude effrénée, ne prenant conseil que des dangers publics, sacrifiait tout au dessein de se soustraire à une domination étrangère; l'anarchie montrait partout sa funeste empreinte, et les dépositaires du pouvoir ne pouvaient faire un pas, sans se voir entourés d'une foule d'argus qui épiaient sans cesse leurs démarches. Aussi un général de troupes de ligne, ayant paru aux avant-postes pour répondre à la sommation du duc d'Istrie, se présenta-t-il accompagné de trente hommes pris dans la classe du peuple, sous la surveillance desquels il était forcé de remplir sa mission. Lorsqu'on demandait à ce général s'il voulait exposer des femmes, des enfans, des vieillards, aux horreurs d'un assaut, il gardait le plus profond silence, et osait à peine manifester à la dérobée la douleur dont il était pénétré; toutes les réponses qu'il faisait étaient dictées par les hommes qui l'accompagnaient, et il ne pouvait dire un mot sans se concerter avec eux. Les fureurs de la multitude étaient tellement à craindre, qu'on vit le général espagnol,

à la fin de l'entrevue, dresser procès-verbal de ses propres discours, et les faire attester par la signature des trente insurgés qui l'accompagnaient.

L'aide-de-camp du duc d'Istrie, ayant été envoyé dans la ville, fut aussitôt entouré et saisi par des hommes de la dernière classe du peuple, qui se disposaient à lui faire un mauvais parti, lorsqu'heureusement les troupes de ligne, indignées d'une pareille violation du droit des gens, le prirent sous leur sauvegarde, et le firent remettre à son général.

Un garçon boucher de l'Estramadure, qui commandait une des portes, osa demander que le duc d'Istrie vînt lui-même dans la ville, les yeux bandés. Le général Montbrun, ayant voulu relever l'inconvenance de cette proposition, fut aussitôt entouré par une troupe furibonde, et ne parvint à échapper au péril qui le menaçait qu'en se faisant jour le sabre à la main.

Le marquis de Péralès, qui avait constamment joui de l'estime et de la confiance du peuple, ayant été accusé d'avoir mis du sable dans les cartouches, fut aussitôt étranglé, sans qu'aucune enquête ni information légale eût prouvé la réalité du délit qu'on lui imputait. On poussa même l'atrocité jusqu'à lui déchirer tous les membres pour les envoyer comme des trophées dans tous les quartiers de la ville.

Pendant ces scènes d'horreur, l'armée française se disposait à attaquer Madrid : elle attendait son infanterie, qui arrivait à marches forcées. Il eût été trop

cruel de prendre d'assaut cette capitale; on pensa qu'il serait possible d'amener la masse de ses habitans à se soumettre, en employant tour-à-tour la force, la menace et la persuasion.

Le même soir, sur les sept heures, le général de brigade Maison eut ordre de s'emparer des faubourgs, et le général Lauriston fut chargé de protéger cette occupation par le feu de quatre pièces d'artillerie de la garde. Les voltigeurs du 16e régiment s'emparèrent de ce quartier, et prirent position dans un grand cimetière. Au premier feu, ces hommes, qui paraissaient animés d'une si vive ardeur, et dont l'extrême exaltation faisait appréhender une résistance qui aurait pu occasionner de grands malheurs, prirent l'épouvante et s'enfuirent. Toute la nuit fut employée par le duc de Bellune à placer son artillerie dans les lieux désignés pour l'attaque. A minuit, le maréchal Berthier envoya à Madrid un lieutenant-colonel d'artillerie espagnole, qui avait été pris à Sommo-Sierra, et qui, témoin des apprêts terribles dirigés contre Madrid, était, plus que tout autre, propre à convaincre les caractères les plus obstinés des désastres qu'ils attireraient sur leur capitale, en persistant dans une résistance aussi inutile qu'insensée. Le 3, à neuf heures du matin, ce parlementaire revint au camp avec la réponse du commandant de Madrid, qui demandait un délai de vingt-quatre heures, pour avoir le temps de consulter les autorités constituées sur le

parti à prendre d'après l'urgence des circonstances où l'on se trouvait.

Napoléon, impatient d'obtenir à quelque prix que ce fût la possession de Madrid, chargea le général de brigade Sénarmont de placer trente pièces d'artillerie pour attaquer les murs du Retirò. Un feu des plus vifs eut bientôt fait une large brèche. Aussitôt les voltigeurs de la division Villate, ayant pénétré par cette ouverture, furent suivis de leurs bataillons, qui, en moins d'une heure, culbutèrent et dispersèrent quatre mille Espagnols chargés de la défense de cette importante position. De suite le palais du Retirò, les postes de l'Observatoire, de la manufacture de porcelaine, de la grande caserne, de l'hôtel de Medina-Cœli, et enfin tous les débouchés qui avaient été mis en défense, furent enlevés par les troupes françaises. D'un autre côté, vingt pièces d'artillerie de la garde lançaient des obus sur la ville, afin de diviser l'attention et les forces des Espagnols, et d'effrayer en même temps les habitans de Madrid par le danger de ces sortes d'attaques. Le désordre et l'épouvante furent alors portés au plus haut degré. On avait coupé les rues, crénelé les maisons; des barricades avaient été formées avec des balles de coton et de laine; toutes les fenêtres étaient matelassées. Ceux des habitans qui désespéraient du succès d'une résistance pour laquelle on avait fait des efforts si extraordinaires, s'enfuyaient dans les campagnes; d'autres, craignant que leur ab-

sence n'occasionnât le pillage de leurs propriétés, demandaient à grand cris qu'on fît cesser le danger, et qu'on ne s'exposât point aux horreurs d'un assaut. Ceux qui étaient étrangers à la ville, ainsi que tous ceux qui n'avaient rien à perdre, voulaient impérieusement qu'on se défendît à toute outrance, stimulaient les troupes de ligne, et les forçaient même à continuer le feu.

Plus de cent pièces de canon se trouvaient en batterie dans la ville; un nombre plus considérable encore de pièces de petit calibre avaient été déterrées, sorties des caves et ficelées sur des charrettes à défaut d'affûts : tant il est vrai que l'indignation et la fureur cherchent à tirer parti de tout, et ne connaissent de difficultés que pour les vaincre d'une manière quelconque! Mais à quoi pouvaient servir le plus entier dévouement, le zèle le plus extraordinaire? En moins de trente-six heures, tous les points de défense avaient été enlevés par les Français; et maîtres du Retirò, la ville ne pouvait plus leur opposer aucune résistance efficace. C'en était fait de cette infortunée capitale, si des gens sages et fermes tout à la fois n'étaient parvenus à en imposer à une multitude égarée, qui, dans un délire aveugle, conspirait, sans s'en douter, la perte de Madrid.

Ce fut dans cette pénible circonstance qu'une députation fut chargée de se rendre auprès de Napoléon pour demander la suspension des hostilités pendant

la journée du 4, afin qu'on eût le temps nécessaire pour ramener les esprits et assurer une soumission commandée par les motifs les plus impérieux. « Que » la ville se rende d'ici à six heures du matin, ré» pondit Napoléon, ou elle aura cessé d'exister. » Rassemblez les curés, les chefs des couvens, les al» cades et les principaux propriétaires, et revenez » demain, à six heures du matin, m'apprendre une » soumission entière : sinon, vous et vos troupes, » vous serez passés par les armes. »

Le 4, à six heures du matin, le général Morla, membre du gouvernement, et le général Don Fernando de la Verra, gouverneur de la ville, se présentèrent à la tente du major-général de l'armée. Il paraît que les pertes éprouvées par la capitale pendant la journée précédente, et les menaces terribles du vainqueur, avaient porté l'épouvante et le découragement dans tous les esprits. Pendant la nuit, les hommes qui avaient montré le plus d'acharnement et d'obstination dans la défense de la ville s'étaient soustraits aux dangers par la fuite, et une grande partie des troupes s'étaient également débandées.

A dix heures, le général Belliard prit le commandement de Madrid, tous les postes furent remis aux Français et une amnistie générale fut proclamée. Dès ce moment, toute la population de Madrid, les hommes, les femmes et les enfans se répandirent dans les rues avec la plus grande sécurité; et, jusqu'à onze

heures du soir, toutes les boutiques restèrent ouvertes comme dans le temps le plus calme et le plus paisible. Tous les citoyens s'empressèrent de détruire eux-mêmes les barricades et de repaver les rues. Les moines, qui avaient figuré dans les rangs des insurgés, rentrèrent dans leurs couvens pour se livrer à leurs occupations habituelles, paraissant oublier entièrement les dangers et les fatigues qu'ils s'étaient plu à partager avec tous les Espagnols dévoués à l'indépendance de leur pays. Madrid présenta le contraste le plus extraordinaire; contraste néanmoins qui s'explique aisément par les mœurs et le caractère des habitans des grandes villes : à l'agitation la plus violente, à l'anarchie la plus terrible avaient succédé tout-à-coup, et comme par enchantement, le calme le plus parfait et la soumission la plus entière.

On trouva dans la ville deux cents milliers de poudre, dix mille boulets, deux millions pesant de plomb, cent pièces de canon de campagne et cent vingt mille fusils, dont la plupart étaient de fabrique anglaise. Un désarmement général fut ordonné; et les habitans de cette ville, dont l'attitude était si menaçante peu de temps auparavant, se prêtèrent de bonne grace à cette mesure humiliante, sans doute, pour leur orgueil, mais nécessaire pour la sécurité des vainqueurs.

Maître de Madrid, Napoléon se regardait déjà comme maître de l'Espagne entière. Le peu de résistance qu'il avait éprouvée jusqu'alors lui faisait augu-

rer que, pour pacifier entièrement ce royaume, et pour le soumettre à ses lois, il ne lui restait qu'à détruire quelques débris de corps épars et découragés, et qui n'oseraient jamais se mesurer avec des troupes dont l'expérience égalait le courage. Il se livra donc paisiblement aux soins de l'administration, se bornant à envoyer des détachemens sur différens points pour disperser entièrement les insurgés espagnols. Il ne tarda pas à reconnaître combien était fausse l'idée qu'il s'était formée de ce peuple. Si cette nation paraît difficile à émouvoir, si elle est lente dans ses déterminations, elle est en même temps inébranlable dans ses projets, invariable dans ses principes, et résignée à tout souffrir plutôt que de céder sur des points qui offensent sa noble fierté. D'aussi faibles revers que ceux qu'ils venaient d'éprouver n'étaient pas capables de rebuter les Espagnols; et le triomphe des Français ne leur parut qu'un succès éphémère, qui ne pouvait être ni solide ni durable, tant que les vastes provinces de leur monarchie ne seraient pas entièrement sous leur joug. Bien loin donc de se décourager et de laisser leur zèle se refroidir, les insurgés se répandirent dans toutes les contrées, soufflèrent partout le feu de la guerre, parvinrent en peu de temps à organiser la plus vive résistance, et à déterminer les efforts les plus extraordinaires contre la domination des Français.

Quelle noble et touchante persévérance! quel gé-

néreux dévouement ! C'est en vain que de Burgos à Madrid l'armée française a marché de triomphe en triomphe ; c'est en vain que, battus et dispersés dans toutes les rencontres, les Espagnols ont été forcés de livrer leur capitale aux vainqueurs ; la lutte n'en sera que plus terrible, le combat plus acharné, et la résistance plus étendue. Un peuple qui défend ses foyers ressemble à ce fils de la terre, qui ne peut être vaincu tant que ses pieds touchent sur le sol natal : il puise à chaque instant de nouvelles forces ; et son courage, agrandi par le danger, excité bien plus qu'effrayé par d'injustes provocations, s'accroîtra par degrés, jusqu'à ce qu'il ait terrassé le monstre qui voudrait l'étouffer.

Instruits des desseins des Espagnols, les Français marchent sur divers points pour détruire de nombreux rassemblemens qui se sont formés. Les maréchaux Lefebvre et Victor gagnent les batailles de Regnosa et d'Espinosa, et parcourent en vainqueurs les rives du Tage. Le siége de Saragosse est commencé ; la bataille de Tudela a dispersé la plus grande armée espagnole ; Rose est pris, ainsi que Gironne. Le maréchal Gouvion Saint-Cyr venge au combat de Wals le désastre de Baylen, en détruisant cette armée qui fit subir un affront aux armes françaises. Tout est culbuté ou dispersé, et néanmoins les affaires n'en sont pas plus avancées ; la victoire accompagne partout les Français, leur domination est partout disputée, et

leur succès n'ont ni terrassé ni intimidé leurs infatigables adversaires.

Dans cette lutte acharnée, l'Espagne imita la manœuvre de ces bataillons qui, désespérant de pouvoir soutenir un choc, s'entr'ouvrent pour donner passage à l'ennemi, et qui, se refermant ensuite derrière lui, font pleuvoir une grêle de coups, sans qu'il puisse s'y soustraire, se trouvant entraîné par la rapidité de sa course. Telle était la situation vraiment extraordinaire où se trouvaient les Français : ils étaient les maîtres des lieux qu'ils occupaient, depuis la tête de leur colonne jusqu'au dernier rang; mais ils ne pouvaient maîtriser sur leurs ailes; on fuyait à leur approche, et on revenait aussitôt après leur sortie : leur petit nombre, comparé à la ligne immense qu'ils avaient à couvrir, ne leur permettait pas de dépasser certaines limites; ils étaient obligés d'être toujours en mouvement pour s'opposer à un ennemi à la vérité toujours vaincu, mais aussi toujours renaissant, toujours; fuyant, mais aussi toujours présent partout. Telle est la cause qui a prolongé si long-temps la guerre, et qui l'a rendue si funeste aux Français. Ce ne sont pas les combats, les batailles qui les ont épuisés; ce sont des circonstances locales, c'est le caractère national, qui ont produit cet étonnant résultat, qui a été accéléré par des causes extraordinaires.

Les montagnes dont l'Espagne se trouve entrecoupée offrent à la fois des difficultés aux assaillans, des

appuis et des refuges à ceux qui défendent le pays, et surtout des rideaux derrière lesquels on ne peut rien voir, ce qui présente les plus grands dangers pour une armée d'invasion.

Là, on ne trouve point, comme dans d'autres contrées, cette suite d'habitations répandues soit dans les campagnes, soit sur les grandes routes, qui assurent et un asile et des subsistances.

Si les grandes routes sont excellentes, celle de traverse sont impraticables, surtout pour une armée. Les moyens de transport sont presque nuls; et au lieu de ces grands charrois si usités en France et en Allemagne, tout, ou presque tout, s'y fait par des bêtes de somme; manière aussi lente qu'incommode, et toujours insuffisante pour de grandes opérations.

A tous ces obstacles vint bientôt se réunir la coopération de l'Angleterre : le général Moore s'avança vers les Castilles. Instruit de sa marche, Napoléon marcha de suite contre lui; mais, sans pouvoir jamais l'atteindre.

En général, les forces des Français n'étaient pas proportionnées à la grandeur de leur entreprise : disséminées sur une surface considérable, elles agissaient presque toujours partiellement, et leurs coups ne pouvaient qu'effleurer la monarchie espagnole. Napoléon, en quittant Madrid pour se mettre à la poursuite des Anglais, ne put y laisser que quatre mille hommes. Quels dangers ne courait pas une si

faible garnison au milieu d'une population aigrie et mécontente, et disposée à suivre le premier étendard qui la dirigerait contre ceux qu'elle regardait comme ses oppresseurs. Aussi fut-on sur le point d'évacuer cette capitale, lorsqu'on se crut menacé par le duc de l'Infantado, qui, s'étant avancé jusqu'à Alcala, paraissait manœuvrer dans la direction de Madrid, avec les débris de l'armée qui avait combattu à Tudela, auxquels s'étaient réunis quelques renforts venus de Valence.

Cependant un corps de troupes anglaises ne tarda pas à débarquer en Galice, sous les ordres du général Baird. De son côté, le général Moore marchait, à grandes journées, du Portugal, en se dirigeant sur Salamanque, pour faire sa jonction, soit avec les troupes anglaises, soit avec le corps commandé par la Romana. Toutes ces forces combinées menaçaient d'établir le théâtre de la guerre dans la Castille même, et de s'interposer ainsi entre la France et Napoléon. Ce plan était habilement combiné; et s'il eût pu être exécuté dans tous ses points, la position des Français aurait été très critique. Dans ce cas, leurs communications auraient été coupées, leurs renforts interceptés, et ils auraient été privés de ressources indispensables, qu'ils ne pouvaient se procurer en Espagne. Ils n'auraient eu d'autre parti à prendre que de battre en retraite, en se dirigeant par la Catalogne; et cette province, dont l'exaspéra-

tion était extrême, aurait certainement fait beaucoup de mal à une armée obligée de fuir à travers des chemins impraticables, dans une saison où l'artillerie ni les gros bagages n'auraient pu trouver aucune issue pour suivre le mouvement des troupes.

Ce fut pour déjouer ce plan, dont il avait senti toutes les conséquences, que Napoléon quitta Madrid pour se porter à la rencontre de l'armée anglaise, qui, n'osant se mesurer avec des troupes pleines d'ardeur et de courage, se replia par la Galice sur la Corogne, où elle s'embarqua, le 18 janvier 1809, sans avoir osé rien entreprendre. Dans sa fuite précipitée, elle fut vivement harcelée par l'armée française, qui ne put la joindre qu'au lieu de l'embarquement.

Cette course de Benavente, nécessitée par l'apparition des Anglais, sauva le Portugal, sur lequel on avait le dessein de marcher. Napoléon sentait très bien que, pour posséder l'Espagne avec sécurité, il fallait en fermer les portes; et Lisbonne, situé à l'embouchure du Tage, qui traverse la péninsule au centre de sa circonférence, en est évidemment la clé. Si l'occupation de ce point important eût eu lieu dès l'origine de la guerre, les événemens auraient pu prendre une direction bien différente : les Français n'auraient pas eu à souffrir du Portugal tout le mal qu'il leur a fait; et les Anglais n'auraient pu, à la faveur de ce passage, alimenter continuellement la guerre, recruter leur armée, organiser ces troupes

portugaises, si nombreuses et si disciplinées, qui ont tant influé sur les événemens. Mais, pour exécuter ce vaste plan, qui seul pouvait assurer l'entreprise, il aurait fallu à Napoléon une armée beaucoup plus nombreuse, afin de mener de front la guerre d'Espagne et du Portugal.

Chaque jour semblait amener de nouveaux obstacles pour paralyser les opérations militaires en Espagne. Habiles à profiter de toutes les circonstances qui pouvaient étendre le fléau de la guerre et embarrasser Napoléon dans son entreprise, les Anglais, qui comptaient bien plus sur leurs intrigues que sur leurs armées, ne manquèrent pas de circonvenir l'Autriche pour la déterminer à reprendre les armes contre la France, pendant que ses armées étaient retenues en Espagne. Excitée par ses ressentimens personnels, effrayée d'ailleurs de cette ambition immense qui menaçait de tout envahir, la cour de Vienne se laissa facilement persuader. Des armemens considérables furent donc ordonnés dans toute la monarchie autrichienne.

En apprenant ces dispositions hostiles, Napoléon avait à opter entre les deux seuls partis qu'il pût prendre dans l'état où les choses étaient engagées. Pour conserver sa domination en Espagne, il fallait s'exposer à perdre l'Allemagne, l'Italie, et peut-être la Belgique, en se bornant à faire défendre la frontière de France par ses lieutenans; ou bien il se

trouvait forcé de charger quelques généraux habiles de contenir l'Espagne, en se transportant lui-même avec ses meilleures troupes en Allemagne, théâtre récent de sa gloire et de ses triomphes, et objet principal de son ambition et de ses vues ultérieures. Il n'hésita point à prendre le dernier parti, persuadé qu'il lui suffirait de tenir l'Espagne en haleine, d'alimenter la guerre dans son sein, pour la foudroyer ensuite, et la contraindre à se soumettre à ses volontés, dès qu'il n'aurait plus à combattre d'autres ennemis, et qu'il pourrait accabler du poids de toutes ses forces des insurgés à qui il supposait plus d'obstination que de bravoure.

Cette circonstance concourut puissamment au salut de l'Espagne. Indépendamment de l'affaiblissement qui devait en résulter pour l'armée française, la résolution des Espagnols devait prendre un caractère plus sérieux et plus prononcé. L'opinion a une puissance morale incalculable : l'espoir d'un succès augmente le courage autant que la crainte d'une défaite le paralyse.

Les Espagnols avaient d'ailleurs une si haute idée des talens militaires de Napoléon, qu'en apprenant son départ, ils se regardèrent comme sauvés de la catastrophe que sa présence seule leur avait fait appréhender; ils se persuadèrent même qu'il avait renoncé à ses premiers projets, et qu'il saisirait la première occasion favorable, le premier prétexte

plausible, pour abandonner l'Espagne à elle-même.

Après avoir battu les Espagnols à Tudela, le maréchal Moncey reçut l'ordre d'attaquer Saragosse. La garnison, en y comprenant les paysans armés qui s'y étaient jetés de toutes les parties de l'Aragon, montait à près de cinquante mille combattans. Le général français eut d'abord recours aux moyens de persuasion : la place ne fut point investie complètement. Mais tout fut inutile, les défenseurs de Saragosse étaient résolus à braver tous les périls; et la destruction de l'Espagne entière n'aurait pu ébranler leur opiniâtreté.

Le 20 décembre 1808, les hauteurs de Saint-Lambert et de San-Gregorio furent attaquées en même temps par les généraux Suchet et Gazan. Ces positions avaient été retranchées : elles furent défendues avec autant de courage que d'acharnement; les canonniers se firent hacher sur leurs pièces, et les troupes furent presque toutes massacrées, en vendant chèrement leur vie aux assaillans.

Le général Moncey ne tarda pas à être remplacé par le général Junot, regardé par Bonaparte comme plus audacieux et plus entreprenant. Le nouveau général voulut se signaler par un coup d'éclat; il fit attaquer le couvent de Saint-Joseph, et parvint à s'en emparer après un combat très sanglant.

Néanmoins la garnison ne perdait point courage; rien ne pouvait l'intimider; elle fit plusieurs sorties

avec succès : à peine les Français avaient-ils construit un ouvrage, que l'intrépide Palafox réussissait à le faire détruire; il avait l'art d'attirer l'attention des assiégeans sur d'autres points par de fausses attaques, afin de favoriser le succès de celle qu'il voulait réaliser. Sa sagacité, son expérience, et son coup-d'œil aussi hardi que sûr, déconcertèrent plus d'une fois les savantes dispositions des officiers du génie français.

Impatient de voir ce siége traîner en longueur, Bonaparte se lassa de Junot comme il s'était lassé de Moncey; il se détermina donc à donner ce commandement au maréchal Lasnes, guerrier aussi brave qu'intrépide, qui, comme son maître, ne connaissait de résistance que pour la détruire par tous les moyens possibles. En même temps, le maréchal Mortier fut chargé de manœuvrer avec le cinquième corps, tant pour seconder les attaques que pour les protéger contre les rassemblemens extérieurs qui chercheraient à secourir la place ou à inquiéter les assiégeans. En effet, les Espagnols, s'étant présentés à plusieurs reprises pour harceler l'armée de siége, furent vigoureusement repoussés.

Le 26, le maréchal Lasnes fit battre en brèche; le 27, il fit donner l'assaut : le couvent de Santa-Ingracia fut enlevé l'épée à la main par le général Rostolant, qui y fut dangereusement blessé, et dont l'aide-de-camp fut tué à ses côtés. Mais les murs

d'une ville qui n'est point une place forte ne pouvaient être sa principale défense : des maisons de brique solidement construites, des rues étroites et tortueuses, tels étaient les plus grands moyens de résistance des assiégés.

Il serait difficile de donner une plus haute idée de la courageuse défense des habitans et de la garnison de Saragosse, qu'en citant les propres expressions du Bulletin officiel des Français. On y lit :

« Le 30 janvier, les couvens de Sainte-Monique et des Grands-Augustins furent enlevés; soixante maisons furent prises à la sape !

» Le 1er février, le général Lacoste fut atteint d'une balle, et mourut sur le champ d'honneur. . .

. . . .

. . . . L'ennemi défendait chaque maison; trois attaques de mines étaient conduites de front, et tous les jours trois ou quatre mines faisaient sauter plusieurs maisons, et permettaient aux troupes de se loger dans plusieurs autres. C'est ainsi qu'on arriva jusqu'au Corso, grande rue située presque au centre de Saragosse; qu'on se logea sur les quais, et que l'on s'empara de la maison des écoles et de l'université. L'ennemi tentait d'opposer mineurs contre mineurs; mais, peu habiles dans ce genre d'opérations, ses mineurs étaient sur le champ découverts et étouffés, etc., etc. »

En lisant cet extrait, on est forcé de convenir que

les annales de l'histoire n'avaient point encore fourni de tableau aussi digne du respect et de l'admiration des hommes qui attachent quelque prix au sentiment généreux de l'indépendance nationale. Les traits héroïques qui illustrèrent Numance et Sagonte ne sauraient être comparés à ceux que nous venons de rapporter. Palafox et son armée, le peuple et le clergé, les femmes et les enfans, les moines, enfin tous signalèrent par des prodiges leur dévouement à une cause sacrée.

Cependant les Français étaient parvenus à s'emparer du faubourg situé sur la rive droite de l'Èbre : la ville était presque tout entière en leur pouvoir; plus de vingt mille Espagnols avaient péri dans cette défense héroïque ; et cette perte énorme était autant le résultat de leur audace que du peu d'habitude qu'ils avaient de la guerre, et par suite du peu d'ordre qui régnait dans leurs attaques. Tout ce qui peut exalter les esprits jusqu'à la rage et à la fureur, l'amour de l'indépendance, le fanatisme, l'autorité du clergé, l'exemple des moines, placés toujours aux premiers rangs, la crainte qu'inspirait la licence des troupes dans une ville prise d'assaut, tout enfin concourait à convaincre cette valeureuse population que le comble de la gloire était de verser jusqu'à la dernière goutte de son sang pour la défense de son roi et de sa religion.

Le château se rendit le 21 février, et Saragosse ne

présentait plus alors que des ruines et des décombres, ou plutôt un vaste cimetière.

Malgré la vigueur et l'habileté des assiégeans, Saragosse aurait peut-être échappé à son malheureux sort, sans une circonstance digne d'être rapportée. Sur la fin du siége, Palafox, épuisé de fatigues, était tombé dangereusement malade : on pouvait difficilement le remplacer. Ce fâcheux accident avait, bien plus encore que le feu des assiégeans, jeté la consternation dans la ville : la bravoure et l'intrépidité de ce guerrier, digne à tous égards d'un meilleur sort, avait inspiré une confiance et un enthousiasme universels. Jusqu'au moment de sa maladie, les progrès des assiégeans étaient peu décisifs, parce que le digne gouverneur de Saragosse savait toujours créer quelques nouveaux obstacles pour paralyser les efforts de ses adversaires. Le nom de ce héros sera toujours inséparable de ce siége immortel, et brillera dans l'histoire à côté des plus célèbres guerriers, des hommes les plus dévoués à la défense de leur patrie.

—

BATAILLE D'OCCANA,

Le 19 novembre 1809

—

Au commencement de mars 1809, la campagne d'hiver se trouvait terminée entièrement à l'avantage des Français. La défaite de toutes les armées espagnoles, la prise de Madrid, la soumission de Saragosse, et la retraite précipitée des Anglais de la Corogne, tous ces événemens auraient porté le découragement et le désespoir dans l'esprit des insurgés, si le départ subit de Bonaparte, occasionné par la guerre d'Autriche, n'avait fait luire quelques rayons d'espoir au milieu de tant de sujets de crainte.

Vers le mois de juin, la péninsule tressaillit d'al-

légresse en apprenant, d'un côté, qu'une armée anglaise avait débarqué en Portugal, et de l'autre, que Napoléon, malgré ses succès en Autriche, avait été obligé de repasser le Danube, le 23 mai, à la suite du sanglant combat d'Esling. Ces événemens devaient avoir la plus grande influence sur la guerre d'Espagne, en offrant aux Espagnols la perspective de réunir leurs efforts avec l'armée anglaise, et en affaiblissant l'armée française par les renforts qu'elle serait obligée d'envóyer en Allemagne. En effet, on vit dès-lors l'armée française manœuvrer pour établir des points de concentration. A la fin de juin, elle abandonna l'Estramadure, la Galice et la Manche : les maréchaux Ney et Soult, après avoir évacué le Férol et la Corogne, se portèrent dans le royaume de Léon : le général Sébastiani, après avoir reconnu les passages de la Sierra-Morena, quitta cette position, pour s'établir dans les environs de Consuegra. De son côté, le général Suchet, à la tête du troisième corps, vint se cantonner dans l'Aragon, après avoir battu le général Blacke et l'avoir forcé de se retirer sur Alcanitz dans le plus grand désordre.

Le général espagnol Cuesta, attaqué le 26 juillet par les corps réunis des généraux Victor et Sébastiani, fut complètement battu, et obligé de se replier sur Talavera. Lord Wellington, à la tête de l'armée anglaise, qui se trouvait à portée d'agir, refusa de

coopérer avec les Espagnols, à raison, disait-il, de la grande insuffisance des moyens de transport en Espagne.

Cependant le roi Joseph était parti de Madrid, le 23 juillet, avec un corps de réserve, pour venir renforcer l'armée française. Après avoir laissé un corps de troupes légères devant Venegas, et mis une forte garnison dans Tolède, pour s'opposer au passage du Tage, et couvrir en même temps sa marche et ses communications, il marcha, avec toutes les troupes réunies, à la rencontre des alliés à Talavera. L'avant-garde anglaise fut attaquée avec la plus grande vigueur, et obligée de se replier sur la gauche de l'armée alliée. Bientôt l'attaque devint générale : l'infanterie espagnole, placée en première ligne sur la droite, reçut avec beaucoup de courage la charge de la cavalerie française. Une vive canonnade fut dirigée sur la gauche, occupée par les Anglais : l'artillerie fut servie de part et d'autre avec beaucoup d'activité, sans aucun succès décisif; la nuit seule mit fin au combat, qui fut des plus opiniâtres. Le lendemain 28, à la pointe du jour, l'attaque fut renouvelée par les Français, principalement contre l'armée anglaise, avec cette bouillante ardeur qui les caractérise. Les Anglais se défendirent courageusement et soutinrent toute la journée les efforts de l'armée française. La nuit sépara les combattans, qui des deux côtés souffrirent considérable-

ment, dans un combat qui fut aussi long que meurtrier, par l'acharnement des deux partis.

Pendant la bataille, le roi Joseph ayant appris que le général Venegas, arrivé de la Manche sur le Tage à la tête de trente mille hommes, bombardait Tolède, et que ses reconnaissances avaient poussé jusqu'à quatre lieues de Madrid, ordonna aussitôt au général Sébastiani d'aller secourir Tolède, et à Victor de se replier sur Santa-Olala.

Dans cette circonstance, le roi Joseph n'avait pas plus de quarante mille hommes, les Anglais et les Espagnols en comptaient au moins quatre-vingt mille, d'après l'arrivée de Venegas et de Crawfurd, qui avait fait sa jonction le 28. La sanglante journée de Talavera avait nécessairement affaibli l'armée française, obligée, en outre, de se diviser; et cependant l'armée anglo-espagnole n'osa prendre l'offensive, craignant que le maréchal Soult, qui manœuvrait pour se joindre à l'armée française, ne les mît entre deux feux.

L'inaction de la grande armée mit bientôt le roi Joseph dans le cas de marcher contre Venegas. Il se contenta de l'attaquer avec vingt-cinq mille hommes d'élite, qui culbutèrent entièrement les trente mille qui composaient l'armée de la Manche. Menacé par le maréchal Victor, le général espagnol Cuesta n'osa lutter seul contre les Français, et abandonna Talavera. Ainsi, faute d'ensemble ou d'accord, cette ar-

mécdes alliés, si formidable par le nombre, fut réduite à l'impuissance par la bravoure et l'habileté des Français. Dès-lors Joseph, qui avait craint pour le sort de sa capitale, y rentra paisiblement. Pendant ce temps, le corps du maréchal Ney se réunissait dans les environs de Salamanque, celui du maréchal Soult occupait Placencia, le duc de Trévise faisait stationner ses troupes depuis Oropesa jusqu'à Talavera de la Regna, le duc de Bellune prenait ses cantonnemens dans les environs de Tolède, et le général Sébastiani, occupant sur la gauche Aranjuez et Alcala, couvrait Madrid contre les partisans espagnols.

Ainsi se trouvait rempli le but important du mouvement général des corps français en présence d'armées ennemies qui, beaucoup plus nombreuses, semblaient appelées à des destins bien autres que ceux d'être les témoins impuissans de la réussite d'un plan dont ils ne purent empêcher l'exécution.

Les habitans de l'Aragon, épuisés par les pertes et les fatigues que leur avait causées le siége de Saragosse, ne se battaient plus que faiblement. Le général Suchet, profitant de cette lassitude, s'occupait, avec autant de zèle que d'activité, à pacifier cette contrée, et à mettre ses troupes en état de recommencer une nouvelle campagne. Ce fut à cette époque que commencèrent à s'organiser ces corps si dangereux pour les Français, qui, sous le nom de

guérillas, ont acquis tant de célébrité dans la guerre d'Espagne. Incapables de lutter dans des combats réguliers, les Espagnols pensèrent avec raison qu'une guerre de partisans leur serait beaucoup plus avantageuse. Ce système nouveau, si bien adapté aux hommes et aux localités, ne contribua pas peu à détruire les armées françaises, qui se consumaient dans des attaques partielles, où leurs corps isolés étaient constamment pris à l'improviste.

Depuis le commencement de janvier 1809, l'armée d'Espagne n'avait reçu aucun renfort, quoiqu'elle eût éprouvé de grandes pertes. Sa force, au 1er septembre de la même année, n'excédait pas cent mille hommes, dont vingt mille se trouvaient en Catalogne, sous les ordres d'Augereau : il était donc indispensable de la renforcer, pour qu'elle fût en état de se soutenir dans les positions qu'elle occupait, et de s'établir en même temps à Valence, dans l'Andalousie, dans l'Estramadure et la Galice. Après l'heureuse issue de la guerre d'Autriche et l'expulsion des Anglais de l'Escaut, les bataillons qui formaient des régimens provisoires furent dirigés sur l'Espagne ; d'autres corps, qui s'étaient portés vers Strasbourg pour rejoindre la grande armée à Vienne, rétrogradèrent pour suivre la même destination. Ces mouvemens, qui s'exécutèrent en septembre et octobre, renforcèrent l'armée d'environ trente mille hommes.

Sur ces entrefaites, le maréchal Ney, étant parti

pour la France, avait laisssé le commandement de ses troupes au général Marchand. Jaloux de signaler son commandement par quelque action d'éclat, cet officier marcha aussitôt contre l'armée de la Romana, postée sur des hauteurs, près de Ciudad-Rodrigo. Un engagement eut lieu le 18 octobre, et les Français obtinrent d'abord du succès contre la gauche des Espagnols : mais les généraux Mendisabal et Carrera, s'étant mis à la tête de leur réserve, revinrent à la charge avec la plus grande impétuosité; et, soit par le nombre, soit par l'ardeur qui animait les troupes espagnoles, ils forcèrent les Français à se replier.

Le duc del Parque, chargé du commandement en chef, encouragé par ce succès, réunit aussitôt tous ses corps, afin de tirer parti de cet avantage. Il se dirigea vers les hauteurs de Salamanque, d'où les Français s'étaient retirés, la nuit précédente, pour marcher sur Toro. La présence dans ces contrées d'une armée nombreuse, qui venait de cueillir des lauriers d'autant plus précieux qu'ils étaient plus rares, excita le plus vif enthousiasme : mais cette joie ne fut pas de longue durée. Le maréchal Soult, chargé du commandement en chef, manœuvrait avec cette rare habileté dont il a donné tant de preuves, pour faire repentir les Espagnols de leur témérité. Dès qu'il eut reconnu le mouvement du duc del Parque, qui déjà avait coupé la communica-

tion entre Madrid et Valladolid, il ordonna au général Kellermann de marcher contre lui. Se voyant menacé par des forces redoutables, le général espagnol évacua Carpio pour prendre la belle position d'Alba-de-Tormes, près de Salamanque. Le 28 octobre, le général Kellermann, l'ayant atteint, l'attaqua sans hésiter. Les troupes françaises abordèrent franchement et avec la plus grande intrépidité les Espagnols, malgré l'avantage de leur position retranchée. L'attaque fut à la fois si rapide et si impétueuse, que l'armée espagnole ne put tenir un seul instant; elle se retira dans le plus grand désordre, après avoir laissé toute son artillerie au pouvoir des vainqueurs.

Les armées de la Manche et de l'Estramadure s'étaient avancées jusque dans les plaines d'Occana, impatientes de se mesurer avec les Français : elles demandaient à grands cris qu'on les menât au combat; leur enthousiasme était porté jusqu'au délire, tant elles se croyaient sûres de vaincre, ne pouvant se persuader que vingt-cinq à trente mille Français fussent en état de faire tête à soixante mille hommes qu'ils comptaient dans leurs rangs. Le maréchal Soult faisait toutes ses dispositions pour attaquer, ne doutant point que la valeur et l'habileté ne l'emportassent sur le nombre. Après avoir réuni ses forces, il dirigea une fausse attaque sur l'aile droite des Espagnols, dont il connaissait le nombre et la supério-

rité. Ainsi qu'il s'y attendait, le corps français ne put entamer la ligne ennemie, et fut contraint de se replier. Fier de ce premier succès, le général espagnol Arrizaga prit aussitôt l'offensive, et attaqua la gauche des Français, occupée par la division Leval. Trop faible pour tenir tête à un corps considérable de troupes, cette division battit en retraite, ainsi qu'elle en avait reçu l'ordre. Emportés par une ardeur inconsidérée, les Espagnols se crurent déjà maîtres du champ de bataille, et franchirent le ravin qui séparait leur ligne de celle des Français.

Le maréchal Soult avait prévu que l'ennemi ferait cette faute grave; et c'était là qu'il l'attendait pour déployer ses moyens et saisir la victoire. Au moment où les Espagnols passaient le ravin, mouvement qui ne put être exécuté sans quelque désordre par des corps peu aguerris, une division de troupes fraîches se précipita sur eux en colonnes serrées, et croisant la baïonnette : peu accoutumée à des attaques aussi terribles, l'infanterie espagnole se replia dans le plus grand désordre, et battit en retraite, regardant derrière elle avec épouvante. La cavalerie, commandée par le général Sébastiani, se précipite aussitôt sur ces bataillons, déjà fortement ébranlés, et les met dans la plus affreuse déroute. La cavalerie espagnole, effrayée elle-même de la charge impétueuse des Français, abandonne l'infanterie et prend la fuite. Quelques régimens osèrent seuls se former

en carrés, et parvinrent à conserver leur ordre pendant une lieue; mais entraînés bientôt par le torrent, par ce flux et reflux de fuyards de tous les corps, qui s'étaient entièrement désorganisés, ils se débandent à la faveur des ténèbres, et l'armée entière présente le spectacle de la plus épouvantable déroute.

Cette bataille mémorable aurait pu avoir de grands résultats, si les Français avaient eu les moyens d'en profiter. Toute l'Espagne était consternée d'avoir vu disperser dans une journée ces forces si redoutables sur lesquelles elle avait fondé les plus grandes espérances : mais trop peu nombreuse pour se porter sur tous les points importans, les troupes françaises, n'ayant pas encore reçu de renforts, ne purent profiter de la terreur que leurs armées avaient répandue depuis la journée d'Occana. L'attaque de la Sierra-Morena, si importante pour les opérations ultérieures, fut donc renvoyée au commencement de 1810.

La paix qui venait d'être conclue avec l'Autriche permettait au gouvernement français de porter toute son attention vers l'Espagne : en conséquence, de nombreux renforts partirent pour cette destination. Le maréchal Soult, chargé du commandement en chef, mit tous ses soins à organiser les différens corps qui lui arrivèrent de France. Il s'attacha également à maintenir l'ordre et la tranquillité, en faisant parcourir par des colonnes mobiles l'intérieur des provinces.

Après avoir mis l'armée sur le pied le plus respectable, il fit les dispositions nécesaires pour passer la chaîne de montagnes appelée la Sierra-Morena, où s'étaient réfugiés les débris des armées espagnoles battues à Almonacid, et surtout à Occana. Les passages étaient bien gardés, et l'on avait miné toutes les routes qui y aboutissent. Le 20 janvier, le duc de Dalmatie fit faire une attaque générale, cherchant à attirer l'attention de l'ennemi, principalement sur ses ailes. Le général espagnol commit alors l'imprudence de dégarnir son centre, comptant sur l'effet des mines pour défendre cette partie : mais ses calculs se trouvèrent erronés; les Français, ayant surmonté tous les obstacles, s'emparèrent des lignes espagnoles, et détruisirent ou dispersèrent en peu d'instans cette armée qui croyait avoir posé les bornes d'Hercule devant les troupes françaises.

La prise de Séville fut le résultat immédiat de cette brillante affaire, et l'on parvint facilement à pacifier toutes les contrées environnantes, qui ne voyaient aucun moyen efficace de résistance.

Un corps d'armée, sous le commandement du maréchal Victor, fut laissé devant Cadix pour en faire le blocus.

Le général Sébastiani, détaché sur Malaga, culbuta les troupes espagnoles qui défendaient cette ville.

En Catalogne, le général Suchet obtint les plus

grands succès contre le corps d'armée qui lui était opposé.

L'intrépide Souham, attaqué le 7 février par des forces supérieures dirigées par le général Odonel, parvint à les repousser, et fit preuve dans cette circonstance, d'une habileté qui ne peut être comparée qu'à sa bravoure. Malgré sa grande infériorité par le nombre, il prit ou détruisit à l'ennemi environ sept mille hommes.

Battus sur tous les points, les insurgés cherchèrent à se rallier dans les montagnes et à grossir leur troupe par des soulèvemens dans ces contrées; mais le général Belair, chargé de les disperser, les força à rentrer dans leurs gorges.

De son côté, le général Dessoles, instruit que les habitans des montagnes de la Murcie avaient pris les armes, dirigea contre eux des forces qui les dispersèrent avec autant de succès que de promptitude.

Le duc de Trévise battait en même temps les Espagnols dans les environs de Badajoz, et les chassait jusque sous les batteries de cette place, tandis que le général Foi, sous le commandement du général Regnier, détruisait un parti d'insurgés sur les frontières du Portugal.

Balasteras, à la tête de quelques débris de corps renforcés par plusieurs régimens de montagnards, se faisait également battre par le général Gazan.

La division Bonnet, remplacée à Saint-Ander, se-

condait dignement tous ces heureux mouvemens, en résistant à toutes les forces réunies de la Galice, et en rétablissant l'ordre et la tranquillité, malgré les nombreux rassemblemens qui s'étaient formés dans cette contrée.

Le général Suchet, après avoir empêché le général Blacke de faire une diversion sur l'Andalousie, forma le siége de Lerida, dont il ne tarda pas à s'emparer, après avoir dispersé un corps de quinze mille hommes accourus, sous les ordres d'Odonel, pour secourir cette place. Ce général, aussi actif qu'intelligent, fit aussitôt après investir la forteresse de Mesquinenza, dont il parvint à se rendre maître en moins de vingt jours, l'investissement ayant commencé le 20 mai, et la place s'étant rendue le 8 juin.

La conquête de l'Espagne paraissait alors bien assurée; et cette série de succès obtenus sur tous les points semblaient en présenter la garantie. Cette espérance des Français, qui croyaient entrevoir la fin d'une guerre aussi longue qu'acharnée, dut s'accroître encore lorsqu'on vit une armée de soixante mille hommes se rassembler près de Salamanque pour marcher, sous les ordres du maréchal Masséna, contre le Portugal, afin d'expulser entièrement les Anglais de la Péninsule. Cette campagne, dont on se promettait les plus grands résultats, par une série de circonstances aussi extraordinaires qu'imprévues, ne présenta pour les Français que des événemens pénibles

et douloureux, et exerça une influence des plus funestes sur les opérations subséquentes.

Le maréchal Masséna déploya dans cette campagne les mêmes talens et le même courage qui l'avaient distingué partout; mais il ne jouit pas de ce bonheur qui lui avait acquis en Italie le surnom d'*enfant gâté de la victoire*.

Mécontent des Espagnols à Talavera, le général Wellington s'était retiré en Portugal, convaincu qu'on ne peut espérer aucun succès, quand il y a désunion dans les corps qui doivent agir de concert.

En Portugal, il était le maître de ses plans et de tous ses moyens : il eut soin d'organiser ce pays d'après ses vues. Il avait fait commander les troupes portugaises par des officiers anglais; il avait profité de six mois de repos pour aguerrir ses soldats, pour rassembler des munitions et s'assurer des subsistances; il avait mis le plus grand ordre dans son administration, punissant sévèrement les employés qui s'écartaient de leurs devoirs.

Wellington connaissait parfaitement le pays; il l'avait parcouru plusieurs fois : Masséna n'en avait qu'une connaissance superficielle. Enfin le général anglais, pénétré de la réputation colossale du prince d'Esling, fier d'avoir à lutter contre un pareil adversaire, était disposé à bien l'étudier, à profiter de ses moindres fautes, et à rivaliser de talens, d'audace et

de moyens. Masséna, se reposant au contraire sur sa brillante renommée, sur l'habileté de ses généraux, et sur la bravoure de ses troupes qui comptaient douze années de victoires, croyait marcher à un triomphe assuré, et redoutait peu les talens de son prudent compétiteur.

Les deux armées étaient à peu près d'égale force; toutes deux étaient animées de ce fanatisme de la gloire, de ce dévouement à la patrie, qui excitent aux plus grandes choses. Les Anglais regardaient les Français comme des ennemis redoutables, qui voulaient anéantir leur commerce et détruire leur marine : les Français voyaient dans les Anglais des rivaux aussi dangereux que perfides, qui, après leur avoir enlevé leur commerce, projetaient encore d'anéantir leur puissance continentale.

Masséna entra en campagne dans le mois de mai 1810 : il débuta par la prise de Ciudad-Rodrigo; il fit ensuite investir Almeida, qui se rendit également le 27 du mois d'août. Il paraît qu'une bombe tombée sur un caisson, ayant mis le feu à plus de cent milliers de poudre, produisit une commotion épouvantable, qui fit disparaître la ville comme par enchantement : la garnison, qui se trouvait dans des casemates, échappa seule à ce terrible danger. Cet événement extraordinaire, accéléra la prise de cette place, qui eût pu se défendre long-temps.

Le lord Wellington, qui s'était tenu constamment

à l'abri de toute attaque derrière cette ville, qui lui servait de barrière, battit en retraite aussitôt après cet événement, et se retira dans la vallée de Mondego, sur la route de Lisbonne. Le maréchal Masséna se mit à sa poursuite aussitôt qu'il eut organisé ses moyens de transport pour les subsistances et l'artillerie; il se dirigea sur la route montueuse de Celerico.

Le 25 septembre, on rencontra l'arrière-garde anglaise dans une forte position, en arrière de Martagoa : après avoir été culbutée, elle battit en retraite sur la route de Coimbre.

Le 26, l'armée anglo-portugaise couronnait les hauteurs d'Al-Coba ou Busaco, montagnes très élevées, où l'on ne trouve aucun chemin praticable. Dans cette position, l'artillerie et la cavalerie françaises ne pouvaient être d'aucune utilité. Wellington avait donc de grands avantages, ayant toutes ses troupes masquées par le revers de la montagne, et quatre-vingts pièces de canon en batterie.

Malgré toutes ces circonstances, Masséna crut pouvoir attaquer avec cinquante-cinq mille hommes une armée qui en comptait environ soixante-cinq mille, et défendue par des retranchemens formidables. Les deux seules routes praticables pour arriver au sommet des montagnes avaient été coupées et barricadées, et elles étaient en outre défendues par une nombreuse artillerie, qui les battait dans toutes les directions. Sur le sommet de la montagne on avait

disposé des masses d'infanterie, protégées par de l'artillerie dans les endroits les plus faibles.

Le 27 septembre, au point du jour, le général Regnier attaqua la droite, et le maréchal Ney la gauche : l'artillerie et la cavalerie, devenues inutiles, restèrent en réserve. Malgré le feu vif et nourri des Anglais, les colonnes françaises gravirent la montagne à trois reprises différentes, avec une audace et un acharnement inouïs ; mais repoussées sans cesse par des troupes retranchées et à chaque instant renouvelées, elles furent forcées de se retirer, après avoir inutilement perdu quatre mille braves.

Convaincu de l'impossibilité de réussir dans cette entreprise, le maréchal Masséna se décida, le 29, à faire tourner cette position par Sardao. Ce mouvement avait pour but de forcer le général anglais à la retraite. En effet, craignant d'être coupé, Wellington quitta sa position, et passa le Mondego. L'armée française se dirigea successivement par Coimbre, Redinha, Pombal et Lyrria, où elle arriva le 7 octobre.

Le 12, elle était à la hauteur de Villa-Franca, d'où elle aperçut l'ennemi retranché sur les hauteurs de Torrès-Vedras. Là, comme à Busaco, Wellington avait fait hérisser de redoutes les hauteurs, où il avait campé son armée. Masséna ne voulant point sacrifier inutilement une seconde fois ses braves, crut devoir bloquer l'armée anglaise et l'affamer : à cet effet, il fit une espèce de ligne de circonvalla-

tion, ayant sa gauche à Villa-Franca, son centre à Alunquès, et sa droite à Otta.

Le maréchal Ney fut placé en réserve, en arrière de Villa-Franca, établissant des postes le long du Tage, afin d'observer et de s'assurer la navigation de ce fleuve.

Le général français paraît avoir commis ici une grande faute : l'armée qu'il croyait bloquer, approvisionnée par mer, ne manquait de rien, tandis que l'intérieur du Portugal, occupé par les Français, ravagé par le passage continuel de troupes, n'offrait aucune ressource. Les derrières n'étant point assurés, et aucun magasin n'ayant pu être établi, les troupes françaises ne tardèrent pas à éprouver les plus dures privations.

Les divisions furent obligées d'envoyer à la maraude par détachemens. La plupart des corps isolés furent attaqués et surpris par des paysans portugais, qui, fatigués par les excursions des Français, s'organisèrent sous un chef pour détruire tous les corps de maraudeurs, auxquels ils firent une guerre terrible. De là le mécontentement et le désordre s'établirent dans l'armée ; la discipline se relâcha : cette manière de vivre accoutuma le soldat au pillage ou même au brigandage ; enfin le moral de l'armée disparut par l'habitude de la licence et du désordre, et par le manque des premiers objets nécessaires à l'existence. C'est à cet oubli de tous les devoirs, c'est à

ces fâcheuses circonstances, qu'on doit surtout attribuer les désastres qui fondirent bientôt sur les vainqueurs de Wagram.

Les lignes furent néanmoins occupées jusqu'au 14 novembre. Les privations de tout genre, qui affaiblissaient chaque jour l'armée française, décidèrent enfin le maréchal Masséna à céder à l'impérieuse nécessité, en abandonnant le Portugal pour rentrer en Espagne. Cette retraite se fit dans le plus grand ordre, et sans que l'ennemi inquiétât l'armée, si ce n'est par quelques escarmouches, qui étaient rarement à son avantage.

Pendant que le duc de Rivoli, qui avait pris le commandement de l'armée, luttait contre des obstacles que le courage et l'habileté la plus extraordinaire n'avait pu vaincre, le duc de Dalmatie, plus heureux que son illustre compagnon, pacifiait l'Andalousie et détruisait les guérillas. Le siége de Cadix se poursuivait en même temps avec vigueur; et les habitans, voyant la foudre suspendue sur leur têtes, étaient disposés à ouvrir leurs portes au duc de Bellune, si les Anglais, maîtres de la citadelle, n'avaient fait échouer ce projet.

Sur ces entrefaites, le général Suchet battait Villa-Campa, s'emparait de Tortoza, et soumettait l'Aragon.

Cependant l'effervescence des esprits prenait chaque jour de nouveaux accroissemens; et la retraite

du Portugal semblait avoir révélé aux Espagnols la possibilité et le moyen de nous vaincre.

Ne pouvant triompher des Français par le fer, les Espagnols imaginèrent qu'ils pourraient les détruire par la famine : le système suivi par lord Wellington en Portugal, et couronné par le plus funeste succès, sembla leur tracer un plan aussi facile dans son exécution qu'avantageux dans ses résultats. Dès-lors on ne trouva plus aucun habitant ni dans les villes ni dans les villages : d'après les ordres des autorités, ces malheureux abandonnaient leurs demeures, pour se réfugier avec leurs provisions et leurs bestiaux sur le sommet des montagnes les plus inaccessibles; la peine de mort était prononcée contre tout individu qui resterait dans les lieux occupés par les Français. Ce plan était aussi désastreux pour les troupes françaises que cruel pour les habitans, obligés d'errer à l'aventure et d'abandonner à chaque instant leurs occupations et leurs demeures.

Il fallut bien alors, comme en Portugal, recourir à la maraude, au pillage et aux vexations de tout genre, pour fournir aux troupes les objets de première nécessité. Mais un pays gaspillé à la fois par les habitans et par les soldats dut se trouver bientôt épuisé. Dès ce moment les retraites les plus profondes, les asiles les plus impénétrables furent découverts par les soldats furieux et désespérés. L'Espagnol, à son tour, victime de ses excès, se vengea sur tous

les traînards de l'armée, ou sur des corps isolés, des maux qu'il avait soufferts; et de terribles représailles enfantèrent de part et d'autres des horreurs que la plume se refuse à décrire : ce ne fut plus une guerre telle que celle adoptée par les nations civilisées ; les peuplades les plus barbares semblaient avoir occupé l'Espagne pour la couvrir de leurs affreux et sanglans sacrifices.

Au milieu de ces scènes de honte et de douleur, les Français poursuivirent néanmoins le cours de leurs succès : ils occupèrent l'Andalousie, la Castille, les Asturies, l'Aragon, la Catalogne, la Biscaye et la Navarre. Malaga était tombé en leur pouvoir, et le général Valasteros avait été contraint de se réfugier sous le canon de Gilbratar.

Le duc de Dalmatie aussi actif qu'habile, après avoir mis son gouvernement à l'abri de toute surprise, marcha sur l'Estramadure, s'empara, en présence d'une armée espagnole, de la place d'Olivenza, battit aussitôt après cette armée, accourue vainement pour secourir Badajoz, qui reçut peu après la loi des Français. Bientôt le général Latour-Maubourg s'empara également du fort et de la garnison d'Albuquerque, pendant qu'un autre corps de troupes prenait Campo-Major.

Le général Suchet, après avoir répandu la terreur de ses armes par la prise importante de Tortose, s'empara, à l'escalade, du fort Balaguier, malgré tous

les obstacles que lui opposaient l'art et la nature.

Cependant les Anglais préparaient une expédition, dans le dessein de s'emparer des nombreuses batteries qui inquiétaient et endommageaient Cadix. Mais la vigilance du maréchal Victor les fit repentir de leur témérité, et les troupes anglaises et espagnoles réunies, au nombre d'environ vingt-cinq mille, furent forcées de rentrer dans Cadix, après avoir été repoussées par dix mille Français.

Dans les premiers jours du mois d'août, les armées françaises dites du nord et du Portugal ayant fait leur jonction, marchèrent contre l'armée anglaise, qui faisait le blocus de Ciudad-Rodrigo. Mais Wellington, instruit de cette marche, leva aussitôt le blocus, et se retira successivement sur Fuente-Guinaldo, sur Alfayalès, sur Aldea-de-Pontè, et enfin sur Villan, où il arriva le 27.

La difficulté des subsistances empêchant les armées d'être long-temps réunies, les Français, après avoir ravitaillé Ciudad-Rodrigo, rentrèrent dans leurs cantonnemens.

Sur ces entrefaites, le général espagnol Castanos cherchait à rallier les insurgés, que les victoires des Français avaient dispersés, et à organiser un corps d'armée sous la protection des troupes anglaises, entre le Tage et la Guadiana. Le maréchal Soult, instruit qu'un grand nombre de recrues avaient déjà répondu à cet appel, chargea le général Girard d'al-

ler dissiper ces rassemblemens. Ce brave officier remplit sa mission avec le plus grand succès, et força Castanos à se réfugier en Portugal avec sa troupe.

Le général anglais Hill, informé, par les paysans, du nombre des troupes et de la mission du général français, forma le projet de le surprendre. Favorisé par un brouillard épais, il attaqua le général Girard dans le moment même où il venait de diviser ses forces. Néanmoins, ce général manœuvra avec tant d'habileté, il fut en même temps si bien secondé par l'intrépidité de sa petite troupe, qu'il rendit infructueux tous les efforts de l'ennemi, et se retira dans le meilleur ordre, sans avoir éprouvé le moindre échec.

D'un autre côté, le général Suchet, qui avait à la fois conquis Tarragone et le bâton de maréchal de France, digne récompense de ses glorieux exploits, après avoir battu le général Campo-Verde, marchait sur la province de Valence. Sur la fin de septembre, instruit que les généraux Odonel, Valla-Campa et Saint-Jean réunissaient une armée, cet habile guerrier marcha aussitôt avec la division Harispe, la brigade Robert et sept cents chevaux. L'avant-garde espagnole fut aussitôt culbutée qu'aperçue par les hussards du 4e, soutenus par quelques compagnies de voltigeurs du 4e de ligne. Le maréchal marcha de suite sur le gros des insurgés, qu'il fit attaquer en colonnes serrées par le 7e de ligne : l'ennemi fut en-

foncé et mis aussitôt dans une déroute complète. Ce fut en vain que le général Odonel voulut rallier ses troupes pour faire sa retraite en bon ordre, le 4e de hussards chargea avec tant de vigueur et d'impétuosité, que toutes les masses espagnoles furent dispersées et mises dans le plus grand désordre.

Cependant les insurgés avaient été battus, mais non détruits : dispersés dans les montagnes, ils ne tardèrent pas à se rallier et à former un corps de vingt mille fantassins et de trois à quatre mille cavaliers, qui vint prendre position sur les hauteurs du Puch, appuyant sa droite à la mer, étant flanqué par une flotte anglaise, et étendant sa gauche du côté de Lyria. Instruit de ce mouvement offensif, le maréchal Suchet, après avoir laissé le général Balathier avec six bataillons devant Sagonte, chargea le général Compère d'observer la route de Segorbe avec quinze cents hommes. Ces troupes servaient de réserve aux corps destinés à agir par le défilé de Gilet et à occuper la droite.

Le 25 octobre, dans la matinée, l'affaire fut engagée par les tirailleurs français, qui furent ramenés par les masses ennemies, marchant témérairement au pas de charge. Le général Harispe manœuvra aussitôt pour appuyer les tirailleurs; il fondit sur ces corps, dont la tactique incertaine et le courage mal dirigé ne pouvaient tenir contre de vieilles phalanges qui manœuvraient sur le champ de bataille comme à une

parade : tout fut culbuté et dispersé avec la rapidité de l'éclair.

Le maréchal Suchet, bien loin de s'endormir sur ses lauriers, profita habilement de ce succès pour s'emparer des forts de Sagonte, et peu après de Valence. Le 9 janvier 1812, cette ville riche et populeuse se rendit au vainqueur de Blacke, qui, s'étant réfugié dans ses murs, y fut pris avec vingt mille des siens.

Des atrocités avaient été commises sur tous les Français, et les habitans avaient à craindre de justes représailles; mais le maréchal Suchet, aussi sage politique qu'habile capitaine, ne s'occupa qu'à ramener l'ordre et la tranquillité, et à faire aimer son gouvernement par des mesures dont la douceur tempérait la fermeté : il se créa des ressources par une bonne administration ; et son armée, bien nourrie, bien payée, et fortement disciplinée, mérita à la fois le respect et l'estime de toutes les contrées qui se trouvaient sous son influence.

L'heureux maréchal ne tarda pas à recueillir les fruits de sa noble conduite; toute la province s'empressa de se soumettre à un guerrier qui avait su établir le règne de l'ordre et de la justice dans des lieux témoins tant de fois de l'arbitraire et des désordres les plus funestes.

Vers le même temps, lord Wellington arrivait devant Ciudad-Rodrigo, pour l'investir. Après dix jours

de la plus terrible canonnade, il parvint à s'en emparer, puis il dirigea son armée sur Badajoz. Malgré la défense la plus vigoureuse, la résistance la plus opiniâtre, le commandant Philippon, officier aussi intrépide qu'intelligent, fut forcé de céder au nombre, après avoir vaillamment repoussé quatre assauts successifs.

Le duc de Dalmatie avait prévu l'attaque de cette place importante, et avait en conséquence préparé tous ses moyens pour déjouer ce projet; mais il ne s'attendait pas à un succès aussi prompt. Dès-lors, jugeant que l'ennemi avait des forces considérables il mit ses soins à garantir l'Andalousie, en faisant fortifier tous les postes, de manière à les lier les uns avec les autres, et à être averti du moindre mouvement de l'ennemi.

Cette lutte aussi immorale qu'impolitique qui se prolongeait dans la péninsule, excitait les murmures et l'indignation des militaires français; tous ne combattaient qu'avec répugnance contre un peuple qui, par sa courageuse résistance, avait à la fois lassé la patience et énervé le courage des troupes. La guerre de Russie était devenue l'affaire importante et essentielle, et celle de l'Espagne ne pouvait être considérée que comme un objet secondaire. En effet, l'on retira plusieurs régimens, qui du midi passèrent au nord, et les corps de la garde qui se trouvaient à Valladolid eurent ordre de rentrer en France.

Pendant qu'une partie des troupes françaises repassait les Pyrénées, Wellington recevait chaque jour de nouveaux renforts. Son gouvernement, jaloux de profiter des circonstances, le mettait en état de poursuivre la guerre avec vigueur. Telle fut la source où le général anglais puisa cette gloire usurpée que des prôneurs se sont plu à rendre colossale; ayant entre ses mains tous les élémens qui assurent le succès, il y eût eu impéritie et faute dans la défaite, il n'y eut ni habileté ni mérite dans la victoire.

Le duc de Raguse, informé que lord Wellington avait réuni ses troupes, évacua Salamanque, et après avoir été rejoint, le 16 juillet, par la division Bonnet, il passa le Duèro, marcha ensuite dans la direction de Ciudad-Rodrigo, et s'empara du premier mamelon, dit des Arapilès, au moment où une colonne portugaise y montait. Cette colonne fut attaquée vivement, et forcée de rétrograder. Cette espèce de butte offrait une position des plus avantageuses : de là on voyait distinctement Salamanque, et on découvrait tous les camps ennemis, placés dans un bois voisin. Le maréchal Marmont y établit son quartier-général. Vis-à-vis ce mamelon, se trouvait l'autre montagne des Arapilès, éloignée seulement d'une portée de fusil : les Français ne purent s'en emparer, ayant été prévenus par le général anglais.

Dans une pareille position, les deux armées se trouvant à côté l'une de l'autre, une bataille était

inévitable. La partie n'était pas égale, les Français comptant à peine trente-cinq mille hommes, tandis que l'armée anglaise était forte de quatre-vingt mille. Néanmoins les premiers ne craignirent pas d'en venir aux mains. Toute la matinée on ne fit que manœuvrer des deux côtés; mais, vers une heure, un feu très vif d'artillerie s'engagea, et les Portugais, placés en première ligne, furent bientôt forcés de se replier en désordre. Deux régimens de la division Bonnet s'emparèrent aussitôt du village des Arapilès : l'ennemi fit à plusieurs reprises de vains efforts pour déposter ces braves, toutes ses tentatives échouèrent contre leur courage et leur intrépide sang-froid. Le général Clinton, à la tête de l'élite des troupes alliées, vint fondre sur cette petite troupe, espérant l'enfoncer par ses masses redoutables; mais il ne fut pas plus heureux que les autres corps; le brave colonel Dorsai, qui commandait la colonne française, repoussa toutes les attaques avec cette bouillante ardeur, avec cet ensemble et cette précision admirables qui caractérisent un vaillant guerrier.

L'avantage de cette journée eût été entièrement pour les Français, sans une faute grave qui fut occasionnée par une bravoure mal entendue. Le général Thomière avait reçu l'ordre d'observer la route de Ciudad-Rodrigo : emporté par la fougue française, cet officier étendit trop sa gauche, et la porta à plus de deux lieues du centre. Le général anglais

s'étant aperçu de ce mouvement inconsidéré, fit aussitôt avancer une forte colonne pour couper l'aile gauche des Français. Dans ce même moment, le maréchal Marmont, qui se portait partout avec audace pour réparer cette faute, fut atteint par un biscaïen, qui lui fracassa le bras et les deux côtés. Le désordre se mit alors dans les rangs; la division Thomière fut enfoncée et presque anéantie; l'infortuné général paya de sa vie sa funeste imprudence: les soldats, fuyant en désordre, se jetaient pêle-mêle sur les colonnes qui tenaient ferme, et excitèrent bientôt une terreur panique qui s'empara de l'armée. Déjà, sans chef, sans discipline, elle ne présentait plus de résistance, lorsque le général Clauzel, officier-général de la plus grande bravoure, prit le commandement de l'armée. Il rétablit aussitôt l'ordre de bataille; il réunit la division Bonnet avec quelques régimens; il les mit en position sur des hauteurs, et les fit soutenir par une batterie de quinze pièces. Étonné de cette manœuvre aussi habile qu'audacieuse, l'ennemi n'osa avancer, et resta en colonnes dans la plaine. Alors les troupes françaises se retirèrent en bon ordre, et passèrent la Tormès.

Cette affaire coûta cher aux Français, qui perdirent six ou sept mille braves; et elle ne fut pas moins funeste aux alliés, dont la perte fut à peu près égale.

Les Anglais cherchèrent à inquiéter les Français

dans leur retraite; et quelques régimens surpris à l'improviste avant d'avoir pu former leurs carrés, essuyèrent une perte des plus graves. Le général Clauzel, malgré une forte blessure qu'il avait reçue à la jambe, se porta promptement sur le point attaqué, et en imposa tellement à l'ennemi par ses manœuvres, que les Français se retirèrent paisiblement sur la Pizuerga, sans le revoir.

Cependant le général anglais, profitant de sa victoire, avait marché sur Madrid et forcé le roi Joseph à se retirer à Valence. Cette retraite et la bataille d'Arapilès forcèrent le maréchal Soult à évacuer l'Andalousie : il se retira par Cordoue, sans être inquiété par aucun corps ennemi.

Après avoir occupé Madrid, Wellington se mit à la poursuite de l'armée française, qui occupait Valladolid. Informé de ce dessein, le général Clauzel concentra toutes ses forces, et se retira à petites journées, en faisant toujours face à l'ennemi. Il prit position à Briviesca, à sept lieues de Burgos.

Les Français avaient construit sur la hauteur qui domine la ville de Burgos une espèce de château fort; les alliés crurent devoir en entreprendre le siége. Le vaillant Dubreton, gouverneur de cette bicoque, aussi actif que prudent, aussi brave qu'habile, prouva jusqu'à quel point le zèle uni au talent peut influer sur de semblables opérations. Il s'acquit par cette défense la plus glorieuse réputation; on le voyait

partout donner l'exemple du dévouement et de l'intrépidité. Il fut parfaitement secondé par la garde de Paris, composée de jeunes gens de la capitale : ces braves, rivalisant entre eux de gloire, se disputaient pour commander des sorties; leur adresse égalait leur valeur, et, à défaut de canonniers, on les voyait souvent pointer avec autant de dextérité que de hardiesse. Ce fut en vain que le général anglais fit donner deux fois l'assaut; cette réunion de talens, de zèle et d'habileté, suppléèrent au nombre ; toutes les attaques furent repoussées avec le plus glorieux succès.

Cette circonstance développa le caractère et la sagacité du commandant Dubreton. A force d'obstination et de persévérance, les Anglais étaient parvenus à s'emparer d'une chapelle qui dominait le fort. Le général les y laissa établir. Le lendemain, la garnison voit ce poste rempli de soldats ennemis, et manifeste ses craintes. Alors le gouverneur, ayant rassemblé ses troupes, les dirige vers cette position : l'on s'attendait à attaquer l'ennemi pour réussir dans une opération qui demandait autant de sang-froid que d'intrépidité. Tout-à-coup le gouverneur annonce aux Français qu'il ne s'agit point d'attaque, et de suite on le voit se diriger, une mèche à la main, du côté de la chapelle. Le feu est mis à une mine ; une explosion terrible se fait entendre : tout croule ; les rocs sont enlevés, et les deux régimens anglais qui

s'étaient établis dans cette position disparaissent, dévorés par l'abîme qui vient de s'ouvrir sous leurs pieds.

Peu après, lord Wellington, voulant obstinément vaincre la courageuse résistance des Français, parvint à son tour à miner le château. Les progrès de ce travail inquiétaient vivement les assiégés, qui le contemplaient avec un morne désespoir, se regardant comme perdus. Mais le brave Dubreton les eut bientôt rassurés : il se met à la tête d'une troupe d'élite, fait une sortie, se précipite sur les grand' gardes ennemies, qu'il culbute, se replie aussitôt sur les travailleurs, détruit la mine, après avoir fait les mineurs prisonniers.

Cependant le maréchal Soult dirigeait sa marche vers le Tage, pour attaquer l'armée anglaise. Le prudent Wellington, craignant de compromettre sa réputation et ses troupes, s'il restait plus long-temps devant Burgos, leva le siége du château, et se retira précipitamment sur le Duèro. Là, il fit sa jonction avec le général Hill; mais ne se croyant pas encore en sûreté dans cette position, il se posta derrière la Tormès, après avoir laissé une garnison dans la place d'Alba. Les armées françaises ne tardèrent pas à l'atteindre, et le forcèrent à rétrograder jusqu'à Fuente-Guinaldo, après lui avoir détruit quatre à cinq mille hommes. Lord Paget et plusieurs officiers supérieurs furent faits prisonniers dans cette circonstance.

L'armée alliée fut poursuivie jusqu'à Ciudad-Rodrigo : mais le mauvais temps força ensuite les Français, dans la saison rigoureuse où ils se trouvaient, à prendre des cantonnemens.

Le duc de Dalmatie porta sa droite à Salamanque, qu'il fit occuper par deux divisions. L'hiver de 1812 à 1813 se passa sans combat ; à peine s'aperçut-on même de la guerre des guérillas. Toutes les pensées des guerriers français se portaient vers le nord : on se flattait que, dans cette lutte terrible, les vainqueurs de Smolensk et de la Moscowa triompheraient de tous les obstacles, et viendraient ensuite en Espagne chasser les Anglais et terminer une guerre aussi longue que fatigante, dont on se lassait de plus en plus. Mais sur la fin de janvier, l'arrivée du vingt-neuvième bulletin vint détruire ces belles espérances ; tous les Français apprirent avec une douleur qu'on ne saurait dépeindre cette catastrophe cruelle où des phalanges invincibles, terrassées par le froid et la faim, avaient été détruites par un hiver aussi extraordinaire que prématuré.

Cette circonstance inattendue mettait évidemment l'armée d'Espagne dans le péril le plus imminent. Le nombre des troupes françaises diminuait chaque jour par le départ successif de différens corps : le général anglais recevait au contraire de nouveaux renforts, organisait son armée, et se préparait à frapper de grands coups sur des corps affaiblis,

découragés, privés de leurs meilleurs généraux, et obligés de se porter vers l'Allemagne pour sauver les débris de cette armée dont les destinées paraissaient d'abord si belles, et dont l'existence et la gloire avaient tout-à-coup disparu, au milieu d'une terre inhospitalière.

Enhardi par ces cruels événemens, lord Wellington devint dès-lors aussi hardi et entreprenant qu'il avait été prudent et circonspect dans les temps antérieurs ; il se disposa à entrer en campagne sur la fin de mai. Les généraux français s'attendaient à ce mouvement offensif : ils se retirèrent par échelons ; Madrid et Valladolid furent évacués ; l'armée se concentra à Burgos. Cette place était dénuée de provisions et de ressources de tout genre : ses fortifications avaient été agrandies ; on se vit contraint de détruire ces travaux, à défaut de forces suffisantes pour les défendre. L'armée entière se retira sur Pancorbo, petite ville située dans un défilé : un retranchement construit sur la hauteur battait toute la route ; on y établit donc une garnison de trois cents hommes.

De ces brillantes et glorieuses légions formées des vainqueurs d'Iéna, d'Eylau et de Wagram, et annuellement grossies par la pépinière de la conscription, à peine restait-il quatre-vingt mille hommes, fatigués d'une guerre aussi opiniâtre qu'impolitique, et ne soupirant tous qu'après le repos, à la suite de tant de combats, de tant de fatigues et de

tant de dangers. L'armée alliée, au contraire, forte d'environ cent cinquante mille hommes, électrisée par l'espoir d'un succès presque certain, marchait avec ardeur et enthousiasme pour expulser les Français du territoire espagnol.

Le général Clauzel, qui commandait le nord de l'Espagne, fut détaché sur l'Èbre pour se diriger vers Logrono. Le général Foi, avec sa division et quelques autres troupes, fut chargé d'occuper la Biscaye. Les forces de l'armée française se trouvaient ainsi réduites à quarante-cinq ou cinquante mille combattans. On resta deux jours entiers à Pancorbo pour observer la direction que prendrait l'ennemi. D'après les rapports des déserteurs et des espions, l'on était fondé à croire qu'il viendrait attaquer de front par la route de Briviesca, tandis qu'au contraire trente à quarante mille Anglo-Espagnols tournaient la ligne sur l'Èbre, et se dirigeaient par Spinosa et la vallée d'Ecla sur Bilbao et Orduna.

Le général Reille, ayant reçu l'ordre de se rendre à Bilbao avec deux divisions et la cavalerie de l'armée de Portugal, formant à peine huit mille fantassins et douze cents chevaux, trouva l'ennemi en force, maître de la rive gauche de l'Ebre. Ce corps se dirigeait sur Miranda d'Ebro ; le général français lui disputa le passage, se retirant de position en position, et lui faisant achcter chèrement le terrain qu'il gagnait par la supériorité de ses forces. Les deux

divisions rentrèrent par la route de la Puebla, où elles rejoignirent l'armée. Le roi Joseph fut alors instruit que sa droite était tournée, et que l'ennemi était placé sur la route de Vittoria à Bilbao.

Pendant quelques jours, l'armée française ne fit aucun mouvement. Les bivouacs s'étendaient depuis Vittoria jusqu'à l'entrée du défilé qui se trouve près de la Puebla. La division Saru couvrit les hauteurs qui bordent la route de Bilbao. L'armée ennemie ne tarda pas à se montrer. Un parti de cavalerie française, qui s'était rendu à la Puebla, fut ramené en désordre par des masses qui s'avançaient. Une forte canonnade se fit entendre : les divisions de l'armée du midi, échelonnées sur des hauteurs, reçurent l'ordre de défendre leurs positions respectives ; celles du centre furent placées à gauche ; faisant face à la rivière. L'ennemi déploya ses nombreuses colonnes, et se forma en bataille ; ses tirailleurs s'emparèrent de la belle position de la Puebla : dès cet instant, un feu terrible d'artillerie et de mousqueterie s'engagea des deux côtés.

Le général anglais cherchait à tourner l'armée française ; en l'attaquant sur son front, il croyait cacher sa manœuvre : ses colonnes avaient en conséquence marché toute la nuit ; mais, obligées de faire un long détour, malgré leur diligence, elles ne purent arriver à temps. La division Saru, qui couvrait la route de Bilbao, ne fut attaquée que sur les neuf

heures. Cette division se battit avec la plus grande valeur ; elle repoussa plusieurs fois l'ennemi, qui sans cesse faisait paraître de nouvelles colonnes. Malgré l'immense supériorité de ses adversaires, elle conserva sa position jusqu'à la nuit. Une division de dragons soutint l'infanterie avec autant de bravoure que de succès, et ses charges hardies forcèrent souvent l'ennemi à rétrograder. Le brave Saru marchait à la tête de sa colonne, qu'il animait par l'exemple du plus généreux dévouement, lorsqu'il fut atteint d'un coup mortel.

Étonnés de cette défense héroïque, où le courage et l'habileté suppléaient au nombre, les alliés déployèrent alors toutes leurs forces. Près de vingt mille hommes se montrèrent sur les hauteurs, marchant dans la direction de Mondragon, comme s'il eussent voulu couper la retraite de l'armée. Le général de Lamartinière, à la tête d'une division, fut envoyé pour les contenir. Ces troupes arrivèrent en même temps que l'ennemi au petit pont de Subijana. De suite il s'engagea une fusillade des plus vives; sept charges consécutives eurent lieu; le général Beresford s'obstina autant de fois à tenter le passage de la rivière, et toujours il fut repoussé. Le pont qui se trouve sur la petite rivière de la Pizeurga était obstrué de cadavres; ils étaient entassés à tel point, que bientôt ils servirent de retranchemens; les soldats français, tirant parti de tout, se plaçaient der-

rière pour être à l'abri des balles. Le général Reille, avec une division de dragons, et quatre pièces d'artillerie, vint soutenir ces braves, qui se couvraient de gloire. La mitraille porta la terreur, le désordre, et la confusion dans les rangs des alliés, qui restèrent embusqués à l'entrée du pont et dans le village, n'osant plus s'exposer à des attaques qui leur présentaient une mort certaine. L'ennemi fut ainsi vigoureusement contenu sur la gauche, et il ne put réussir dans son projet de couper l'armée.

Il eut plus de succès sur la route de la Puebla, où ses masses enfoncèrent nos colonnes. La difficulté du terrain empêcha notre belle cavalerie de manœuvrer et de charger ; et cette funeste circonstance ne contribua pas peu au désordre qui se mit dans les rangs de l'infanterie, beaucoup trop faible pour supporter seule les attaques d'un corps formidable.

Le grand parc de réserve, où se trouvaient plus de quatre-vingts pièces de canon, avait été malheureusement dirigé sur la route de Pampelune, que des marais rendent presque impraticable. Cette direction était si mal combinée, que deux escadrons de hussards anglais, qui avaient passé par l'intérieur des lignes sur la route de Saragosse, suffirent pour causer une terreur panique qui occasionna les plus grands désordres et la perte de cette artillerie. Ainsi l'on avait négligé les plus simples précautions pour conserver les ambulances, le trésor et le parc de réserve.

L'aile gauche des Français était en pleine retraite. Quelques corps placés au centre, les deux divisions et la cavalerie de l'armée de Portugal tenaient encore, et arrêtaient la marche de l'ennemi. Si, dans ce moment décisif, on eût mis en batterie les quatre-vingts pièces de réserve, en réunissant derrière la cavalerie et l'infanterie, qui se retiraient, alors l'ennemi, reçu par de fortes décharges à mitraille, eût été certainement contenu, et la victoire aurait été au moins indécise; mais on abandonna aux Anglais le champ de bataille et cette nombreuse artillerie, comme si l'on ne pouvait en tirer aucun parti.

Il est certain que ce qui fit pencher la victoire du côté de l'ennemi, c'est qu'il était au moins trois fois plus nombreux que les Français. Néanmoins, si, par des mesures plus sages et mieux conçues, l'on fût parvenu à attendre les vingt mille hommes que commandait le général Clauzel et les quinze mille qui étaient dans la Biscaye, les alliés auraient été probablement dans le cas de se repentir de leur attaque.

Après ce désastre, où les Français perdirent cinq à six mille hommes et presque toute leur artillerie, le général Clauzel quitta Logrono pour marcher sur Vittoria, où il arriva le jour même de la bataille. Ayant trouvé cette ville au pouvoir des Anglais, il se retira promptement, craignant d'être coupé; il traversa la Navarre, gagna Saragosse, et se retira

en France par Jacca et Oleron. Par ce mouvement, il mit Pau à l'abri de toute surprise.

De son côté, le général Foi, ayant appris la perte de la bataille de Vittoria, s'empressa de réunir toutes les troupes qui étaient en Biscaye : aussitôt il marcha sur Toloza, où il eut le bonheur d'arriver aussitôt que l'ennemi. On se battit dans l'intérieur de cette ville avec le plus grand acharnement; mais, malgré leur nombre et leur bravoure, les alliés furent forcés de céder à l'impétuosité française. Le général Foi, non moins intelligent que courageux, ne perdit pas un instant pour couvrir le pont d'Irun, qui lui assurait ses communications.

La retraite des armées françaises se fit sans aucun ordre ni ensemble; les corps agissaient isolément, livrés à eux-mêmes, au lieu d'être subordonnés à des mouvemens combinés qui auraient dû lier toutes les opérations, et par conséquent former des masses imposantes pour contenir l'ennemi : malheureusement il n'en était pas ainsi. Tandis que l'armée principale précipitait sa retraite, le maréchal Suchet se trouvait, en Aragon, aux prises avec les Anglais commandés par le général Murray. Après avoir fait tête, avec autant d'habileté que de courage, à des forces au moins triples des siennes, cet illustre guerrier se retira sur Villena. Les suites funestes de la bataille de Vittoria le forcèrent bientôt à évacuer Valence, et à diriger toutes ses troupes sur

l'Aragon, en laissant des garnisons dans les places fortes. Le général anglais fit aussitôt investir Tarragone. Informé de ce mouvement, le maréchal Suchet se réunit avec le général Maurice Mathieu, marcha sur l'ennemi, et le força à la retraite, après lui avoir enlevé vingt-six pièces de canon. Dans cette circonstance, cet officier-général manœuvra avec un rare talent; il parvint à paralyser un vaste plan dont l'exécution précise et entière, l'aurait placé dans une position très critique, au point même de lui ôter tout moyen de retraite.

Pendant que l'Aragon et la Catalogne étaient témoins des savantes combinaisons du duc d'Albuféra, l'intrépide général Harispe se signalait sur le Xucar. La division Habert ayant été attaquée près de Carcagente, ce choc fut repoussé avec autant d'intrépidité que de succès. La mêlée fut terrible et sanglante; mais, malgré leur supériorité, les alliés furent complètement battus. Les Espagnols perdirent au moins quinze cents hommes, et le général anglais se vit forcé de rentrer précipitamment dans son ancienne position.

Instruit de ces divers événemens et de la situation des affaires d'Espagne, Napoléon chargea le maréchal Soult du commandement général des troupes de la péninsule. Parvenu à sa destination, cet officier-général voulut débuter par un coup d'éclat : il fit prendre aux troupes des vivres pour huit jours, et

dirigea une expédition sur Pampelune, que les alliés assiégeaient. Les positions ennemies furent attaquées avec la plus vive ardeur; le village de Savauzen fut enlevé d'assaut, et les Anglais, repoussés sur tous les points, se retirèrent précipitamment.

Lord Wellington, voulant réparer cet échec, réunit de suite toutes ses forces. Le combat s'engagea, l'on se battit tout un jour avec fureur et acharnement: la nuit seule sépara les combattans, qui conservèrent de part et d'autre leurs positions.

Le lendemain, les Français attaquèrent toute la ligne ennemie. Les Portugais, étonnés de la vivacité et de l'ardeur que déploient des soldats qu'ils croyaient découragés, reculent épouvantés de cette attitude terrible dont ils connaissent les redoutables effets : les Anglais, entraînés par le torrent, ne tardent pas à les suivre ; et l'armée alliée paraît vaincue. Mais lord Wellington remplace aussitôt par de nouvelles colonnes celles qui étaient ébranlées : les troupes se rallient; et une masse imposante reprend l'offensive sur cette petite armée qu'on espère lasser par de nouveaux efforts. La lutte recommence; le combat devient terrible, l'audace et la valeur se déploient avec une vigueur nouvelle : la honte et la fureur animent les alliés; mais le courage et l'habileté l'emportent sur le nombre, et les Français restent maîtres du terrain.

Le but du maréchal Soult était rempli; il avait

prouvé aux alliés que, malgré des circonstances, les Français n'étaient ni vaincus ni découragés, et qu'ils étaient en état de les faire repentir de toute entreprise téméraire. Il ordonna aussitôt la retraite, après avoir eu le soin de faire partir d'avance tous les gros bagages. On se retira dans le plus grand ordre.

Après la retraite de l'armée, les alliés, qui s'étaient vus forcés d'abandonner le siége de Saint-Sébastien par la perte de quatre mille hommes, le recommencèrent, dans l'espoir de n'être plus inquiétés par les troupes françaises. Le général anglais Beresford fit faire l'investissement de cette place. Le général Rey, chargé de la défendre, se conduisit avec cette noble ardeur qui l'a constamment distingué : il repoussa tous les efforts des assiégeans, déjoua toutes leurs tentatives, et ne se rendit que sur un monceau de ruines, après avoir tué sur la brèche trois mille Anglais, montés des premiers à l'assaut.

Cependant les affaires de France empiraient de jour en jour : cet empire redoutable, qui avait porté la terreur de ses armes dans toutes les contrées de l'Europe, se trouvait à son tour assailli par la confédération européenne, dont les nombreux bataillons se disposaient à recueillir le fruit de la désastreuse catastrophe de Moscow. Envahis sur tous les points, les Français se trouvaient condamnés, par la force des choses, à défendre leur propre territoire.

Dans ces graves circonstances, l'armée d'Espagne

aurait pu néanmoins soutenir la lutte où elle était engagée, et préserver de tout outrage le sol français. Mais la nécessité en ordonna autrement : ces valeureuses phalanges furent en grande partie rappelées pour être dirigées sur des points plus importans, et bientôt cette armée se vit réduite à une vingtaine de mille hommes.

C'est avec cette poignée de braves que l'intrépide maréchal Soult fit tête à Wellington, l'arrêta souvent dans sa marche, ralentit constamment ses progrès, l'étonna plus d'une fois par des traits d'audace, et osa même livrer sous les murs de Toulouse, une bataille où les Anglais, les Espagnols et les Portugais, combattant au nombre d'environ quatre-vingt-dix mille contre vingt mille, perdirent au moins dix-huit mille hommes, tandis que leurs adversaires, attaqués sur tous les points, enveloppés de tous côtés par des forces plus que quadruples, en perdirent à peine trois mille.

La bataille de Toulouse demeurera célèbre dans les fastes militaires, et l'on confondra toujours, dans une même admiration, le courage héroïque de l'armée française qui gagna cette victoire, et l'habileté du brave maréchal qui la présida.

GUERRE D'AUTRICHE.

La maison de Lorraine conservait le plus vif ressentiment de ses nombreuses défaites, et épiait en silence l'occasion de tenter encore les hasards de la guerre. Effrayée d'abord par les événemens de Bayonne, elle se réveilla bientôt au bruit des revers de l'armée française, et jugea que le moment était venu d'écraser le lion à demi terrassé.

L'Angleterre, profitant de ces dispositions si favorables à ses desseins, fit tous ses efforts pour déterminer et accélérer les armemens de la monarchie autrichienne. Afin de rendre cette guerre plus formidable à la France, le cabinet de Londres fit mouvoir les plus puissans ressorts auprès des cours de Russie et de Prusse pour les entraîner dans une nouvelle

coalition contre cette dangereuse rivale, objet constant de sa haine et de ses inquiétudes, mais toutes ses démarches, toutes ses tentatives furent inutiles; l'empereur Alexandre avait formé à Tilsitt et à Erfurt de nouvelles liaisons politiques; et les intérêts de la cour de Berlin dépendaient entièrement d'une union intime avec le gouvernement de Saint-Pétersbourg.

L'Autriche seule ne craignit pas de reprendre les armes contre le vainqueur d'Austerlitz; pendant huit mois elle ne cessa de faire des préparatifs aussi secrets que possible, en niant toujours qu'elle eût des intentions hostiles contre la France. Elle organisa dans toutes ses provinces de nombreuses milices qu'elle fit soigneusement exercer; la Bohême était sans cesse traversée par des transports d'artillerie, et des magasins se formaient à Clagenfurth et à Gratz, ainsi que dans la ville de Lintz. L'organisation de l'armée française fut suivie et imitée dans la composition de l'armée autrichienne. Six corps de vingt-cinq mille hommes chaque, et une forte réserve formèrent la grande armée rassemblée en Bohême, et chargée d'envahir la Bavière. Cette armée eut pour chef le prince Charles. Deux corps, d'ensemble cinquante mille hommes de troupes de ligne et vingt-cinq mille soldats miliciens, composèrent l'armée d'Italie, aux ordres de l'archiduc Jean. Enfin, une troisième armée de quarante mille hommes, commandée par l'archiduc Ferdinand, devait oc-

cuper le duché de Varsovie. Le total des forces de l'armée qui allait agir offensivement, s'élevait avec la réserve, les Tyroliens, les Landwehrs, etc., à quatre cent cinquante mille hommes, l'artillerie de cette armée était de sept cents pièces de canon. Dès le mois de février 1809, tout fut mis en mouvement, et toutes les troupes, soit anciennes, soit de nouvelle levée, furent dirigées sur les frontières. Malgré l'évidence de toutes ces dispositions, dont le but ne pouvait être ignoré, le cabinet de Vienne persista jusqu'au commencement d'avril à déclarer qu'il n'avait en vue que des mesures purement défensives. Ce ne fut que le 9 de ce mois que l'Autriche fit connaître officiellement qu'elle était dans l'intention de faire la guerre, en faisant adresser au général français qu'elle supposait être en Bavière, une lettre d'après laquelle le prince Charles annonçait qu'il avait ordre de se porter en avant avec les troupes qu'il avait sous ses ordres, et de traiter en ennemies toutes celles qui lui feraient résistance.

En effet, des rapports arrivés à Munich le 10 avril annoncèrent le passage de cinq à six régimens autrichiens sur le pont de Braunau. Le 11 et le 12, plusieurs corps pénétrèrent sur le territoire de la Bavière, et répandirent des proclamations qui tendaient à engager tous les Allemands à faire cause commune avec eux contre les Français.

Les troupes bavaroises avaient reçu ordre de se

replier sur le Lech aussitôt que les Autrichiens se montreraient en forces sur leur territoire. Dès que l'on eut appris ces mouvemens hostiles, la cour de Bavière partit de suite pour Dillengen ; et le roi, à son arrivée, fit publier la proclamation suivante.

Dillengen (Bavière), le 18 avril 1809.

« Maximilien Joseph, roi de Bavière, etc.

» Sans déclaration de guerre, sans aucune explication préalable, notre territoire a été envahi le 9 de ce mois, et nous avons été contraints de quitter notre capitale, qui a été occupée par les troupes autrichiennes.

Cette violation du droit des gens sera punie ; et les souverains de la confédération, appuyés par leur auguste protecteur, maintiendront leur indépendance, et répondront par des victoires aux proclamations insidieuses répandues en Bavière, tendant à détruire les droits des souverains, et à fomenter partout un esprit de vertige, destructeur de tout ordre social.

» Peuple et soldats bavarois, vous savez avec quelle ardeur nous vous chérissons; vous savez que votre bonheur a été l'objet constant de nos soins; vous savez aussi que, depuis le traité de Presbourg, qui a consolidé votre existence politique, vous avez

eu constamment à vous louer des nouveaux rapports établis entre nous et les puissances de l'Europe.

» Peuple et soldats de Bavière, l'Autriche veut anéantir votre indépendance, affaiblir vos moyens, diminuer vos possessions, sous prétexte de vous affranchir. Les peuples de la confédération sauront se défendre de la nouvelle et dangereuse influence qu'on cherche à établir, et dont le résultat infaillible serait la restauration de cette autorité arbitraire que s'étaient arrogée les archiducs d'Autriche, sous le titre modeste de chefs de l'empire germanique : c'est notre couronne qu'on menace publiquement d'anéantir, c'est le nom bavarois qu'on veut effacer du rang des nations, attentat dont on travaille à vous rendre complices, en se parant d'un zèle hypocrite pour votre prospérité. Votre territoire est destiné à être la récompense de nos ennemis; car, dans leur égarement, ils ne cachent point leurs projets; ils veulent morceler votre patrie, et fonder sur ses débris des baronies dépendantes de la cour de Vienne.

» Leurs projets injustes et insensés seront confondus : nous en avons pour garans la fidélité de nos peuples, la bravoure de nos soldats, le génie et la protection de notre puissant allié.

» Dans cette grande lutte où le bon droit triomphera de l'abus révoltant d'une force éphémère, et où la Bavière va prendre enfin la consistance qui la

mettra pour jamais à l'abri des insultes d'un voisin ambitieux, vous seconderez de vos efforts et de vos vœux nos armes et celle de notre grand allié.

» Nous ne tarderons pas à rentrer dans notre capitale : à l'aspect de l'illustre protecteur de notre confédération, nos ennemis disparaîtront, et la guerre, puisqu'enfin ils la veulent, sera portée comme en 1805 sur leur territoire ; mais des mesures seront prises pour qu'ils cessent de troubler le continent et de rendre leurs voisins victimes des caprices de leur cabinet. »

En dissimulant ses projets et en tombant à l'improviste sur les états d'Allemagne qui marchaient sous la bannière de France, le cabinet de Vienne s'était flatté sans doute de surprendre Napoléon, qu'il espérait endormir par ses protestations réitérées d'amour de la paix et de la tranquillité. Dès l'année 1808, Napoléon avait entrevu les desseins secrets de l'Autriche, et s'était mis en mesure par de nouvelles levées, pour combattre victorieusement la monarchie ennemie.

Déjà aux premiers jours d'avril, les généraux français faisaient dans tous les états de la confédération l'inspection des troupes qui devaient se réunir à l'armée française : on ne dirigeait aucun mouvement offensif, mais on se disposait à repousser toute agression de la part de l'Autriche. Dès qu'on eut appris l'invasion de la Bavière, les corps français et al-

lemands réunis marchèrent dans toutes les directions pour se rendre vers le théâtre de la guerre qui venait de s'établir; et l'on vit la route militaire qui conduit de Rastadt à Ulm entièrement couverte de troupes de toutes armes, qui se portaient à marches forcées au-devant des Autrichiens.

L'Autriche avait cru, par une invasion subite et inopinée, entraîner de gré ou de force dans sa cause tous les princes d'Allemagne, qu'elle appelait par ses armes à rétablir l'indépendance de la commune patrie.

Mais Bonaparte, profitant de ses victoires, avait entièrement détruit l'influence de l'Autriche sur les princes allemands, en les attachant comme des fleurons à sa couronne impériale. L'intérêt de ces princes n'était plus le même, et l'attaque subite faite par l'Autriche, devait soulever contre elle tous ces petits potentats, jaloux d'une souveraineté apparente qu'ils devaient à Napoléon. Les attaquer et les envahir, c'était les menacer du joug qu'ils venaient de briser, et de la domination qu'ils avaient cessé de reconnaître. Les efforts des princes de la confédération durent donc être d'un grand poids dans cette lutte imprudemment engagée.

Cependant Napoléon accoutumé à tout voir et à tout diriger par lui-même, était déjà arrivé à Strasbourg le 15 avril, à quatre heures du matin. Avant son départ, il avait chargé son archi-chancelier de

développer au sénat les motifs de la guerre dans laquelle il se trouvait engagé.

On remarque dans ce rapport les passages suivans :

« . . . . Le feu de la discorde et de la guerre allumé dans l'Espagne ranima les espérances de l'Autriche ; elle crut le moment favorable pour anéantir le traité de Presbourg, elle arma. Un système qui ne fut annoncé que comme défensif, et qui cependant donna naissance à ces nombreux bataillons de milice avec lesquels l'Autriche menace maintenant d'envahir l'Allemagne fut mis en exécution : toute la population fut appelée aux armes ; les princes autrichiens parcouraient les provinces, répandant des proclamations, comme si la monarchie était en danger et envahie par l'ennemi. Il fut fait à à cet égard des représentations dictées par un esprit de paix que l'ambassadeur de cette puissance n'a pu méconnaître . . . .
. . . .

» Peut-être eût-il été d'une sage politique d'obliger dans cet instant l'Autriche à désarmer, en la menaçant de toute cette force des armées victorieuses qui l'environnaient encore de toutes parts. Le gouvernement français l'aurait fait sans doute, s'il n'eût préféré, plein de confiance dans l'alliance de la Russie, écouter l'opinion de cette puissance, qui espérait que l'Autriche serait ramenée à des dispositions

plus pacifiques. D'ailleurs l'ambassadeur d'Autriche promit alors que ces armemens n'auraient point de suite; l'empereur d'Autriche écrivit lui-même pour protester de ses dispositions pacifiques. Confiant dans ses promesses solennelles , le gouvernement français invita les princes de la confédération du Rhin à dissoudre les camps qu'ils avaient formées; les places de la Silésie furent évacuées, et deux cent mille hommes de troupes françaises abandonnèrent l'Allemagne.

» Mais une juste attente a été trompée: les mesures militaires ont été poussées en Autriche avec plus d'activité; malgré la rigueur de la saison, les exercices de la milice ont été continués : en outre, le port de Trieste a été ouvert aux Anglais. . . . . . ; les insurgés espagnols ont été accueillis dans le même port; et le chargé d'affaires de l'Autriche en Espagne est devenu l'agent de la junte et le colporteur de sa correspondance au-dehors. . . . . . — Aux mesures menaçantes et presque hostiles se sont joints tous les signes de malveillance propres à faire connaître le but de ces armemens et l'esprit du système qu'embrassait l'Autriche.

» . . . . . . Un de ces hasards qu'amènent les événemens de la guerre fit connaître les liaisons des juntes espagnoles avec le gouvernement autrichien, et la promesse de celui-ci de leur fournir cent mille hommes; promesse faite sans doute sans intention

de la remplir, mais pour soutenir le courage des insurgés par l'exaltation d'une trompeuse espérance. . . . . . — Enfin on lut, dans la déclaration du roi d'Angleterre du 1er décembre, ces paroles remarquables, qui décelaient évidemment les préparatifs de l'Autriche :

« Si parmi les nations qui préservent contre la » France une indépendance douteuse et précaire, il » s'en trouve qui, même en ce moment, balancent » entre la ruine qui résultera d'une inaction pro- » longée, et les dangers incertains d'un effort pour » échapper à cette ruine, la perspective trompeuse » d'une paix entre la Grande-Bretagne et la France » ne manquerait pas d'être singulièrement funeste à » ces nations. *Le vain espoir du retour de la tran-* » *quillité pourrait ralentir leurs préparatifs ; ou la* » *crainte d'être abandonnées à elles-mêmes pourrait* » *ébranler leurs résolutions.* »

» Ces préparatifs avaient fait échouer la tentative faite par la France et la Russie pour arriver à la paix maritime. La parole d'Erfurt était violée; l'Autriche armait. . . . . . On dut dès-lors écrire aux princes de la confédération pour les engager à préparer leur contingent, mesure de simple précaution qu'appelaient depuis long-temps les craintes qu'ils avaient eux-mêmes témoignées.

» Le gouvernement français voulut faire néanmoins une nouvelle tentative pour éviter cette guerre

qu'il n'avait pas provoquée. Il employa l'intervention du ministre des affaires étrangères de l'empereur de Russie, qui était alors à Paris. D'après les ouvertures qui lui furent faites, il vit l'ambassadeur d'Autriche. Il lui fit la proposition d'un arrangement qui unirait les trois empires par les liens d'une triple garantie, et qui donnerait à l'Autriche pour sûreté de l'intégrité de son territoire la garantie de la Russie contre les entreprises de la France, et celle de la France contre les entreprises de la Russie : la garantie de l'Autriche était aussi acceptée par les deux autres puissances. Ces insinuations de M. Romansoff n'eurent aucun résultat. Cependant, espérant encore quelque succès de ces ouvertures, et ne pouvant se persuader que l'aveugle délire qu'avait excité en Autriche une faction vendue à l'Angleterre étoufferait la voix des hommes sages, éclairés et vraiment amis de leur patrie, le gouvernement français ne fit aucun mouvement de troupes ; ni celles de la confédération, ni les divisions françaises qui se trouvaient dans l'intérieur et qui étaient destinées à des expéditions maritimes ou à être envoyées au secours des colonies, n'avaient reçu l'ordre de marcher.

» L'Autriche bientôt ne garda plus de mesure : huit mois de préparatifs lui avaient donné dans la milice qu'elle avait organisée une nouvelle armée ; au milieu de février, les ordres furent donnés pour la mettre en mouvement, et pour faire marcher

toutes les troupes sur les frontières. La monarchie fut tout entière sous les armes.

» Depuis long-temps l'Autriche faisait à Constantinople la guerre à la France; elle venait d'opérer le rapprochement de la Turquie et de l'Angleterre ; elle allait enfin se déclarer ouvertement.

» Cependant le cabinet de Vienne gardait encore le plus profond silence. Depuis le traité de Fontainebleau, il n'avait formé ni une plainte ni une demande. Le gouvernement français avait eu à se plaindre de l'assassinat de ses courriers dans la Croatie, des insultes faites à Trieste à quelques officiers français, de violences exercées contre quelques sujets italiens : il attendait patiemment le redressement de ces griefs, lorsque, le 2 mars, l'ambassadeur d'Autriche annonça officiellement que l'empereur son maître avait donné l'ordre de mettre ses troupes sur le pied de guerre. Il donnait pour cause de cette mesure l'avis adressé de Valladolid aux princes de la confédération, quelques articles de journaux, et enfin le retour de Napoléon à Paris. Le gouvernement français répondit par une note où, se bornant à rappeler qu'il n'y avait entre les deux cours aucun sujet de discussion, il demandait ce que prétendait l'Autriche et à qui elle en voulait. . . . . . — Le comte de Metternich essaya, dans sa réponse du 12, de prouver que c'étaient les armemens de la France qui avaient nécessité ceux de l'Autriche; comme si la

France avait armé contre l'Autriche, lorsqu'elle avait évacué la Silésie, le grand-duché de Varsovie, et transporté deux cent mille hommes de ses troupes d'Allemagne en Espagne.

» Ce ne fut qu'alors que le gouvernement français renonça entièrement à ses projets contre les Anglais, à l'expédition de Sicile à laquelle s'était préparé le roi de Naples, aux embarquemens qui devaient avoir lieu à Brest, Boulogne, Flessingue et Toulon. Tout fut contremandé.

» Non, ce n'est pas parce que la France a armé que l'Autriche s'est mise sous les armes; c'est au contraire parce qu'elle a cru trouver la France affaiblie par une autre guerre, et jugé le moment favorable au rétablissement de son ancienne influence, qu'elle a fait ces prodigieux efforts. Elle fait la guerre, sans doute parce qu'elle en espère des succès; elle la fait sans motif de plainte, sans la faire précéder d'aucune demande, d'aucune proposition, sans laisser le choix d'un autre parti; elle fait la guerre lorsque la France, bien loin de rien exiger d'elle, n'a manifesté que des vœux pour sa prospérité, pour sa tranquillité; lorsqu'elle lui a offert la garantie de l'intégrité de son territoire; lorsque l'empereur Alexandre lui-même a renouvelé l'offre de sa garantie contre la France. Ainsi ce n'est point pour sa sûreté qu'elle prend les armes. . . . . . . Tous les engagemens sont violés : déjà la nou-

velle est parvenue que les armées autrichiennes ont franchi l'Inn ; elles ont commencé la guerre. Etc., etc. »

D'après cet exposé, il est hors de doute que les deux gouvernemens ne pouvaient s'entendre, et que la guerre était inévitable.

BATAILLE D'ABENSBERG,

Le 20 avril 1809.

Les Autrichiens, dans l'espoir de surprendre les troupes françaises, qu'ils ne croyaient point en mesure, passèrent l'Inn à l'improviste le 9 avril : ils se flattaient de marcher à une victoire certaine, persuadés qu'il n'y avait plus d'armée française en Allemagne, et qu'ils n'auraient à combattre que les Bavarois, et les Würtembergeois, et quelques faibles bataillons confédérés. Ils se hâtèrent donc de pousser vivement la guerre, afin d'arracher l'Allemagne à l'influence de Napoléon, et de le rejeter au-delà du Rhin. Mais ils avaient méconnu la véritable situation des affaires : plusieurs corps nombreux de troupes

françaises et confédérées se trouvaient cantonnés en Allemagne, et n'attendaient que le signal du combat pour marcher à l'ennemi.

Voici quelle était alors la position de l'armée française.

Le corps commandé par le duc d'Averstaëd avait ses cantonnemens à Ratisbonne; le corps du duc de Rivoli était à Ulm; et le grand quartier-général à Strasbourg.

Trois divisions bavaroises, sous les ordres du duc de Dantzick, avaient été placées à Munich, à Landshut et à Straubing : la première était commandée par le prince royal de Bavière, la seconde par le général Deroi, et la troisième par le général de Wrede.

La division würtembergeoise était à Heydenheim, et les troupes saxonnes campaient sous les murs de Dresde.

Les Polonais, commandés par le prince Poniatowski, attendaient sur les bords de la Vistule, près de Varsovie, l'occasion de faire briller leur courage et de signaler leur intrépidité.

A l'approche de l'ennemi, les Bavarois se replièrent par échelons, en laissant des garnisons dans les places susceptibles de défense : la division bavaroise qui se trouvait à Landshut se porta à Altorf, sur la rive gauche de l'Iser; la division commandée par le général de Wrede se dirigea sur Neustadt; le duc de Rivoli partit d'Ulm, et prit la route d'Augsbourg.

Ces divers mouvemens s'effectuèrent sans qu'il y eût un seul coup de fusil de tiré.

L'armée autrichienne n'éprouvant aucune résistance, s'avança bientôt de l'Inn sur l'Iser. Quelques partis de cavalerie s'étant rencontrés, il y eut plusieurs charges où les Bavarois soutinrent avec beaucoup de courage les attaques de leurs adversaires; le 16 avril, à Plaffenhoffen, les 2[e] et 3[e] régimens de chevau-légers bavarois parvinrent même à culbuter les hussards de Slipschitz et les dragons de Rosenberg. Ce fut alors que les Autrichiens se présentèrent en forces pour déboucher par Landshut, dont le pont avait été rompu. La division bavaroise commandée par le général Deroi défendit cette position avec la plus vive ardeur : elle repoussa d'abord les efforts réitérés d'un ennemi bien supérieur en nombre, et profita habilement de toutes les ressources que l'art et la nature pouvaient lui offrir; mais pendant cette attaque, d'autres colonnes autrichiennes ayant passé l'Iser sur d'autres points, menacèrent, par ce mouvement, de couper la division bavaroise; elle dut donc se retirer sur celle du général de Wrede. Alors l'armée bavaroise, ayant ainsi fait sa jonction, se centralisa sur Neustadt.

Sur ces entrefaites, le général Oudinot, parti d'Augsbourg, arriva à la pointe du jour, le 19 avril, à Plaffenhoffen, où il rencontra trois ou quatre mille Autrichiens, qu'il attaqua et dispersa, après leur

avoir fait quelques centaines de prisonniers. Le même jour, le duc d'Averstaëd quitta Ratisbonne pour se porter sur Neustadt et se rapprocher d'Ingolstadt. Cette manœuvre tendait à prévenir l'ennemi, en l'attaquant dans le moment même où il croyait prendre l'initiative en marchant sur Ratisbonne. Le corps du duc d'Averstaëd marcha sur deux colonnes; les divisions Morand et Gudin formaient sa droite, et les divisions Saint-Hilaire et Friant tenaient la gauche. Arrivé au village de Peissing, le général Saint-Hilaire y rencontra un corpsde troupes autrichiennes, qui, comptant sur la supériorité du nombre, voulut disputer le passage aux Français. Le général Saint-Hilaire fit aussitôt ses dispositions; et après s'être réuni au général Friant, il attaqua brusquement l'ennemi, le culbuta sur tous les points, et s'empara de ses positions. Dans cette affaire, qui fut le glorieux prélude de cette campagne, le 57e régiment soutint d'une manière éclatante la réputation qu'il s'était acquise. Dans les campagnes d'Italie, on l'avait surnommé *le terrible;* jaloux de justifier ce nom glorieux, on le vit aborder seul successivement six régimens autrichiens, qu'il défit complètement, sans qu'aucun pût parvenir à ralentir un seul instant sa fougue impétueuse.

Sur la gauche, le général Morand secondait dignement les généreux efforts de ses compagnons de gloire. Ayant rencontré une division autrichienne, il

la chargea de front, tandis que le duc de Dantzick, parti d'Abensberg avec un corps bavarois, l'attaquait sur ses derrières. Cette division fut bientôt chassée de toutes ses positions, et obligée d'abandonner le champ de bataille. Sur la fin de la journée, le corps du duc de Dantzick fit sa jonction avec le maréchal Davoust.

Dans cette circonstance, les généraux Saint-Hilaire et Friant firent remarquer ce sang-froid admirable, cette heureuse audace, qui tant de fois les avaient illustrés au champ d'honneur. Ils étaient bien dignes de cueillir les premiers lauriers d'une campagne qui devait ajouter au nom français de nouveaux titres de gloire.

Dans tous ces combats, les Autrichiens firent des pertes douloureuses; surtout en hommes marquans et en officiers distingués par leur valeur. Connaissant toute l'influence d'un exemple donné par des chefs qui ont acquis la confiance et l'estime de leurs soldats, les plus braves d'entre les généraux se mettaient en avant, marchaient des premiers à la tête des régimens, afin d'imprimer à l'armée cet élan spontané, cette ardeur impétueuse qu'ils avaient remarqués chez les Français. C'est ainsi que, le prince Lichtenstein, le général Lusignan, et plusieurs autres guerriers illustres furent blessés grièvement.

Cependant le général Hiller ayant réuni ses forces à celles de l'archiduc Louis, ce corps d'armée, fort de soixante mille hommes, se disposait à prendre l'of-

fensive : il pouvait ètre puissamment secondé par les généraux Hohenzollern, de Rosenberg et de Lichtenstein, qui se trouvaient à portée de lier leurs opérations. Napoléon, instruit de la position de ces diverses colonnes, se porta aussitôt à Abensberg. Il fit contenir par le maréchal Davoust les corps de Hohenzollern, de Rosenberg et de Lichtenstein, pendant qu'il dirigeait lui-même une attaque de front contre l'armée de l'archiduc Louis et du général Hiller. Cette manœuvre fut exécutée par les deux divisions Morand et Gudin, réunies aux Bavarois et aux Würtembergeois. Le duc de Rivoli coupait en même temps les communications de l'ennemi, en se portant sur Freging, et de là sur les derrières de l'armée autrichienne.

Le duc de Montebello fut chargé de manœuvrer sur la gauche, à la tête des divisions Morand et Gudin. Napoléon se réserva le commandant des Bavarois et des Würtembergeois. Pour électriser le courage et l'ardeur de ces troupes, il chercha à réveiller les sentimens de haine et de rivalité propres à les animer contre la maison d'Autriche. Aux Bavarois, il rappela leurs démêlés éternels avec le cabinet de Vienne, il leur fit entrevoir un agrandissement prochain aux dépens de cette puissance, qu'il se promettait de mettre désormais dans l'impossibilité d'inquiéter ses voisins ; aux Würtembergeois, il parla de leurs victoires sur l'Autriche lorsqu'ils combattaient dans l'armée prussienne, et n'oublia point surtout de leur

retracer les succès qu'ils avaient obtenus dans la dernière campagne de la Silésie : il finit en leur disant que le moment était venu où la gloire, compagne fidèle de leur valeur, les dirigeait sur le territoire autrichien pour y refouler le fléau de la guerre, dont la Lorraine se flattait d'établir le théâtre en Allemagne. Ce discours, répété par tous les capitaines à leurs compagnies, produisit tout l'effet que Napoléon s'en était promis, et le plus vif enthousiasme se communiqua dans tous les rangs.

Aussitôt le signal fut donné : tous les corps s'ébranlèrent à la fois pour marcher à l'ennemi. Ce mélange de troupes de diverses nations, luttant ensemble contre un ennemi commun, bien loin de paralyser ou d'affaiblir l'ensemble des manœuvres, fit naître une noble et généreuse rivalité : c'était à qui obtiendrait le premier les honneurs de la victoire, à qui donnerait les preuves les plus éclatantes de valeur et d'intrépidité. Des injures personnelles à venger, de la gloire à acquérir, ces sentimens se confondaient dans un seul, qui animait tous les combattans, le désir de vaincre et de terrasser un ennemi qu'on avait appris à ne plus redouter : aussi un succès égal couronna toutes les attaques, toutes les entreprises. Le général de Wrede, à la tête des intrépides Bavarois, attaqua une division autrichienne qui lui était opposée au-delà du pont de Siegenburg, et la poursuivit l'épée dans les reins, tandis que le général,

Vandamme, à la tête des Würtembergeois, la débordait sur son flanc droit. En même temps le maréchal Lefebvre, avec la division du prince royal et celle du général Deroi, marcha sur le village de Reuhausen pour arriver sur la grande route d'Abensberg à Landshut, et couper ainsi les communications de l'ennemi. Au même instant, le duc de Montebello manœuvrait à la tête de deux divisions françaises sur l'extrême gauche des Autrichiens, culbutant tout ce qui se présentait devant lui. Après avoir dispersé les troupes autrichiennes qui lui avaient été opposées, il se porta sur Rohr et Rothembourg, cherchant avec impatience l'occasion de signaler sa noble audace. Ces manœuvres savantes, ces mouvemens aussi rapidement exécutés qu'habilement conçus, déconcertèrent entièrement les troupes autrichiennes, qui, se trouvant débordées et menacées d'être tournées, n'osèrent opposer une longue résistance. La canonnade, engagée sur tous les points à la fois, dura à peine une heure. Au bout de ce temps, les Autrichiens se hâtèrent de battre en retraite; mais, harcelés sur tous les points, trouvant partout des troupes qui arrêtaient leur marche, ils firent des pertes très considérables; sans compter les morts qu'ils perdirent sur le champ de bataille, ils laissèrent entre les mains des Français et des Allemands confédérés dix-huit mille prisonniers, huit drapeaux et douze pièces de canon.

BATAILLE DE RATISBONNE,

Le 23 avril 1809.

—

Les savantes combinaisons auxquelles on devait en grande partie les brillans succès d'Abensberg mettaient à découvert les flancs de l'ennemi et tous ses magasins. Le 21 avril, dès le lendemain de la bataille, à la pointe du jour, Napoléon, à la tête de la majeure partie de ses troupes, marcha sur Landshut. La cavalerie autrichienne fut rencontrée dans la plaine en avant de cette ville, et obligée de se replier devant le duc d'Istrie.

Le général de division Mouton fit au même instant marcher sur le pont, au pas de charge, les gre-

nadiers du 17e, formant la tête de la colonne. Quoique ce pont, qui n'était qu'en bois, fût embrasé, aucun obstacle ne put arrêter l'intrépide infanterie, qui, sans s'étonner de rien, franchit ce périlleux passage, et pénétra rapidement dans la ville. Les Autrichiens ne purent résister au choc terrible qu'ils éprouvèrent; ils furent même contraints de précipiter leur retraite en désordre, aussitôt qu'ils eurent aperçu le duc de Rivoli, qui débouchait par la rive droite pour venir les attaquer. Dès-lors la déroute fut complète; et l'ennemi, fuyant dans toutes les directions, abandonna au pouvoir des vainqueurs la ville de Landshut, et avec cette ville, trente pièces de canon, neuf mille prisonniers, six cents caissons attelés et remplis de munitions, trois mille voitures de bagages, quelques équipages de pont, les hôpitaux, et enfin les magasins qu'on avait formés pour l'armée autrichienne. Cette affaire fut dirigée avec tant d'habileté, et exécutée avec une telle rapidité, que des courriers et des aides-de-camp du prince Charles, généralissime des armées autrichiennes, vinrent à Landshut, fort étonnés de trouver des Français là où ils croyaient porter des ordres à leurs troupes.

Cependant le prince Charles, réuni au corps de la Bohême, s'emparait de Ratisbonne, où l'on avait laissé des forces insuffisantes pour défendre ce point important. Accablés par le nombre, mille hommes du 65e, chargés de garder le pont de Ratisbonne,

après avoir épuisé toutes leurs munitions, furent contraints à se rendre prisonniers, ne pouvant se faire jour à la baïonnette à travers une armée dont ils étaient enveloppés. Cet échec imprévu contrariait fortement les plans ultérieurs, par l'avantage qu'offrait à l'ennemi la position intéressante de Ratisbonne et de ses alentours.

Furieux de cet événement, Napoléon rassemble aussitôt toutes ses forces pour attaquer l'armée autrichienne, qui forte de cent dix mille hommes, avait pris position vers Eckmül, sous le commandement du prince Charles. Cette concentration d'une armée considérable, cette manœuvre inattendue, tendaient à donner aux Autrichiens une offensive redoutable, et auraient pu fortement influer sur les résultats de cette campagne. Napoléon sentit que le moment était décisif, et qu'il n'y avait pas un instant à perdre; il chargea donc les maréchaux Lefebvre et Davoust de tenir en échec les corps des généraux de Rosemberg, de Hohenzollern et du prince de Lichtenstein; il fit en même temps toutes ses dispositions pour attaquer sans délai l'armée autrichienne.

Le 22 au matin, il marcha lui-même à la tête des corps qui obéissaient aux ordres du duc de Montebello et du duc de Rivoli, auxquels il avait réuni les divisions de cuirassiers Nansouty et Saint-Sulpice, ainsi que la division würtembergeoise. A deux heures après midi, on aperçut l'armée autrichienne occu-

pant une ligne aussi forte qu'étendue, et présentant, dans la belle position d'Eckmül, un aspect redoutable. Une manœuvre de front sur tous les points aurait été trop périlleuse; le duc de Montebello fut donc chargé de déborder l'ennemi par la gauche. Aussitôt que chaque corps se trouva en position d'agir, les maréchaux Davoust et Lefebvre débouchèrent avec impétuosité. Attaqués sur tous les points avec un ensemble et une précision admirables, et tournés en même temps sur leur gauche, les Autrichiens furent étourdis par ce mouvement général, qui les contraignit à abandonner successivement toutes leurs positions. Le désordre fut extrême, et la déroute terrible : composée en grande partie de nouvelles levées, l'armée autrichienne, une fois ébranlée, ne pouvait soutenir aucune manœuvre, opérer aucun mouvement devant un ennemi vieilli dans les fatigues militaires, familier à toutes les évolutions, et électrisé par l'habitude de la victoire.

Débusquée du bois qui couvre Ratisbonne, l'infanterie autrichienne fut jetée dans la plaine et coupée par la cavalerie française. Ce fut en vain que la cavalerie autrichienne tenta de couvrir et de protéger cette retraite : chargée, sur la droite, par la redoutable division Saint-Sulpice, et à la gauche par la belle division Nansouty, elle fut enfoncée aussitôt qu'abordée; la ligne de hussards et cuirassiers autrichiens fut surtout mise en pleine déroute.

L'ardeur des troupes françaises était telle, que la nuit même ne put les arrêter. Les cuirassiers, emportés par une noble audace, continuèrent leur marche sur Ratisbonne ; et, dans leur course impétueuse, ayant rencontré une colonne ennemie qui se sauvait précipitamment, la division Nansouty la chargea, et, par la précision et la rapidité de ses manœuvres, la contraignit à se rendre prisonnière de guerre. Cette troupe se composait de trois bataillons hongrois, forts de quinze cents hommes. De son côté, la division Saint-Sulpice rencontra un gros d'ennemis qui, à son approche, se forma en carré. Sa résistance fut vive et opiniâtre ; mais, chargée avec intrépidité, cette colonne fut enfoncée et prise en grande partie. Le prince Charles se trouvait lui-même dans cette mêlée, qui fut terrible ; et, sans la vitesse de son cheval, il eût été fait prisonnier.

Poursuivie sans relâche, l'armée ennemie continua de défiler toute la nuit, fuyant, par corps isolés, dans le plus épouvantable désordre. Ses pertes furent des plus graves ; tous ses blessés, la plus grande partie de son artillerie, quinze drapeaux et vingt mille hommes tombèrent au pouvoir des Français.

Tous les corps, infanterie et cavalerie, français et confédérés, se couvrirent de gloire dans ce combat mémorable ; généraux, officiers et soldats, tous concoururent à faire triompher la cause qu'ils défendaient.

Il paraît néanmoins que, parmi les officiers-généraux, le maréchal Davoust contribua plus puissamment qu'aucun autre à des résultats aussi avantageux, puisqu'il fut créé prince d'Eckmül, par suite des services signalés qu'il avait rendus dans ce lieu célèbre.

L'armée française eut à déplorer la perte du général Cervoni, officier d'un grand mérite, qui, frappé d'un boulet de canon, tomba mort sur le champ de bataille. Il remplissait dans cette campagne les fonctions de chef d'état-major du duc de Montebello.

Électrisées par le succès qu'elles venaient d'obtenir, les troupes françaises et confédérées brûlaient de marcher sur Ratisbonne, pour délivrer cette ville de la présence des Autrichiens.

Le 23 avril, à la pointe du jour, l'armée française s'avança sur Ratisbonne. La division Gudin et les cuirassiers Nansouty et Saint-Sulpice formaient l'avant-garde. Aussitôt qu'ils se trouvèrent à portée, les intrépides cuirassiers chargèrent la cavalerie autrichienne qui couvrait les murs de Ratisbonne. Le choc fut violent et la lutte acharnée; trois fois les cuirassiers français revinrent à la charge, étonnés qu'on osât leur disputer la victoire. De part et d'autre, on déploya la plus grande bravoure; mais la cavalerie autrichienne fut victime de son noble dévouement : sabrée et mise en pièces dans ces charges terribles, elle fut forcée de céder le champ de bataille

et de repasser précipitamment le Danube. Les tirailleurs accoururent aussitôt pour tâter la situation de la ville et connaître son état de défense. Six régimens autrichiens y avaient été placés pour arrêter la marche des Français. La ville ne pouvait tenir longtemps, n'ayant pour toute défense qu'une mauvaise enceinte, un faible fossé et une contrescarpe en mauvais état; mais c'en était assez pour empêcher un coup de main et pour nécessiter une attaque de vive force, ce qui entraînait des conséquences funestes pour Ratisbonne.

Aussitôt que l'artillerie fut arrivée, on mit en batterie des pièces de douze. Après avoir fait une brèche à la muraille, on reconnut une issue par laquelle, au moyen d'une échelle, on pouvait descendre dans le fossé et remonter ensuite par la brèche. Le duc de Montebello, ayant aperçu le premier ce passage, fit porter des échelles par ses aides-de-camp, qui donnèrent ainsi l'exemple. Un bataillon, profitant de l'ouverture, gagna une poterne et l'ouvrit. Alors la troupe se pressa avec fureur pour pénétrer dans la ville; en avant : tout ce qui résista fut sabré; on fit environ huit mille prisonniers. Les Autrichiens, comptant sur une résistance beaucoup plus longue, n'avaient point eu la précaution de couper le pont; les Français, poursuivant les troupes qui s'enfuyaient de la ville, passèrent pêle-mêle avec l'ennemi sur la rive gauche. Sur ces entrefaites arriva le corps du général

Bellegarde, dans l'espoir de renforcer la garnison de Ratisbonne; mais cette ville avait déjà changé de domination, et le général autrichien ne put être que le témoin impuissant de la prise de cette place. Sa présence contribua néanmoins à empêcher l'entière destruction des troupes qui avaient évacué Ratisbonne; il protégea leur retraite en les ralliant derrière son corps d'armée.

Cependant, quelque rapide qu'eût été cette opération, quelque faible qu'eût été la résistance des Autrichiens, on avait été forcé de recourir à l'artillerie de siége, et Ratisbonne en avait cruellement souffert. Le feu avait pris à plusieurs endroits, et dura une partie de la nuit; on eut beaucoup de peine à s'en rendre maître. La division Morand déploya dans cette circonstance autant de zèle et d'activité qu'elle avait montré de courage et d'intrépidité au combat; elle fut assez heureuse pour mettre fin aux désastres, qui déjà avaient consterné les malheureux habitans.

Une série non interrompue de succès avait porté au plus haut degré l'ardeur et l'enthousiasme des troupes françaises et confédérées. Non-seulement la victoire avait couronné ces braves, à Abensberg, à Landshut, à Eckmül et à Ratisbonne; mais encore le duc d'Istrie, à la tête des Bavarois et de la division Molitor, arriva successivement à Wilsbiburg et à Neumarck, chassant devant ses légions les débris des deux corps d'armée autrichiens battus à Abens-

berg et à Landshut; et, malgré leur réunion avec un corps de réserve arrivé à Neumarck, ces troupes découragées ne purent faire rétrograder les Bavarois, quoique très inférieurs en nombre.

En même temps le duc de Rivoli marchait de Ratisbonne sur Straubing, tandis que le duc de Montebello se dirigeait sur Mulhdorf et passait l'Inn pour se porter sur la Salza. Déjà le 27 avril, le grand quartier-général était établi à Mulhdorf.

De son côté, le maréchal Lefebvre poursuivit la division autrichienne qui, sous les ordres du général Jellachich, avait occupé la capitale de la Bavière.

Le prince Charles, harcelé par le maréchal Davoust, se retirait aussi en toute hâte dans les montagnes de la Bohême, après avoir vu toutes ses communications coupées soit avec l'Inn, soit avec Vienne.

Ainsi, en moins de quinze jours, une armée autrichienne forte d'environ deux cent mille hommes, qui menaçait de porter le théâtre de la guerre sur les bords du Rhin, et d'envahir tous les états confédérés, se trouvait rejetée sur les états héréditaires, et expulsée entièrement de la Bavière, qui avait été le théâtre de ses hostilités. Pour électriser de plus en plus les troupes qui marchaient sous ses drapeaux, Napoléon fit mettre à l'ordre la proclamation suivante:

« Soldats!

« Vous avez justifié mon attente; vous avez sup-

pléé au nombre par votre bravoure, vous avez glorieusement marqué la différence qui existe entre les soldats de César et les armées de Xerxès. En peu de jours nous avons triomphé dans les trois batailles de Tann, d'Abensberg et d'Eckmul, et dans les combats de Peissing, de Landshut et de Ratisbonne. Cent pièces de canon, quarante drapeaux, cinquante mille prisonniers, trois équipages attelés, trois mille voitures attelées portant les bagages, toutes les caisses des régimens, voilà le résultat de la rapidité de vos marches et de votre courage.

» L'ennemi, enivré par un cabinet parjure, paraissait ne plus conserver aucun souvenir de vous : son réveil a été prompt ; vous lui avez apparu plus terribles que jamais. Naguère il a traversé l'Inn et envahi le territoire de nos alliés ; naguère il se promettait de porter la guerre au sein de notre patrie. . . . . . Aujourd'hui, défait, épouvanté, il fuit en désordre. Déjà mon avant-garde a passé l'Inn ; avant un mois nous serons à Vienne.

» Au quartier-général de Ratisbonne, le 24 avril 1809. »

La délivrance de la Bavière fut célébrée à Munich, le 23 et le 24 avril, par des fêtes et des réjouissances ; et, le 25, la rentrée du roi dans sa capitale offrit le spectacle le plus attendrissant, par les marques de respect et d'attachement, et par les vives et bruyantes acclamations avec lesquelles les fidèles Bavarois

accueillirent le retour de leur souverain. Une foule immense, ivre de joie et de bonheur, l'accompagna jusque dans ses appartemens, en le comblant de bénédictions, et en baisant respectueusement ses mains et ses habits.

Cependant l'armée autrichienne, entièrement divisée, n'ayant ni plan, ni ordre, ni ensemble, se retirait en désordre. L'un de ses corps épars s'était jeté dans le Tyrol, sous le commandement du général Jellachich, qui, par les proclamations les plus pressantes et par les promesses les plus flatteuses, cherchait à soulever les montagnards de ces contrées, afin de pouvoir, avec leur secours, opposer une barrière aux incursions des troupes françaises et confédérées. Le général bavarois de Wrede fut bientôt chargé d'aller réprimer ces tentatives, et de poursuivre à toute outrance ce corps autrichien. Arrivé à Lauffen, le 28 avril, il y rencontra l'arrière-garde ennemie, à qui il enleva ses bagages et fit bon nombre de prisonniers : la colonne entière eût été probablement prise ou détruite, si elle ne s'était hâtée de passer la rivière de la Salza, et de brûler le pont pour arrêter la marche des Bavarois.

Le duc de Dantzick dirigeait en même temps sa marche sur Wanesburg et Altenmarck, où il arriva le 28. De son côté, le duc d'Istrie se portait sur Burghausen, et postait une avant-garde sur la rive droite de l'Inn, tandis que le duc de Montebello ar-

rivait à Burghausen. Le général Bertrand ayant fait rétablir le pont qui avait été brûlé, toute l'armée put passer le 30, et se porter aussitôt sur l'autre rive.

On aurait lieu de s'étonner sans doute d'une marche aussi rapide, et du peu de résistance qu'opposait l'armée autrichienne, bien supérieure en nombre, si l'on ne faisait attention qu'une partie des corps qui la composaient provenait de nouvelles levées, dont la plupart, sans tactique et sans expérience militaire, ne pouvaient supporter même les regards de ces vieux soldats français, blanchis sous les armes, et accoutumés depuis longues années à se faire un jeu du pénible métier de la guerre. Pour prouver jusqu'à quel point les milices autrichiennes étaient incapables de se mesurer avec leurs adversaires, il suffira de savoir qu'un chef d'escadron français, nommé Margaron, à la tête de cinquante chasseurs, fit mettre bas les armes à un bataillon de mille hommes, faisant partie de la landwert. Quels succès pouvait-on espérer avec de pareilles troupes? Sans doute il est bon d'avoir des armées nombreuses; mais il est encore bien plus important de pouvoir compter sur des hommes disposés à se battre, et incapables de lâcher pied devant des forces inférieures.

Le 29, le général de Wrede put continuer sa route avec sa division. A trois lieues en avant de Salzbourg, sur la route de Lauffen, il trouva les avant-

postes autrichiens. Ils furent aussitôt chargés avec intrépidité, et poursuivis l'épée dans les reins jusque dans la ville de Salzbourg, où ils entrèrent pêle-mêle avec eux. Le corps autrichien fut très maltraité, et obligé de se sauver dans le plus grand désordre, laissant au pouvoir du vainqueur des magasins considérables.

Ried et Braunau étaient au pouvoir des Français le 1er mai, et fournissaient, par leurs magasins considérables, de précieuses ressources : en marchant dans cette direction, le général Oudinot fit prisonnier tout un bataillon fort de mille hommes, qui, sans artillerie et sans cavalerie, ne put opposer aucune résistance, se voyant enveloppé de tous côtés.

Le duc de Dantzick, arrivé avec ses troupes à Salzbourg le 30 avril, fit marcher à l'instant une brigade sur Kufstein, et une autre sur Rastadt, dans la direction des routes d'Italie : son avant-garde ayant rencontré le corps autrichien sous les ordres du général Jellachich, le força dans la position de Colling.

Sur ces entrefaites, le maréchal Masséna dirigeait sa marche sur Sharding, où il arriva le 1er mai. L'adjudant-commandant Trenqualye, commandant l'avant-garde de la division Saint-Cyr, rencontra à Riedau, sur la route de Neumarck, l'avant-garde autrichienne. Aussitôt les troupes françaises et confédérées fondirent sur l'ennemi, et le poursuivirent jusqu'à Neumarck, lui détruisant quatre à cinq cents

hommes, qui furent tués ou faits prisonniers. Le maréchal, poursuivant sa marche, arriva le 3 mai à Lintz. Là, se trouvaient en avant de la Traun trente-cinq mille Autrichiens formés des débris des corps de l'archiduc Louis et du général Hiller, qui avaient fait leur jonction avec une réserve de grenadiers, et tout ce qu'on avait pu recruter de milices dans le pays. Leur projet était de s'opposer à la marche des Français; mais, se voyant menacés d'être tournés par le maréchal Lasnes, ils se portèrent précipitamment sur Ebersberg, dans l'intention d'y passer la rivière. Le duc d'Istrie et le général Oudinot, s'étant dirigés sur ce point, firent aussitôt leur jonction avec le duc de Rivoli. L'arrière-garde autrichienne fut rencontrée en avant d'Ebersberg. Les intrépides tirailleurs poursuivirent vigoureusement l'ennemi, qui passait le pont, et culbutèrent dans la rivière les canons, les chariots, et huit à neuf cents hommes. Profitant du désordre qu'il avaient mis dans les rangs, ils s'emparèrent de la ville, où ils firent prisonniers trois à quatre mille hommes chargés de sa défense. Les Autrichiens avaient cru, au moyen de cette garnison, arrêter quelque temps les Français, et avoir le temps nécessaire pour faire des dispositions défensives qui pussent comprimer l'audace et l'intrépidité de leurs adversaires; mais l'ardeur prodigieuse des tirailleurs français avait déjoué ce calcul. Le général Claparède suivait ces bataillons, qui

faisaient partie de sa division ; il déboucha rapidement sur Ebersberg, où il trouva trente mille Autrichiens qui occupaient une superbe position. Au même instant, le maréchal duc d'Istrie passa le pont avec sa cavalerie pour soutenir cette division, et le duc de Rivoli se disposa à appuyer son avant-garde de tout son corps d'armée.

Ces divers mouvemens exécutés avec autant de précision que de rapidité mettaient dans un péril imminent l'armée autrichienne; et ces faibles débris de corps découragés par des défaites continuelles, étaient perdus sans ressource, si, dans cet extrême danger, l'ennemi n'avait pris le parti désespéré de mettre le feu à la ville. Construite tout en bois, elle fut bientôt entièrement embrasée : en un instant l'incendie se propagea partout, et ses rapides progrès s'étendirent même jusqu'aux premières travées du pont, qu'on eut beaucoup de peine à conserver. Cet expédient, aussi impossible à prévoir qu'à empêcher, trompa tous les calculs, déjoua toutes les combinaisons : cavalerie, infanterie, rien ne put déboucher; et la division Claparède, forte à peine de sept mille hommes, seule, et n'ayant que quatre pièces de canon, se trouva forcée de lutter contre trente mille hommes.

Aussitôt que les Autrichiens furent convaincus que la division Claparède était livrée à elle-même, sans pouvoir établir aucune communication, ils re-

vinrent de cet état d'incertitude et de crainte où ils se trouvaient d'abord, et prirent une attitude offensive et menaçante. Ne pouvant se persuader qu'une poignée d'hommes fût en état de leur résister, ils se regardaient déjà comme certains de prendre ou de détruire ces braves, qu'une circonstance extraordinaire avait mis dans la position la plus critique. Ils attaquèrent donc avec vigueur cette intrépide division, qui les reçut avec le plus grand sang-froid et la baïonnette croisée : trois fois ils revinrent à la charge, et trois fois ils furent repoussés et obligés de se replier devant cette barrière de fer, qui les glaçait d'épouvante et de terreur.

Enfin, après trois heures de travail opiniâtre, on parvint à détourner les flammes et à ouvrir un passage. Aussitôt le général Legrand, à la tête du 25e d'infanterie légère et du 18e de ligne, se porta sur le château, qui était occupé par huit cents hommes : les sapeurs enfoncèrent les portes, et l'incendie ayant gagné le château, tout ce qu'il renfermait périt au milieu des flammes. Cette colonne marcha de suite au secours de la division Claparède : le général Durosnel, arrivé par la rive droite avec mille cavaliers, se joignit à ses camarades pour fondre sur l'ennemi, qui, craignant d'être dé-débordé, s'enfuit en toute hâte, abandonnant ce champ de bataille où l'audace et la valeur avaient si glorieusement triomphé de ses vains efforts. Les di-

visions Nansouty et Molitor accoururent en même temps, au bruit de ces événemens, croyant que leur présence était nécessaire pour dégager la division Claparède. Assailli sur tous les points par les différens corps français qui manœuvraient sur lui dans toutes les directions, l'ennemi précipita sa marche rétrograde, arriva la nuit à Enns, brûla le pont, et continua sa fuite sur la route de Vienne.

Malgré les circonstances graves qui avaient si fortement contrarié les mouvemens des troupes françaises, cette affaire fut néanmoins très funeste aux Autrichiens, qui perdirent quatre pièces de canon, douze drapeaux, et douze mille hommes, dont sept mille cinq cents prisonniers.

Pendant ces événemens, le maréchal Bernadotte, à la tête du neuvième corps, composé en grande partie de Saxons, longeait toute la Bohême, portant partout l'inquiétude et la terreur des armes françaises dans les états de la maison d'Autriche. Afin d'arrêter tous ces mouvemens de milices et de landwerts, qui, sans être redoutables, auraient pu néanmoins compromettre des corps isolés, il fit faire un désarmement général dans toutes les contrées ennemies qu'il parcourut.

Pour réparer ses pertes journalières et se renforcer au besoin, Napoléon fit aussi, vers cette époque, former une armée d'observation dite de l'Elbe, dont le commandement fut confié au duc de Valmy, qui

compta bientôt soixante mille hommes sous ses ordres.

Cependant l'armée, poursuivant sa marche victorieuse, se dirigeait sur Vienne. Déjà, le 6 mai, le maréchal Lasnes était arrivé à Molk, tandis que le maréchal Masséna entrait à Amstetten, et le maréchal Davoust à Lintz. Inquiets de ces mouvemens, l'archiduc Louis et le général Hiller, n'osant exposer à une lutte trop inégale les débris de leurs troupes, aussi découragées qu'affaiblies, s'étaient retirés le 7 de Saint-Polten, se dirigeant, partie sur Vienne, partie sur le Danube, du côté de Crems et Mantern.

Le 8 mai, l'armée française occupa la belle position de Saint-Polten, que les Autrichiens venaient d'abandonner, et le grand quartier-général y fut établi.

Afin de mettre à couvert les frontières de la Bavière, la maréchal Lefebvre avait été détaché de Salzbourg sur Inspruck, pour prendre à revers les diverses colonnes autrichiennes qui se trouvaient dans le Tyrol, et les contenir dans tous les mouvemens offensifs auxquels elles tenteraient de se porter. Cette manœuvre avait également pour but d'empêcher la réunion de ces corps avec l'armée autrichienne qui se trouvait en Italie, et qui, par leur jonction, auraient pu compromettre les opérations du prince Eugène, chargé de défendre des lieux si chers aux Français par les glorieux souvenirs qu'ils rappellent.

Dispersée sur tous les points, vaincue partout, l'armée autrichienne n'opposait plus aucune résistance à

l'armée française. Sans défense et presque sans espoir, Vienne était menacée pour la seconde fois de tomber sous la domination ennemie. A la nouvelle des désastres qui avaient signalé cette malheureuse campagne, l'épouvante et la consternation s'emparèrent de tous les habitans de cette ville. La confusion y fut à son comble lorsqu'on apprit la marche rapide des Français. On avait caché, le plus long-temps possible, la véritable situation des affaires ; on avait même cherché à accréditer des bruits de victoires et de triomphes : mais enfin le danger était devenu si imminent, que le gouvernement se vit contraint d'annoncer lui-même la crise à laquelle on était exposé. Bientôt les mesures défensives que l'on fut obligé de prendre répandirent l'alarme et la désolation dans toutes les familles, qui appréhendaient les suites terribles d'un siége et toutes les horreurs auxquelles pouvait être livrée une ville prise d'assaut. Le désespoir se peignait sur toutes les figures ; et toute cette cité offrait le spectacle d'un morne silence et d'un abattement universel.

N'éprouvant plus aucun obstacle dans sa marche, l'armée française ne tarda pas à se présenter aux portes de Vienne. Le 10 mai, dès le matin, le maréchal Lasnes parut à la tête de son corps sous les murs de cette capitale. Dès le 5, le jeune archiduc Maximilien en avait pris le commandement, et s'était disposé à employer les moyens les plus vigoureux

pour repousser les attaques des Français. Tous les retranchemens qui environnent la capitale avaient été armés; on avait en outre construit des redoutes, et l'on travaillait continuellement à des camps retranchés, afin de défendre la ville jusqu'à la dernière extrémité.

Les faubourgs immenses de Vienne étaient loin de partager l'ardeur belliqueuse qu'on cherchait à exciter dans le cœur de ses habitans : aussi les vit-on accourir en foule au-devant de l'armée française. D'après un accueil aussi amical, les généraux Conroux et Tharreau crurent pouvoir sans danger traverser les faubourgs, et se diriger jusque vers l'esplanade qui les sépare de la cité. Arrivée vers ce point, la troupe fut assaillie par une vive fusillade au moment où elle débouchait. L'archiduc Maximilien avait sous ses ordres dix bataillons de troupes de ligne et dix bataillons de landwert. Il avait invité vainement tous les habitans de la capitale à s'inscrire pour sa défense; pénétrés des graves dangers auxquels une semblable résolution exposerait leur existence et leurs propriétés, les prudens Viennois ne répondirent point à cet appel. La garnison ne comptait donc au plus que quinze mille hommes, et se trouvait insuffisante pour une pareille entreprise: défendre Vienne avec d'aussi faibles moyens, c'était l'exposer à une ruine certaine.

Le duc de Montebello envoya l'un de ses aides-de-

camp au prince gouverneur pour lui remettre une sommation. Ce parlementaire, contre les droits et les usages de la guerre, fut assailli par une centaine de ces hommes dangereux qui, n'ayant rien à perdre, exposent souvent par leurs excès une population entière aux plus affreux désastres. Aussitôt les hostilités commencèrent, et Vienne présenta le pénible spectacle d'une ville qui, forcée de se défendre, était dans la cruelle nécessité de diriger ses armes contre ses propres concitoyens, et d'ajouter ainsi au fléau de la guerre étrangère les horreurs d'une guerre civile.

Pour faire cesser une lutte si douloureuse, et qui pouvait avoir les plus terribles conséquences, une députation des huit faubourgs fut chargée par Napoléon de se rendre dans la cité, à l'effet de remettre au prince Maximilien une dépêche contenant une nouvelle sommation dans les termes les plus péremptoires et les plus expressifs. Les députés avaient en outre reçu la recommandation de représenter à l'archiduc que, s'il continuait à faire tirer sur les faubourgs, la ville serait attaquée par des batteries formidables, qui en moins de trente-six heures consommeraient sa ruine, et que, dans cette funeste circonstance, la maison d'Autriche aurait à redouter les effets de la haine et de l'indignation des malheureux habitans, sacrifiés sans utilité et d'une manière si cruelle.

La députation entra dans la ville, le 11, sur les

dix heures du matin; et sa présence et les explications qu'elle dut donner furent loin de ralentir les mesures des assiégés, car le feu des remparts reprit avec une nouvelle vigueur.

Voyant s'évanouir tout espoir de conciliation, et voulant à tout prix vaincre une résistance à laquelle il ne s'était point attendu, Napoléon donna ordre au duc de Rivoli de se porter sur le bras du Danube qui sépare la promenade du *Prater* des faubourgs, et de faire occuper par deux compagnies de voltigeurs un petit pavillon qui était situé sur la rive gauche, afin de protéger la construction d'un pont. Aussitôt l'on attaqua le bataillon de grenadiers chargés de la défense de ce poste : pressée par les voltigeurs, criblée en même temps par la mitraille de quinze pièces d'artillerie, cette troupe ne put résister, et fut forcée de se retirer précipitamment. Le même jour, à neuf heures du soir, tous les travaux étaient achevés, et une batterie de vingt obusiers, construite par les généraux Bertrand et Navelet à cent toises de la place, commença le bombardement. En moins de quatre heures, dix-huit cents obus furent lancés; et bientôt la ville entière parut tout en flammes. Quel affreux et pénible spectacle! qu'on se représente Vienne, avec ses rues resserrées, ses maisons à huit ou neuf étages, une population considérable renfermée dans une enceinte des plus étroites, des femmes, des enfans, des vieillards errant tumultueusement au milieu

de la nuit pour se soustraire aux ravages d'un incendie qui les presse sur tous les points et marche sur leurs pas.

Au milieu de cette horrible scène, l'archiduc Maximilien, bravant tous les dangers, n'avait d'autre pensée que celle de se défendre jusqu'à la dernière extrémité. Sentant toute l'importance du poste du pavillon dont les Français s'étaient emparés, il fit marcher à une heure du matin deux bataillons en colonne serrée, avec ordre de faire tous leurs efforts pour reprendre cette position, qui protégeait la construction du pont. Mais leur tentative échoua complètement : les deux compagnies de voltigeurs qui occupaient le pavillon, qu'on avait crénelé, reçurent l'ennemi à bout portant; leur feu meurtrier, et surtout celui des quinze pièces d'artillerie qui étaient en batterie sur la rive droite, détruisirent une grande partie de la colonne autrichienne, dont les débris épouvantés se sauvèrent précipitamment et dans le plus grand désordre.

Cependant le terrible bombardement continuait ses ravages, et un corps de troupes françaises passait en même temps le Danube pour couper toute retraite à la garnison de Vienne. A la vue d'un péril aussi imminent, et au milieu des désastres les plus affligeans, l'archiduc Maximilien se vit contraint de cesser une résistance qui ne pouvait lui offrir désormais que des dangers sans gloire comme sans utilité :

il se hâta de repasser les ponts, et de se soustraire aux Français, dans les mains desquels il craignait de tomber.

Après la retraite de ce prince, le général Oreilly se trouva investi du commandement. Le premier soin de ce guerrier, aussi sage qu'expérimenté, fut d'envoyer, le 12 mai, à la pointe du jour, un officier aux avant-postes français, pour prévenir que toutes les hostilités allaient cesser de son côté, et qu'une députation partirait incessamment pour assurer et garantir une pleine et entière soumission. En effet, peu de temps après, les personnages les plus marquans de la ville se présentèrent à Schœnbrunn, auprès de Napoléon, qui, après avoir reçu l'assurance de la soumission de Vienne, leur promit de traiter cette capitale avec les mêmes égards et les mêmes ménagemens qu'en 1805. Le lieutenant-général autrichien chargé du gouvernement de la ville ne tarda pas à envoyer des commissaires pour traiter de la capitulation de la place, qui fut signée dans la soirée du 12 mai; et, le 13 au matin, les grenadiers du corps d'Oudinot entrèrent dans Vienne.

A la suite de ce mémorable événement, Napoléon fit publier la proclamation suivante :

« Soldats,

» Un mois après que l'ennemi passa l'Inn, au

même jour, à la même heure, nous sommes entrés dans Vienne.

» Ses landwerts, ses levées en masse, ses remparts créés par la rage impuissante des princes de la maison de Lorraine, n'ont pu soutenir vos regards. Les princes de cette maison ont abandonné leur capitale, non comme des soldats d'honneur qui cèdent aux circonstances et aux revers de la guerre, mais comme des parjures que poursuivent leurs propres remords. En fuyant de Vienne, leurs adieux à ses habitans ont été le meurtre et l'incendie : comme Médée, ils ont de leur propre main égorgé leurs enfans.

» Le peuple de Vienne, selon l'expression de la députation de ses faubourgs, délaissé, abandonné, veuf, sera l'objet de vos égards. J'en prends les bons habitans sous ma spéciale protection. Quant aux hommes turbulens et méchans, j'en ferai une justice exemplaire.

» Soldats! soyons bons pour les pauvres paysans, pour ce bon peuple qui a tant de droits à notre estime. Ne conservons aucun orgueil de nos succès; voyons-y une preuve de cette justice divine qui punit l'ingrat et le parjure.

» Schœnbrunn, le 13 mai 1809. »

Le lendemain de la capitulation de Vienne, Napoléon fit proclamer l'ordre suivant.

« Art. Ier. La milice dite landwert est dissoute.

» II. Une amnistie générale est accordée à tous ceux de ladite milice qui se retireront dans leurs foyers dans le délai de quinze jours au plus tard, après l'entrée de nos troupes dans les pays auxquels ils appartiennent.

» III. Faute par les officiers de rentrer dans ledit délai, leurs maisons seront brûlées, leurs meubles et leurs propriétés confisqués.

» IV. Les villages qui ont fourni des hommes à la landwert sont tenus de les rappeler, et de livrer les armes qui leur ont été remises.

» V. Les commandans des diverses provinces sont chargés de prendre les mesures pour l'exécution du présent ordre. »

En se préparant secrètement à la guerre, l'Autriche avait fait les plus grands efforts pour maîtriser la fortune et la rendre favorable à sa cause, toute la monarchie semblait en quelque sorte s'être mise sous les armes; jamais il n'avait été donné d'impulsion ni plus forte ni plus universelle. Tandis que de nombreuses armées étaient destinées à envahir la Bavière et les autres états confédérés, et à couvrir par de fortes réserves les provinces héréditaires, de nombreux émissaires répandus dans le Tyrol cherchaient à soulever le peuple de ces contrées et à les intéresser à la querelle de l'Autriche. L'archiduc Jean, ayant sous ses ordres une armée considérable, cherchait à surprendre les troupes françaises d'Italie, croyant

pouvoir profiter de leur sécurité pour s'emparer des points les plus importans, et pour combattre avec avantage des troupes éparpillées qui n'avaient pu se réunir encore pour former leurs masses et concentrer leurs opérations.

L'ouverture de la campagne, dirigée par l'archiduc Jean, fut d'abord couronnée de quelques succès, et l'armée française fut obligée de repasser la Livenza et la Piave, ne pouvant soutenir la lutte contre un ennemi trop supérieur en forces, tant que ses différens corps ne seraient pas réunis. Plusieurs villes importantes, et notamment Vicence, Trieste et Padoue, tombèrent donc d'abord au pouvoir des Autrichiens.

Fier d'un succès éphémère, l'archiduc Jean se regarda dès-lors comme vainqueur, et s'imagina qu'il suffisait de surprendre momentanément les Français pour leur dicter des lois et leur faire des propositions qui outragent à la fois le courage et l'honneur.

Le duc de Raguse avait été chargé du commandement d'un corps de troupes dans la Dalmatie, pour défendre ces contrées de toute invasion de la part des Autrichiens et seconder en même temps les opérations de l'armée d'Italie. Après ce début brillant, qui avait entièrement exalté l'imagination de l'archiduc d'Autriche, ce prince, aveuglé par une lueur de prospérité, crut pouvoir écrire la lettre suivante à ce général.

« Monsieur le duc,

» Le bruit des victoires remportées par mes armées sera sans doute parvenu jusqu'à vous. Six jours de combats consécutifs ont poussé l'armée française des bords de l'Isonzo au-delà de la Piave. Mon avant-garde a passé ce fleuve, et ne trouve d'autre obstacle à combattre que celui de dix mille hommes prisonniers à conduire, de l'artillerie et des chariots immenses qui couvrent les chemins. Le peuple du Tyrol s'est soulevé à l'approche des troupes autrichiennes, et a désarmé le corps bavarois répandu dans le pays. Enfin, de tout côtés, les plus brillans succès ont couronné nos efforts. Ces avantages et l'assurance que l'armée que j'ai devant moi n'a plus de nouvelles réserves à me présenter m'ont mis dans le cas de disposer d'une forte colonne, que je vais diriger sur la Dalmatie. Dans cet état de choses, des hostilités de votre part seraient sans but; le sang qu'elles coûteraient, inutilement versé, serait dès-lors perdu pour la gloire. C'est donc, monsieur le duc, dans les vues de votre propre intérêt, autant que par le désir de diminuer les maux de la guerre, que je viens vous demander de mettre bas les armes avec le corps que vous commandez. Des conditions honorables, telles que les méritent la réputation de vos troupes, ainsi que le haut rang que vous occupez, vous seront accordées. Mon intention est de venir au secours de

l'humanité, et non point d'humilier des braves.

» J'espère donc, monsieur le duc, que vous répondrez d'une manière satisfaisante à l'ouverture que je viens de vous faire, et je désire vivement que vous me procuriez bientôt l'occasion de vous témoigner personnellement l'estime et la considération avec lesquels je suis, etc.

» Au quartier-général de Conegliano, le 17 avril 1809.

» *Signé*, Jean, archiduc d'Autriche. »

Le général français était loin de s'attendre sans doute à une missive de ce genre; et le prince autrichien aurait dû savoir, par expérience, qu'il était difficile de vaincre les Français, et encore plus de leur faire mettre bas les armes sans combattre. Le maréchal Marmont aurait manqué à la dignité du caractère français s'il se fût abaissé à faire une réponse quelconque à une proposition aussi injurieuse que ridicule : aussi se contenta-t-il, pour toute réponse, en attendant le signal des combats, de réunir son armée, et de faire toutes les dispositions convenables pour rappeler aux Autrichiens que les Français savaient vaincre et non capituler.

Le 27 avril, toutes les troupes étaient réunies devant Kuin. Les Autrichiens ayant paru près des lignes françaises, plusieurs escarmouches eurent lieu, et partout les tentatives de l'ennemi furent repoussées

avec autant d'intrépidité que de succès. Dans la haute et dans la basse Zermagna, il y eut quelques engagemens sérieux, où les Autrichiens, quoique supérieurs en nombre, furent battus et forcés de se replier. Après avoir culbuté tout ce qui s'opposait à sa marche, le duc de Raguse réunit tout son corps aux environs de Zara, prêt à se mettre en mouvement pour opérer de concert avec l'armée d'Italie.

Cependant le prince Eugène, après avoir concentré ses troupes, avait pris la belle position de Caldero et de l'Adige, d'où il pouvait observer tous les mouvemens de l'ennemi. Il attendait dans une attitude respectable la première occasion qui se présenterait de prendre une revanche glorieuse, pour se mettre en mesure d'attaquer avec avantage un ennemi qui n'avait obtenu quelques légers succès que par le nombre et la surprise, en rompant tout-à-coup la trève, sans aucune déclaration de guerre préalable : il faisait venir à marches forcées de la Toscane une division d'excellentes troupes, forte de dix mille hommes.

Bientôt l'archiduc Jean, qui prétendait être le libérateur de l'Italie, se vit contraint de marcher au secours de Vienne; opération bien plus urgente que celle de promener inutilement une armée en Italie, tandis que les états heréditaires étaient envahis par les Français. Le 30 avril, il commença sa retraite, regrettant amèrement les lauriers qu'il s'était flatté de cueillir sur cette terre déjà si célèbre, et où il avait

espéré d'attacher à son nom de glorieux souvenirs.

Du haut de Caldero, le jeune et intrépide vice-roi suivait tous les mouvemens de son adversaire, prêt à le faire repentir de sa téméraire audace, et à le faire rétrograder sur les provinces autrichiennes. Déjà le 25, la division qu'il attendait de la Toscane était arrivée; toutes les troupes françaises réunies attendaient avec impatience l'occasion de se signaler sous les yeux de ce héros, qui, dès ses premiers pas dans la carrière militaire, avait marqué son rang parmi les capitaines les plus habiles et les plus braves dont la France pût s'honorer.

Aussitôt que ce jeune guerrier s'aperçut que l'archiduc Jean battait en retraite, il fondit sur lui avec la rapidité de l'éclair. Dès la première journée, il atteignit son arrière-garde, à qui il fit six cents prisonniers, après lui avoir tué beaucoup de monde. Vicence, Trévise et Padoue ne tardèrent pas à recevoir les Français dans leurs murs, et les Autrichiens, poursuivis avec vigueur, repassèrent en toute hâte la Brenta, laissant onze cents hommes au pouvoir de leurs adversaires, qui les forcaient à précipiter leur retraite, les harcelant sans cesse, et ne leur donnant pas un instant de repos. Cependant, bien supérieure par le nombre aux troupes françaises, l'armée autrichienne frémissait de se voir poussée l'épée dans les reins, et inquiétée de la manière la plus pénible. Furieuse des pertes continuelles que lui faisait éprou-

ver la vive poursuite des Français, elle crut devoir prendre une position avantageuse pour ralentir cette ardeur funeste, cette fougue cruelle qui l'affaiblissaient et la tourmentaient à chaque instant. Elle se mit donc en bataille au-delà de la Piave, ayant adossé sa gauche à des montagnes, et appuyé sa droite à la route de Conegliano. Le prince Eugène, qui brûlait de fournir à ses troupes l'occasion de signaler leur valeur et leur intrépidité, saisit du premier coup-d'œil le défaut d'une pareille disposition; il forma aussitôt une avant-garde de cinq mille voltigeurs, qu'il fit soutenir par sa cavalerie, forte de dix mille hommes, passa la Piave le 8 mai, et, par cette marche, déborda l'ennemi entre la mer et le chemin de Conegliano. Surprise par ce mouvement imprévu, l'armée ennemie fut attaquée, et mise dans le plus grand désordre. Elle ne tint presque point contre l'audace des tirailleurs français, vigoureusement secondés par l'impétueuse ardeur de la cavalerie, qui, chargeant avec un ordre et un ensemble admirables, mit l'ennemi dans une déroute épouvantable. La mêlée fut si terrible et la charge si brusque, que plusieurs généraux autrichiens furent tués au milieu de leurs troupes, et le général commandant l'artillerie fait prisonnier, sans que la canonnade pût arrêter un seul instant les braves qui avaient juré de vaincre. Seize pièces de canon attelées, trente caissons et quatre mille prisonniers furent les fruits de cette mémorable journée,

où près de six mille Autrichiens restèrent en outre sur le champ de bataille.

Le prince Eugène, non moins actif qu'intrépide, accéléra sa marche, afin de profiter de la victoire ; il se dirigea à grands pas sur le Tagliamento, dans l'espoir de se mesurer de nouveau avec l'ennemi ; et il l'atteignit à Facile, au moment où il cherchait à établir des redoutes pour couvrir sa retraite et pour gagner du temps ; il le força à continuer sa fuite, et détruisit les travaux qu'il avait à peine commencés.

L'ardeur des troupes françaises semblait s'accroître chaque jour ; la victoire guidait leurs pas et les délassait de leurs fatigues. Après une marche forcée et pénible, les soldats volaient au combat avec autant de vitesse que s'ils fussent sortis de leurs cantonnemens. Déjà le 11 toute l'armée avait passé le Tagliamento ; et, sur les trois heures de l'après-midi, elle joignit les Autrichiens à Saint-Daniel. Le général Giulay était posté sur les hauteurs avec plusieurs régimens d'infanterie, une nombreuse cavalerie, et quelques pièces d'artillerie qu'on avait mises en batterie. Le prince Jean s'y trouvait en personne, résolu à défendre cette position jusqu'à la dernière extrémité, afin de ralentir la poursuite des Français, et de donner ainsi le temps aux autres corps de l'armée de défiler sans danger dans la longue vallée de la Fella ; mais toutes ces précautions, tous ces calculs vinrent échouer devant l'ardeur opiniâtre des

Français. Cette position, que l'on regardait comme formidable, fut enlevée à la première attaque; les Autrichiens, chassés de toutes les hauteurs, furent culbutés et jetés dans le plus grand désordre. Les Français se mirent à leur poursuite, et la nuit même ne put les arrêter. A minuit l'avant-garde prit position sur la Ledra. Dans cette affaire, quoiqu'elle ne fût que partielle, les Autrichiens eurent environ deux mille cinq cents hommes hors de combat, dont quinze cents faits prisonniers, avec un drapeau.

La marche rapide des vainqueurs donnait à peine à l'ennemi le temps de se reconnaître : pressé vivement sur tous les points, cerné de tous côtés par une nuée de tirailleurs et de cavalerie légère, il se vit forcé d'abandonner à Udine tous ses magasins, ses pontons, et un grand nombre de voitures chargées d'équipages. Le général Grouchy, chargé du commandement de la cavalerie, poussa ainsi les Autrichiens au-delà de l'Isonzo, et leur enleva, outre les bagages, environ huit cents hommes, tandis que le colonel Giflenga, à la tête de deux escadrons, culbutait à Gemmona un corps nombreux, qu'il eu. l'audace de charger : malgré son extrême infériorité, il lui prit un drapeau, et huit cents hommes tombèrent entre ses mains.

Après ces glorieux événemens, les Français poursuivirent les Autrichiens, qui, harcelés sans cesse dans leur marche et découragés par les défaites con-

tinuelles qu'ils avaient éprouvées, n'osaient plus tenter le sort des armes. Ils attendaient avec impatience le moment où ils pourraient, sous la protection de quelque fort ou de quelque position respectable, se délasser de tant de fatigues en se préservant des dangers dont ils étaient environnés. Après avoir passé la Prella, ils firent donc brûler tous les ponts, et se fortifièrent ensuite dans le fort de Malborghetto, ainsi que sur le mont Prédel. Là ils espéraient enfin jouir de quelque repos, et arrêter par tous ces obstacles un ennemi aussi actif qu'entreprenant. Vain espoir ! toutes ces difficultés furent bientôt surmontées. La Prella fut franchie en quelques heures, et les positions de Malborghetto furent habilement tournées, ainsi que le mont Prédel. On défila en partie sous le feu du fort, sans perdre un seul homme, tandis que le gros de l'armée s'avançait par les vallées de Roccolana et de Dogna. Bientôt l'ennemi fut rencontré au bourg de Tarvis, qui fut emporté au pas de charge.

Le 17 mai, le fort Malborghetto fut canonné pendant quatre ou cinq heures, et l'assaut fut ensuite ordonné. En une demi-heure, toutes les palissades furent assaillies et franchies à la fois, et l'ennemi chassé jusque dans ses derniers retranchemens. Rien ne put arrêter l'ardeur des Français : le fort fut emporté. Ce brillant succès ne coûta pas aux Français plus de cent hommes mis hors de combat.

Le même jour, et immédiatement après la prise du fort, le prince Eugène se porta rapidement sur Tarvis, où l'attendait une nouvelle victoire. Les Autrichiens s'étaient établis de l'autre côté du vallon étroit et profond où coule la Schiltza. Ils occupaient avec cinq régimens de ligne et plusieurs bataillons de Croates une double ligne de redoutes élevées les unes au-dessus des autres, et garnies de vingt-cinq pièces d'artillerie. Sur leurs derrières, on apercevait une nombreuse cavalerie, attendant en bon ordre l'occasion de charger les premiers corps qui seraient ébranlés par le feu des batteries. Les généraux Giulay et Frimont commandaient ces corps.

Cette attitude menaçante n'en imposa point à l'audace et à la bravoure françaises : l'avant-garde, soutenue par les brigades Abbé et Valentin, attaqua de front, tandis que la division Fontanelli se précipitait sur la gauche de l'ennemi. Cette courageuse division, qui n'avait pas encore son artillerie, ne fut pas arrêtée un seul instant par le feu meurtrier des batteries autrichiennes. Plus puissant que le canon, le terrible pas de charge culbuta en un clin-d'œil tout ce qui se présenta sous la baïonnette des Français. La gauche de l'ennemi s'enfuit dans le plus grand désordre, et entraîna avec elle les autres corps, vivement pressés par les adversaires qu'ils avaient sur leur front. La déroute fut complète; un grand nombre de morts restèrent sur le champ de

bataille ; trois mille hommes et dix-sept pièces de canon restèrent au pouvoir des vainqueurs.

Cependant l'artillerie française, ainsi que la division Serras, se trouvaient retardées dans leur marche par le fort de Prédel, qu'on avait momentanément négligé pour attaquer les principales forces autrichiennes avant qu'elles eussent eu le temps de se fortifier. Aussitôt le vice-roi ordonna au major Grenier de se porter avec trois bataillons et deux pièces de canon dans la vallée de Raïbell, pour attaquer le fort par derrière, tandis que le Général Serras, prévenu de ce mouvement, l'attaquerait de front. Ces deux mouvemens furent dirigés et exécutés avec une rapidité si extraordinaire, qu'en un quart-d'heure le fort fut enlevé : tout ce qui était dans les palissades fut massacré, et périt victime d'une vaine résistance.

L'armée française continua ensuite sa marche sans éprouver aucun obstacle jusqu'à Goritz, où, après avoir passé l'Isonzo, le général Macdonald, commandant l'aile droite, culbuta un corps d'Autrichiens qui voulait l'empêcher de s'avancer au-delà de Goritz. La division Broussier, qui faisait partie du même commandement, força également l'ennemi devant Prerald, et le contraignit à se retirer précipitamment sur Layback. La division Lamarque, qui marchait par les routes de Podvel et de Poderay, ne fut pas moins heureuse dans ses opérations : partout elle triompha par son courage des efforts de l'ennemi, malgré

l'avantage que lui assuraient pour sa défense les gorges de montagnes dont ces contrées se trouvent entrecoupées. Bientôt le général Boursier fit sommer les forts de Frevald, qui, n'osant lutter contre les mesures menaçantes dont ils voyaient les apprêts, consentirent de suite à capituler. Deux mille hommes mirent ainsi bas les armes, laissant à la discrétion des Français, quinze pièces de canon et des magasins considérables de munitions de guerre et de bouche.

Cette capitulation avait été signée le 20. Le 21 les forts de Layback furent reconnus et investis. Le 22, le général Macdonald chargea le général Lamarque de l'attaque de gauche, et le général Boursier de celle de droite; il disposa en même temps sa cavalerie de manière à couper toute retraite à l'ennemi. A l'aspect de ces vigoureuses dispositions, les généraux Giulay et Zach, chargés du commandement des forts, se sauvèrent avec quelque centaines d'hommes qui leur servaient d'escorte. Les troupes, ainsi livrées à elles-mêmes, demandèrent le même soir à capituler : quatre mille hommes mirent bas les armes. On trouva, soit dans les forts, soit dans le camp retranché, soixante-cinq bouches à feu, quatre drapeaux, huit mille fusils, et des magasins considérables. Le résultat de ces brillantes affaires fut dû en grande partie à l'habileté que déploya le général Macdonald dans la direction de toutes les opérations de l'aile droite de l'armée.

Arrivés à Koitelfelds, les Français rencontrèrent un corps de troupes autrichiennes formant environ huit mille hommes, qui provenaient des débris du corps du général Jellachich, échappés par le Tyrol aux poursuites de l'armée d'Allemagne, et auquel s'étaient joints divers bataillons venant de l'intérieur. Cette colonne se dirigeait sur Léoben. Aussitôt le général Serras eut ordre de précipiter sa marche, afin de le devancer vers la position de l'embranchement de la route. Le 25 au matin, l'avant-garde de ce général rencontra l'ennemi, qui commençait à déboucher par la route de Mautern. Les Autrichiens, se voyant menacés, se formèrent aussitôt sur la belle position de Saint-Michel, appuyant leur droite à des montagnes escarpées, la gauche à la mer, et le centre occupant un plateau d'un accès très-difficile. Ainsi posté, l'ennemi eût été difficile à tourner : le général Serras reçut donc l'ordre d'attaquer de front avec une brigade de sa division et une autre brigade de la division Durutte, commandée, par le général Valentin. En arrière de sa ligne se trouvaient placés les 6e et 9e de chasseurs à cheval, commandés par les colonels Triaire et Delacroix, aides-de-camp du vice-roi. Le général Durutte était en réserve avec le reste de sa division. Toutes les dispositions étant terminées, vers les deux heures, l'attaque commença sur toute la ligne, avec cette impétuosité qui caractérise particulièrement les soldats français. Les manœuvres furent exécutées

sur tous les points avec le plus grand ensemble : l'ennemi fut partout culbuté, et contraint à se replier en désordre, malgré tous les avantages d'une excellente position. Le plateau, qui présentait de grandes difficultés, fut également emporté : l'intrépidité des troupes françaises mit en déroute tous les corps autrichiens, qui, poursuivis aussitôt par la cavalerie, éprouvèrent des pertes énormes. Environ deux mille hommes furent mis hors de combat, et quatre mille forcés de se rendre prisonniers pour échapper à une mort certaine. Le général Jellachich, serré de très près, eut beaucoup de peine à se sauver avec deux autres généraux, sous l'escorte de soixante dragons, s'enfuyant avec leur chef à toute bride. Six cents hommes furent en outre pris à Léoben, le soir même, à l'arrivée de l'armée. Ainsi fut détruit le reste du corps du général Jellachich, à l'exception de cinq à six cents fuyards, qui grimpèrent sur les montagnes, après avoir jeté leurs armes.

On remarque dans cette affaire un trait d'audace des plus brillans, qui annonce autant de présence d'esprit que de courage. Un lieutenant du 102e, nommé Bourgeois, à la tête seulement de quatre chasseurs à cheval et de huit hommes d'infanterie, ayant en tête six cents Autrichiens, osa les charger. Aussi surpris qu'effrayés de cette hardiesse, ces soldats, craignant d'engager le combat, consentirent à mettre bas les armes et à se rendre prisonniers. Ces

sortes d'actions n'ont pas besoin d'apologie ; elles se recommandent d'elles-mêmes à l'admiration.

De 26 mai, l'armée d'Italie, arrivé à Bruck, après avoir détruit ou chassé devant elle toutes les troupes autrichiennes, fit sa jonction avec le général Lauriston, commandant un corps en Allemagne. Elle avait ainsi glorieusement rempli sa tâche, et concouru par son courage et la hardiesse de ses opérations, aux grands résultats qui couronnèrent les efforts de la grande armée.

L'Autriche, en reprenant les armes, avait non-seulement formé le projet de récupérer sa prépondérance en Allemagne, en détruisant le faisceau de la confédération du Rhin, mais encore elle s'était flattée d'arracher à la domination française toutes les contrées qu'elle lui avait enlevées. Les événemens ne tardèrent pas à prouver que le cabinet de Vienne s'était bercé d'illusions trompeuses, et qu'en opérant sur trop de points à la fois et à de trop grandes distances, il avait mis à découvert le cœur de la monarchie, et préparé de cette manière les triomphes de son ennemi. En Pologne comme en Italie, les succès de l'Autriche furent de courte durée ; et tandis que sa capitale tombait au pouvoir des Français, que ses armées, battues dans toutes les rencontres, fuyaient devant un ennemi redoutable, de légers avantages ne pouvaient ni balancer ni compenser des revers aussi funestes que décisifs. Nous avons vu la

retraite forcée du prince Jean. Le sort de l'armée dirigée par l'archiduc Ferdinand dans la Pologne devait être le même par les mêmes circonstances et les mêmes motifs.

Le précis des événemens militaires qui se sont passés à cette époque sur les bords de la Vistule suffira pour justifier cette assertion.

Le 16 avril, l'archiduc Ferdinand entra sur le territoire du grand-duché, et fit aussitôt publier la proclamation suivante :

» Habitans du duché de Varsovie,

» J'entre les armes à la main sur votre territoire, mais nullement comme votre ennemi ; c'est vous qui déterminerez par votre conduite l'usage des forces militaires que je commande. Je viens vous protéger ou vous combattre ; c'est à vous à choisir.

» Je vous déclare que S. M. l'empereur d'Autriche ne fait la guerre qu'à l'empereur Napoléon, et que nous sommes les amis de tous ceux qui ne défendent pas sa cause.

» Nous combattons l'empereur Napoléon parce que nous trouvons dans la guerre une sûreté que nous avons inutilement espérée d'une paix qui toujours a facilité ses vues ambitieuses ; nous lui faisons la guerre parce que chaque jour augmente le nombre de ses usurpations, qu'il semble vouloir réduire en système politique ; nous lui faisons la guerre,

parce que ses forces, augmentées de toutes celles des peuples qu'il subjugue, et qu'il avilit jusqu'au point d'en faire les aveugles instrumens de son despotisme, menacent notre indépendance et nos propriétés ; parce qu'enfin nous voulons, en assurant notre propre existence, en rendre une à ceux qui l'on perdue, et, en réintégrant chacun dans les droits qui lui ont été enlevés, rétablir l'ordre en Europe, et lui donner le repos qu'elle sollicite.

» Mais pourquoi dire les raisons que nous avons de faire la guerre à l'empereur Napoléon? le monde entier les connaît. L'Allemagne, l'Italie, le Portugal, l'Espagne, cette alliée toujours fidèle de la France, tous attestent et sentent les motifs qui nous font prendre les armes.

» C'est à vous en particulier que je m'adresse, à vous, habitans du duché de Varsovie ; et, je vous le demande, jouissez-vous du bonheur qui vous a été promis ? Votre sang qui a coulé sous les murs de Madrid a-t-il coulé pour vos intérêts ? Répondez. Qu'ont de commun le Tage et la Vistule? Et la valeur de vos soldats a-t-elle servi à rendre votre destinée plus heureuse? Leur courage a mérité des éloges ; mais, ne vous y méprenez pas, ces éloges, pour être justes et mérités, n'en sont pas moins trompeurs. L'empereur Napoléon a besoin de vos troupes pour lui, et non pour vous. Vous faites le sacrifice de vos propriétés et de vos soldats à des intérêts qui, loin d'être

les vôtres, leur sont entièrement opposés ; et, dans ce moment, vous êtes, comme ses alliés, livrés sans défense à la supériorité de nos armes, tandis que l'élite de vos troupes arrosent de leur sang les terres de la Castille et de l'Aragon.

» Habitans du duché de Varsovie, je vous le répète, nous ne sommes point vos ennemis ; ne livrez donc pas, pour une défense inutile, votre pays à toutes les rigueurs de la guerre ; car je vous déclare que si vous résistez, je vous traiterai d'après tous les droits que donne la guerre.

» Si, au contraire, fidèles à vos véritables intérêts, vous me recevez en ami, S. M. l'empereur d'Autriche vous prend sous sa protection spéciale, et je n'exigerai de vous que les objets nécessaires à la sûreté de mes armes et à la subsistance de mon armée. »

Les motifs contenus dans cette proclamation, aussi adroite qu'énergique, sont de toute évidence ; mais ils auraient eu bien plus de force, si la Pologne avait pu voir dans l'empereur d'Autriche un libérateur désintéressé : ce n'est pas un protecteur, ou plutôt un changement de domination que désirait le peuple polonais ; c'est son indépendance, après laquelle il soupirait vainement depuis ce funeste démembrement auquel l'Autriche avait pris une part si active.

Le 19, le prince Ferdinand fit attaquer les trou-

pes polonaises en avant de Salceute. Le prince Poniatowski, malgré l'immense disproportion de ses forces, fortement secondé par l'intrépide valeur des braves Polonais, repoussa trois fois l'ennemi, et resta maître du champ de bataille; mais la faiblesse de ses ressources rendait évidemment dangeureuse la lutte dans laquelle il se trouvait engagé. En homme aussi sage qu'habile, il se replia donc pendant la nuit sur Varsovie.

L'archiduc Ferdinand, étonné de cette belle et glorieuse résistance, sentit dès-lors toute la difficulté de son entreprise. Il fit donc proposer une entrevue au général polonais, à l'effet de prendre des arrangemens pour la neutralité de Varsovie, espérant, par ce moyen, priver les Polonais des ressources que pouvait leur procurer cette capitale. De son côté, le prince Poniatowski, craignant d'exposer cette intéressante cité à de funestes désastres, s'empressa, par ces puissantes considérations, de conclure d'abord un armistice de vingt-quatre heures, pendant lequel on fit une convention qui, en neutralisant Varsovie, conservait à l'armée polonaise les belles positions de la droite de la Vistule, et les places importantes de Praga, Sicrock et Modlin.

Malgré l'infériorité de ses forces, le prince polonais, forcé en quelque sorte par l'ardeur de ses troupes, manœuvra le 25 sur la rive gauche, où il attaqua sur tous les points l'ennemi, à qui il fit sept cents

prisonniers, après lui avoir mis un grand nombre d'hommes hors de combat. Les Polonais, comptant pour rien le nombre, et convaincus que l'audace et la bravoure peuvent suppléer à tout, revinrent à la charge, jaloux de cueillir de nouveaux lauriers.

Le 3 mai, à deux heures du matin, ils attaquèrent, la tête de pont que les Autrichiens avaient fait construire à Gora. Dignes émules des Français, ils chargèrent à la baïonnette, culbutèrent tout ce qui s'opposa à leur audace, prirent deux drapeaux, trois pièces de canon, et emmenèrent deux mille prisonniers. L'attaque fut si impétueuse, le succès si rapide, que le lieutenant-général autrichien Schaurot, qui commandait, eut à peine le temps de se sauver dans une nacelle. Cette victoire rendit l'armée polonaise entièrement maîtresse de la rive droite de la Vistule. Habile à profiter des circonstances, le prince Poniatowski fit aussitôt ses dispositions pour entrer en Gallicie : ses mesures furent couronnées du plus heureux succès; et, par ses manœuvres hardies, ce brave guerrier parvint à occuper, presque sans coup férir, les cercles de Stanislavow, de Salce et de Biaha.

Cependant le général polonais n'avait pas de forces suffisantes pour dégager Varsovie du voisinage des Autrichiens; et c'eût été compromettre sa petite armée que de la faire opérer sur une ligne qui présentait de grands obstacles; mais la nouvelle des victoires

de l'armée française en Allemagne parvint bientôt jusque sur les bords de la Vistule, et l'enthousiasme se communiqua avec la rapidité de l'éclair dans toutes les contrées du grand-duché.

Dans cet état de choses, le prince Ferdinand aurait couru de grands dangers, se trouvant en butte à l'exaltation d'un peuple aussi avide de gloire que passionné pour son indépendance, si tout-à-coup il n'eût reçu l'ordre de rétrograder pour venir au secours de Vienne, alors vivement menacé par les Français. Ainsi fut terminée cette incursion de l'Autriche, qui aurait peut-être plus utilement employé ses troupes en les faisant concourir à sa propre défense qu'en les éparpillant ainsi sur des points éloignés, dans un moment où elle avait à lutter contre l'ennemi le plus redoutable.

BATAILLE DE WAGRAM,

Le 7 juillet 1809.

—

Pendant que Bonaparte, négligeant de poursuivre l'armée autrichienne, avait dirigé toutes ses vues sur la prise de Vienne, à laquelle il attachait peut-être trop d'importance, le prince Charles ralliait les différens corps épars, et concentrait toutes les forces de la monarchie pour faire un puissant et dernier effort contre cet ennemi qui avait déjà porté la terreur et l'épouvante dans tous les états héréditaires. Il avait en conséquence rappelé l'armée d'Italie, celle de Pologne, afin d'agir sur le point essentiel avec des masses imposantes qui pussent au moins balancer les destins et arrêter les progrès effrayans des Français. Le

cabinet de Vienne se trouvait ainsi forcé, par l'empire des circonstances, à adopter un plan qu'une sage prévoyance aurait dû lui inspirer dès le principe.

Le prince Charles, avec cette noble constance et ce généreux dévouement qui ne font pas moins d'honneur que son génie à son grand caractère, s'appliquait sans relâche à préparer tous les élémens qui pouvaient arrêter la monarchie sur le bord du précipice, et à rallier enfin la victoire sous ses drapeaux. Par ses soins, les cadres de l'armée, qui présentaient des vides effrayans, furent promptement remplis; de nombreuses milices vinrent doubler ses rangs; et, soit par ses mesures, soit par cette haute confiance qu'inspiraient tout à la fois ses talens et son dévouement, la confiance, l'ardeur et le courage prirent la place de l'abattement, du désespoir et du découragement le plus funeste. Napoléon, de son côté, ne s'endormait point sur ses lauriers. Pendant que l'armée prenait quelque repos dans Vienne, et que les différens corps se ralliaient, il passait de fréquentes revues, accordait avec profusion des récompenses pour stimuler l'ardeur et électriser de plus en plus le courage de ses braves. Il préparait en même temps tout ce qui était nécessaire pour l'importante opération du passage du Danube. Il fit bientôt jeter un pont sur ce fleuve, vis-à-vis le village d'Ebersdorf, à deux lieues au-dessous de Vienne, et un second sur le dernier bras du Danube, entre Gross-As-

pern et Esling. Ces travaux furent terminés en quarante-huit heures, du 18 au 20 mai.

L'armée française avait alors la position suivante :

Les corps des maréchaux Masséna et Lasnes, ainsi que les grenadiers du général Oudinotet toute la garde étaient à Vienne. Le corps du maréchal Davoust était réparti entre Vienne et Saint-Polten. Le prince de Ponte-Corvo se trouvait à Lintz, à la tête des Saxons et des Würtembergeois, ayant une réserve à Passau. Le maréchal Lefebvre dirigeait les Bavarois réunis, soit à Salzbourg, soit à Inspruck.

Aussitôt que les travaux furent terminés, on se décida à se porter sur la rive gauche. Le colonel Sainte-Croix, aide-de-camp du maréchal Masséna, passa le premier à l'aide d'un bateau. La division de cavalerie légère du général Lasalle, ainsi que les divisions Molitor et Boudet, prirent dans la nuit la même direction.

Le 21, Napoléon, accompagné des maréchaux Berthier, Lasnes et Masséna, alla reconnaître la position de la rive gauche, et disposa de suite son champ de bataille, la droite au village d'Essling, et la gauche à celui de Gross-Aspern. Ces deux positions furent occupées sur-le-champ.

Cependant l'armée autrichienne faisait ses dispositions pour attaquer les troupes françaises, et pour les inquiéter dans le passage du fleuve. Le même jour, sur les quatre heures après midi, elle se déploya,

montrant le dessein de culbuter leur avant-garde et de la précipiter dans le Danube. Le maréchal Masséna se trouva le premier aux prises, ayant en tête le corps du général Bellegarde. Il fit manœuvrer avec une rare habileté les divisions Molitor et Legrand, qui, par leur bravoure et leur intrépidité, déjouèrent tous les projets de l'ennemi. Ce fut en vain que les Autrichiens revinrent avec fureur plusieurs fois à la charge, ces valeureuses divisions repoussèrent toutes leurs tentatives, et ne se laissèrent ni ébranler ni entamer. Le maréchal Lasnes défendait en même temps le village d'Essling, tandis que le duc d'Istrie, à la tête de la cavalerie légère et de la division des cuirassiers Espagne, couvrait la plaine pour protéger Enzersdorf.

L'affaire fut aussi vive que meurtrière. Les Autrichiens firent manœuvrer dans cette attaque deux cents pièces de canon, et déployèrent environ quatre-vingt-dix mille hommes. Au plus fort de l'action, les cuirassiers Espagne chargèrent à plusieurs reprises deux carrés d'infanterie, et parvinrent, à force d'audace et d'intrépidité, à enlever quatorze pièces de canon. Dans cette mêlée, le général Espagne, chargeant vaillamment à la tête de sa division, fut tué par un boulet. Le combat dura jusqu'à huit heures du soir, où les Autrichiens, après avoir combattu avec l'acharnement le plus opiniâtre, se retirèrent, laissant les Français entièrement maîtres du champ de bataille.

Pendant la nuit, le corps du général Oudinot, la division Saint-Hilaire, deux brigades de cavalerie légère et le train d'artillerie passèrent les ponts.

Le lendemain 22, à quatre du matin, le combat recommença avec une nouvelle fureur. Le passage d'un fleuve comme le Danube, en présence d'une armée ennemie aussi nombreuse, était une opération non moins hardie que périlleuse. Furieux d'avoir échoué dans leur première tentative, les Autrichiens se précipitèrent sur les Français avec une ardeur extraordinaire. Ils attaquèrent d'abord le maréchal Masséna, dans le dessein de reprendre sur lui la position dont il s'était emparé la veille. Ils firent des efforts inouis pour le chasser du village; mais, inébranlables dans leur position, les troupes qu'il commandait repoussèrent avec vigueur les attaques réitérées de l'ennemi. Peu accoutumé à se tenir sur la défensive, l'intrépide maréchal attaqua les Autrichiens à son tour, et fondant avec impétuosité sur les corps autrichiens, étonnés de cette brillante audace, il les culbuta, et les mit en déroute. Dans cette attaque, le général Legrand se fit remarquer par le sang-froid imperturbable avec lequel il exécuta les manœuvres savantes commandées par le maréchal.

Espérant empêcher les Français de s'établir, et les déconcerter par une attaque simultanée sur tous les points, le général Boudet se trouva en même temps engagé au village d'Essling. Le duc de Montébello

dirigeait les troupes chargées de défendre ce poste important. Il s'aperçut bientôt que l'ennemi, occupant un trop grand espace de droite à gauche, avait considérablement dégarni son centre; il conçut alors le projet de percer cette partie trop affaiblie, afin de disloquer par cette manœuvre l'armée autrichienne, et d'écraser avec plus d'avantage les troupes qui se trouveraient les plus avancées. Ce valeureux guerrier n'hésite point à se mettre lui-même à la tête de l'attaque; il connaît, par une glorieuse expérience, toute l'influence que peut produire un noble exemple. Le général Oudinot, ce digne chef des grenadiers, est à sa gauche; l'habile Saint-Hilaire est au centre, flanqué à la droite par l'intrépide Boudet. Ces dispositions ne tardèrent pas à produire l'effet désiré. Électrisés par cette bouillante impétuosité qui distinguait éminemment le maréchal Lasnes, ces corps d'élite présentent une attitude terrible et menaçante. Cette colonne s'ébranle; elle se précipite sur l'ennemi avec un ensemble et une précision qui ne peuvent être comparés qu'à son audace: le centre des troupes autrichiennes peut à peine soutenir les regards de la redoutable phalange; en un clin-d'œil tout est culbuté; tout cède à ce torrent irrésistible formé par l'intrépidité d'une troupe invincible. Déjà l'épouvante se met dans les rangs ennemis: ils fuient effrayés, n'osant s'exposer plus long-temps aux coups terribles de leurs adversaires. C'en est fait de l'armée

autrichienne; elle va être écrasée par tous ces corps réunis qui se précipitent sur ses pas, brûlant d'impatience et d'ardeur.... Mais tout-à-coup la fortune change; les ponts qui avaient été construits pour la communication et le passage de l'une à l'autre rive, sont rompus. Le Danube a vu subitement grossir ses eaux, et un grand nombre de gros arbres et de radeaux sont venus briser un ouvrage fragile qui n'a pu résister à des secousses violentes. Tous les parcs de réserve, ainsi que la grosse cavalerie, en grande partie, et le corps entier du maréchal Davoust, se trouvèrent ainsi retenus sur l'autre rive, et isolés de l'armée. Dans ce funeste contre-temps, il fallut arrêter ce mouvement en avant, pour ne pas s'engager inconsidérément dans la poursuite d'un ennemi qui pouvait disposer de toute son artillerie et de toutes les munitions de guerre, tandis que l'armée française se trouvait, par ce cruel événement, dépourvue de tous ces objets essentiels.

Le duc de Montébello fut chargé de garder le champ de bataille, et de prendre position, en appuyant sa gauche à un rideau qui couvrait le duc de Rivoli, et en prolongeant sa droite jusqu'à Essling.

Le prince Charles, étonné de cette hésitation dans les mouvemens de l'armée française, dans une circonstance où des succès décisifs devaient lui assurer l'offensive la plus redoutable, devina sans peine que quelque événement majeur l'arrêtait dans ses entre-

prises. Aussitôt il fit ses dispositions pour profiter de l'heureuse occasion que semblait lui offrir la fortune pour arracher aux Français la victoire qui, peu d'instans auparavant, leur était assurée. Depuis neuf heures du matin jusqu'à sept heures du soir, il fit manœuvrer deux cents pièces d'artillerie, espérant, par son feu terrible, cribler et culbuter les troupes françaises : électrisée par sa présence, encouragée par l'avantage immense de combattre contre des troupes qui n'avaient presque ni artillerie ni munitions à leur opposer, l'armée autrichienne déploya sous les regards de ce prince une ardeur et un acharnement presque sans exemple; trois fois les villages d'Essling et de Gross-Aspern furent attaqués avec une espèce de fureur, et trois fois la redoutable baïonnette des Français couvrit la terre de cadavres autrichiens. Ce fut en vain qu'après avoir vu ses soldats effrayés du carnage épouvantable auquel ils étaient exposés, le prince Charles déploya toute la réserve pour enlever des positions si vaillamment défendues; l'inébranlable fermeté des fusiliers culbuta ces derniers corps autrichiens, rendit impuissans tous leurs efforts, et détruisit ainsi toutes les espérances de l'ennemi.

Dans ces diverses attaques, sept cents Hongrois, qui étaient parvenus à se loger dans le cimetière d'Essling, furent massacrés par une colonne qui marchait sous les ordres du général Gros. Tous les corps français, dans cette lutte pénible et difficile, rivali-

sèrent de courage et d'intrépidité. Il n'y eut pas jusqu'aux tirailleurs du général Curial qui, dans cette célèbre journée, où ils faisaient leurs premières armes, ne montrassent autant de vigueur que de résolution. Mais le corps qui excita plus particulièrement l'admiration, et répandit en même temps la terreur dans les rangs autrichiens, c'est cette phalange immortelle connue sous le nom de *vieille garde*. Placée en troisième ligne sous les ordres du général Dorsenne, elle semblait former un mur d'airain que toute l'armée autrichienne n'aurait pu ébranler : son attitude imposante, son air martial, son admirable sang-froid et son étonnante habileté dans toutes les manoeuvres, la rendaient l'effroi de tous les corps autrichiens qui osaient l'approcher.

Dans cette affreuse boucherie, les deux armées firent des pertes énormes; et si les Français arrachèrent la victoire, ils la payèrent chèrement.

Plusieurs officiers du plus grand mérite furent grièvement blessés, et une perte bien douloureuse contrista toute l'armée française. Un boulet atteignit le duc de Montébello au milieu de la mêlée : on le crut mort sur le coup même; néanmoins, revenu à lui peu d'instans après, il sentit tout le danger de sa position, et pressentit sa fin prochaine. Ses adieux furent des plus touchans, et dignes des sentimens d'un guerrier qui ne respirait que pour la gloire et le triomphe de sa patrie : il supporta avec un sang-

froid admirable l'amputation qu'on fut obligé de lui faire, et à laquelle il ne survécut que peu de jours. Il succomba le 31 mai 1809.

Les Français avaient à la vérité vaincu à Essling les troupes autrichiennes, malgré l'événement inattendu de la rupture des ponts sur le Danube : mais ce fleuve indomptable leur présentait encore des obstacles bien difficiles à surmonter ; les eaux, grossissant sans cesse, faisaient appréhender de nouvelles catastrophes. Pour courir moins de périls, Napoléon jugea donc à propos de faire repasser à l'armée le petit bras de la rive gauche, et de lui faire prendre position dans l'île d'Inder-Lobau, avec la précaution de garder fortement les têtes de pont. Cette opération fut effectuée dès le lendemain de la bataille, le 23 mai. On eut le soin d'approvisionner l'île d'une grande quantité de vivres, afin qu'en cas d'événement, les troupes n'éprouvassent aucune privation.

Malgré la rapidité du fleuve, on travailla néanmoins sans relâche au rétablissement des ponts. Ce travail nécessitait de grandes précautions pour lutter contre l'élévation et la force du courant. Deux journées entières furent employées pour terminer ces importans travaux ; et le 25, à la pointe du jour, on put enfin transporter sur la rive droite les blessés, les caissons vides, et tout ce qui exigeait ou un renouvellement ou des soins particuliers.

La construction des ponts était terminée, mais cela

ne suffisait pas; on pensa, avec raison, qu'on ne pouvait compter sur leur solidité qu'en plantant, en avant des lignes, des pilotis, auxquels on pût amarrer une grande chaîne de fer qui se trouvait à l'arsenal. Au moyen de ces mesures et des fortifications qu'on fit sur la rive gauche, on se crut assuré de pouvoir manœuvrer avec sûreté sur les deux rives.

Témoins de tous ces travaux, les Autrichiens sentirent combien il était important d'en arrêter les progrès, et de profiter de l'impétuosité du courant pour les détruire : ils détachèrent donc plusieurs usines, qui, poussées avec force par les eaux du fleuve alors débordé, vinrent briser les ponts avant qu'on eût achevé les pilotis et amarré la grande chaîne de fer. Il fallut recommencer de nouveau une construction qui était indispensable pour les opérations ultérieures. Enfin, malgré tous les obstacles, on parvint, dans les premiers jours de juin, à terminer une entreprise contre laquelle n'avaient cessé de conspirer des résistances presque insurmontables.

Pendant que l'armée française était forcée de ralentir sa marche victorieuse, les Autrichiens profitaient de cette espèce de trève pour se rallier et se renforcer. L'archiduc Jean, à la tête de l'armée qu'il avait ramenée d'Italie, s'était réuni dans la Hongrie à l'archiduc palatin : ces deux corps, avec les réserves des places fortes de la Hongrie, et douze à quinze mille hommes de l'insurrection hongroise, tant in-

fanterie que cavalerie, pouvaient former environ cinquante mille combattans.

Le prince Eugène, qui, depuis l'affaire brillante de la Piave, n'avait cessé de poursuivre l'archiduc Jean, épiait tous ses mouvemens pour en venir à une bataille décisive; l'occasion ne tarda pas à se présenter. Parti de Neustadt, le 5 juin, le vice-roi se porta successivement à OEdenbourg en Hongrie, à Guun, à Sarvar, à Vasvar, et au pont de Merre sur Papa. Il culbuta sur tous les points les corps qu'il rencontra, et les força à se replier jusqu'à Raab.

Le 12, l'armée française, en débouchant par le pont de Merre, aperçut d'une hauteur toute l'armée ennemie qui se rangeait en bataille. L'archiduc Jean après avoir fait sa jonction avec les autres corps dont nous avons fait mention, avait pris position sur de belles hauteurs, la droite appuyée à Raab, ville fortifiée, et la gauche sur la route de Comorn, autre place forte de la Hongrie. Malgré cette position redoutable, le prince Eugène n'hésita point à attaquer avec trente-cinq mille hommes une armée forte de cinquante mille. L'ardeur des troupes françaises allait jusqu'à l'exaltation : tous les soldats poussèrent des cris de joie en voyant l'armée ennemie rangée sur trois lignes, et qui du haut de ses hauteurs, qui lui servaient de remparts, semblait braver le courage de ses vainqueurs. Le 14, à onze heures du matin, le vice-roi rangea son armée en bataille : il plaça la

cavalerie du général Montbrun, la brigade du général Colbert, et la cavalerie du général Grouchy sur sa droite; le corps du général Grenier formait deux échelons en avant; une division italienne, commandée par le général Baraguay-d'Hilliers, formait un troisième échelon; et la division du général Puthod fut mise en réserve. Le général Lauriston, à la tête du corps d'observation, soutenu par le général Sahuc, formant l'extrême gauche, observait la place de Raab.

La canonnade fut engagée sur les deux heures après midi; à trois heures, on en était venu aux mains jusqu'au troisième échelon. La fusillade s'anima par degrés, et devint bientôt des plus vives : la première ligne de l'ennemi put à peine tenir quelques instans, mais la seconde arrêta l'impétuosité du premier échelon, qui resta en échec jusqu'à ce qu'il fût renforcé. La lutte devint alors plus terrible; et l'ennemi, ne pouvant bientôt plus résister, fut entièrement culbuté. Ce fut en vain que sa réserve, l'ayant remplacé, voulut défendre sa position, le vice-roi, qui ne perdait de vue aucun des mouvemens des Autrichiens, marcha de son côté avec sa réserve : son audace, son sang-froid et son exemple eurent bientôt semé partout l'épouvante; la belle position de l'ennemi fut enlevée, et la victoire se décida entièrement pour les Français. La cavalerie se mit aussitôt à poursuivre ces corps disséminés qui

fuyaient en pleine déroute ; mais un étroit défilé opposa un obstacle invincible à ses mouvemens, et sauva ainsi d'une entière destruction les troupes autrichiennes. Malgré cette contrariété, trois mille hommes furent faits prisonniers, un nombre égal resta sur le champ de bataille ; Généraux, officiers et soldats, tous prirent part à la mêlée, jaloux de se distinguer sous les yeux de ce jeune prince, qui, chargeant lui-même à la tête des troupes, eut ses quatre aides-de-camp blessés en combattant à côté de lui.

Les travaux dirigés par le général Bertrand avaient enfin dompté entièrement le Danube ; mais les retards qu'ils avaient occasionnés dans les opérations de l'armée française avaient procuré aux Autrichiens les moyens et le temps nécessaires pour réunir et réorganiser leurs troupes. Au commencement de la campagne, leurs forces s'élevaient à près de quatre cent mille hommes. D'après les désastres continuels éprouvés sur les divers théâtres de la guerre, on peut évaluer qu'il ne restait au plus que cent cinquante mille combattans, tout compris, de neuf corps d'armée qui, dans le principe, comptaient chacun quarante mille hommes. Sentant la nécessité de faire un grand et dernier effort, toutes les troupes avaient été concentrées près du Danube, et recrutées par tous les moyens possibles : toutes les réserves avaient eu ordre de marcher. On avait fait des levées dans la Hongrie et la Moravie ; les landwerts de toutes les

provinces avaient été requises; la cavalerie s'était remontée par des réquisitions dans tous les cercles; les attelages d'artillerie de campagne avaient été triplés par des levées considérables de chevaux et de charrettes en Bohême, en Moravie et en Hongrie.

Ces immenses préparatifs, qui avaient extraordinairement accru les forces autrichiennes, n'avaient pas encore paru suffisans pour assurer des chances favorables. Les généraux autrichiens avaient établi des ouvrages de campagne dont la droite était appuyée à Gross-Aspern et la gauche à Enzersdorf. Ces villages, ainsi que celui d'Essling et les intervalles qui les séparaient, étaient couverts de redoutes palissadées, fraisées et armées de plus de cent cinquante pièces de canon de position, tirées des places de la Bohême et de la Moravie : l'armée, forte au moins de deux cent mille hommes, était en outre appuyée par une artillerie de huit à neuf cents pièces de campagne.

De son côté, l'armée française avait réuni tous ses corps : l'armée d'Italie, celle de la Dalmatie avaient fait leur jonction; les troupes d'observation et de réserve étaient venues prendre rang dans la grande armée. La force morale des soldats français était doublée par les victoires continuelles qu'ils avaient remportées : aussi l'ardeur était-elle extrême dans tous les rangs; et il eût été difficile de les contenir,

n'étant séparés de l'armée ennemie que par un canal de trois ou quatre cents toises.

Cependant, comment oser attaquer des ouvrages si puissamment défendus, et soutenus par une armée qui, sur une ligne immense, présentait un front formidable? Ne valait-il pas mieux jeter de nouveaux ponts sur le Danube, quelques lieues plus bas, et rendre ainsi inutiles ces terribles retranchemens préparés avec tant de soin par l'ennemi? Mais, dans ce dernier cas, on avait à craindre les graves inconvéniens qui déjà avaient failli être si funestes à l'armée. D'ailleurs, pouvait-on mettre ces nouveaux ponts à l'abri des moyens destructeurs qu'emploieraient les généraux autrichiens?

En s'arrêtant au plan qu'il avait suivi, le prince Charles avait calculé toutes ces difficultés; et il était persuadé qu'il était à peu près impossible qu'on le dépostât de la position centrale qu'il avait prise, et au moyen de laquelle il couvrait la Bohême, la Moravie, et une partie de la Hongrie. Dans cette situation, il avait encore l'avantage d'empêcher les arrivages des choses les plus nécessaires à la ville de Vienne, occupée par les Français, parce qu'il était maître d'une rive du Danube. Ce problème difficile ne tarda pas à se résoudre.

Tout-à-coup, le 1er juillet, le grand quartier-général des Français fut porté à l'île Lobau. Une petite île, qui dominait Enzersdorf, avait été armée de dix

mortiers et de vingt pièces de dix - huit ; une autre avait été également armée de six pièces de position de douze et de quatre mortiers. Entre ces deux îles on avait établi une troisième batterie, égale en force à la première, et qui battait aussi Enzersdorf. Toutes ces pièces de position avaient le même but ; elles devaient, par leurs feux croisés, raser en deux heures de temps la petite ville d'Enzersdorf, en chasser l'ennemi, et en détruire tous les ouvrages. Sur la droite, une autre île, appelée Alexandre, armée de quatre mortiers, de dix pièces de douze, et de douze pièces de six de position, avaient pour but de battre la plaine et de protéger le ploiement et le déploiement des ponts construits par les Français.

Le 2, un aide-de-camp du maréchal Masséna passa, à la tête de cinq cents voltigeurs, dans l'île du Moulin, dont il s'empara. Cette île fut armée de suite, et on la joignit au continent par un petit pont qui communiquait à la rive gauche. On construisit ensuite une petite flèche en avant. Bientôt les redoutes élevées par les Autrichiens à Essling parurent inquiètes de ces préparatifs, ne doutant pas que ce ne fût une première batterie que l'on voulait faire agir contre elles : elles tirèrent donc avec la plus grande activité. Le but que l'on s'était proposé se trouva ainsi rempli ; car les Français avaient cherché à attirer l'attention de l'ennemi sur ce point, pour lui cacher le véritable dessein qu'on avait formé.

Le 4, à dix heures du soir, le général Oudinot fit embarquer sur le grand bras du Danube quinze cents voltigeurs, commandés par le général Conroux. Dix chaloupes canonnières, dirigées par le colonel Baste, les convoyèrent et les débarquèrent au-delà de l'île de Lobau. Les batteries ennemies furent aussitôt écrasées, et les Autrichiens chassés des bois jusqu'au village de Muhllauten.

A onze heures, les batteries dirigées contre Enzersdorf eurent ordre de commencer leur feu. Les obus eurent bientôt brûlé cette infortunée petite ville; et, en moins de demi-heure, les batteries ennemies furent forcées de se taire.

Cependant le directeur des équipages de pont et l'ingénieur de la marine avaient préparé dans le bras de l'île Alexandre un pont de quatre-vingts toises, d'une seule pièce, et cinq gros bacs. Le pont, d'une seule pièce, le premier de cette espèce qui eût été construit jusqu'à ce jour, fut placé en moins de cinq minutes, et l'infanterie y passa au pas accéléré. En même temps, le colonel Sainte-Croix, aide-de-camp du maréchal Masséna, se jeta dans des barques avec deux mille cinq cents hommes, et parvint à débarquer sur l'autre rive. Un pont de bateaux fut également jeté en une heure et demie par le capitaine Bazelle, tandis que le capitaine Paycrimoffe en jetait un de radeaux en deux heures.

Ainsi, sur les deux heures après minuit, l'armée

avait quatre ponts ; elle avait débouché à quinze cents toises au-dessous d'Enzersdorf, sa gauche protégée par les batteries, tandis que la droite se dirigeait sur Vittau. La gauche avait été confiée au maréchal Masséna ; le général Oudinot dirigeait le centre, et le maréchal Davoust avait été placé à la droite. Les divers corps commandés par le vice-roi, le prince de Ponte-Corvo et le duc de Raguse ainsi que la garde et les cuirassiers, formaient la seconde ligne et les réserves. Une obscurité profonde, un orage violent et une pluie des plus abondantes rendaient cette nuit aussi affreuse qu'elle était propice aux opérations de l'armée française.

Le 5, aux premiers rayons du soleil, toutes les troupes se trouvaient en bataille sur l'extrémité de la gauche de l'ennemi, après avoir tourné tous ses camps retranchés, rendu inutiles tous ses ouvrages, obligé les Autrichiens à sortir de leurs positions, et à venir livrer bataille, non sur le théâtre qu'ils avaient choisi et disposé, mais sur les lieux où les Français avaient jugé convenable de se porter : ainsi, sans courir de nouvelles chances pour le passage du Danube, sans se servir des ouvrages qu'on avait construits, on avait trouvé le moyen de forcer l'ennemi à se battre à trois quarts de lieue de ses redoutes.

A huit heures du matin, les batteries qui tiraient sur Enzersdorf avaient produit un tel effet, que, craignant de compromettre leurs troupes, les Au-

trichiens se bornèrent à laisser dans cette ville une force insuffisante de quatre bataillons. L'aide-de-camp du maréchal Masséna se dirigea sur ce point, s'empara de la ville presque sans coup férir, et fit prisonnier tout ce qui s'y trouvait. Le général Oudinot cerna en même temps le château de Sachsengang, qui avait été fortifié, força les neuf cents hommes qui le défendaient à capituler, et prit douze pièces de canon. Après ces heureux événemens, l'armée française put se déployer tout entière dans l'immense plaine d'Enzersdorf.

Étonné de ces grands résultats, l'ennemi parut d'abord frappé de surprise; il ne pouvait concevoir cette singulière combinaison, qui semblait avoir transporté, comme par enchantement, l'armée française derrière son camp retranché, sans qu'aucune des précautions qu'il avait prises eût porté le moindre obstacle à cette marche, qui le confondait. Cherchant néanmoins à ressaisir quelques avantages dans ce champ de bataille dessiné par des adversaires, il détacha plusieurs colonnes d'infanterie, un grand nombre de pièces d'artillerie et toute sa cavalerie, pour tenter de déborder la droite de l'armée française. Tous ces corps furent mis en marche pour occuper le village de Rutzendorf.

Aussitôt l'ordre fut donné d'enlever ce village et de déjouer les projets de l'ennemi. Le général Oudinot, ayant sa droite couverte par le maréchal Davoust,

manœuvra sur ce point, se dirigeant avec rapidité sur le quartier-général du prince Charles, en marchant constamment de droite à gauche. Ce mouvement hardi obtint les plus heureux résultats. Depuis midi jusqu'à neuf heures du soir, les troupes françaises opérèrent dans cette immense plaine de manière à occuper successivement tous les villages : les camps retranchés de l'ennemi tombaient ainsi d'eux-mêmes au fur et à mesure que les corps français se montraient à leur hauteur. Un travail immense, qui avait occupé près de quarante jours toute l'armée autrichienne, tomba ainsi en quelques instans au pouvoir des Français, sans qu'ils se fussent exposés au feu meurtrier qu'ils semblaient ne pouvoir éviter, et qui devait nécessairement les écraser. Ce mouvement général était si habilement concerté, qu'il se fit presque sans aucune résistance, tant il avait déconcerté les plans des Autrichiens. Le village de Raschdorf fut le seul où l'ennemi osa tenter quelques efforts pour arrêter la marche des troupes françaises; mais ce fut inutilement, les braves Saxons attaquèrent et enlevèrent tout à la fois cette position : effrayée par le feu terrible de l'artillerie qui l'écrasait, la colonne autrichienne fut forcée de précipiter sa retraite et de chercher son salut dans la fuite.

Déconcertée dans ses projets, surprise dans sa position et forcée dans ses retranchemens sans avoir pu combattre, l'armée autrichienne se trouvait tout-à-

coup livrée à de nouvelles chances, et entraînée par des combinaisons imprévues hors du cercle des opérations qu'elle s'était tracées : tous ses corps marchèrent aussitôt dans diverses directions, et, à six heures du soir ils occupaient la position suivante :

La droite s'étendait de Stadelau à Gerasdorf; le centre, de Gerasdorf à Wagram; et la gauche, de Wagram à Neusiedel. L'armée française avait sa gauche à Gross-Aspern, son centre à Raschdorf, et sa droite à Glizendorf. Dans cette position respective, la journée étant presque finie, tout présageait pour le lendemain une grande bataille.

Néanmoins les Français pouvaient éviter le combat et couper la position de l'ennemi, en s'emparant pendant la nuit du village de Wagram : sa ligne, alors déjà immense, aurait été prise à la hâte et sans choix; et, par les chances du combat, il est probable que les différens corps de l'armée ennemie auraient été forcés d'errer sans ordre et sans direction, et n'auraient pu en conséquence mettre aucun ensemble dans leurs opérations. Cette simple manœuvre pouvait ainsi, sans aucun engagement sérieux, livrer en quelque sorte l'armée autrichienne.

L'attaque de Wagram fut donc ordonnée dans ce dessein, et les troupes françaises ne tardèrent pas à s'emparer de ce village; mais comme on combattait dans l'obscurité, une méprise funeste détruisit le succès de cette opération; une colonne de Français et

une colonne de Saxons s'étant prises pour ennemies, le combat malheureux qui s'ensuivit donna aux Autrichiens le temps et les moyens de revenir à la charge, et cette méprise leur procura un avantage aussi important que facile.

Dès-lors on se disposa de part et d'autre à livrer bataille le lendemain. Les dispositions des Autrichiens furent inverses de celles des Français; ceux-ci rassemblèrent leurs forces sur leur centre à une portée de canon de Wagram : à cet effet, le maréchal Masséna se porta sur la gauche d'Aderklau, en laissant sur Aspern une seule division qui, en cas d'événement, avait ordre de se replier sur l'île de Lobau. Le maréchal Davoust reçut en même temps l'ordre de dépasser le village de Grosshofen, pour se rapprocher du centre : ainsi le général français s'était fortement concentré. Le général autrichien, au contraire, affaiblissait considérablement son centre pour garnir et augmenter ses extrémités, auxquels il donna une nouvelle étendue.

Le 6, à la pointe du jour, le maréchal Bernadotte occupa la gauche, flanquée en deuxième ligne par le maréchal Masséna. Le prince Eugène faisait le point d'union entre ces troupes et le centre, où les corps du général Oudinot, du duc de Raguse, ceux de la garde, ainsi que les cuirassiers, formaient une épaisseur profonde de sept à huit lignes.

Le maréchal Davoust s'ébranla de la droite pour se

porter au centre, tandis que les Autrichiens, par une manœuvre contraire, firent marcher le corps de Belgarde sur Stadelau. Toute cette droite des Autrichiens était liée, par les corps de Collowrath, de Lichtenstein et de Hiller, à la position de Wagram, où s'était posté le prince de Hohenzollern, et en même temps à l'extrémité de la gauche, à Neusiedel, où débouchait le corps de Rosemberg : tous ces corps manœuvraient pour déborder le maréchal Davoust. Le corps de ce maréchal et celui de Rosenberg, marchant en sens inverse, se rencontrèrent aux premiers rayons du soleil : leur engagement donna le signal de la bataille. Napoléon fit aussitôt renforcer les troupes qui venaient d'être engagées par la division de cuirassiers du duc de Padoue, et en même temps fit prendre le corps de Rosemberg en flanc par une batterie de douze pièces de la division Nansouty. Ces mouvemens simultanés produisirent les plus heureux effets. Criblé par cette batterie, et attaqué avec vigueur par le valeureux corps de Davoust, le général autrichien ne put tenir long-temps contre ces manœuvres; en moins de trois quarts d'heure ses troupes furent culbutées et rejetées au-delà de Neusiedel.

Cependant la canonnade s'engageait sur toute la ligne, et les Autrichiens développaient successivement leurs dispositions; toute leur gauche se garnissait d'artillerie. Napoléon, attentif au déploiement des

forces de l'ennemi cherchait à étudier ses projets et à deviner son plan ; il craignait que les mouvemens qu'il découvrait ne fussent que simulés, et qu'en affectant de découvrir son centre, le général autrichien n'eût en vue d'attirer les Français par une fausse attaque sur un point éloigné des principales opérations ; mais il ne tarda pas à s'apercevoir que, comptant sur la supériorité du nombre, les Autrichiens croyaient pouvoir manœuvrer comme s'il ne s'agissait pas de disputer la victoire, mais d'en profiter et de déborder rapidement l'armée française. Aussitôt que ces dispositions furent parfaitement connues, Napoléon ordonna au maréchal Masséna d'attaquer un village occupé par l'ennemi, et qui, par cette position, inquiétait les mouvemens de l'armée à l'extrémité de son centre. Le maréchal Davoust eut ordre en même temps de tourner la position de Neusiedel, en poussant de là sur Wagram. Le duc de Raguse et le général Macdonald se formèrent simultanément en colonne pour enlever Wagram, aussitôt que le maréchal Davoust déboucherait.

Pendant que ces manœuvres s'exécutaient, les Français furent prévenus que les Autrichiens attaquaient avec fureur le village enlevé par le maréchal Masséna ; que la gauche de l'armée était débordée de trois mille toises ; que déjà une vive canonnade se faisait entendre à Gross-Aspern, et que, dans l'intervalle de Gross-Aspern à Wagram, on découvrait

une ligne immense d'artillerie ennemie. Dès-lors il fut évident que le général autrichien avait sérieusement exécuté les dispositions que l'on avait regardées d'abord comme une fausse démonstration, et que, dégarnissant entièrement son centre, il avait porté toutes ses forces sur ses ailes. Il n'y eut plus à balancer sur le parti qu'il fallait prendre. Aussitôt le général Macdonald eut ordre de disposer en colonne d'attaque les divisions Broussier et Lamarque; on les fit soutenir par la division Nansouty, par la garde à cheval, et par une batterie de cent pièces, dont soixante étaient servies par la garde. Le général Lauriston, à la tête de cette batterie formidable, s'avança au trot sur l'ennemi, et sans tirer, jusqu'à demi-portée du canon. Là un bruit effroyable, un feu prodigieux, portèrent la mort et l'épouvante dans tous les rangs ennemis. Les pièces autrichiennes ne purent soutenir cette lutte redoutable, et leur feu fut promptement éteint. Le général Macdonald, appuyé par la division Reille et par la brigade de fusiliers et de tirailleurs de la garde, fait battre le pas de charge : pour rendre cette attaque plus effrayante et plus décisive, la garde fait un changement de front. La présence de cette redoutable phalange produisit un effet électrique; en un clin-d'œil, le centre des Autrichiens recula d'une lieue. Par cette démarche rétrograde, leur droite, se voyant dégarnie, prit l'épouvante, et se replia précipitamment : alors elle se

trouva en tête du duc de Rivoli, qui l'attaqua avec vigueur, et la força de précipiter son mouvement de retraite. Pendant que la déroute du centre de l'ennemi portait ainsi la consternation dans la droite, sa gauche se trouvait aux prises avec le maréchal Davoust, qui l'avait débordée, après avoir enlevé Neusiedel, et pris position sur le plateau, en se dirigeant sur Wagram. Dans cette lutte glorieuse, les divisions Broussier et Gudin firent des prodiges de valeur.

Il était à peine dix heures, et déjà tous ces événemens avaient décidé la victoire en faveur des Français. A midi, le maréchal Oudinot marcha sur Wagram pour lier son mouvement d'attaque avec le maréchal Davoust. Cette manœuvre obtint des résultats aussi heureux que rapides : la position fut enlevée. Dès-lors les Autrichiens, ne pouvant plus disputer la victoire, ne se battirent que pour assurer leur retraite : elle se fit précipitamment, et non sans désordre ; et, à la chute du jour, tous leurs corps s'étaient mis hors de la portée des Français, entièrement maîtres du champ de bataille.

Dix drapeaux, quarante pièces de canon et vingt mille prisonniers, furent le prix de la victoire.

Telle fut la bataille à jamais mémorable de Wagram, qui offrit le spectacle imposant de trois à quatre cent mille hommes luttant avec toutes les ressources de l'art et du courage, et déployant dans une

plaine immense l'appareil formidable de douze à quinze cents bouches à feu.

Parmi les nombreuses victimes du fléau de la guerre, l'armée française regretta vivement le général Lasalle, officier du plus grand mérite.

Dans cette circonstance, la paix pouvait seule préserver l'Autriche d'une ruine totale; aussi s'empressa-t-elle de conclure un armistice qui fut suivi d'un traité où cette puissance fut forcée de souscrire aux plus grands sacrifices.

Cet acte important fut signé le 14 octobre 1809.

GUERRE DE RUSSIE.

Les plus belles années de l'empire sont achevées ; l'heure de la décadence est venue ; la brillante étoile de Napoléon va s'éclipser à jamais ; c'en est fait de ce trône élevé avec tant d'efforts, payé de tant de sang, de tant de larmes ; celui qui l'occupe est parvenu au faîte de la gloire et de la puissance ; la terre, frappée d'effroi, se tait devant lui ; les fronts royaux se découronnent devant son front couronné, et l'Angleterre, son éternelle ennemie, se consume en efforts impuissans ; l'Europe voit avec terreur les sceptres brisés au premier signe de cette volonté suprême ; le souverain pontife est renversé de la chair sacrée et

fait prisonnier ; le vieux roi d'Espagne languit dans l'exil et la pauvreté ; Ferdinand VII est captif à Valençay ; la reine d'Étrurie est détenue dans un couvent, Murat est assis sur le trône des Bourbons de Naples ; le Portugal a vu ses souverains fugitifs chercher à travers les mers un asile contre le vainqueur du continent ; le roi de Suède est errant en Europe ; les autres sceptres tiennent à peine dans les mains des monarques que Napoléon a créés ou qu'il a soumis à ses alliances ; il leur impose ses décrets ; leurs trésors et leurs armées sont à lui ; il parle, ils obéissent ; une seule puissance balance encore celle de Napoléon, l'empereur de Russie a des armées aussi nombreuses et des soldats aussi braves. Le choc de ces deux majestés va trancher la grande question ; l'une des deux sera écrasée sous le poids de l'autre. Laissons parler les faits, la guerre de Russie commence.

De longues négociations précédèrent cette guerre et furent sans résultat ; une collision était inévitable. La Russie avait cessé d'observer le blocus continental, et cela au moment même où il commençait à porter ses fruits. L'empereur ne pouvait souffrir qu'un état aussi puissant que la Russie se mît en dehors de la coalition européenne, car, en ce moment, toute l'Europe, à l'exception des insurgés d'Espagne et de Portugal et des Siciliens, confinés dans leur île, était unie à la France contre l'Angleterre. La conduite de la Russie tendait à sauver l'ennemi commun, et à

rendre inutiles les pénibles sacrifices faits depuis quelques années, dans le but de le forcer à la paix.

Les motifs de la Russie n'étaient pas moins pressans ; elle se voyait menacée du rétablissement de la Pologne, dont la création du grand duché de Varsovie était la base future. Il n'était pas douteux en effet que tel fut le projet de l'empereur, bien qu'il n'eût pas encore décidé l'époque où il accomplirait ce grand acte de justice. Le nom de seconde guerre de Pologne qu'il donna lui-même à la guerre de 1812, indique assez quelles étaient ses arrière-pensées. La restauration de la Pologne ne tendait à rien moins qu'à placer la Russie hors de l'équilibre européen, en la rejetant sur l'Asie.

On était aux premiers jours du mois de mai ; les troupes en pleine marche depuis le commencement de l'année étaient la plupart arrivées à leur destination. Napoléon avait fait annoncer à l'empereur d'Autriche, son beau-père, et aux rois ses alliés, qu'il se réunirait à eux à Dresde. Il se hâta de quitter Saint-Cloud avec l'impératrice, arriva à Mayence le 2, en visita les fortifications, et se remit en route.

A quelque distance de Dresde, le roi et la reine de Saxe vinrent au-devant de lui. Déjà un grand nombre de souverains étaient arrivés pour lui présenter leurs hommages. Le lendemain il vit à son lever les princes régnans de Saxe-Weimar, de Saxe-Cobourg, le grand-duc de Wurtzbourg et la reine

de Westphalie. L'empereur et l'impératrice d'Autriche arrivèrent presque aussitôt, et le roi de Prusse ne tarda pas à venir joindre ses hommages à ceux des autres têtes couronnées.

Cependant Napoléon ne désespérant pas d'amener la Russie à des négociations, avait envoyé à l'empereur Alexandre le comte de Narbonne, diplomate d'une rare habileté. Déjà le prince Kourakin avait, par ordre de son souverain, présenté les bases d'un traité, mais d'une nature si exigeante, qu'il était impossible de les accepter. Il s'agissait d'évacuer la Poméranie, de remettre au roi de Prusse toutes ses forteresses, et de retirer l'armée française sur les bords du Rhin. L'empereur de Russie offrait en échange de fermer ses ports aux bâtimens anglais et de contribuer au blocus continental, en se réservant néanmoins le droit de commercer avec les neutres.

Napoléon ne put écouter sans indignation ces propositions injurieuses que vint lui confirmer le comte de Narbonne. Quand il lui fut impossible de douter des intentions de la Russie, il éclata en menaces et en déclamations : « Ainsi, s'écria-t-il, plus de paix ! Les princes qui sont ici me l'avaient bien dit. On nous renvoie sur le Rhin ; l'insulte est publique, les Russes s'en vantent, nous n'avons plus de temps à perdre en négociations infructueuses. »

Toutefois il n'y renonçait pas entièrement. « Écrivez, dit-il au duc de Bassano, écrivez à Lauriston

qu'il quitte Pétersbourg et se rende auprès de l'empereur Alexandre, qu'il éclaircisse ce mystère et m'en rende compte. »

Le 28 mai, Napoléon quitta Dresde; le 2 juin il était à Thorn où il fut rejoint par le prince Eugène. De là Napoléon partit pour Dantzick, où commandait le général Rapp.

Quelque dévoués que fussent les généraux français à leur empereur, il était facile de reconnaître qu'ils désapprouvaient la guerre de Russie. Murat n'avait quitté qu'avec regret sa cour de Naples; Eugène eût préféré celle de Milan. Le général Béker qui, dans la dernière guerre du nord, avait rendu de si grands services, avait refusé de prendre part à une expédition dont sa prévoyance lui découvrait la funeste issue; le maréchal Berthier ne cachait pas ses inquiétudes; Rapp lui-même, dont l'ame était naturellement belliqueuse, ne pouvait dissimuler sa défiance. Napoléon, accoutumé à lire la pensée de ses généraux dans l'expression de leur figure, s'en aperçut à Dantzick, et crut nécessaire de leur inspirer une partie de la confiance dont il était animé lui-même. Ceux qui savaient le mieux pénétrer le secret de sa politique, étaient convaincus qu'en affectant de négocier avec l'empereur de Russie, il n'avait d'autre dessein que de persuader à ses généraux qu'il faisait la guerre malgré lui. Dans un entretien avec le roi de Naples, le maréchal Berthier et le général

Rapp, il leur exposa tout ce qu'il avait fait pour éviter la guerre. « Au surplus, leur dit-il, nous touchons au dénouement. Quinze jours de route nous séparent encore des Russes, et d'ici là, Lauriston obtiendra peut-être quelque explication. Une fois sur le Niémen, tout sera décidé... Si je m'arrêtais alors, ils marcheraient... J'espère bien que Soult se maintiendra en Andalousie, et que Marmont contiendra Wellington en Portugal. L'Europe ne respirera que quand ces affaires de Russie et d'Espagne seront terminées; alors seulement on pourra compter sur une paix profonde. La Pologne renaissante s'affermira; l'Autriche s'occupera un peu plus de son Danube et un peu moins de l'Italie. L'Angleterre épuisée se résignera à partager le commerce du monde avec le continent. Je veux préparer à mon fils un règne tranquille. »

Il continua donc à se porter en avant, et arriva le 19 juin à Gumbinen, capitale de la Lithuanie prussienne. Là fut fixé le sort de la campagne. Un courrier expédié par le général Lauriston, annonça à Napoléon qu'il n'avait pu obtenir du gouverneur de Pétersbourg la permission de se rendre à Wilna; et que l'empereur, instruit de son désir, s'était contenté de répondre que si le général Lauriston avait quelque chose à lui communiquer, il pouvait le lui écrire.

« Les Russes, s'écrie alors Napoléon, les Russes, toujours vaincus, prennent le ton des vainqueurs;

acceptons comme une faveur l'occasion qu'ils nous offrent, et passons le Niémen. »

Aussitôt il adressa la proclamation suivante à son armée :

« Soldats, la seconde guerre de Pologne est commencée. A Tilsitt, la Russie a juré une éternelle alliance à la France, et la guerre à l'Angleterre; elle viole aujourd'hui ses sermens. Elle ne veut donner aucune explication de son étrange conduite, que les aigles françaises n'aient repassé le Rhin, laissant par là nos alliés à sa discrétion; la Russie est entraînée par la fatalité; ses destins doivent s'accomplir. Nous croit-elle donc dégénérés? Ne serions-nous donc plus les soldats d'Austerlitz? Elle nous place entre le déshonneur et la guerre, notre choix ne saurait être douteux. Marchons donc en avant! passons le Niémen, portons la guerre sur son territoire. »

Jamais Napoléon ne s'était vu à la tête d'une armée si formidable. Ce n'était pas la France, mais le continent presque tout entier qui marchait sous ses enseignes. Il menait au combat près de cinq cent mille hommes que suivaient plus de deux mille bouches à feu. Encore quatre mois, et il ne restera plus, de cette formidable armée, que trois cent mille cadavres engraissant la terre de leurs ossemens.

Le 23 juin cette malheureuse armée se mit en mouvement; Le maréchal Davoust, commandant le premier corps de l'armée française, occupa le débouché

de la forêt de Silwiski, près de Kowno. Dans la nuit, le général Morand fit passer le Niémen par son avant-garde, afin de protéger l'établissement des ponts, qui furent construits aussitôt sous les ordres du général Eblé. Le reste de la division Morand passa le fleuve immédiatement après, et fut soutenu par les autres divisions du même corps.

Le deuxième corps, commandé par le maréchal Oudinot, la garde, aux ordres des maréchaux Berthier et Bessières, et la cavalerie, sous le commandement de Murat, passèrent le Niémen près de Kowno. Le troisième corps, commandé par le maréchal Ney, forma la réserve de l'armée. On peut évaluer à cent vingt mille combattans les troupes qui passèrent le Niémen près de Kowno, sous les ordres immédiats de Napoléon.

Le maréchal Macdonald, commandant le dixième corps, passa le fleuve près de Tilsitt, le 24, se dirigeant sur Rosiena. Il avait sous ses ordres trente mille hommes, dont faisait partie le contingent du roi de Prusse : il devait manœuvrer de manière à inquiéter la droite de l'armée russe. Jérôme Bonaparte avait pris la route de Grodno avec les cinquième, septième et huitième corps d'armée. Le prince Eugène, commandant les quatrième et sixième corps, passa le Niémen près de Pilony : il dut manœuvrer de manière à lier les opérations de la droite, commandée par Jérôme, avec le centre, où se trouvait

Bonaparte, pour pouvoir au besoin se réunir avec l'une ou l'autre de ses deux armées, selon que les circonstances l'exigeraient. Le neuvième corps, commandé par le duc de Bellune, n'avait pas encore passé la Vistule, se trouvant en arrière de la ligne d'opérations. Le prince de Schwartzenberg, avec le contingent autrichien, fort de trente mille hommes, était sur les frontières de la Gallicie, menaçant le flanc gauche de l'ennemi.

L'armée russe, divisée en six corps, était alors dans la position suivante:

Le premier corps, commandé par le général Wilgenstein, était posté entre Rosiena et Kedanoui; il avait ses avant-postes sur la rive droite du Niémen, afin d'être instruit des mouvemens des Français. Le deuxième, sous les ordres du général Bagavout, occupait les deux rives de la Vilia, dans les environs de Kowno. Le troisième, dirigé par le général Schuwalof, était campé à Nowtroki, et couvrait le quartir-général de l'empereur Alexandre, établi à Wilna. Le général Tutschkof, avec le quatrième corps, occupait le pays en avant de Wilna, ayant sa gauche près de Lida, et communiquant par sa droite avec le troisième corps. Le sixième, commandé par le général Doctorow, était entre Lida et Grodno. Le prince Bagration, sous les ordres duquel se trouvait le cinquième corps, appelé armée du midi, s'était posté à Volkowisk, ayant son avant-garde à Byalystok.

Wilna était occupé par la garde impériale russe. Un septième corps, commandé par le général Rajewski, s'organisait près de Smolensk, tandis que Miloradowitch employait tous ses efforts dans les environs de Moskou pour en recruter et compléter un huitième. L'armée de la Moldavie devait en outre se joindre par des marches forcées à Tormasow, dès qu'on aurait conclu un arrangement avec la Porte ottomane.

Telle était la situation de l'armée russe, à peu près égale en nombre à l'armée française, lorsqu'elle fut attaquée par Napoléon. D'après la valeur et l'intrépidité reconnues des troupes françaises, il eût été impossible aux Russes de soutenir leur premier choc, s'ils avaient voulu défendre le passage du Niémen. L'empereur Alexandre, qui ne se faisait point illusion sur la disproportion de ses forces, ordonna en conséquence à la droite et à la gauche de son armée des mouvemens concentriques qui devaient les réunir, entre Swentziani et Vidzi, aux deuxième, troisième et quatrième corps, qui avaient été forcés de se replier en arrière de Kowno et de Wilna. Si ces mouvemens eussent été ponctuellement exécutés, l'armée russe aurait effectué son plan de retraite sans aucun désavantage; mais les Russes n'ont pas, comme les Français, cette activité et cet ensemble qui ont tant d'influence sur les opérations militaires: le premier corps parvint heureusement à sa destination; les deuxième et sixième corps se trouvèrent coupés de Wilna, et

eurent beaucoup de peine à se rallier sur la Dwina, harcelés vivement par des divisions françaises, qui ne leur donnèrent pas un seul instant de relâche.

Après avoir obtenu ces premiers succès, Bonaparte marcha, le 27, sur Wilna. Murat commandait son avant-garde, Davoust le corps de bataille, et Ney la réserve, dont faisait partie la garde impériale. Immédiatement après le passage du Niémen, le maréchal Oudinot s'était porté sur Chatoui pour faire une diversion en faveur de son compagnon d'armes Macdonald, qui avait à combattre le général Witgenstein.

L'arrière-garde russe fut attaquée, le 28, par Murat, qui l'atteignit près de Nowtroki. L'artillerie française suffit pour culbuter et disperser les Russes, qui repassèrent précipitamment la Vilia et brûlèrent en même temps le pont de bois de Wilna. Une fois arrivés à l'autre rive, ils firent leur retraite en assez bon ordre. Il est essentiel de remarquer que tous les magasins et les munitions de guerre qui ne purent être évacués sur la Dwina furent détruits par les Russes.

La lutte dans laquelle la Russie se trouvait engagée, était évidemment trop inégale pour qu'elle pût la soutenir par les moyens ordinaires. Connaissant le danger de sa position, dont elle avait calculé d'avance toute l'étendue, cette puissance adopta un parti violent et désespéré, mais qui, à la longue, devait

réussir. L'empereur Alexandre avait ordonné à tous les généraux de ne risquer aucune bataille, et de se replier devant l'ennemi, quand il se présenterait avec des forces supérieures : sa ligne de défense ne devait être qu'une retraite par échelons, exécutée de manière à concentrer toutes ses forces dans l'intérieur de ses états, afin de pouvoir les diriger en masse, aussitôt que des circonstances favorables détermineraient un engagement sérieux. A ce plan, qui, pris isolément, aurait pu présenter de grands inconvéniens, se joignit une mesure extrême, bien propre à inquiéter, à arrêter même l'armée la plus brave et la plus déterminée. A mesure que les Russes se repliaient, leurs généraux avaient ordre de détruire tous les magasins et approvisionnemens, soit en munitions, soit en subsistances. Après la prise de Wilna, les Français durent être instruits de ce projet désastreux; car les Russes, fidèles au plan de campagne qu'ils avaient adopté, firent brûler tous les magasins qui se trouvaient en première, deuxième et troisième ligne, pour ne pas les laisser tomber au pouvoir des vainqueurs : perte énorme, et que l'on peut calculer à près de cent millions, mais dont le regret devait disparaître devant cette loi suprême, *le salut de l'état.*

Napoléon put alors comprendre qu'il avait affaire à un ennemi décidé à vaincre ou à périr; et son entrée dans Wilna sous d'aussi cruels auspices dut lui faire entrevoir les désastres de l'avenir. Il voyait

une armée qui l'avait attendu jusqu'au dernier moment se replier pour se concentrer, détruire les ressources immenses qui lui étaient si nécessaires. Ces diverses considérations, profondément méditées, étaient bien propres à lui faire suspendre sa marche. Mais le gant était jeté; il n'eut donc d'autre pensée que de pousser toujours en avant.

Par ses ordres, le pont de Wilna fut promptement rétabli. Aussitôt la cavalerie légère se mit à la poursuite des cosaques, qui reçurent et donnèrent plusieurs charges assez vives sur la rive droite de la Vilia; mais, quoiqu'ils fussent soutenus par une réserve de dragons, ils prirent bientôt la fuite dans le plus grand désordre.

Dans cette circonstance, le général russe Docforow faillit être coupé avec tout son corps; mais son activité et l'ardeur de ses troupes le sortirent du mauvais pas où il se trouvait engagé. Le prince Bagration ne fut pas aussi heureux. Ce général avait quitté Volkowisk, le 30 juin, dans le dessein de se réunir à la grande armée russe, sur les bords de la Dwina. A cet effet, il marcha successivement dans les directions de Lida, de Wishnew et de Minsk; mais partout il trouva des forces supérieures qui lui coupaient toute communication avec le général en chef Barclay de Tolly. Sa position était fort embarrassante. Il devait, d'après ses instructions, se rendre au point de réunion fixé pour toute l'armée : son devoir

semblait donc lui imposer l'obligation de se faire une trouée à travers les corps ennemis; mais ce sage capitaine ne voulut point exposer à des dangers trop certains le salut des braves qui lui avaient été confiés, et perdre ainsi l'élite de ses troupes, qu'on était convenu de ne faire combattre que quand toute l'armée russe serait réunie. Il se dirigea donc vers le Dnieper par une marche rétrograde, persuadé que l'armée russe pourrait manœuvrer un peu plus tard pour opérer la jonction avec son corps.

Aussitôt que l'empereur Alexandre fut instruit que le prince Bagration avait pris ce sage parti, il fit occuper le camp retranché de Drissa, sur la rive droite de la Dwina. Les Français, jaloux d'en venir à un engagement sérieux, marchèrent dans cette direction, et bordèrent bientôt la rive gauche.

Ce mouvement eut lieu le 15 juillet : le maréchal Davoust était alors sur la Bérézina, Jérôme Bonaparte à Aisvi, le prince Eugène à Vilcika, le roi Murat à Disna, le maréchal Oudinot à Dunabourg, le maréchal Macdonald à Schavli, sur la route de Riga, et les maréchaux Ney, Bessière et Mortier, sur les deux rives de la Disna, pour soutenir Murat. En même temps le prince de Dchwartzenberg occupait Proujani, Kobrin et Pinsk, tandis que le général Regnier, à la tête des Saxons, était à Flonim, et que les Bavarois, sous les ordres du général Gouvion-Saint-Cyr, attendaient à Wilna de nouveaux ordres. Le duc

de Bellune, le plus éloigné du théâtre de la guerre, après avoir quitté l'Oder, venait d'arriver à Varsovie.

Dans cette position, il était évident que Bonaparte, qui s'élevait par sa droite dans la direction de Vitebsk, avait le projet de couper l'armée russe, et de se porter en même temps dans les provinces du centre de cet empire. D'ailleurs, le corps du prince Bagration, fort de quarante mille hommes, et l'élite de l'armée russe, d'après la direction qu'il avait été forcé de prendre, n'aurait pas pu se trouver sur le champ de bataille : ces motifs impérieux déterminèrent donc l'empereur Alexandre à évacuer le camp retranché de la Drissa. Après av oirchargé le général Witgenstein du soin de couvrir Saint-Pétersbourg, ce monarque se dirigea avec quatre corps de son armée et avec sa garde vers la haute Dwina, soit pour faire sa jonction avec le cinquième corps, soit pour garder la route de Moskou.

La rive droite de la Dwina, depuis Drissa jusqu'à Vitebsk, n'était défendue que par des troupes légères, qui avaient ordre de se retirer lorsque les Français se présenteraient avec des forces supérieures : aussi le roi Murat passa-t-il ce fleuve sans éprouver la moindre résistance.

Après avoir forcé l'armée russe à évacuer son camp de Drissa par sa marche audacieuse sur le flanc de cette redoutable position, Napoléon chargea le maréchal Oudinot de contenir le corps du général Wit-

genstein, et marcha lui-même avec le gros de l'armée sur Vitebsk. Le 25 juillet, il avait établi son quartier-général à Bechenkowitchi, tandis que l'empereur Alexandre se trouvait à Vitebsk. Soit que ce monarque fût effrayé de la marche rapide des Français, soit qu'il jugeât sa présence nécessaire dans le centre de ses états pour électriser les esprits et imprimer une forte impulsion aux efforts et au courage des Russes, il quitta ses troupes dans cette position.

Cependant l'armée française poursuivait sa marche victorieuse : le général Nansouty, avec les divisions Bruyère et Saint-Germain, et le 8e régiment d'infanterie légère, ayant rencontré l'ennemi près d'Ostrovno, engagea aussitôt le combat. La cavalerie légère surtout se fit remarquer par son audace et son impétuosité. Ce fut en vain que les Russes firent manœuvrer leur artillerie pour contenir les assaillans, leurs pièces furent bientôt enlevées; et l'infanterie russe, ayant voulu s'avancer pour défendre son artillerie, fut culbutée et sabrée par la cavalerie légère des Français.

Le lendemain (26 juillet), le prince Eugène, marchant en tête des colonnes avec la division Delson, engagea un combat d'avant-garde à une lieue au-delà d'Ostrovno. Les Russes, chargés à la baïonnette, furent chassés de position en position, malgré l'opiniâtreté de leur résistance.

Le 27, on aperçut, au lever du soleil, l'arrière-garde russe, forte de dix mille hommes de cavalerie, échelonnée dans la plaine, la droite appuyée à la Dwina, et la gauche à un bois garni d'infanterie et d'artillerie. Le général Broussier, ayant pris position sur une hauteur avec le 53e régiment, pour faciliter à sa division le passage du défilé, deux compagnies de voltigeurs osèrent seules prendre les devants : elles eurent la témérité de longer la rive du fleuve en présence de cette énorme masse de cavalerie, qui, d'un seul mouvement, semblait devoir les anéantir. Néanmoins ce corps s'étant ébranlé, ils ne furent point intimidés; ils firent hardiment leur décharge; et quoique enveloppés de tous côtés, ils se défendirent jusqu'à l'arrivée de la cavalerie légère, qui les dégagea.

La division Delson fila aussitôt sur la droite, tandis que Murat faisait attaquer le bois et les batteries russes. En moins d'une heure, toutes les positions furent emportées; et l'ennemi, rejeté dans la plaine, se plaça à une lieue de Vitebsk, sur les bords d'une petite rivière qui communique à la Dwina. Déployant toutes leurs forces, les Russes montrèrent alors quinze mille hommes de cavalerie et soixante mille d'infanterie: on s'attendait à une bataille pour le lendemain; mais, à la pointe du jour, l'armée russe avait effectué sa retraite, marchant dans toutes les directions sur Smolensk.

Pendant que l'armée française marchait sur Vitebsk, le maréchal Davoust était attaqué à Mohilow. Le prince Bagration, ayant passé la Bérézina à Robrunski, avait marché sur Novoi-Bickow : un régiment de chasseurs qui se gardait mal fut tout-à-coup assailli par trois mille Cosaques, qui lui enlevèrent son colonel, quatre officiers et une centaine d'hommes. Aussitôt la générale battit ; on en vint aux mains, et depuis huit heures du matin jusqu'à cinq heures du soir, la victoire resta indécise. Alors le maréchal Davoust, s'étant mis à la tête de trois bataillons d'élite, fit une attaque telle, qu'il enleva aux Russes toutes leurs positions, et les poursuivit pendant une lieue dans leur marche rétrograde.

Le général russe profita de la nuit pour marcher sur Smolensk, et rejoindre la grande armée.

Le maréchal Oudinot, se dirigeant de Polotsk sur Sebej, rencontra le général Witgenstein, qui venait de faire sa jonction avec le corps du prince Repnin. Le combat fut engagé par le 26e léger, qui, attaqué par des forces supérieurs, fit la plus belle défense et se maintint dans le village de Jakoubovo, d'où les Russes ne purent parvenir à le déposter. Menacé sur le flanc de sa ligne, le général français fit manœuvrer sur ce point le 56e de ligne, contre lequel vinrent échouer toutes les tentatives de l'ennemi, qui, malgré son acharnement et ses attaques réitérées, ne put ni l'entamer ni l'ébranler. La brigade

du général Maison vint ensuite se poster en échelons pour appuyer la première ligne. Malgré la difficulté du terrain, qui permettait à peine aux Français de mettre en batterie une douzaine de pièces, tandis que les Russes, manœuvrant dans une position beaucoup plus étendue, purent faire usage d'une artillerie bien plus considérable et déployer toutes leurs forces, le combat dura jusqu'à dix heures du soir, sans que les Français eussent éprouvé le moindre désavantage.

A la pointe du jour, les Russes recommencèrent l'attaque par un feu d'artillerie prodigieux, espérant emporter la position des Français, qui se battaient sur un terrain très inégal. Ils parvinrent même à se porter jusque dans la cour du château de Jakoubovo; mais le 26e léger fit battre aussitôt le terrible pas de charge, fondit avec fureur sur les corps russes, leur tua trois cents hommes, et les poursuivit jusque dans les bois, après leur avoir fait cinq cents prisonniers. L'ennemi prit alors une position redoutable, que l'on n'aurait pu attaquer sans s'exposer à des pertes considérables. Le maréchal Oudinot préféra donc manœuvrer pour l'attirer et le combattre dans une position où il pourrait se déployer avec plus d'avantage. En effet, sur les onze heures du soir, les Russes attaquèrent un poste placé près du gué de Sivochina : suivant les ordres qu'elle avait reçus, cette petite troupe se replia. Profitant du

passage, l'ennemi employa toute la nuit à déboucher, et au point du jour, il se disposa à attaquer les lignes françaises. Une nuée de ses tirailleurs engagèrent la fusillade, et furent bientôt soutenus par des colonnes qui s'avançaient en battant la charge et en jetant de grands cris. On les attendit à la demi-portée. Alors l'artillerie, aussi bien servie que bien placée, les arrêta court dans leur marche. La mêlée fut terrible par la résistance qu'opposèrent d'abord les Russes : mais tous leurs efforts furent inutiles, il fallut céder à la bouillante ardeur des troupes françaises. En peu d'instans, ils furent culbutés et jetés dans la Drissa, laissant au pouvoir des vainqueurs deux mille prisonniers. Ils furent poursuivis, l'épée dans les reins, pendant près d'une lieue, et, dans ce trajet, la terre fut couverte de leurs morts.

Pendant ces événemens, le général Richard, sous les ordres du maréchal duc de Tarente, entrait à Dunabourg, d'où l'ennemi s'était retiré, après avoir évacué presque tous les approvisionnemens de guerre et de bouche.

Les opérations des Français n'eurent pas cependant les mêmes succès sur tous les points. Tandis que le général prussien Gravert, s'étant emparé d'Eschau sur l'Aa, marchait sur Riga, en Volhynie, le général russe Tormasow se dirigeait avec rapidité sur Kobrin. Dans sa marche, il surprit trois mille Saxons faisant partie du septième corps : le général Kleugel, qui

les commandait, quoique attaqué par des forces considérables, fit d'abord bonne contenance : mais il fut bientôt forcé de se rendre avec sa colonne, ayant perdu le tiers de ses troupes par une résistance qu'il était impossible de prolonger avec le moindre espoir de succès. Le général Régnier accourut trop tard au secours des Saxons ; et après avoir reconnu la supériorité de l'ennemi, dont les forces s'élevaient à près de quarante mille hommes, il dut manœuvrer pour effectuer sa jonction avec le prince de Schwartzenberg, qui marchait dans sa direction.

Cependant Napoléon, après avoir fait prendre quelques jours de repos à son armée, à cause des chaleurs, fit ses dispositions pour marcher sur Smolensk. Ses corps étaient alors placés de la manière suivante :

Le quatrième corps, commandé par le prince Eugène, était à Souraj, occupant par ses avant-gardes Velij, Ousviath et Porietch. Le roi Murat, posté avec la cavalerie à Nikoulinò, occupait en même temps Jukovo. Le maréchal Ney, à la tête du troisième corps, se trouvait à Liozna. Le maréchal Davoust, qui dirigeait le premier corps, était cantonné à Doubrowna. Le cinquième corps, sous les ordres du prince Poniatowski, avait pris position à Mohilow. Le maréchal duc de Reggio campait avec le deuxième corps sur la Drissa. Le dixième corps, commandé par le duc de Tarente, était sur Dunabourg et Riga ;

et le grand quartier - général avait été établi à Vitebsk.

Le 8 août, environ douze mille hommes de cavalerie russe se portèrent à l'improviste sur Jukovo, où, ayant surpris la division Sébastiani, ils la forcèrent à battre en retraite pendant une demi-lieue. Néanmoins le terrain fut vivement disputé; et si cette division éprouva des pertes, l'ennemi n'obtint aucun avantage réel, se trouvant contenu à chaque instant par le courage et l'intrépidité des troupes françaises.

Cependant, encouragé par les renforts que lui avait amenés le prince Bagration, Barclay de Tolly était impatient d'en venir aux mains. Napoléon lui épargna une partie du chemin, en marchant à sa rencontre. Il se dirigea par sa droite, où se trouvait l'élite de son armée avec plusieurs têtes de pont sur le Dnieper. Le rendez-vous général des colonnes fut indiqué à Romanow, sur la route de Kopin à Krasnoi. Les Russes qui occupaient cette dernière ville furent attaqués par le maréchal Ney, qui les rejeta promptement sur Smolensk, après leur avoir pris quinze cents hommes et huit pièces d'artillerie. Ainsi l'armée russe marchait pour attaquer Napoléon, lorsque celui-ci défilait sur le front de sa ligne, passait sans aucune résistance un fleuve large et rapide (le Borysthène), et se dirigeait sur Smolensk. Cette manœuvre inattendue déconcerta entièrement les

projets du général en chef Barclay de Tolly, qui se trouva tout-à-coup forcé d'obéir aux mouvemens des Français.

Le 16 août, l'armée française couronnait les hauteurs qui avoisinent Smolensk à l'orient. Le maréchal Ney tenait la gauche, le maréchal Davoust le centre, le prince Poniatowski la droite, la garde était en réserve, et le vice-roi était encore en arrière, à une journée de marche. La ville se présentait à la vue des Français, défendue par une enceinte de murailles de quatre mille toises de tour, épaisses de dix pieds sur vingt-cinq de hauteur, et entremêlées de tours, dont plusieurs étaient armées de pièces de gros calibre.

En même temps l'on apercevait sur la droite du Borysthène presque tous les corps de l'armée russe, qui, se trouvant tournés par le mouvement de marche des Français, revenaient en toute hâte sur leurs pas pour défendre la ville. Les troupes françaises furent promptement placées; et, dans la journée même du 16, elles avaient pris leurs positions respectives. On resta en observation de part et d'autre jusqu'au milieu de la journée du 17, où l'on se borna à tirailler. Les Russes firent occuper Smolensk par trente mille hommes, et le gros de leur armée se forma sur les belles positions de la rive droite du Dnieper, communiquant avec la ville par trois ponts.

Le 17, sur les deux heures après midi, les Français, voyant l'irrésolution des Russes, attaquèrent les

faubourgs de Smolensk, et cherchèrent à détruire le pont, afin d'intercepter les communications de l'ennemi avec la garnison. Le maréchal Davoust eut ordre de faire attaquer en même temps deux faubourgs que les Russes avaient retranchés à deux mille toises de la place, et qui étaient l'un et l'autre défendus par sept à huit mille hommes d'infanterie et par du gros canon. Sur ces entrefaites, le général Friant achevait l'investissement, en communiquant par sa droite avec le corps du prince Poniatowski, appuyé au Borysthène, et par sa gauche avec la droite de l'attaque, dirigée par le maréchal Davoust.

Pressés sur tous les points, les Russes furent forcés de rentrer dans la place, abandonnant tous leurs ouvrages extérieurs. Bientôt les Français occupèrent un plateau situé très près du pont : ils y établirent sans délai une batterie de soixante pièces, qui, chargées à mitraille, balayaient l'armée russe, postée sur la rive droite. Effrayées de ce feu terrible auquel elles ne pouvaient rien opposer, les masses d'infanterie russe se hâtèrent d'évacuer cette périlleuse position.

Pour obvier, autant que possible, aux graves inconvéniens qu'ils éprouvaient, les Russes placèrent alors deux batteries de vingt pièces dans un couvent, espérant inquiéter par leur feu l'artillerie du plateau, qui les foudroyait, et celle qui tirait sur le pont. Aussitôt le maréchal Davoust fit ses disposi-

tions pour déjouer cette manœuvre. Le général Morand eut ordre d'attaquer le faubourg de droite, tandis que le général Gudin se portait sur celui de gauche. Sur les trois heures, il s'engagea une canonnade des plus terribles, qui, au bout d'une heure et demie, fit place à une vive fusillade. L'intrépide sang-froid et le courage indomptable de ces deux valeureuses divisions ne tardèrent pas à être couronnés du succès; et l'ennemi, poursuivi jusque sur le chemin couvert, joncha de ses morts tout l'espace qu'il parcourut dans sa marche rétrograde.

Sur la gauche, le maréchal Ney attaquait en même temps, avec non moins de vigueur, la position retranchée que les Russes avaient établie hors de la ville. Digne émule de ses compagnons de gloire, il rivalisa avec eux de courage et de succès. Par son audace et l'habileté de ses manœuvres, il s'empara des retranchemens qui protégeaient la défense des Russes, qu'il poursuivit jusque sur le glacis.

Toutes les opérations avaient été exécutées avec un ensemble et une précision admirables. A cinq heures, le but des généreux efforts des Français avait été rempli sur tous les points; et tous les corps ennemis, coupés entièrement de Smolensk, ne pouvaient plus communiquer avec la ville que par des hommes isolés.

On médita dès-lors une attaque sérieuse contre la ville elle-même. Trois batteries de pièces de douze,

On doit remarquer dans cette circonstance l'irrésolution et le manque absolu de plan de la part du général en chef russe : poussé par l'ardeur et la résolution de ses troupes, on le voit d'abord marcher sur Vitebsk, dans le dessein d'attaquer Bonaparte : celui-ci devance ses projets, et le force, par sa marche offensive, à rétrogader sur Smolensk, qu'il veut conserver et défendre. Mais alors toutes ses idées semblent se brouiller et se confondre à la vue de cette armée qu'il brûlait depuis peu d'atteindre, il n'ose tenter aucune opération qui puisse préserver Smolensk, et, comme si son rôle consistait à rester paisible spectateur des événemens, il voit enlever cette place sous ses yeux, en présence de son armée, justement étonnée de ce qu'on paralyse sa bravoure et son dévouement. Aussi les Français, qui, dans les entreprises les plus sérieuses, sont toujours disposés à déployer cette gaîté qui semble être l'apanage le plus distinctif de leur caractère, ne perdirent pas une si belle occasion de se divertir aux dépens du général russe ; ils se rangèrent en bataille contre la ville de Smolensk, comparant ainsi les manœuvres de l'armée ennemie à l'immobilité des remparts de cette place.

On passa toute la journée du 18 août à rétablir sur le Borysthène les ponts que l'ennemi avait brûlés ; on ne parvint qu'avec peine à maîtriser le feu qui consumait Smolensk, et il fallut tout le zèle et

toute l'activité des sapeurs français pour mettre fin au désastre de cette malheureuse ville.

Après le rétablissement des ponts, le 19, à la pointe du jour, le maréchal Ney déboucha sur le Borysthène, et se mit à la poursuite des Russes. Il rencontra à une lieue de la ville le dernier échelon de l'arrière-garde russe, qui se composait d'une division forte de cinq à six mille hommes, et qui avait pris position sur de belles hauteurs. Le 4e régiment d'infanterie de ligne et le 72e de ligne eurent ordre aussitôt de charger ce corps à la baïonnette. Cette manœuvre fut exécutée avec autant d'audace que de succès ; la position fut enlevée, et les Russes prirent la fuite, après avoir laissé le champ de bataille couvert de leurs morts. Trois ou quatre cents furent faits prisonniers.

Dans sa marche rétrograde, cette colonne se replia sur le second échelon, qui était posté sur les hauteurs de Valontina. La première position fut enlevée au pas de charge par le 18e de ligne, et bientôt la fusillade se trouva engagée avec toute l'arrière-garde russe, forte d'environ quinze mille hommes. Le maréchal Junot, ayant en même temps passé le Borysthène à deux lieues sur la droite de Smolensk, se trouvait ainsi déboucher sur les derrières de l'ennemi : en marchant avec rapidité, il aurait pu intercepter la grande route de Moscow, et rendre presque impossible la retraite de cette arrière-garde.

Cependant les autres échelons de l'armée russe, instruits de la position critique de cette arrière-garde, revinrent aussitôt sur leurs pas pour la dégager. Quatre divisions, parmi lesquelles on remarquait les divisions de grenadiers qui n'avaient pas encore donné, s'avancèrent, ayant leur droite flanquée de cinq à six mille hommes de cavalerie, tandis que leur gauche était couverte par des bois garnis de tirailleurs.

Les Russes avaient le plus grand intérêt à conserver le plus long-temps possible cette belle et forte position, afin de mettre à couvert tous leurs chariots de blessés, ainsi que la majeure partie de leurs bagages. De leur côté, les Français ne mirent pas moins d'ardeur à l'attaquer pour s'emparer de tous ces objets.

A six heures du soir, la division Gudin, qui avait été envoyée pour soutenir le troisième corps, aussitôt qu'on s'était aperçu du mouvement général des Russes, déboucha en colonnes sur le centre de la position de l'ennemi. Cette manœuvre, exécutée avec courage et sang-froid, fut glorieusement soutenue par le mouvement hardi de la division Ledru. Ce fut en vain que l'ennemi déploya son opiniâtreté accoutumée, la position fut enlevée en moins d'une heure, et il fallut céder à l'intrépide persévérance des Français.

Dans cette affaire honorable, l'armée eut à regretter la perte d'un officier général plein de bravoure, de sagesse et d'habileté. Le général Gudin, chargeant

au commencement de l'action à la tête de ses troupes, fut atteint par un boulet qui lui emporta la la cuisse. Il ne put survivre à cet accident.

Après le combat, les Russes n'osant plus s'exposer à une lutte trop inégale, se retirèrent en toute hâte sur Moscow. Dans les premiers jours, la rapidité de leur retraite fut telle, que les Français marchèrent pendant plus de huit lieues sans rencontrer aucun corps de cosaques ni de troupes légères.

Les victoires des Français semblaient offrir à la nation polonaise l'heureuse occasion de recouvrer son indépendance. Courbé sous le joug de cette triple spoliation qui l'avait rayé du nombre des puissances, ce peuple, brave et infortuné, sentit renaître ses espérances dès que la guerre eut éclaté contre la Russie. A peine la Lithuanie avait-elle été conquise par les Français, que, sur tous les points de l'ancien royaume, l'enthousiasme s'empara de tous les esprits : on vit cette nation se presser, s'agiter, demandant à grands cris son indépendance. Des diétines s'organisèrent simultanément dans toutes les contrées; et la diète du grand-duché de Varsovie, s'élevant à la hauteur des circonstances, se constitua d'une voix unanime en confédération générale de Pologne. Elle signala les premiers actes de son autorité par la déclaration solennelle du rétablissement du royaume de Pologne. Pour donner à ses délibérations la force protectrice dont elles avaient besoin pour atteindre

le but si ardemment désiré, elle chargea une députation de faire connaître à Napoléon la résolution qui avait été prise, en réclamant son appui, pour relever la patrie des Jagellons, des Sobieski et des Kosciusko. Le discours qui fut prononcé dans cette circonstance, ainsi que la réponse, nous ont paru des documens historiques trop précieux pour être passés sous silence.

Voici ce discours, prononcé par M. le comte palatin Wibicki, président de la députation polonaise :

« Sire,

» Votre Majesté travaille pour la postérité et pour l'histoire ; et l'histoire et la postérité comme l'Europe tout entière, ne peuvent méconnaître nos droits, pas plus que nous ne méconnaissons nos devoirs. Nation libre et indépendante depuis les âges les plus reculés, nous n'avons perdu notre territoire et notre indépendance, ni par un traité, ni par une conquête, mais par la trahison et la perfidie. La trahison ne peut jamais constituer un droit. Nous avons vu notre dernier roi traîné à Pétersbourg, y périr dans l'opprobre, et notre nation déchirée en lambeaux, et partagée entre les princes auxquels elle n'avait pas fait la guerre, et qui ne l'ont pas conquise.

» Nos droits sont donc évidens aux yeux des hommes et aux yeux de Dieu même. Nous avons le droit

tombeau, tristes et sans espérance? Non, vous avez été suscité par la Providence; sa force réside dans vos mains; et l'existence de notre duché est due à la puissance de vos armes.

» La confédération nous a députés devant vous pour soumettre son acte de confédération à votre suprême sanction, et pour vous demander votre puissante protection pour le royaume de Pologne. Sire, dites : *Le royaume de Pologne existe;* et ce décret sera pour le monde l'équivalent de la réalité.

» Nous sommes seize millions de Polonais; il n'en est pas un dont le sang, les bras, les biens ne soient dévoués à Votre Majesté. Tous les sacrifices seront légers pour nous lorsqu'il s'agira d'achever la restauration de notre patrie. Depuis la Dwina jusqu'au Dniester, depuis le Borysthène jusqu'à l'Oder, un seul mot de Votre Majesté va lui dévouer tous les bras, tous les efforts, tous les cœurs. Cette guerre imprudente, que, malgré les souvenirs d'Austerlitz, de Pulstuck, d'Eylau, de Friedland; malgré les sermens de Tilsitt et d'Erfurt, la Russie a osé déclarer, n'en doutons pas, Sire, est un décret de la Providence, qui, touchée des malheurs de notre nation, a résolu d'y mettre un terme.

» Cette seconde guerre de Pologne est à peine commencée, et déjà nous portons nos hommages à Votre Majesté dans la capitale des Jagellons, et déjà vos aigles sont sur la Dwina; et les armées de la Russie,

séparées, divisées, coupées, errent, cherchant en vain à se réunir et à se former.

» L'intérêt de l'empire de Votre Majesté veut le rétablissement de la Pologne ; peut-être l'honneur de la France y est-il également intéressé. Si le démembrement de la Pologne fut le signe de la décadence de la monarchie française, que son rétablissement prouve la prospérité où Votre Majesté a élevé la France. La Pologne opprimée a tourné les yeux durant presque trois siècles vers la France, cette nation grande et généreuse ; mais ses destinées ont réservé ce dénouement au chef de la quatrième dynastie, à Napoléon-le-Grand, devant qui la politique de trois siècles a été l'objet d'un moment, comme l'espace du midi au nord ne fut qu'un point.

» Nous présentons à Votre Majesté l'acte de confédération qui proclame la reconnaissance et l'existence de la Pologne. Nous renouvelons devant elle, au nom de tous nos frères, l'engagement solennel de poursuivre jusqu'à la fin et par le concours de toutes les volontés, de tous les moyens, et, s'il le faut, de tout le sang qui coule dans nos veines, l'entreprise que nous n'aurons point formée en vain, si Votre Majesté daigne la protéger. »

« Messieurs les députés de la confédération de Pologne, leur répondit Napoléon.

» J'ai entendu avec intérêt ce que vous venez de me dire.

» Polonais, je penserais et j'agirais comme vous : j'aurais voté comme vous dans l'assemblée de Varsovie; l'amour de la patrie est la première vertu de l'homme civilisé.

» Dans ma position j'ai bien des intérêts à concilier et bien des devoirs à remplir : si j'eusse régné lors du premier, du deuxième ou du troisième partage de la Pologne, j'aurais armé tout mon peuple pour vous soutenir. Aussitôt que la victoire m'a permis de restituer vos anciennes lois à votre capitale et à une partie de vos provinces, je l'ai fait avec empressement, sans toutefois prolonger une guerre qui eût fait encore couler le sang de mes sujets.

» J'aime votre nation; depuis seize ans j'ai vu vos soldats à mes côtés, sur les champs d'Italie comme sur ceux de l'Espagne.

» J'applaudis à tout ce que vous avez fait; j'autorise les efforts que vous voulez faire; tout ce qui dépendra de moi pour seconder vos résolutions, je le ferai.

» Si vos efforts sont unanimes, vous pouvez concevoir l'espoir de réduire vos ennemis à reconnaître vos droits; mais, dans ces contrées si éloignées, si étendues, c'est surtout sur l'unanimité des efforts de la population qui les couvre que vous devez fonder vos espérances de succès.

» Je vous ai tenu le même langage lors de ma première apparition en Pologne; je dois ajouter ici que

j'ai garanti à l'empereur d'Autriche l'intégrité de ses états, et que je ne saurais autoriser aucune manœuvre, ni aucun mouvement qui tendrait à troubler Sa Majesté dans la paisible possession de ce qui lui reste des provinces polonaises.

» Que la Lithuanie, la Samogitie, Vitebsk, Polotzk, Mohilow, la Wolhynie, l'Ukraine, la Polodie, soient animés du même esprit que j'ai vu dans la grande Pologne, et la Providence couronnera par le succès la sainteté de votre cause; elle récompensera ce dévouement à votre patrie qui vous a rendus si intéressans, et vous a acquis tant de droits à mon estime et à ma protection, sur laquelle vous devez compter dans toutes les circonstances. »

Cette froide réponse de l'empereur témoignait peu de sympathie à la malheureuse Pologne. Dans cette circonstance Napoléon eut un double tort en morale et en politique; en morale lorsqu'il parut abandonner ses plus fidèles alliés, en politique lorsqu'il ne réédifia pas le royaume de Pologne qui lui eût été de la plus grande utilité : mais en faisant cette guerre il avait porté ses vues bien plus loin; il voulait acculer la Russie à l'extrémité de l'Europe, la confiner dans ses bois, dans ses contrées les plus âpres et les plus sauvages : à la porte de cet empire du nord qu'il aurait rendu si petit et incapable de s'ingérer dans la politique européenne, il aurait établi, comme une sentinelle de sûreté, un royaume où il aurait fondu

à la fois toute la Moscovie, la Lithuanie, la Samogitie, la Wolhynie, l'Ukraine, en un mot toute la Pologne, excepté peut-être toute la portion de l'Autriche.

Ce grand projet, s'il est vrai que Napoléon l'ait jamais conçu, fut détruit par une cause indépendante de la volonté des hommes : il vint échouer avec celui qui l'avait formé contre les glaces du nord, contre les intempéries imprévues d'une saison rigoureuse.

BATAILLE DE LA MOSKOWA,

Le 7 septembre 1812.

—

Après les combats de Smolensk et de Valontina, les Russes précipitèrent leur retraite, brûlant tous les ponts, dévastant toutes les routes, et détruisant tous les approvisionnemens qu'ils ne pouvaient emmener. Ce fut là leur tactique constante pendant toute la campagne; et les Français sentirent vivement combien leur était nuisible cette nouvelle manière de faire la guerre : néanmoins ils n'en poursuivirent pas moins le cours de leurs succès, et précipitèrent leur marche sur Moskou, chassant devant eux l'armée russe, qui ne leur faisait plus d'autre guerre que celle de la destruction des subsistances. Ils arrivèrent

successivement, sans éprouver aucune résistance, le 26 à Doroghobouj, le 27 à Flawkovo, le 28 à Semlovo, et le 30 à Viasma.

Pendant cette marche, le duc de Bellune, à la tête du neuvième corps, fort de trente mille hommes, se dirigèrent de Tilsitt sur Wilna pour former la réserve.

L'armée marchait sur trois colonnes : la gauche, dirigée par le vice-roi, marchait par Kanouchkino, Znamenskoi, Kosterechkovo et Novoé ; le centre, formé par le roi de Naples, par le corps du maréchal Davoust, par le maréchal Ney et la garde, débouchait par la grande route ; et la gauche, commandée par le prince Poniatowski, marchait sur la rive gauche de l'Osma, par Volosk, Louchki, Pokroskoé et Slouchkino.

Le 27, l'ennemi, manifestant le dessein de coucher sur la rivière de l'Osma, vis-à-vis du village de Riebké, prit position avec son arrière-garde. Cette circonstance donna lieu à une légère escarmouche, où la cavalerie française ayant chargé plusieurs fois la cavalerie russe, la força à se replier et à précipiter sa retraite.

Le 28, il y eut également quelques escarmouches ou l'on échangea plusieurs coups de canon ; mais ces diverses actions ne donnèrent lieu à aucun événement remarquable.

En dirigeant leur marche rétrograde sur Moskou, les Russes se faisaient suivre par la presque totalité

de la population des villes et villages qu'il traversaient, et ces malheureux emmenaient avec eux leurs denrées, leurs bestiaux, et tout ce qu'ils avaient de plus précieux : ainsi cette capitale, par le reflux immense de toutes ces populations agglomérées, était, aux approches de l'armée française, encombrée d'environ un million cinq cent mille individus, au dire des habitans du pays.

Cependant les Français avançaient rapidement sur l'ancienne capitale des czars, entourés de ruines et de décombres dans toutes les contrées qu'ils parcouraient, et éprouvant pour leurs subsistance les plus grandes difficultés. Ils regardaient la prise de Moskou, où se trouvaient entassées la majeure partie des richesses de la Russie, et l'entrepôt de tous les approvisionnemens des contrées environnantes, comme le terme heureux de leurs fatigues et de leurs privations. Ce n'était point l'ennemi qu'ils redoutaient; mais la privation des objets de première nécessité leur inspirait avec raison de vives appréhensions : aussi Napoléon, connaissant bien les sentimens de toute l'armée, qui plusieurs fois avait manifesté ses craintes, et même son mécontentement, se fut à peine emparé des hauteurs de Borodino, qu'il fit mettre à l'ordre la proclamation suivante :

« Soldats,

» Voilà la bataille que vous avez tant désirée! dés-

ormais la victoire dépend de vous; elle nous est nécessaire; elle nous donnera l'abondance, de bons quartiers d'hiver, et un prompt retour dans la patrie. Conduisez-vous comme à Austerlitz, à Friedland, à Vitebsk, Smolensk, et que la postérité la plus reculée cite avec orgueil votre conduite dans cette journée; que l'on dise de chacun de vous : Il était à cette grande bataille sous les murs de Moscow.

« Sur les hauteurs de Borodino, le 7 septembre, à deux heures du matin. »

Les désirs de l'armée se trouvaient remplis par cette promesse : aussi répondit-elle avec enthousiasme à cette proclamation.

Rien n'est comparable à l'ardeur que manifestèrent à l'envi toutes les troupes dans cette mémorable circonstance.

Aussitôt les divers corps s'ébranlèrent; la joie et l'impatience que témoignaient à la fois généraux, officiers et soldats, ne pouvaient qu'offrir le présage d'une victoire certaine et décisive.

Le prince Poniatowski, qui formait la droite, se mit le premier en mouvement pour tourner la forêt, sur laquelle l'ennemi appuyait sa gauche. Le maréchal Davoust fut chargé de soutenir cette manœuvre, en marchant le long de la forêt, ayant la division Compans en tête. Pendant la nuit on avait eu le soin de construire deux batteries de soixante pièces

chacune, qui dominaient la position de l'ennemi.

A six heures, le général Sorbier, qui avait armé la batterie de droite avec l'artillerie de réserve de la garde, commença le feu. Le général Pernetti, avec trente pièces de canon, s'étant mis à la tête de la division Compans, longea le bois, tournant la tête de la position de l'ennemi. Bientôt la majeure partie des troupes françaises est dirigée contre la gauche des Russes : le combat s'engage ; une égale fureur se déploie des deux côtés. Après une demi-heure de combat, le général Compans est blessé ; peu après, le maréchal Davoust a son cheval tué : la mêlée est terrible et sanglante. L'attaque des Français est reçue par les grenadiers russes, formant l'aile gauche de leur armée, commandée par le prince Bagration. Le maréchal Davoust, qui dirige les colonnes, leur montre le chemin de l'honneur ; il brave lui-même tous les dangers : Murat le soutient avec sa cavalerie ; et le brave Poniatowski favorise les mouvemens des Français, en tournant la forêt qui couvrait la gauche des Russes. Une artillerie nombreuse et bien servie vomit des deux côtés un feu des plus meurtriers : bientôt la fusillade s'engage ; on s'approche, on se serre, on se charge à la baïonnette ; l'impatience des troupes françaises est extrême ; on les voit doubler le pas pour arriver plus tôt sur le champ de bataille.

Cependant le centre, dirigé par le maréchal Ney,

et la gauche, sous les ordres du prince Eugène, abordent de leur côté la ligne des Russes : un combat général s'engage; mille pièces de canon répandent de part et d'autre l'épouvante et la mort. Les Français attaquent avec une audace effrayante : les Russes, immobiles dans leurs positions, se défendent avec le plus rare sang-froid : l'impatience et l'impétuosité des Français redoublent; ils se précipitent sur leurs adversaires qui ne peuvent plus soutenir une lutte si terrible et si acharnée. A huit heures, la valeur française a surmonté tous les obstacles, vaincu toutes les résistances : les positions de l'ennemi sont enlevées, ses redoutes prises, et l'artillerie française couronne ces mamelons protecteurs où les Russes, retranchés il y a peu d'instans, se regardaient comme inexpugnables.

Le général Kutusof est obligé de replier sa première ligne sur ses réserves : l'avantage de position qu'avaient eu les batteries russes appartient dès-lors aux Français; les parapets qui étaient contre eux durant l'attaque sont désormais pour eux. Ainsi la bataille est comme perdue pour les Russes, et elle est à peine commencée : une partie de leur artillerie est prise; quant au reste, ils sont forcés de l'évacuer sur leurs lignes en arrière.

Dans cette situation, la retraite semblait être le seul parti que pût prendre l'armée russe : elle a disputé courageusement le terrain; elle n'a cédé qu'à

des efforts prodigieux; ira-t-elle engager une seconde lutte, lorsqu'elle est privée de l'immense avantage de ses positions? Tous les calculs de la prudence lui interdisent cette ressource; mais à la vue de ces positions redoutables qu'elle vient de perdre, elle frémit et s'indigne; un cri général s'élève, elle marche au combat; elle a juré de périr ou de reprendre ses retranchemens: elle se flatte d'égaler les Français dans leur audace; déjà elle les surpasse par l'indignation et la fureur. Elle se porte donc en masse sur ces retranchemens; elle attaque avec une espèce de rage: l'aspect terrible de trois cents pièces d'artillerie placées sur des hauteurs n'effraie point ces téméraires soldats; ils avancent, ils courent, ils se précipitent: la mort circule avec rapidité dans leurs rangs; l'artillerie foudroie ces phalanges intrépides, et ces valeureux guerriers, victimes d'une attaque imprudente, viennent mourir au pied de ces mêmes parapets que leurs mains ont élevés avec tant de soins pour leur servir d'abris protecteurs.

Le roi de Naples chargea avec sa cavalerie les débris de ces corps, criblés par la mitraille. Le maréchal Ney se montra dans cette terrible journée avec un sang-froid et une intrépidité admirables. Bientôt Napoléon ordonne une charge de front, la droite en avant, et par ce mouvement se rend maître des trois quarts du champ de bataille. Dans cet intervalle, le prince Poniatowski tenait en échec dans les bois les

corps russes qui lui étaient opposés ; il luttait avec autant de courage que d'habileté, et balançait au moins les destins des combats, s'il n'obtenait des succès décisifs.

La victoire paraissait entièrement gagnée, et elle l'eût été à l'instant même ; mais il restait encore à l'ennemi ses redoutes de droite. Le général Morand, toujours des premiers sur le sentier de la gloire, marche aussitôt pour s'en emparer : ses nobles compagnons de fatigue, électrisés par son ardeur, se pressent autour de leur digne chef ; ils serrent leurs rangs, précipitent leurs pas, et enlèvent en un clin-d'œil les belles positions occupées par l'ennemi. Les Russes, furieux d'avoir vu leurs batteries passer dans les mains d'une aussi faible colonne, veulent venger l'honneur de leurs armes ; de nombreuses phalanges aussitôt se rassemblent, elles marchent et enveloppent la division Morand. Assaillis sur tous les points, attaqués avec fureur, les Français ne purent se maintenir ; ils furent obligés de se replier à leur tour. Encouragé par ce succès inespéré, l'ennemi crut pouvoir tenter encore la fortune et ressaisir la victoire qu'il avait déjà perdue : il fait avancer sa réserve, il rallie ses dernières troupes, déploie sa garde impériale. Alors s'animant au combat, s'excitant au carnage par leurs cris affreux, on vit ces troupes attaquer avec fureur le centre de l'armée française, sur lequel avait pivoté sa droite. Le combat s'engage

et s'anime; les Russes se battent comme des lions, et parviennent à obtenir des succès; déjà ils sont sur le point de s'emparer d'un village qui leur faciliterait le déploiement de leurs manœuvres. Aussitôt le général Friand s'y porte avec sa division, tandis que quatre-vingts pièces de canon braquées sur les colonnes russes les écrasent et les balaient à vue d'œil: le carnage est épouvantable; on voit les Russes, non moins furieux qu'intrépides, se tenir serrés pendant deux heures sous le feu d'une mitraille effrayante; c'est un mur d'airain que rien ne peut ébranler: le danger les arrête dans leur marche; leur bravoure leur interdit la retraite, ils n'osent point avancer, ils ne veulent point reculer. Pour décider leur mouvement, le quatrième corps de cavalerie les charge avec vigueur, et, profitant des vides que la mitraille a produits dans leurs rangs, il pénètre par les brèches que le canon a faites sur ces masses; il les entame, les sabre et les presse de tous côtés, et les force enfin à prendre la fuite. En même temps, le général Caulaincourt se porte à la tête du cinquième de cuirassiers, culbute tout ce qu'il rencontre, disperse tous les corps ennemis qui osent lui disputer le passage, et parvient à entrer dans la redoute de gauche par la gorge. Vingt-une pièces qui garnissaient cette redoute sont dirigées contre les Russes: dès-lors plus d'incertitude, la bataille est gagnée; l'ennemi se bat encore, mais c'est pour

assurer sa retraite, et non pour chercher à vaincre.

Dans une pareille affaire, où la victoire fut disputée jusqu'au dernier moment avec un acharnement sans exemple, les deux armées durent faire de grandes pertes; celle de l'ennemi peut être évaluée à quarante mille hommes ou environ, et celle des Français à quinze ou vingt mille combattans.

Dans cette bataille mémorable, officiers, généraux et soldats, tous se signalèrent d'une manière extraordinaire. Aussi la mort s'étendit également sur tous les grades; et dans ces nombreuses victimes du fléau de la guerre, l'armée française dut vivement regretter le général Montbrun, qui fut tué d'un coup de canon, ainsi que le général Caulaincourt, qui, chargé de le remplacer, partagea une heure après le même sort. Les généraux de brigade Compère, Plausonne Marion et Huart, restèrent également au champ d'honneur. Plusieurs autres généraux furent grièvement blessés, et le maréchal Davoust, qui se montra souvent au milieu de la mêlée, qui eut même plusieurs chevaux tués sous lui, fut assez heureux pour échapper sain et sauf à tous les dangers.

ENTRÉE DES FRANÇAIS DANS MOSKOU,

Le 14 septembre 1812.

Effrayée du terrible échec qu'elle venait d'éprouver sur les hauteurs de Borodino, l'armée russe, aussitôt après la bataille, se retira en toute hâte sur Moskou; elle précipita sa marche, se trouvant inquiétée par les mouvemens de l'armée française sur son flanc gauche. Cette direction inattendue, qui retardait la marche des Français sur la capitale de la Moscovie, accrédita le bruit que les Russes s'efforcèrent de répandre, que l'armée française avait battu en retraite et était poursuivie par les Cosaques de l'hetman Platow. Bonaparte n'établit son quartier-général à Mojaisk que le 10 septembre, trois jours après la

bataille, quoique cette ville ne fût qu'à trois lieues de distance de Borodino. Cette marche, quoique lente en apparence, obtint les plus heureux résultats, puisqu'elle ôta au général russe tout espoir de prendre de nouvelles positions en avant de Moskou pour défendre cette capitale. Aussi, désespérant de pouvoir arrêter les vainqueurs, ce général n'hésita point à abandonner une place aussi importante, préférant aller au-devant des nombreux renforts qui lui arrivaient de diverses provinces de l'empire. L'armée russe se retira au-delà de Moskou sans être inquiétée par les Français, qui, occupés entièrement de la prise importante de cette capitale, ne crurent pas devoir diviser leurs forces pour inquiéter en même temps les troupes russes.

Pour justifier cette détermination auprès de son souverain, le général Kutusof adressa à l'empereur Alexandre la dépêche suivante, qui développe le plan d'opérations qu'il s'était tracé :

« Je prends la liberté de représenter humblement à Votre Majesté que l'entrée de l'ennemi dans Moskou n'est pas encore l'annihilation de l'empire ; je fais avec mon armée un mouvement pour me porter sur la route de Toola : cela me mettra à même de tenir mes communications ouvertes avec les gouvernemens voisins ; toute autre mesure aurait empêché cet avantage, et m'aurait aussi séparé des armées de Tormasow et de Tchitchakoff. Je dois avouer que l'abandon

de la capitale est une chose bien dure : mais considérant les avantages qui peuvent nous en revenir, et paticulièrement *la conservation de nos armées*, il n'est plus à regretter ; et je vais maintenant occuper avec mes forces une ligne avec laquelle je commanderai les routes qui mènent à Toola et à Kalouga ; je harcèlerai toute la ligne de l'ennemi de Smolensk à Moskou, et je serai à même de couper tous les détachemens et renforts qui marcheront pour le joindre par les derrières. En occupant ainsi l'attention de l'ennemi, j'espère le forcer à quitter Moskou et à changer toute sa ligne d'opération. »

Le contenu de cette dépêche prouve évidemment combien était immense l'avantage obtenu par l'armée française à la bataille de la Moskowa, puisque le général russe convient qu'il n'a pu soustraire son armée à une destruction entière qu'en renonçant à la défense de Moskou. N'y aurait-il pas lieu de croire en même temps que Napoléon fit une faute grave en se dirigeant sur cette ville aussitôt après la bataille, au lieu de poursuivre avec vigueur l'armée, qui, par une de ces manœuvres hardies qui lui étaient si familières, pouvait être anéantie sans ressource? Quand on considère d'un côté les pertes énormes quelle avait souffertes, et de l'autre cette valeur héroïque qu'avaient déployée et que pouvaient déployer encore les troupes françaises, si Napoléon eût su de la sorte mettre à profit sa victoire de Borodino,

il est à peu près certain que l'empereur Alexandre aurait été contraint de lui demander la paix ; et dans cette hypothèse, il n'eût point perdu avec son armée un temps précieux qui la livra à toute l'intempérie d'un climat âpre et sauvage, bien plus à craindre que toutes les troupes russes.

Quoi qu'il en soit, l'armée française se porta, sans éprouver aucune résistance, sur Moskou, où elle entra le 14 septembre à midi. Les Russes avaient élevé sur la montagne dite des Moineaux, à deux werstes de la ville, plusieurs redoutes qu'ils abandonnèrent à l'approche des Français. On pénétra d'abord dans les premières rues sans éprouver aucune résistance; mais arrivée au milieu de la ville, l'avant-garde française fut accueillie par une fusillade partie du Kremlim. Le roi Murat fit mettre en batterie quelques pièces de canon qui eurent bientôt dissipé ce rassemblement, et il s'empara aussitôt du Kremlim.

Le désordre le plus épouvantable régna dès-lors dans cette malheureuse ville. Il paraît que le gouverneur Rostapchin, désespérant de la défendre, s'était déterminé à en faire une nouvelle Sagonte. A cet effet, il ne craignit pas de se servir des plus vils instrumens. Il arma trois mille malfaiteurs qu'il avait fait sortir des cachots, qui, réunis à cinq à six mille individus pris dans la lie du peuple, formèrent un corps digne de l'objet qu'on se proposait. On leur fit

distribuer des armes tirées de l'arsenal. Toutes les personnes influentes de la ville qui avaient intérêt à maintenir le bon ordre furent enlevées par ordre du gouverneur. Aussitôt l'on vit une foule de forcenés, presque tous ivres, courant les rues, parcourant tous les quartiers, une torche à la main, et mettant le feu partout. Pour que cette affreuse manœuvre obtînt un plein succès, le gouverneur eut la coupable précaution de faire disparaître les pompiers et leurs pompes, afin qu'on ne pût porter aucun secours et arrêter les désastres de cet horrible sacrifice.

L'incendie de Moskou et le pillage qui en fut la suite avaient détruit les immenses richesses qui se trouvaient entassées dans cette ville. Avec de l'ordre, de l'économie et de la prévoyance, on aurait pu ménager des ressources qui auraient été d'un grand secours pour l'armée; mais une espèce de fatalité semblait entraîner tous les esprits vers la destruction. Au milieu des ruines et des décombres, les soldats n'étaient point effrayés des dangers continuels dont ils étaient menacés; ils n'avaient laissé échapper aucune occasion de réunir et d'entasser des provisions de tout genre : ils avaient même en abondance les vins les plus fins et les liqueurs les plus exquises. L'armée, campée hors de la ville, présentait le spectacle d'une immense caravane, où chacun s'occupait exclusivement de ses marchandises, de ses provisions et de ses armes.

Cette imprévoyance de la part du soldat, qui, en quelques jours, dissipait des ressources qui auraient pu l'alimenter plusieurs mois, ne doit point étonner. Accoutumés à ne jamais compter sur le lendemain, les militaires de tous les pays se pressent de jouir, convaincus qu'il faut profiter de l'occasion sans s'occuper d'un avenir incertain. Mais les chefs doivent avoir des vues et des pensées différentes; leur sollicitude doit s'étendre sur tout, et leurs regards ont besoin de se porter sur l'avenir le plus éloigné. De quelles vives inquiétudes dut être assiégé Bonaparte, lorsque la destruction de toutes les ressources de Moskou lui eut fait perdre tout espoir de pouvoir y prendre ses quartiers d'hiver! Il dut, dès cet instant, songer à faire la paix ou à se replier sur la Lithuanie. On ne peut pas douter qu'il ne fût convaincu de cette vérité; ses démarches et ses dispositions en fournissent plus d'une preuve. Comment concevoir dès-lors qu'il ait pu rester quarante jours dans cette ville, dans la saison avancée où il se trouvait, ayant tout à redouter de l'âpreté du climat et de ses intempéries? Pourquoi n'avoir pas effectué sa retraite aussitôt que l'armée eut pris le repos dont elle avait besoin, au lieu de différer cette détermination jusqu'au moment où la faim et le froid réunis devaient évidemment la menacer de la plus affreuse destruction?

Les troupes françaises occupaient les ruines de l'ancienne capitale des czars et ses environs. L'avant-

garde, commandée par Murat, observait l'armée russe sur la Nara. Le maréchal Ney à Bogorodsk, et le prince Eugène sur la Khazma, gardaient la route de Moskou à Dimitrof. Des détachemens considérables avaient été placés sur la route de Smolensk pour assurer nos convois ainsi que nos communications avec les corps qui se trouvaient sur la Dwina. De son côté, le général Kutusof avait placé des divisions de Cosaques pour couvrir plusieurs provinces, tandis qu'avec l'élite de son armée il protégeait les gouvernemens de Toola et de Kalouga, et qu'il conservait sa communication avec les armées de Volhynie et de Moldavie. Sans oser rien entreprendre contre les troupes françaises, il se borna à inquiéter leurs communications par de fortes reconnaissances.

Dans cette situation, Napoléon fit proposer à Kutusof un armistice, en attendant la réponse de l'empereur Alexandre aux propositions de paix qui lui avaient été faites. Mais le général russe répondit au général Lauriston, chargé de cette négociation, « qu'il était superflu de parler de paix; que la cam» pagne ne faisait que commencer pour les Russes. »

Cette réponse dut faire comprendre à Bonaparte que ses ennemis, pour le combattre, comptaient sur deux puissans auxiliaires, le froid et la pénurie des subsistances.

Le général Kutusof, instruit par ses nombreux émissaires que Murat, avec un corps de quarante

mille hommes, était assez éloigné du gros de l'armée pour pouvoir être attaqué séparément, et sans qu'il pût être secouru à temps, mit aussitôt une armée d'élite à la disposition du général Bénigsen. Le 18 octobre, à la pointe du jour, plusieurs colonnes d'infanterie et de cavalerie tombèrent donc à l'improviste sur le corps de Murat. Cette attaque fut favorisée par une forêt très épaisse que les Français avaient négligé de fouiller. Les Cosaques fondirent sur la cavalerie légère, pendant qu'elle était à pied, occupée à recevoir des distributions de vivres. On conçoit que, dans une pareille circonstance, il dut y avoir beaucoup de désordres, et que cette troupe dut beaucoup souffrir. Mais Murat s'étant mis aussitôt à la tête de sa grosse cavalerie, eut bientôt dissipé cette nuée de Cosaques, qui n'avaient réussi d'abord à obtenir quelques avantages que par l'effet de la surprise. Il était d'ailleurs d'autant plus facile de prendre ainsi les Français au dépourvu, qu'ils devaient compter sur l'armistice qui avait été conclu entre différens corps d'armée, au nombre desquels se trouvait celui qui fut attaqué.

Voyant enfin que toutes ses démarches diplomatiques n'obtenaient aucun résultat, et craignant les approches de la saison rigoureuse, Napoléon se détermina à faire sa retraite. Dès le 15 octobre, il avait fait évacuer dans la direction de Smolensk presque tous les malades et blessés qui étaient dans les hôpi-

taux de Moskou; il quitta lui-même cette capitale le 19; et, le 20, il établit son quartier-général à Noilskoe.

Moskou ne fut évacué que le 23 octobre : ce fut le maréchal Mortier qui fut chargé d'en faire sauter les fortifications. Ce général se rendit ensuite à Véreya : l'armée allait marcher dans cette direction, lorsqu'on apprit que le général en chef russe s'était porté avec l'élite de ses troupes à Malovyaroslavets. On ne pouvait, sans avoir délogé l'ennemi de cette importante position, se diriger par une marche de flanc sur Majaisk. Bonaparte, pour déjouer les calculs du général russe, marcha aussitôt pour l'attaquer. Il réunit à cet effet l'élite de ses troupes; l'affaire fut sanglante: le prince Eugène, à la tête du quatrième corps, fit des prodiges de valeur, et contribua puissamment à la déroute qu'éprouvèrent les Russes. Cette leçon les rendit plus circonspects; et, bien loin de chercher à renouveler le combat, le lendemain ils profitèrent des ombres de la nuit pour prendre une position plus en arrière.

Cette affaire avait eu lieu le 24 octobre. Dans la matinée du 5, pendant que l'armée russe rétrogadait, six mille Cosaques, s'étant glissés dans les bois, firent un houra général près d'un village où se trouvait le quartier-général; ils enlevèrent six pièces de canon qui étaient parquées. Aussitôt la garde impériale à cheval, commandée par le duc d'Istrie, se

porta au grand galop contre l'ennemi ; elle eut bientôt repris l'artillerie et sabré les Cosaques, qui s'enfuirent à toutes brides.

Après ces événemens, l'armée put sans crainte se diriger sur Vereya ; et dès-lors sa retraite sur Smolensk fut décidée, quoique cette route, épuisée tour-à-tour par les armées russes et françaises, fût en quelque sorte un désert. Bonaparte se flatta d'ailleurs que la journée du 24, et les démonstrations du 25 et du 26, rendraient désormais le général russe plus circonspect, et qu'ainsi il pourrait opérer sa retraite avec une pleine sécurité. Son calcul était assez juste ; car, en général, le gros de l'armée ne fut plus serré de si près, et, s'il y eut quelques affaires, elles ne furent que partielles. Il parait donc démontré, d'après les événemens qui eurent lieu, que, si la retraite s'était effectuée quinze à vingt jours plus tôt, l'armée n'eût couru aucun risque, parce qu'elle aurait pu se cantonner dans la Pologne avant le froid.

Il n'y eut que de légères escarmouches jusqu'au 1er novembre, où l'avant-garde russe atteignit l'arrière-garde française près de Viasma. Dans l'après-midi du 2 novembre, le général russe Miloradowitch, ayant fait une marche forcée, attaqua le maréchal Davoust et le prince Eugène. Favorisé par la nature du terrain, et par la précipitation de la marche des colonnes françaises, ce général était parvenu à marcher sur le flanc du maréchal Davoust, sans être

découvert. En voyant la position de l'ennemi, Davoust et Eugène furent d'abord étonnés ; ils craignaient, non sans raison, d'avoir affaire à toute l'armée russe : mais aussitôt qu'ils s'aperçurent qu'ils n'avaient à combattre que l'avant-garde, ils chargèrent vigoureusement l'infanterie, qui s'était établie sur la grande route, la culbutèrent, et rétablirent ainsi leur communication.

Dans cette affaire, le maréchal Ney, par une manœuvre des plus brillantes, contribua fort heureusement à protéger la marche des corps qui étaient engagés; il imposa tellement, par l'habileté de ses mouvemens, au général russe, que celui-ci n'osa plus tenter aucune attaque. Après cette opération, ce maréchal fut chargé de diriger l'arrière-garde; il se montra digne de cette confiance : placé sur les hauteurs de Viasma pour prendre son nouvel ordre de marche, il signala le commandement dont il venait d'être chargé en forçant l'ennemi à se tenir à une distance respectueuse, feignant à chaque instant de menacer son flanc gauche.

Depuis Viasma jusqu'à Smolensk, il n'y eut que des escarmouches. Mais un ennemi bien plus puissant que toutes les armées, le froid le plus rigoureux, vint bientôt assaillir d'une manière affreuse l'armée française ; il commença à se faire sentir le 6 novembre.

Le prince Eugène écrivait au prince Berthier, sous la date du 7 :

« J'ai l'honneur d'informer Votre Altesse que je me suis mis en marche ce matin, à quatre heures; mais la difficulté des chemins et de la gelée ont apporté tant d'obstacles à la marche de mes troupes, que la tête n'a pu arriver que ce soir, à six heures, et que la queue n'a pu prendre position qu'à environ deux lieues de l'arrière-garde. L'ennemi s'est présenté sur ma droite; il a attaqué presque en même temps la tête, le centre et la queue, avec de l'artillerie, des Cosaques et des dragons. A la tête, il a trouvé une ouverture, dont il a profité pour faire un détour et enlever deux pièces d'artillerie des régimens. Le neuvième d'infanterie a couru à leur secours; mais les pièces étaient déjà enlevées.... Je ne dois pas vous cacher qu'après avoir employé tous les moyens, je vois qu'il est impossible de sauver mon artillerie, et que, dans de pareilles circonstances, on doit s'attendre à de grands sacrifices: aujourd'hui nous avons encloué et enterré plusieurs pièces d'artillerie........ C'est avec peine que je me vois dans la cruelle nécessité de vous avouer les sacrifices que nous avons faits pour accélérer notre marche: ces trois jours nous ont coûté les deux tiers de notre artillerie; hier, le froid nous fit perdre quatre cents chevaux, et aujourd'hui il en aura peut-être péri le double; il en périt des attelages entiers à la fois........ Je ne dois pas cacher à Votre Altesse que ces trois jours de souffrance ont tellement abattu l'esprit des soldats, qu'en ce mo-

ment je les crois incapables d'aucun effort : plusieurs hommes sont morts de faim et de froid ; d'autres, au désespoir, se sont fait faire prisonniers par l'ennemi. »

Une pareille dépêche n'a point besoin de commentaires ; son contenu donne une idée assez exacte de la cruelle position à laquelle était réduite l'armée française dans les environs de Smolensk. A son arrivée dans cette ville, l'armée n'y trouva que de faibles ressources. Ce fut là qu'on apprit la nouvelle de la singulière conspiration du général Mallet qui, seul, sans troupes, sans appui, prisonnier d'état, inconnu de la foule, privé d'influence comme de renommée, avait réussi, à l'aide de son audace et de plusieurs ordres faux habilement conçus, à s'emparer pendant quelques heures du gouvernement de la capitale. Cette conspiration qu'un même jour vit naître, réussir et comprimer, et dont le succès momentané n'était dû qu'à l'absence du chef de l'état, n'étonna pas l'empereur. Il ne fut frappé que d'une chose, « C'était, dit M. le baron Fain, qu'après douze années de gouvernement, après son mariage, après la naissance de son fils, après tant de sermens, sa mort pût devenir encore un moyen de révolution. « Et Napoléon II, dit-il, on n'y pensait donc pas ! » Cet oubli, qu'il ressentit vivement, fut une pénible découverte.

Aux malheurs dont l'armée d'invasion était accablée dans sa pénible retraite, se joignaient les désas-

tres de nos troupes restées en Volhynie et sur la Dwina. Dès le 18 octobre, le général Witgenstein avait attaqué les Français près de Potolsk. Le maréchal Saint-Cyr déploya dans cette circonstance beaucoup d'habileté et de bravoure ; mais, forcé dans son camp, attaqué dans la ville, qui reçut l'assaut à plusieurs reprises, il fut forcé de céder au nombre et à l'acharnement des troupes russes. Bonaparte prit le plus grand soin à cacher ce revers à son armée, de peur d'exciter les murmures et le découragement.

Tormasof ayant remplacé le prince Bagration, tué à Borodino, le commandement de la Volhynie fut donné à Tchitchakoff. Ce général manœuvra, dès le commencement d'octobre, pour pénétrer dans le grand duché de Varsovie. Le prince Schwartzenberg, commandant en chef de toutes les troupes, se porta avec son armée sur la rive droite de la Lesna, petite rivière qui se jette dans le Bug : il paraît qu'il avait pris une position trop étendue ; car elle fut enlevée, le 12 octobre, presque sans résistance. Le général autrichien passa dès-lors sur la rive gauche du Bug, où il fut poursuivi par le général russe dans la direction de Biala. Tout le pays entre la Vistule et le Bug fut aussitôt inondé de Cosaques ; le président Potocki en conçut même des alarmes pour Varsovie, et il fut obligé de rassurer les esprits par une proclamation.

Cependant les souffrances de l'armée française s'accroissaient chaque jour : le froid, les privations de

toute espèce moissonnaient d'une manière effrayante hommes et chevaux. Sans artillerie, sans cavalerie, mourant de froid et de faim, quelle résistance pouvaient opposer des troupes dans cette état à des soldats acclimatés aux plus cruelles intempéries? Chaque jour, chaque heure, chaque instant, amenaient des événemens toujours douloureux. Que de regrets, que de remords dut éprouver Napoléon en voyant sous ses yeux la destruction effrayante de cette armée dont les destinées avaient été si brillantes, et qu'il avait si imprudemment compromises en bravant les élémens destructeurs du climat le plus âpre, de la saison la plus rigoureuse!

Tous les corps de l'armée française étaient constamment harcelés, par ces robustes enfans du nord, aussi familiers aux glaces qu'aux fatigues. Tous souffraient, tous frémissaient de se voir à la merci d'un ennemi qui, dans une situation ordinaire, aurait à peine pu supporter leurs regards. Les Russes abusaient cruellement de cette supériorité, qu'ils ne devaient qu'à l'âpreté de leur climat : ils n'abordaient les corps français que pour leur proposer de se rendre, insultant ainsi tout à la fois à l'honneur et à l'infortune. Ces braves recueillaient alors le peu de forces qui leur restaient pour repousser convenablement des propositions aussi insultantes. Nous citerons à cet égard la conduite du prince Eugène et du maréchal Ney. Le général Poitevin, marchant en

avant du quatrième corps avec quelques soldats, entendit une trompette sonner pour annoncer un parlementaire : c'était un envoyé du général Miloradowith, qui se présentait pour sommer l'armée française de se rendre à des conditions honorables. Le vice-roi fit répondre « qu'il était aussi surpris qu'indigné d'une proposition si humiliante, et qu'on allait prouver aux Russes que les soldats français n'étaient pas aussi faciles à désarmer qu'à insulter. »

Quoiqu'il ne restât que deux pièces d'artillerie au quatrième corps, les colonnes d'attaque se formèrent néanmoins avec beaucoup de précision, et marchèrent à l'ennemi avec une grande ardeur. Les Russes laissèrent avancer les Français jusqu'à demi-portée de canon. Ils déployèrent alors une nombreuse artillerie, pendant que la cavalerie, manœuvrant sur la gauche des colonnes françaises, cherchait à profiter du désordre occasionné par la canonnade. Sentant la difficulté d'enlever de vive force la position des Russes, le prince Eugène se décida à attaquer leur droite avec l'élite de ses troupes : la manœuvre de ce prince dont on ignorait la véritable force, fit craindre au général russe qu'on ne voulût intercepter ses communications avec le gros de l'armée; il dégarnit donc sa gauche pour renforcer sa droite. C'était ce que désirait le prince Eugène, qui, voyant le succès complet de sa ruse, fit continuer le combat jusqu'à la nuit; et à la faveur de l'obscurité, il défila par

sa droite. Malgré toutes les difficultés d'une route presque impraticable, il fut assez heureux pour faire sa jonction avec la jeune garde, campée à une demi-lieue de Krasnoi, et recueillit ainsi le prix de sa bravoure et de son habileté.

Cependant, Napoléon était dans une inquiétude mortelle sur la situation du maréchal Ney : il craignait que toute l'armée de Kutusof ne prît position près de Krasnoi, sur la route de Smolensk, dans la soirée du 17, et ne le forçât à se battre le 18. S'il perdait la bataille, c'en était fait de l'armée française. Les Russes auraient pu par suite manœuvrer pour empêcher sa jonction avec les corps postés sur la Dwina : victorieux, cette manœuvre aurait eu pour eux un succès indubitable. Ne pouvant donc s'occuper de dégager Ney sans compromettre la situation générale de l'armée, Napoléon se décida à abandonner ce maréchal à sa fortune et à ses propres combinaisons, et il se rendit aussitôt à Borisow, où il prescrivit à toutes ses troupes de se réunir. Cette résolution hardie était le seul parti qui se présentât à Bonaparte pour échapper aux Russes. Dans cet intervalle, le maréchal Ney, poursuivant sa marche, se trouva le 18 en présence de l'ennemi. Un épais brouillard empêcha les Russes de pouvoir juger des forces de cette colonne, et les rendit très circonspects dans leurs manœuvres. Suivant l'habitude qu'ils avaient prise, depuis les désastres occasionnés par le

froid, ils envoyèrent un parlementaire pour engager le maréchal à se rendre. Ce brave guerrier reçut le parlementaire très brusquement, se borna à lui répondre qu'il n'était pas homme à capituler, et qu'il saurait bien se faire jour l'épée à la main. Il tint parole : son corps, dont les débris étaient encore de six à sept mille hommes, se battit avec un héroïsme qui lui mérita l'admiration de l'ennemi même : il perdit sans doute beaucoup de monde; mais enfin il parvint à pénétrer malgré l'immense supériorité des Russes; il passa le Borysthène, échappant ainsi par sa bravoure et sa présence d'esprit aux plus grands dangers.

Les tristes et malheureux débris de l'armée française étaient le 20 novembre, réunis à Orsha, sur la rive droite du Dnieper. Les combats soutenus par Davoust, Eugène et Ney, avaient fait une forte impression sur les Russes, qui sentirent dès ce moment leur ardeur se ralentir; ils ne montraient plus la même activité; et le général Witgenstein lui-même, qui dès le début avait déployé tant d'audace, parut avoir entièrement perdu ce caractère hardi et entreprenant qui l'avait distingué jusqu'alors.

Dès le 16 novembre, l'armée russe de la Volhynie s'était portée des environs de Minsk vers la Bérézina. Le général Sacken était resté sur le Bug avec un corps de vingt mille hommes, pour observer le prince de Schwartzenberg. Le 21, le général Lam-

bert attaqua Borisow, défendu par un faible corps de Polonais que commandait l'intrépide général Dombrowki. Cette petite troupe fit une vigoureuse résistance; long-temps elle balança la victoire, suppléant au nombre par l'audace et la bravoure; mais enfin il fallut céder à des forces trop supérieures. Les valeureux Polonais, après avoir perdu trois mille hommes, dont mille tués et deux mille blessés qui furent faits prisonniers, se replièrent au nombre d'environ trois mille sur Bobr, où se trouvait le maréchal Oudinot. L'occasion se présenta bientôt pour les braves Polonais de prendre une glorieuse revanche. Le 24, ce maréchal reçut ordre de se diriger sur Borisow, pour assurer à l'armée le passage de la Bérézina. Les troupes marchèrent animées de la plus noble ardeur : les Polonais surtout étaient impatiens de recommencer une lutte où ils ne seraient point enfin écrasés par l'immense supériorité de l'ennemi. A peine eut-on aperçu les Russes, qu'un cri général se fit entendre dans les rangs : l'attaque fut terrible, et la déroute des plus complètes. Dans cette charge brillante, tous les corps rivalisèrent d'ardeur et d'intrépidité : mais rien n'égalait la rage et la fureur des Polonais; ils frémissaient d'impatience à la vue de l'ennemi, et ne croyaient pouvoir assez tôt venger la mort de leurs infortunés camarades, accablés par le nombre. Les cuirassiers, commandés par le général Berkheim, se montrèrent dignes de dispu-

ter aux Polonais le prix de l'audace et de la bravoure dans cette glorieuse journée. Chassés de leur position par les troupes françaises, les Russes coupèrent le pont de Borisow, et se retranchèrent sur l'autre rive.

Cependant l'armée française manœuvrait pour passer la Bérézina. Cette opération présentait de grandes difficultés, en présence d'un ennemi nombreux et fier de succès inespérés, qu'il ne devait qu'à des événemens malheureux. Le maréchal Oudinot déploya dans cette circonstance une habileté qui lui fait le plus grand honneur. Pendant toute la journée du 25, il fit des démonstrations comme s'il voulait effectuer le passage de vive force, tantôt vis-à-vis, tantôt au-dessous de Borisow. Ces mouvemens simulés, exécutés avec beaucoup d'adresse, obtinrent le plus heureux succès : l'ennemi fut pleinement convaincu que les Français tenteraient le passage sur ces points ; il fit en conséquence ses dispositions d'attaque. Mais, dès qu'il fut nuit, le maréchal remonta la Bérézina jusqu'au village de Studzianca, à trois lieues au-dessus de Borisow, presque au même lieu où Charles XII passa cette rivière lorsqu'il poursuivait l'armée du czar Pierre. Cette opération était trop importante pour que Napoléon ne vît pas par lui-même tous les travaux, toutes les dispositions effectuées pour parvenir au but proposé. Il déploya dans cette circonstance l'activité extraordinaire dont

il est particulièrement doué. Ses mesures furent si bien prises, que, le 26 à midi, deux ponts praticables se trouvèrent entièrement construits.

Il était dû sans doute au duc de Reggio de frayer le passage dont il avait si habilement assuré les moyens. Il se porta le premier, à la tête de son corps, sur la rive droite. Il déboucha le pont sous la protection d'une nombreuse artillerie, qu'avait conservée le corps resté sur la Dwina. A peine touchait-il l'autre rive, que déjà ses colonnes étaient formées. Ses manœuvres furent promptes comme l'éclair : il se précipita sur une division russe qui se disposait à lui disputer le terrain ; ses attaques foudroyantes dispersèrent en un clin-d'œil un ennemi trop inférieur en tactique et en habileté. Sa retraite fut effectuée dans le plus grand désordre sur Borisow.

L'armée française passa la Bérézina les 26 et 27 ; mais il restait le corps du maréchal Victor, qui se trouvait plus en arrière : forcé de faire tête à Witgenstein, ce général n'avait pu arriver à Studzianca que le 27, dans l'après midi. La division Partounaux, qui formait l'arrière-garde du duc de Bellune, se rendait à la même destination, quand l'infatigable Witgenstein vint lui barrer le passage, la séparer du gros de la troupe, et la forcer à se replier jusque sur Borisow. Bientôt cette malheureuse division se trouve entre le corps de Witgenstein et l'avant-garde de Kutusof : incapable de résister à ces deux corps qui,

d'un instant à l'autre, pouvaient être secondés par toute l'armée russe, le général Partounaux fut forcé de se rendre avec six mille hommes. Cette perte dut être d'autant plus douloureuse pour l'armée française, que ce corps se composait de troupes d'élite, qui se trouvaient en très bon état, n'ayant presque pas souffert. Mais cet échec n'était rien encore en comparaison des désastres occasionnés par l'impatience, l'indiscipline et l'imprévoyance, lors du passage de la Bérézina.

Les troupes françaises, en faisant leur jonction avec l'armée de la Dwina, bien organisée et ayant une superbe artillerie, éprouvèrent une satisfaction indicible. Cette joie fit bientôt place au désespoir. Tant que la garde était restée sur la rive gauche, l'armée de Moskou, accoutumée à regarder ce superbe corps comme son bouclier, ne se pressait nullement de passer, et la circulation des ponts fut entièrement libre : mais, dès qu'on vit Napoléon partir avec sa garde, la confusion devint épouvantable; aucun ordre ne fut exécuté; et les gardes mêmes, établies pour la police des ponts, furent culbutées par la foule qui se précipitait tumultueusement sur les lieux de passage. Ce fut le 27, sur les deux heures après midi, qu'eut lieu ce funeste désordre : Français, Belges, Allemands, Piémontais, Romains, Hollandais, c'était à qui arriverait le premier : chacun jurait, tempêtait dans sa langue; on eût dit l'image réelle

de la tour de Babel. Cette diversité de langages, ces juremens dans tous les idiomes, cette impatience témoignée par des gestes et des imprécations de tous genres, auraient présenté le spectacle le plus curieux et le plus bizarre, si l'ame n'avait été attristée par le danger imminent qui menaçait toute cette cohue d'hommes, exposés à périr, soit dans la Bérézina, soit par le feu de l'ennemi. Pressés par ces deux motifs, on voyait une multitude de soldats se précipiter à la fois vers les ponts, où, une fois parvenus, l'on se battait à coups de poings pour franchir le passage et ne pas être refoulé dans la rivière. Il n'existait ni discipline ni subordination; la nature seule avait départi l'autorité : le plus fort faisait la loi. Le désordre fut poussé si loin, qu'on en vint même à se frayer un passage à coups de sabre. A cette scène épouvantable vint bientôt se joindre le canon des Russes et les cris horribles des Cosaques, qui mirent le comble à la terreur de cette masse désorganisée, sans ordre, sans défense, et la plupart sans armes.

Le 28 novembre, après le passage de la Bérézina, le général Tchitchakoff attaqua l'armée française vers les huit heures du matin. L'armée russe était au moins égale en nombre aux troupes françaises, et elle avait le grand avantage d'être en très bon état, accoutumée aux rigueurs de son climat, et jouissant en outre d'une nourriture abondante, tandis que les Français étaient exténués par la faim et le froid. Le

combat fut vif et meurtrier. Les généraux français se montrèrent au feu comme de simples grenadiers : aussi, dès le commencement de l'action, le duc de Reggio fut blessé assez grièvement pour être forcé de quitter son commandement. Toute l'infanterie, et surtout la garde, firent des manœuvres admirables : par leur aplomb, leur sang-froid et leur intrépidité, elles parvinrent bientôt à culbuter l'ennemi sur toute la ligne. Les Polonais figurèrent glorieusement à côté de leurs nobles émules ; et les cuirassiers du général Doumerc exécutèrent plusieurs charges brillantes, qui obtinrent les plus heureux succès. La victoire fut aussi complète que décisive ; et si la neige, qui tombait à gros flocons, et la pénurie des subsistances n'avaient fait à Napoléon un devoir de chercher à atteindre au plus tôt ses magasins, et de reposer ses troupes de leurs fatigues, c'en était fait de l'armée russe.

L'armée prit aussitôt la direction de Wilna. L'artillerie et les bagages furent abandonnés, excepté quelques pièces d'artillerie légère et les seuls équipages des états-majors. On marcha sur la grande route de Minsk ; et toute l'armée, formant à peine cinquante mille hommes, défila par un chemin très étroit, situé au milieu de vastes marais. On était ainsi à l'abri de toute attaque ; mais la faim et le froid compensaient cruellement ce faible avantage. On avait à peine conservé quelques provisions. Le peu de res-

sources qu'on trouvait sur la route étaient dévorées par les premiers arrivés. Le thermomètre descendit alors jusqu'à 26 degrés au-dessous de glace. La route et les bivouacs étaient, comme les champs de bataille, couverts de cadavres. La garde impériale seule conserva toujours ses rangs ; toute autre troupe, même les corps de la Dwina, ne présentaient, le 8 décembre, en arrivant à Wilna, que les signes effrayans de la plus terrible des catastrophes. Il n'existait plus de chevaux de cavalerie. Nos braves cuirassiers, peu accoutumés à la marche, périrent presque tous sur la route. A Wilna, on éprouva des désastres d'une autre espèce. L'abondance subite fut presque aussi funeste que la disette : un grand nombre d'individus périrent pour avoir trop mangé, et beaucoup d'autres pour avoir trop bu de liqueurs fortes.

Le trésor de l'armée, renfermant plusieurs millions, les équipages des états-majors, et tout ce qui restait d'artillerie, furent abandonnés à une lieue de Wilna, sur la route de Kowno. La situation de la route et la rigueur de la saison forcèrent à ces pénibles sacrifices.

Enfin, au 1er janvier 1813, notre armée ayant entièrement évacué le territoire russe, était cantonnée sur les deux rives de la Vistule. Le premier corps avait pris position à Thorn, le deuxième à Marienverder, le troisième à Elbing, le quatrième à Marienbourg, le cinquième à Varsovie, le sixième à

Plok, le septième et les Autrichiens entre le Bug et la Vistule, le huitième avec le premier à Thorn, le neuvième à Dantzick, le dixième occupait encore Tilsitt, et la garde impériale était réunie à Kœnigsberg.

Après avoir perdu toute son artillerie, l'armée apprit avec le plus vif regret la mort du général Lariboissière, qui la commandait, et qu'on regardait à juste titre comme un des meilleurs officiers du génie. Sa mort doit être moins attribuée aux fatigues de cette cruelle campagne, qu'au chagrin d'avoir perdu son fils, tué à la bataille qui se livra sur les hauteurs de Borodino. Il fut dignement remplacé par le général Éblé, officier doué du plus grand mérite et d'une rare pénétration.

L'armée russe avait pris ses cantonnemens sur la rive droite du Niémen : les Cosaques de Platow, après avoir passé ce fleuve à Kowno, ravageaient les plaines de la rive gauche. L'empereur Alexandre était à Wilna depuis le 22 décembre ; et Napoléon, après avoir laissé le commandement des troupes à Murat, était parti pour Paris. Il traversa toute l'Allemagne incognito, et arriva dans sa capitale le 19 du même mois. Pendant sa route, qui cette fois ne fut pas pour lui une course triomphale, il eut tout le loisir de méditer ces paroles remarquables de Montesquieu : « Les conquêtes de Charlemagne et ses tyrannies « avaient une seconde fois fait reculer les peuples du

» midi vers le nord : sitôt que cet empire fut affaibli,
» ils se portèrent une seconde fois du nord au midi.
» *Et si aujourd'hui un prince faisait en Europe les*
» *mêmes ravages, les nations repoussées dans le nord,*
» *adossées aux limites de l'univers, y tiendraient*
» *ferme jusqu'au moment qu'elles inonderaient et*
» *conquerraient l'Europe une troisième fois.* »

—

TABLE DES MATIÈRES

DU TOME TROISIÈME.

FIN DU TOME TROISIÈME.

